THIS BOOK IS NOT FOR SALE.

EUROPA

Une introduction illustrée à l'Europe pour les migrants et les réfugiés

CE LIVRE N'EST PAS DESTINÉ À LA VENTE.

Introduction

Partenaires

Remerciements

1 Reconstruire sur les cendres de la guerre : quand des ennemis jurés créent l’Union européenne

Vous avez parcouru des milliers de kilomètres pour rejoindre l’UE :

Frontières mouvantes: la Syrie et la Turquie

La Première et la Deuxième Guerre mondiale

Ira, 53 ans, guide-conférencière de musée, Friedland, Allemagne

La guerre froide

Les migrations de travail

Khadija Zamouri, 49 ans, députée,Bruxelles, Belgique

La fin de la guerre froide

Lua Nguyen Thi, 62 ans, restauratrice, Francfort, Allemagne

Thomas Hoepker, 80 ans, photographe,New York, États-Unis

Les guerres de Yougoslavie

Zrinka Bralo, 49 ans, directrice de Migrants Organise, Londres, Angleterre

L’Europe s’élargit, les déplacements de populations s’intensifient

Karolina, 36 ans, entrepreneure, Londres, Angleterre

La situation aujourd’hui

Photographie

2 Les rouages de l’Union européenne : comment ça fonctionne ?

Les origines mythologiques de l’Europe

Une union

Comment ça marche ?

Le Parlement européen

Crise de croissance

Brexit

La crise grecque

Une union toujours courtisée

La Turquie et l’Europe

Les dates clés

Emilio Silva, 50 ans, journaliste, Madrid, Espagne

L’Europe, mon pays

Philipp Fritz, 29 ans, journaliste, Berlin, Allemagne

Photographie

3 Ce qui fait la particularité de l’Europe

En Europe, on est toujours le bouffon de quelqu’un d’autre

Liberté d’expression et d’information

Que signifie LGBTI ?

Nada Diane Fridi, 31 ans, architecte, Paris, France

Liberté de religion

Les Tatars : une histoire de l’islam en Pologne

Liberté de réunion et d’association

Ramman Ismael, 23 ANS, Lyon, France (originaire d’Alep, Syrie)

Droit de négociations et d’actions collectives

Liberté sexuelle

Leila, 36 ans, travailleuse sociale et éducatrice spécialisée, Paris, France

Droits des victimes

Anke Domscheit-Berg, 48 ans, consultante, Brandebourg, Allemagne

Tilla (nom d’emprunt), 40 ans, demandeuse d’asile, Pays-Bas

Droit à un procès équitable

Vie quotidienne

4 Venir en Europe

Mort en pleine mer

Un million

Routes

Abisolom (nom d’emprunt), 34 ans, Pays-Bas

L’entrée régulière

Comment la plupart des gens sont arrivés en Europe

Gibril Njia, 19 ans, apprenti charpentier, Ténérife, îles Canaries, Espagne

La Grèce

Le règlement Dublin

Stefania Mizara, 40 ans, photographe, Athènes, Grèce

Les enjeux de l’UE

L’espoir

Maritsa Mavrapidou, 85 ans, Skala Sikaminias, Lesbos, Grèce

Yonous Muhammadi, 43 ans, médecin, Athènes, Grèce

Hallow Salam, 44 ans, avocat et sociologue, Berlin, Allemagne

Des flous juridiques

L’accord avec la Turquie

Mirhatam Safi, 17 ans, étudiant, Lubbeek, Belgique

Le futur

La vie dans l’UE

Photographies

5 Informations pratiques

Autriche

Belgique

France

Allemagne

Grèce

Italie

Les Pays-Bas

Espagne

Suède

Royaume-Uni

Union européenne

Les partis d'extrême droite en UE

EUROPA: Une introduction illustrée à l’Europe pour les migrants et les réfugiés

Ce livre est l’initiative d’un groupe de photographes et de journalistes qui ont couvert à la fois la crise des réfugiés en Europe et les différentes situations qui ont provoqué ces migrations au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique. Témoins directs des défis que doivent affronter ces nouveaux arrivants, nous avons été frappés par l’utilité et l’importance de l’information que peut apporter un livre comme celui que vous êtes en train de lire.

Ce texte s’adresse à un lectorat très large, en 4 langues : l’arabe, le farsi (persan moderne), l’anglais et le français. Il a pour objectif de faire découvrir aux nouveaux venus les raisons de la construction de l’Union européenne (UE ; en anglais, EU : European Union), son développement, sa philosophie et les discussions importantes qui vont déterminer son avenir.

Une précision concernant le lexique : « réfugié »

et « migrant » ne sont pas des termes interchangeables. Les réfugiés sont des personnes qui fuient un conflit armé ou des persécutions, c’est-à-dire des situations trop dangereuses pour leur permettre un retour dans leur pays d’origine. Ils ont donc besoin de se réfugier autre part. Les migrants, eux, sont des personnes qui choisissent de

changer de lieu de vie, non parce qu'elles rencontrent directement des menaces de mort ou de persécution, mais principalement parce qu'elles veulent améliorer leurs conditions de travail, leur éducation ou rejoindre leur famille, entre autres raisons. Si les migrants décident de retourner dans leur pays d'origine, ils continueront à bénéficier de la protection de leur gouvernement. La façon dont les pays traitent les réfugiés et les migrants varie selon les lois internationales et nationales.

Puisque l'information fournie par ce livre peut être utile à la fois aux migrants et aux réfugiés, nous avons choisi de nous adresser à tous les nouveaux venus.

Parmi les personnes que nous avons rencontrées pendant leur voyage du désespoir dans l'Union européenne, peu d'entre elles savaient que cette Union faisait suite à la dévastation provoquée par deux guerres mondiales, que certains de ses États membres étaient autrefois des ennemis jurés ou que des réfugiés franchissent les frontières européennes depuis des décennies suite à ces guerres ou à d'autres conflits armés.

Beaucoup de ceux qui arrivent en Europe ne sont pas au courant de cette histoire à laquelle ils peuvent s'identifier, et la plupart des Européens semblent l'avoir oubliée. Après tout, l'aspect de l'Europe d'aujourd'hui n'évoque pas vraiment son passé, qui ressemble sans doute à la situation actuelle de pays comme la Syrie, l'Iraq et l'Afghanistan.

Avec l'idée que les migrations et les conflits constituent l'ADN de l'Europe, et ont joué un rôle déterminant dans la

création de l’UE et dans le développement de ses populations, nous avons choisi de faire de ces expériences le filtre à travers lequel nous présentons l’Europe contemporaine à ces nouveaux arrivants, et rappelons aux Européens leur propre passé, par la même occasion.

En plus d’offrir un récit personnalisé de l’Europe, ce livre contient des trésors issus des archives de l’agence coopérative photographique Magnum et des témoignages à la première personne. Les lecteurs vont pouvoir faire connaissance avec beaucoup de personnes qui font l’Europe d’aujourd’hui – citoyens, résidents, immigrants, réfugiés d’aujourd’hui et d’hier – et qui parlent avec leurs propres mots, racontant leurs histoires de périples, de guerres, de solidarité et de réconciliation.

Nous croyons en l’idée que les réfugiés et les Européens peuvent se reconnaître dans ces expériences partagées.

Enfin, à la manière d’un guide de voyage, ce chapitre offre des informations pratiques et vérifiées concernant les 10 destinations de l’UE les plus populaires pour les migrants et les réfugiés au moment où nous rédigeons ce livre : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède.

Même si ce livre ne prétend pas être un guide complet de l’UE, nous espérons que son contenu pourra s’avérer utile. Afin de vous apporter l’information la plus pertinente possible, nous avons travaillé avec une équipe de réfugiés, de migrants, d’historiens, d’experts en politique et de

travailleurs sociaux, que nous tenons à remercier chaleureusement.

Nous nous rendons compte que, de la même manière que les politiques actuelles peuvent susciter des débats passionnés parmi les gens qui en sont affectés, il en va de même de la façon dont on raconte les événements du passé. Nous reconnaissons que l'histoire est bien souvent contestée, notamment quand il s'agit de raconter les conflits et les guerres. Nous avons fait tout notre possible pour résumer ces grands moments de l'histoire de la façon la plus juste possible pour les populations et les pays représentés dans ce livre. Nous demandons à nos lecteurs de bien vouloir reconnaître les contraintes d'espace auxquelles nous avons dû faire face. De la même façon, parce que la situation en Europe est en changement permanent à mesure que l'UE et ses États membres gèrent les événements actuels dont on parle dans ce livre, nous rappelons à nos lecteurs que l'information contenue dans ces pages a été mise à jour au moment de l'écriture.

Partenaires

Al-liquindoi
al-liquindoi.com

The Arab Fund for Arts and Culture
arabculturefund.org

Magnum Photos
magnumphotos.com

Magnum Foundation
magnumfoundation.org

On The Move
cortonaonthemove.com

Geneviève McMillan–Reba Stewart Foundation
mcmillanstewart.org

MDIC
mdic.com

SPRAR
sprar.it

UNHCR
unhcr.org

Ce livre a été conçu et réalisé par

Chef de projet :
Jessica Murray

Conception de l’idée et photographe :
Thomas Dworzak

Directrice du contenu et rédactrice en chef :
Alia Malek

Recherche iconographique et rédactrice photo:
Arianna Rinaldo

Rédactrice :
Lisa De Bode

Rédacteurs collaborateurs :
Clemente Bernad, Matthew Cassel, Colette Davidson, Avra K. Fialas, Samra Habib, Ryan Heath, Joanna Kakissis, Christian Laes, Alia Malek, Nick Malkoutzis, Lara J. Nettelfield, Agathe Osinski, Michael Pizzi, Hugh Pope,

Romain Seignovert, Courtney Tenz, et Lam Thuy Vo.

Responsables des recherches pour “Informations pratiques” :
Malene Lauritsen et Shahin Zarinbal

Rédacteur pour “Informations pratiques” :
Paul McLoughlin

Relecteur-correcteur de la version anglaise :
Jose Fidelino

Traductrice en langue arabe et relectrice-correctrice de la version arabe :
Dr. Hanadi Ismail

Traductrice en langue farsi :
Sahar Dowlatshahi

Relectrice-correctrice de la version farsi :
Sheida Mohammad Taher

Traducteurs en langue française :
Émilie Hallard et Nicolas Sergère Tavares Sousa

Relecteurs-correcteurs de la version française :
Marie-Lou Morin et Nicolas Sergère Tavares Sousa

Design :
Thomas Artur Spallek, Sinaida Michalskaja et Shahin Zarinbal
Mise en page :
Raeeka Nayeri, Jose Peneda et Thomas Artur Spallek
Infographiste:
Rafael Höhr
E-Book:
Hans-Jörg Pochmann

Photographies © Magnum Photos :
Abbas, Christopher Anderson, Bruno Barbey, Jonas Bendiksen, Ian Berry, Michael Christopher Brown, Rene Burri, Robert Capa © International Center of Photography, Henri Cartier-Bresson, Chien-Chi Chang, Antoine d'Agata, Carl De Keyzer, Raymond Depardon, Bieke Depoorter, Thomas Dworzak, Nikos Economopoulos, Elliott Erwitt, Martine Franck, Stuart Franklin, Leonard Freed, Cristina García Rodero, Jean Gaumy, Burt Glinn, Jim Goldberg, Thomas Hoepker, David Hurn, Josef Koudelka, Guy Le Querrec, Erich Lessing, Herbert List, Alex Majoli, Peter Marlow, Susan Meiselas, Lorenzo Meloni, Martin Parr, Paolo Pellegrin, Gilles Peress, Mark Power, George Rodger, Moises Saman, Ferdinando Scianna, Jerome Sessini, David Seymour, Chris Steele-Perkins, Peter van Agtmael, John Vink, et Patrick Zachmann.

Remerciements

Afin de fournir l’information la plus pertinente possible, nous avons travaillé avec une équipe de réfugiés, de migrants, d’historiens, d’experts en politique et de travailleurs sociaux, que nous tenons à remercier chaleureusement. Beaucoup d’autres personnes ont apporté leur aide pour rendre possible la réalisation de ce livre :

Simon Abou Assali, Carol Al Farah, Mirielle Al Farah, Mohamed Ehab Al Hindi, Samah Al Jundi and Joachim Baur and the rest of the sta at the Museum Friedland in Germany, Hasna Alghaz, Eugenio Ambrosi, Katya Andrusz, Caroline Arvidsson, Naela Attar, Eirik Bar, Mari Bastashevski, Edu Bayer, Jonas Bendiksen, Elyse Blennerhassett, Zrinka Bralo, Antonio Carloni, Ines Casals, Mara Catalán, Domenico Chirico, Gabriella Colarusso, Bridget Conley-Zilkic, Cathryn Costello, Araba Coulibaly, Je Crisp, Hamish Crooks, Alessandro d’Ansembourg, Albin Dearing, Joe Duggan, Melissa Durda, Franck Duvell, Eka Enukidze, Noelle Flores Theard, Susan Fratzke, Nada Diane Fridi, Philipp Fritz, Anne Graumans, Marta Guerrini, Christa Gunsenheimer, Luna Herschenfeld-Catalan, Thomas Hoepker, Gonzalo Höhr, Andrea Holzherr, Esther Hovers, Ana Belén Jarrín, Tamsin Kelk, Cathy Khattar, Sanaa Khoury, Olaf Kleist, Marta Lores, Anna Luzzolini, Rachel Maher, Mustafa Mahli, Hiba Malek, Leyla Malek, Maritsa Mavrapidou, Robert McNeil, Susan Meiselas, Sheryl Mendez, Emanuela Mirabelli, Rima Mismar, Jina Moore, Jacqueline Mulders, Hubert Murray, Nancy

Murray, Rebecca Murray, Raneem Nahawandi, Gibril Njia, Kunduzi Omaid, Paola Paleari, Giulietta Palumbo, Steve Peers, Yolanta Pinchard, Mark Power, Bieke Purnelle, Rawya Ragheh, Emma Raynes, Zoe Reyners, Oussama Rifahi, Fiona Rogers, Tommaso Rosa, Mirhatam Sa, Severine Sajous, Hallow Salam, Rasha Salti, Moises Saman, Francesca Sears, Rayon Shivanian, Tatiana Shpagina, Amadou Sidibe, Emilio Silva and the Asociación Para la Recuperación de la Memoria Histórica in Spain, Alexander Studtho , Lua Nguyen Thi, Giulia Ticozzi, Gubse Tokgoz, Peter van Agtmael, Wido van Bergen, Hilde Van Brussel, Nikolas Ventourakis, Rut Vilar, Katarzyna Wysokinska, and Khadija Zamouri.

Certaines personnes ont offert leur aide et leur voix à ce livre et ont choisi de ne pas être citées. Nous tenons toutefois à les remercier.

Nous tenons aussi à remercier aussi les organismes suivants :
The Center On Migration, Policy and Society à l’Université d’Oxford, la Commission européenne, l’Agence des droits fondamentaux de l’Union européenne, Eurostat, International Crisis Group, l’Organisation internationale pour les migrations, Frontex, Migration Policy Institute, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, et Vluchtelingenwerk Vlaanderen.

Reconstruire sur les cendres de la guerre : quand des ennemis jurés créent l’Union européenne

VOUS AVEZ PARCOURU DES MILLIERS DE KILOMÈTRES POUR REJOINDRE L'UE :

sachez que c'est un bloc de 28 pays hébergeant des peuples métissés par des siècles de migrations. Même si les États membres de l'Union ont des histoires et des traditions différentes, ils partagent aujourd'hui une base commune de lois et de politiques.

[Pour en savoir plus, voir « Les rouages de l'Union européenne »]

Mais cela n'a pas toujours été le cas : il y a tout juste 71 ans, l'Europe était en ruine après avoir connu deux guerres mondiales impliquant plus de 30 pays en Europe, en Afrique, en Amérique du Nord et en Asie. Ces territoires reflètent l'étendue du colonialisme européen et son fonctionnement : les pays d'Europe ont cherché à répandre leur influence dans le monde en exploitant d'autres territoires, mais les habitants n'ont généralement pas souhaité accueillir la présence de ces Européens. C'est à la suite de ces guerres qu'ont été tracées les frontières de certains pays que beaucoup d'entre vous ont traversés, notamment la Turquie, la Syrie, le Liban, la Jordanie, l'Irak, la Palestine et Israël.

Frontières mouvantes: la Syrie et la Turquie

En 1939, la Turquie a annexé à la Syrie le sandjak (une division administrative) d'Alexandrette, suite à un accord secret avec la France, qui dominait la Syrie depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Ce changement de pouvoir a eu lieu suite à un vote populaire, placé sous la surveillance de l'armée turque, qui a déclaré les Turcs peuple majoritaire dans la région, leur offrant ainsi la possibilité de faire sécession d'avec la Syrie. Ce référendum – en contradiction avec le recensement organisé par la France en 1936 qui indiquait que les Arabes étaient plus nombreux (46%) que le peuple turc (39%) – a été parfaitement orchestré : des milliers de Turcs nés dans la région, mais habitant ailleurs, ont été rapatriés pour influencer les résultats du vote. Mais la connivence que la France entretenait avec la Turquie – une violation de ses obligations légales envers la Syrie – a fini par sceller l'accord. En juillet de la même année, la province turque de Hatay était née.

Si la domination turque de la région avait déjà pris de l'ampleur avant 1939, le bouleversement démographique qui s'ensuivit allait la rendre bien plus concrète. Des dizaines de milliers d'Arméniens, de chrétiens de langue arabe, de sunnites et d'alaouites ont quitté leur maison pour s'installer dans les zones de la Syrie se trouvant au-delà des nouvelles frontières, désormais étendues. Beaucoup d'Arabes ont malgré tout choisi d'y rester et, malgré un projet concerté de turquification de la région, Hatay n'a jamais perdu son caractère syrien. Encore aujourd'hui, il est courant d'entendre des personnes d'origine turque parler l'arabe dans les rues des villes, comme à Antakya.

Depuis 2011, le caractère syrien de la région est redevenu une source de tension politique. On craint que l’arrivée en masse de réfugiés arabes à majorité sunnite, qui représentent aujourd’hui plus de 9% de la population de Hatay selon les estimations du gouvernement turc, puissent perturber l’équilibre communautaire fragile de la région, ou provoquer des débordements de violence. Déjà en plein cœur d’une dégradation de leurs relations avec le gouvernement turc, les médias contrôlés par l’État syrien ont commencé à poser la question de « l’occupation » de Hatay par la Turquie, après être restés relativement silencieux à ce sujet pendant des années. Hatay est l’une des deux seules provinces turques

(sur 81 au total) qui refusent d’offrir des permis de séjour aux Syriens. Alors que les manifestations anti-réfugiés deviennent monnaie courante, on peut craindre que la porte d’entrée dans la région se ferme petit à petit.

Henri Cartier-Bresson Allemagne. Dessau. Avril 1945. Une grande partie de la ville a été détruite pendant la Deuxième Guerre mondiale.

La Première et la Deuxième Guerre mondiale

Les pays européens, qui sont aujourd’hui des membres pacifiques de l’UE, ont combattu dans des camps différents et parfois opposés entre 1914 et 1918 (Première Guerre mondiale) et entre 1939 et 1945 (Deuxième Guerre mondiale). Pendant la Deuxième Guerre mondiale,

l’Allemagne, l’Autriche, l’Italie et le Japon (baptisés les « forces de l’Axe ») ont combattu contre le Royaume-Uni, la France, les États-Unis, la Chine et l’Union soviétique de l’époque (baptisés les « Alliés »). La Première Guerre mondiale a décimé une génération entière de soldats, tués dans ce qu’on a appelé « la guerre de tranchées », et la Deuxième Guerre mondiale a été encore plus meurtrière, tuant plus de 60 millions de personnes, pour la plupart des civils, c’est-à-dire environ 3% de la population mondiale.

Ces tueries incluent l’extermination délibérée par l’Allemagne de certaines catégories de personnes pendant l’Holocauste, soit 11 millions de morts au total. La plus grande majorité d’entre elles provenait des communautés juives d’Europe (6 millions de personnes). Les autres cibles de cette extermination étaient les Roms (220 000 personnes), les personnes d’origine slave (principalement des Polonais, Serbes et Russes), les personnes handicapées physiquement ou mentalement, les Noirs, les socialistes, les prisonniers politiques et les homosexuels.

La Deuxième Guerre mondiale est le premier conflit qui a eu recours à l’utilisation d’armes nucléaires. Les États-Unis ont largué des bombes nucléaires sur les villes de Hiroshima et Nagasaki, au Japon, tuant 220 000 habitants sur le coup et dans les jours suivant les explosions.

En plus d’avoir détruit des usines, des exploitations agricoles, des immeubles, des maisons et d’autres infrastructures, la Deuxième Guerre mondiale a provoqué des déplacements massifs de personnes à travers les frontières des pays. Suite à la guerre, les limites des États

ont été redessinées, modifiant radicalement l’aspect de l’Europe.

Entre le début de la Deuxième Guerre mondiale et 1950, l’Union soviétique et ses alliés ont expulsé environ 12 millions d’Allemands ethniques (des populations d’ascendance allemande) des territoires qu’ils contrôlaient, dont les zones cédées par l’Allemagne, ainsi que celles qui se situaient dans les anciennes frontières (datant d’avant la guerre) de la Pologne, de la Hongrie et de ce qui était alors la Tchécoslovaquie, un pays fondé après la Première Guerre mondiale. On estime qu’environ 7,8 millions de personnes ont été déplacées vers l’Allemagne de l’Ouest, et 3,5 millions vers l’Allemagne de l’Est.

IRA, 53 ANS, GUIDE-CONFÉRENCIÈRE DE MUSÉE, FRIEDLAND, ALLEMAGNE

J’ai rencontré mon mari, Victor, en 1973. C’était lors d’un cours du dimanche à l’église évangélique dans la banlieue de Sigulda, en Lettonie. Le pays faisait alors partie de l’Union soviétique. Victor était mon professeur et me donnait des cours en secret. L’Union soviétique avait interdit la religion et persécutait les protestants allemands comme nous. La logique était la suivante : Hitler était allemand, nous aussi, donc nous étions censés être des collaborateurs de son régime.

Notre position ne facilitait pas notre vie en Lettonie, bien au contraire. Un matin, à l'école primaire, peu après Pâques, ma professeure m'a montrée du doigt en pleine classe, parce que j'étais allée à la messe avec ma famille. Elle s'était engagée contre les Allemands pendant la Deuxième Guerre mondiale et par conséquent n'aimait pas les enfants allemands. Elle était méchante. Les choses se sont envenimées ce jour-là.

Elle m'a demandé : « Est-ce vrai que tu es allée à l'église ? Qui t'a accompagnée ? » C'était un véritable interrogatoire, et j'ai choisi de dire la vérité. Elle m'a alors fait jurer devant toute la classe : « Je n'irai plus jamais à l'église. Je ne croirai plus jamais en ce Dieu. »

Victor, qui avait émigré en Allemagne avant moi, envoyait des lettres à l'église évangélique, à destination de ses élèves du cours du dimanche. Nous n'étions pas encore amoureux à cette époque, mais ses mots me réconfortaient. Je savais combien l'Allemagne de l'Ouest était différente. Je savais qu'on pouvait y trouver la liberté. De moins en moins d'Allemands restaient en Lettonie et nous voulions réintégrer notre communauté.

J'avais 14 ans quand nous avons déménagé en Allemagne de l'Ouest, en octobre 1977. Je me souviens de la nuit de mon arrivée [au camp de transit] de Friedland. Je restais au beau milieu des

rails qui menaient au camp. Les géraniums étaient en fleurs. Les infirmières nous apportaient du café et du chocolat chaud. Ma mère a pleuré lorsqu'elle a entendu les cloches de l'église. Elle était très croyante, et n'en avait encore jamais entendu sonner.

Après cet accueil très chaleureux, les choses ont rapidement changé. J'étais Allemande, mais j'étais bien différente : mes vêtements, ma coupe de cheveux, mon accent…

En Lettonie, les filles portaient encore des minijupes, alors que ce n'était plus du tout la mode en Allemagne. Ce qui faisait fureur, c'étaient les jupes qui arrivaient au genou. Heureusement, sur le chemin de Friedland, nous nous étions arrêtés à Riga, et ma mère m'y avait acheté une jupe à carreaux rouges parfaite, et une veste bleue. Cet ensemble était très beau. Mais comme c'étaient les seuls vêtements que j'aimais dans ma garde-robe, je les portais tous les jours à l'école. Les autres filles ont donc commencé à me persécuter en disant que je ne me lavais jamais, et que j'étais sale.

Mon père m'interdisait de me faire couper les cheveux. Alors je me faisais deux tresses épaisses, ce qui n'était pas du tout cool à l'époque. Un jour, à l'école, des filles m'ont tenu les mains dans le dos, pendant qu'elles détachaient mes cheveux et étalaient du maquillage sur mon visage. Elles

voulaient prendre une photo de moi et m'ont dit qu'elles l'enverraient à Bravo, un magazine très populaire chez les jeunes. « Maintenant, tu es comme nous », ont-elles dit, en riant.

Bien entendu, je n'étais pas comme elles. J'avais appris à parler allemand à la maison, en lisant de vieux exemplaires de la Bible que Victor m'avait donnés. À l'école, mes professeurs m'avaient mise dans la classe du niveau le plus bas, croyant que je n'étais pas assez intelligente. En fait, c'est juste que nous n'avions pas appris la même grammaire. Mais puisque je venais d'Union soviétique, ils m'avaient mise dans ce groupe. C'était à moi de trouver une porte de sortie.

J'ai énormément travaillé pour améliorer mon niveau d'allemand, et au final, seule mon apparence pouvait trahir mes origines. J'ai obtenu mon diplôme d'infirmière en 1984 – en tête de ma classe de 33 étudiants – et je suis retournée à l'école quelques années plus tard, en 1998, pour étudier l'architecture du paysage.

Un jour, au travail, j'ai lu un article sur le camp de Friedland. Un musée venait d'y être inauguré. C'est, encore aujourd'hui et depuis la Deuxième Guerre mondiale, le principal point d'entrée des Allemands ethniques [populations d'ascendance allemande] ainsi que d'autres populations qui veulent émigrer ici. J'ai alors quitté mon ancien

emploi et j’ai commencé à travailler comme guide dans ce musée en avril 2016.

Pendant les visites guidées, j’explique aux nouveaux arrivants que ça ne va pas être facile pour eux. Peut-être que si j’avais intégré plus rapidement la culture allemande, coiffé mes cheveux comme je l’entendais ou acheté d’autres vêtements, les choses auraient été plus simples pour moi. Mais je crois qu’à l’époque je n’étais pas prête à renier qui j’étais : ni en Union soviétique, où ma religion était interdite, ni ici, en Allemagne.

Je crois donc qu’il faut toujours demander conseil aux gens à qui l’on fait confiance, de la même façon que j’ai cherché du soutien auprès de Victor. Nous nous sommes finalement mariés, et il est aujourd’hui pasteur et conseiller conjugal en Allemagne. J’espère que mon expérience pourra apporter quelque chose aux réfugiés.

En tout, 60 millions de personnes ont été déplacées suite à la Deuxième Guerre mondiale. Ce chiffre équivaut au niveau actuel de migration dans le monde, mais il est moins élevé en proportion que le nombre de Syriens en exil : environ 9 millions d’entre eux vivent en dehors de leur pays, sur un total de 22 millions.

Thomas Hoepker Allemagne. Berlin. 1990. Après la chute du mur de Berlin, sur un morceau non détruit, l'artiste Dmitri Vrubel a peint Le Baiser de la fraternité, une relecture d'une photo de 1979 montrant les leaders soviétique et est-allemand Léonid Brejnev et Eric Honecker.

La guerre froide

La fin de la Deuxième Guerre mondiale a marqué le début de la guerre froide, qui durera jusqu'en 1991. La guerre froide est une expression utilisée pour décrire la rivalité entre l'Union soviétique d'un côté, et les États-Unis et leurs alliés de l'autre. Les deux camps étaient alors en compétition pour établir leur influence sur le monde entier. Ils ne se sont

jamais affrontés dans leur propre pays, mais ils soutenaient certaines forces dans les différents conflits autour du monde, et notamment en Afghanistan.

KHADIJA ZAMOURI, 49 ANS, DÉPUTÉE,BRUXELLES, BELGIQUE

Mes professeurs n'auraient jamais cru que je deviendrais députée. J'étais une enfant d'origine marocaine, née en Belgique, dont les parents étaient analphabètes. Mais mon parcours prouve que quiconque peut réaliser ses rêves s'il a accès à une éducation de qualité et si quelqu'un croit en lui.

Mon père a quitté le Maroc pour la Belgique en 1965, lorsque le gouvernement avait besoin de main-d'œuvre immigrée. La Deuxième Guerre mondiale s'était terminée peu de temps avant, et il y avait beaucoup à faire : construire des métros, des ponts, des usines… Et il n'y avait pas assez de monde pour cela.

Mon père avait 20 ans et ma mère 17 lorsqu'ils sont partis de Tétouan.

Il a trouvé un emploi chez Umicore, une société métallurgique d'Anvers, où il a travaillé pendant 45 ans.

J'étais le premier enfant de mes parents à naître en Belgique, en 1967. Mes 10 frères et sœurs et

moi-même parlions arabe à la maison. J'ai appris le néerlandais progressivement. Cela m'a fait prendre du retard à l'école. Un jour, en cours au lycée, ma professeure de néerlandais a lu ma dissertation à voix haute et a déclaré que c'était le plus mauvais devoir qu'elle n'ait jamais eu à corriger. Je n'ai jamais oublié cette humiliation. Cela a provoqué en moi une grande frustration.

Ma mère m'a toujours dit que l'éducation était la seule chose qui pouvait sauver une femme d'une vie misérable, d'une vie, selon elle, oppressée par un mari. « Si tu échoues à l'école, tu devras rester à la maison et te marier. » C'était ma plus grande crainte.

J'ai donc étudié comme une folle et, âgée d'à peine 20 ans, j'ai transformé ma frustration en activisme pour la justice sociale.

Après avoir terminé mes études à 20 ans, j'ai fait ma demande de nationalité belge. Pour enseigner, il fallait être belge. Je suis ainsi devenue la première enseignante de la région issue de l'immigration. J'ai ensuite emménagé à Bruxelles pour enseigner aux nouveaux arrivants – réfugiés, immigrés – au sein du centre communautaire Le Foyer. Plus vite vous améliorez vos compétences linguistiques, plus vite vous vous intégrez.

L'une des raisons pour lesquelles je souhaitais devenir enseignante était le besoin de réformer le système éducatif et l'enseignement des langues.

Enfant, on m'obligeait à apprendre par cœur d'interminables listes de vocabulaire, et non à déduire le sens des mots d'un contexte élargi. Et je suis convaincue que l'inverse aurait été plus efficace : apprendre les mots en découvrant le monde, et pas l'inverse.

Si vous demandez à une étudiante syrienne d'écrire sur son périple jusqu'en Europe et qu'elle ne parle pas la langue locale, cela ne devrait pas être un problème. C'est là que commence notre travail d'enseignant. Il faut lui apporter tout notre soutien pour qu'elle puisse raconter son histoire en toute confiance. Je le sais car j'ai vécu la situation inverse, et je sais combien cela est douloureux.

Mon travail a attiré l'attention des politiques. J'étais une femme, immigrée, néerlandophone et déterminée à influer sur le destin de ma communauté.

On m'a demandé d'entrer en politique en 1999, 10 ans après mes débuts d'enseignante. Je suis devenue membre du Parlement flamand en 2011, où j'ai travaillé sur l'amélioration de l'accès à l'éducation pour les minorités. Je voulais réussir là où mes professeurs avaient échoué : assurer une éducation de qualité aux immigrés dans un environnement stimulant.

J'ai serré mes deux poings et pleuré pendant les commissions parlementaires lorsqu'on débattait sur les chiffres. Comment était-ce possible que

30% de nos enfants issus de l'immigration soient envoyés dans des établissements d'éducation spécialisée ou de formation professionnelle ? Est-ce que nos enfants sont globalement moins intelligents, ou bien s'agissait-il de discrimination structurelle ?

Bien que j'aie eu la chance de trouver un emploi lorsque le taux de chômage était encore faible, j'ai toujours eu l'impression que je ne comptais pas autant que mes collègues blancs. Les gens pensent encore aujourd'hui que les candidats avec un nom occidental sont meilleurs que les autres. C'est difficile de faire évoluer les mentalités et de faire arriver à croire que « l'autre » est aussi bon, ou bon d'une autre façon.

J'ai remarqué ça avec mes fils, âgés de 21 et 23 ans, qui parlent quatre langues. Leurs compétences leur ouvrent de nombreuses portes, mais ils veulent tous deux quitter la Belgique. Ils ressentent vivement la ségrégation au sein de notre société, cette différence entre « eux » et « nous ». Ce fossé s'est tellement agrandi que cette discrimination leur coûte encore plus qu'à moi.

Mon cadet, qui fait des études d'économie à l'Université libre de Bruxelles, se retrouve toujours dans des groupes de travail avec des immigrés d'origine marocaine ou kosovare. On ne trouve jamais un Belge blanc dans son groupe. Comment est-ce possible ? Il n'y a jamais un Jan, un Pietje ou

une Sofie à ses côtés. Ça me fait mal de réaliser qu'ils sont la troisième génération d'immigrés dans ce pays et qu'ils ne se sentent pas encore chez eux.

Je ne veux pas que les réfugiés en fassent aujourd'hui l'expérience, ou bien qu'ils vivent la même chose que mes parents analphabètes il y a 50 ans, qui n'ont pas su se frayer un chemin dans la société belge. Les réfugiés ont le droit à l'information afin de ne pas perdre leur temps et leurs enfants doivent pouvoir être scolarisés tout de suite. Je ne veux vraiment pas qu'ils perdent deux générations, comme cela a été notre cas.

Aujourd'hui, en tant que députée à Bruxelles, j'organise des visites guidées avec des réfugiés pour leur dire : « Regardez, vous pouvez vraiment devenir qui vous voulez si vous travaillez en ce sens, et que vous trouvez les bonnes personnes pour vous guider. N'acceptez jamais les conseils d'un professeur qui ne croit pas en vous. »

Une frontière imaginaire baptisée « le rideau de fer », clôturée et surveillée par des gardes armés, séparait le continent européen en deux zones : d'un côté les pays de l'Ouest (pour la plupart membres de l'OTAN : l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord ; en anglais, NATO : North Atlantic Treaty Organization), de l'autre les pays de l'Est (sous l'influence de l'Union soviétique).

Pendant la guerre froide, le rideau de fer était principalement visible en Allemagne, qui était divisé en deux pays distincts : l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est. La ville de Berlin, située à l'Est, était aussi coupée en deux. En 1961, le gouvernement communiste de l'Allemagne de l'Est a construit un mur autour de Berlin-Ouest pour empêcher la population de passer à l'Ouest.

L'émigration depuis les pays de l'Est était interdite pendant la guerre froide. Mais en 1956, pendant l'insurrection de Budapest contre le gouvernement contrôlé par l'Union soviétique, environ 200 000 Hongrois ont fui vers l'Autriche et la Yougoslavie. Les Soviétiques ont rapidement écrasé cette révolution, avant de garder le contrôle du pays jusqu'à la fin de la guerre froide.

Environ 300 000 Slovaques et Tchèques, alors citoyens du pays qu'on appelait la Tchécoslovaquie, ont fui en 1968, après que les Soviétiques avaient envahi le pays pour écraser une révolte de courte durée contre le régime contrôlé par l'Union soviétique.

Les migrations de travail

Les décennies suivantes ont été marquées par une migration continue, due à des motifs différents : les besoins de main-d'œuvre en Europe de l'Ouest, la fin de la guerre froide et les violences ethniques des guerres en Yougoslavie ont

provoqué le déplacement de plus de 2 millions de personnes. Avant vous, beaucoup d'autres gens venant du monde entier ont déjà fait ce même voyage à travers l'Europe, et notamment des millions d'Allemands.

Pendant les années 1950 et 1960, au moment de la reconstruction d'après-guerre, l'Europe de l'Ouest est en plein boom économique : des millions de travailleurs d'Europe, mais aussi d'ailleurs, sont allés s'installer dans les zones plus prospères au nord et à l'ouest du continent. Beaucoup d'entre eux ont quitté des territoires qui étaient alors des colonies européennes. Au total, ce sont près de 8 millions de permis de travail qui ont été distribués au Royaume-Uni, en France, aux Pays-Bas, en Allemagne de l'Ouest, en Italie, au Luxembourg et en Belgique. La plupart des migrants venaient d'Inde, du Maroc et d'Algérie. Plus d'un million d'Algériens sont arrivés seuls en France. Un tiers des travailleurs était originaire d'un autre pays d'Europe, principalement d'Italie. Quant aux pays qui n'avaient pas de grandes colonies, comme l'Allemagne, ils ont embauché des travailleurs de Turquie, mais aussi d'Italie, de Grèce, du Portugal, d'Espagne et d'ex-Yougoslavie. En 1973, 10% des habitants de l'Allemagne étaient nés dans un autre pays. Ainsi, après la Deuxième Guerre mondiale, la reconstruction de l'Europe aurait été impossible sans les efforts des millions de travailleurs invités, qui ont accepté des emplois dans la construction et l'exploitation de charbon et de l'acier.

Leur arrivée en Europe était réglementée par des accords entre les pays, qui prévoyaient un emploi temporaire, suivi d'un retour au pays d'origine du travailleur. Pourtant,

beaucoup d’entre eux sont restés et ont élevé leur famille en Europe. Ainsi, la plupart des enfants de travailleurs immigrés sont finalement devenus des citoyens de leur pays d’accueil. Cependant, leur nouvelle citoyenneté n’a pas forcément garanti leur intégration, et le niveau de chômage de cette deuxième génération était très élevé dans toute l’Europe. À l’origine de cette intégration difficile et donc incomplète, on trouve un accès inégal aux universités, des politiques de logement qui ont produit un déséquilibre entre les quartiers, et des pratiques salariales discriminatoires qui ont exclu les immigrés du marché du travail.

LUA NGUYEN THI, 62 ANS, RESTAURATRICE, FRANCFORT, ALLEMAGNE

Un jour, en 1973, à Saïgon, j’ai reçu une lettre qui provenait de Hanovre, en Allemagne. Elle était de Liem, un étudiant vietnamien en échange à l’université Gottfried Wilhelm Leibniz. Nous ne nous étions jamais vraiment parlé avant son départ de Saïgon, nous n’étions que de simples connaissances. Mais il a eu le coup de foudre pour moi juste avant de partir. Bien sûr, il a réalisé combien il m’aimait une fois que 9 500 kilomètres nous séparaient. Il a donc décidé de m’écrire. Sa première lettre m’a surprise, mais comme il était charmant, j’ai répondu.

Nous nous sommes écrit pendant neuf ans. Il me racontait sa vie en Allemagne, combien la nourriture lui semblait étrange, combien l'hiver était froid et solitaire, et combien Saïgon lui manquait. Je lui racontais ma vie, mes études et mes histoires de famille. Je lui ai demandé de m'envoyer des photos de la neige. Je n'en avais encore jamais vu.

La guerre du Vietnam contre les forces américaines occupait aussi beaucoup de place dans notre correspondance. Le conflit avait amené l'héroïne dans les rues de Saïgon, et je lui racontais combien la criminalité avait augmenté dans notre quartier à cause de cela. Je lui écrivais que, même s'il y avait de moins en moins d'affrontements, il y avait de plus en plus de victimes dans chaque camp.

Je crois que mes histoires l'ont rendu encore plus patriotique. Il s'est lié avec d'autres étudiants vietnamiens en Allemagne, des gens avec qui nous sommes toujours amis aujourd'hui, des gens avec qui il chantait, protestait et levait des fonds. La guerre nous a réunis, d'une certaine façon.

Il est revenu quelques fois au Vietnam pendant toutes ces années. La première fois, c'était juste avant la fin de la guerre. Il voulait me connaître en personne. Il est venu me chercher à la sortie des cours et m'a emmenée au cinéma voir « Les Temps

modernes » de Charlie Chaplin. J'étais si heureuse d'être avec lui.

La deuxième fois qu'il est venu, c'était quatre ans après la fin de la guerre. Le Vietnam était devenu une république socialiste dirigée par les Nord-Vietnamiens. La famine régnait. Mon frère a été emprisonné et a passé plusieurs années dans un camp de rééducation pour s'être battu dans l'armée sud-vietnamienne. Liem et moi, nous nous sommes mariés et je suis tombée enceinte. Tout a changé à la naissance de notre fils Luan. Nous savions qu'il était alors devenu impossible pour nous de vivre au Vietnam.

Liem est donc reparti en Allemagne après notre mariage et m'a aidée à déposer une demande de regroupement familial dans le cadre d'un programme d'accueil de réfugiés vietnamiens, pendant qu'il avait encore son visa étudiant. Ernst Albrecht, le gouverneur de la Basse-Saxe, où vivait Liem, avait mis en place ce programme quelques années plus tôt. J'ai reçu le statut de réfugié et j'ai été installée à Hanovre, où vivait Liem.

Je suis arrivée dans le camp de réfugiés en décembre 1981. Je me souviens qu'il faisait froid et qu'il neigeait. J'avais vu la neige sur les photographies que Liem m'avait envoyées et dans le film « Le Docteur Jivago ». Liem est venu me chercher, et nous avons commencé une nouvelle

vie en Allemagne, enfin réunis après neuf ans de séparation.

Nous avons passé les deux années suivantes dans la chambre de sa résidence universitaire pendant qu'il terminait ses études. Les premiers mois, tout me faisait peur. Je restais à la maison pendant que Liem allait en cours, et j'allais aux cours du soir une fois Liem revenu à la résidence pour s'occuper de Luan. Nous mangions à la cafétéria de l'université pour économiser notre argent.

Petit à petit, les choses se sont améliorées. J'ai appris l'allemand, et Liem m'a acheté un vélo pour que je puisse me déplacer en ville. Beaucoup d'Allemands nous ont aidés : des bénévoles nous ont enseigné l'allemand, des gens nous ont donné des vêtements et de la nourriture pour bébé. Nous avons reçu de l'argent du gouvernement pour nos dépenses courantes.

Il y avait aussi des gens qui ne nous aimaient pas. Je me souviens de mes visites à l'Office de l'Immigration, où les fonctionnaires nous regardaient comme si nous étions des mendiants. Un jour, dans le tramway, une femme a demandé à Liem de lui laisser sa place. Elle lui a montré son passeport allemand en lui disant : « Ce siège est à moi. »

Ça fait maintenant plus de quarante ans que nous vivons en Allemagne. Nous habitons à

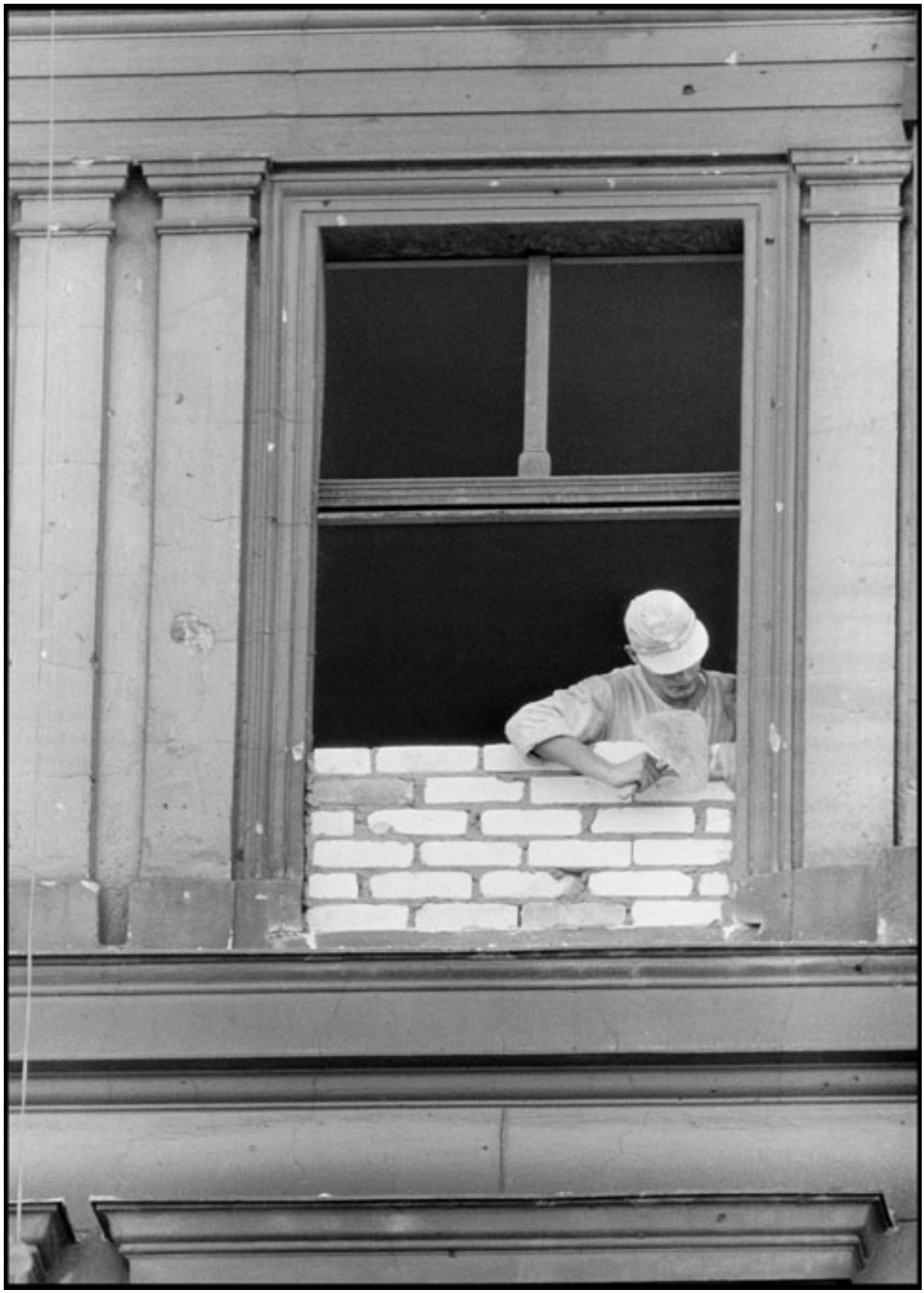
Francfort, où je tiens un restaurant. Liem travaille dans sa propre entreprise comme ingénieur aéronautique. Notre fils et notre fille ont reçu une très bonne éducation et sont devenus des gens bien. Nous travaillons beaucoup et nous pouvons ainsi aider nos familles au Vietnam. Je n'aurais pu demander mieux.

Mais j'ai toujours un sentiment bizarre car il y a des choses de ma jeunesse au Vietnam qui me manquent. Pourtant, lorsque j'y retourne, je ne me sens pas chez moi. Et même si je parle allemand, je ne me sens pas vraiment d'ici non plus. Les Allemands ne nous voient pas comme des Allemands, mais nous ne sommes plus vraiment des Vietnamiens non plus. Nous sommes assis entre deux chaises et nous ne savons pas où nous allons.

Je suis très intéressée par ce qui se passe maintenant. Bien sûr, ça me déchire le cœur de voir les réfugiés avec leurs enfants. Il y a des Allemands qui aident vraiment beaucoup : ils sont bénévoles et fournissent de nombreux services. Mais il y en a plein d'autres qui ne sont pas aussi gentils.

Alors que l'embauche de travailleurs s'est quasiment arrêtée après le premier choc pétrolier de 1973, l'immigration a

continué via le regroupement familial. Dans les années 1970, ce sont près de 240 000 personnes par an qui sont allées rejoindre un membre de leur famille en Europe.



Burt Glinn Allemagne. Berlin-Est. Été 1961. Un ouvrier bouche une fenêtre avec des briques, une construction qui allait faire partie du mur de Berlin.

La fin de la guerre froide

Puis, dans les années 1980, tandis que le pouvoir de l'Union soviétique s'affaiblissait, des millions de personnes prises dans le piège de la guerre froide ont cherché à s'enfuir vers l'Europe pour y trouver refuge. Parmi elles, plus de 4 millions d'Allemands ethniques. Mais aussi des Afghans, des Vietnamiens, des Iraniens et des Tamouls. Ils fuyaient le chaos provoqué dans leur pays par la chute des régimes communistes, une situation politique qui ouvrait de plus en plus la voie libre vers l'Ouest.

THOMAS HOEPKER, 80 ANS, PHOTOGRAPHE,NEW YORK, ÉTATS-UNIS

Dans les années 1970, je travaillais comme photographe, j'étais salarié pour le magazine « Stern », quand l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est ont passé un accord pour échanger leurs correspondants de presse. Ma femme et moi avons donc déménagé à Berlin-Est, ce qui à l'époque était complètement inédit pour un journaliste.

L’expérience était plutôt exotique : je vivais dans un pays où l’on parlait la même langue que la mienne, mais contrôlé par un régime complètement différent. J’ai essayé de vivre comme les Allemands de l’Est, et de faire mes courses dans les mêmes magasins qu’eux, mais les produits étaient très difficiles à trouver car les stocks étaient très limités. Impossible de se procurer une bonne tablette de chocolat ou une bonne bouteille si on n’avait pas le bon contact. Quant au cinéma, on ne pouvait y voir que des films russes. Enfin, il y avait bien des librairies, mais elles ne vendaient que les livres autorisés par le régime. Et encore, nous étions parmi les plus chanceux : notre voiture avait une plaque diplomatique, ce qui nous permettait d’aller passer quelques jours à Berlin-Ouest. Ça faisait partie du contrat. En revanche, pour la plupart des gens, il était impossible de traverser [le mur de Berlin].

Pour le journaliste que j’étais, cette période était à la fois fascinante et très déprimante. Par exemple, on vivait au 16e étage d’un HLM, si je me rappelle bien, et l’ascenseur ne fonctionnait presque jamais. Même la vue depuis nos fenêtres était désagréable. La moitié de la ville était encore en ruine après la guerre. Le mur de Berlin était laid, bien entendu, et il n’y avait pratiquement pas d’espace entre les immeubles. Ainsi, les gens qui habitaient près du Mur ont découvert une vue bien

différente du jour au lendemain : une fois le Mur construit, ils ne voyaient plus qu'une clôture de fil de fer barbelé. Plus tôt [en 1963], j'avais réalisé un essai photographique dans lequel on voyait des gamins de Berlin-Ouest grimper sur le Mur, alors en construction. Pour eux, ce n'était qu'un terrain de jeu.

En 1989, quand le Mur est tombé, je me trouvais à San Francisco pour le travail. Je ne suis donc arrivé à Berlin que trois ou quatre jours plus tard, mais on pouvait sentir que l'ambiance avait complètement changé du. J'ai pris des photos des gens qui célébraient la chute du Mur, en le saccageant, ainsi que les immeubles, qu'ils détestaient. Il y avait aussi ces chars de combat est-allemands garés dans une décharge, attendant d'être vendus. Au même moment, les entreprises occidentales sont arrivées, et c'était assez impressionnant de voir tous ces changements, jour après jour. J'ai pris la photo d'une femme complètement sidérée à la vue d'une vache dans un supermarché. Ce n'était pas un vrai animal, évidemment, mais une publicité pour du chocolat. La pauvre femme ne comprenait absolument pas ce que pouvait bien faire une vache dans un supermarché !

En 1990, un an après la chute du mur de Berlin et la réunification de l’Allemagne, 397 000 Allemands ethniques ont migré depuis l’Europe de l’Est et l’Union soviétique. Plus tard, au cours de la décennie, des milliers d’autres sont arrivés et ont demandé l’asile.

LES GUERRES DE YOUGOSLAVIE

Si vous êtes entré en Europe en passant par la Bulgarie ou la Grèce, il y a de fortes chances que vous ayez parcouru des pays qui constituaient autrefois la Yougoslavie. Il y a 25 ans, ce territoire a vécu une guerre brutale et un génocide particulièrement cruel.

Fondée sur les cendres de la Deuxième Guerre mondiale, la République fédérative socialiste de Yougoslavie était constituée de 6 républiques (Serbie, Macédoine, Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine et Monténégro) et de 2 provinces autonomes (Kosovo et Voïvodine).

Le pays était tenu par trois forces : le Parti communiste, l’armée et le dirigeant historique de la nation, le président Josip Broz Tito, mort en 1980. Même si la Yougoslavie était officiellement communiste, elle n’a suivi pendant la guerre froide ni la ligne de l’Union soviétique, ni celle de l’Ouest. Le pays est resté pacifique de 1945 à 1990, au moment où, simultanément, l’effondrement global

du communisme, la crise financière, les conflits concernant la distribution des ressources et la gouvernance de l'État ont ouvert la voie à des hommes politiques de mouvance nationaliste. Parmi les plus puissants d'entre eux se trouvait le président de la République de Serbie, Slobodan Milošević. Il a encouragé les Serbes qui vivaient en Croatie et en Bosnie à se rassembler par communauté ethnique, et leur a fourni les moyens de mener des actions nationalistes violentes. On comptait aussi d'autres dirigeants nationalistes, dont Franjo Tudjman, le président de la Croatie.

La décomposition de la Yougoslavie a commencé en 1991, quand la Slovénie a déclaré son indépendance, suivie de celle de la Croatie. Une guerre a alors rapidement éclaté entre la toute nouvelle armée croate et la Serbie contrôlée par l'Armée populaire yougoslave et des forces paramilitaires financées par l'État. Dans le village croate de Vukovar, le long de la frontière avec la Serbie, des civils non serbes ont alors subi une vague d'attaques mortelles. Pendant l'une d'entre elles, plus de 250 patients d'un même hôpital ont été enterrés dans une fosse commune, la majorité d'entre eux avec leur intraveineuse encore au bras (si vous êtes passé par Tovarnik, vous n'étiez qu'à 25 kilomètres de Vukovar). Plus tard, au cours de la même année, la Macédoine, qui n'avait quasiment pas de minorité serbe sur son territoire,

a déclaré son indépendance sans toutefois provoquer de conflit.

La violence des guerres yougoslaves de sécession a atteint un sommet de terreur dans la République de Bosnie-Herzégovine. La population de la Bosnie était alors constituée de Bosniaques (des Bosniens de confession musulmane, 44%), de Serbes orthodoxes (32%), de Croates catholiques (14%), de Juifs, de Roms et d'autres minorités. Néanmoins, les principaux groupes étaient tous issus d'ethnies slaves et parlaient des variantes de la même langue. Mais, en raison de leurs différences, notamment religieuses, on les considérait et traitait comme des populations distinctes en Yougoslavie et on les désignait par leur ethnie.

Après les élections multipartites de 1991, les leaders serbes bosniens défendaient le maintien de la Bosnie au sein de la Yougoslavie, tandis que les leaders croates et bosniaques réclamaient l'indépendance, qu'ils ont obtenue suite au référendum du 6 avril 1992. Quelques actes isolés de violence contre des civils ont précédé le vote. Par la suite, les Serbes de Bosnie, qui s'étaient préparés à une guerre et bénéficiaient du soutien de la Serbie voisine, se sont lancés dans le projet de créer une république serbe au sein de la Bosnie. En conséquence, ils attaquèrent violemment les populations civiles bosniaques et croates vivant sur

les territoires réclamés par les Serbes, commettant meurtres, viols, tortures, vols, et provoquant le déplacement forcé des non-Serbes. Dans certaines villes de Bosnie, comme Prijedor, des nationalistes serbes réunis en comités de crise ont ainsi obligé les musulmans à porter un bracelet blanc, ou ont accroché du linge blanc à leurs maisons et réprimé leur mouvement. Les forces serbes ont par ailleurs également détruit les mosquées et les objets de culte musulman sur les territoires qu'ils contrôlaient. Le gouvernement de Bosnie, quant à lui, réclamait le maintien de l'unité et du caractère multiethnique du pays, bien qu'au fil du temps les Bosniaques devinrent progressivement la force dominante. Cette domination s'est amplifiée après le début d'un désaccord entre le gouvernement bosnien et les forces croates bosniennes, soutenues par la Croatie.

Bien que la Bosnie ait été admise au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU ; en anglais, UN : United Nations) le 22 mai 1992, la communauté internationale n'a pas réussi à protéger le pays, qui plongea dans une guerre de 3 ans et demi, faisant un total de 100 000 morts. Bien que l'UN eût déployé sa force de protection, elle n'avait pas de mandat pour protéger les civils. En outre, un embargo sur les armes étendu à toute la région avait affaibli les capacités des forces gouvernementales. Parmi les horreurs de ce

conflit, on retient le siège de Sarajevo (à l'époque, le plus long siège d'une métropole), les viols de masse des femmes bosniaques, le déplacement de plus de 2,5 millions de personnes et le massacre de Srebrenica. Ce massacre, perpétré en juillet 1995, est la plus grave atrocité commise pendant cette guerre : les Serbes de Serbie et de Bosnie ont tué 8000 hommes et garçons bosniaques après que l'UN ait perdu le contrôle d'une zone sécurisée. Au total, plus de 83% des victimes civiles de cette guerre sont des Bosniaques.

En décembre 1995, les accords de paix de Dayton ont mis fin à la guerre en Bosnie, divisant le pays en deux entités largement autonomes : 51% du territoire sont devenus la Fédération de Bosnie-et-Herzégovine, et les 49% restants, la République serbe de Bosnie (Republika Srpska). Cette division a ainsi consolidé la stratégie que les agresseurs avaient menée pendant la guerre. Il existait, en outre, une séparation de facto des bastions croates de Bosnie.

Alors qu'en Bosnie les négociations réglaient le conflit et qu'en Croatie la victoire militaire croate mettait fin à la guerre (et déplaçait les Serbes croates), des tensions éclataient au Kosovo, une province du sud de la Serbie. Sur ce territoire, la majorité ethnique était constituée d'Albanais qui subissaient la discrimination du gouvernement dominé par les Serbes. Les Albanais du Kosovo ont

d’abord essayé une stratégie de désobéissance civile non violente, qui s’est avérée être un échec. Ils ont alors décidé de former l’armée de libération du Kosovo. Dès 1998, les forces serbes ont répondu aux provocations de ce groupe en ciblant les civils, commettant notamment un massacre dans le village de Račak, un acte qui fut alors largement médiatisé. Suite à l’échec de la médiation internationale qui visait une résolution pacifique du conflit, la Serbie a lancé une offensive, provoquant le déplacement de plus de 850 000 Albanais du Kosovo. L’attaque fut si violente qu’en mars 1999, l’Otan (Organisation du traité de l’Atlantique nord ; en anglais, NATO : the North Atlantic Treaty Organization) a décidé de procéder à des offensives aériennes pour stopper le bain de sang. Cette opération militaire a mené à la capitulation de la Serbie et à la présence sur le terrain de forces internationales militaires et civiles dirigées par l’UN. Le Kosovo a finalement déclaré son indépendance en 2008.

Thomas Hoepker Allemagne. 1991. Près de Rostock. Une promotion pour du chocolat dans un nouveau centre commercial, ouvert suite à la réunification de l’Allemagne.

Si vous êtes arrivés en Grèce par la Turquie et que vous avez ensuite voyagé vers un autre pays de l’UE, comme environ un million d’autres personnes, vous avez traversé certains des pays qui autrefois constituaient la Yougoslavie. Cet État fondé en 1918 était une fédération multiethnique et multireligieuse de 6 républiques : la Slovénie, la Croatie, la Macédoine, le Monténégro, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine. Cette fédération ayant toujours été instable et précaire, elle a commencé à se désintégrer en 1991, pour finalement plonger dans la guerre.

Le conflit a pris fin en 2001 et a déplacé environ 2 millions de personnes qui ont fui vers l’Allemagne, la Grèce, l’Autriche et d’autres pays plus à l’ouest. Ce conflit est souvent décrit comme le plus sanglant et meurtrier en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale avec 125 000 morts, selon les estimations. Il est tristement connu pour les viols et le génocide que les Serbes ont fait subir aux Bosniaques.

D’abord basé sur le contrôle du territoire, le conflit yougoslave a ensuite pris une dimension religieuse.

Le Monténégro et la Macédoine, malgré quelques violentes révoltes sur leur territoire, ont réussi à échapper à la guerre tandis qu’ils cherchaient à obtenir leur indépendance pendant le conflit yougoslave

Josef Koudelka Bosnie-Herzégovine. Mostar. 1994. Un des nombreux bâtiments détruits par la guerre dans le quartier musulman.

ZRINKA BRALO, 49 ANS, DIRECTRICE DE MIGRANTS ORGANISE, LONDRES, ANGLETERRE

J’ai grandi, vécu, étudié et travaillé à Sarajevo (située en ex-Yougoslavie), de manière relativement heureuse, je dois dire, jusqu’en avril 1992, au moment où la guerre a éclaté. À cette époque, je travaillais comme journaliste pour le programme jeunesse de Radio Sarajevo, qui faisait partie du réseau national de radiodiffusion. Grâce à mon métier de journaliste, j’avais donc une

position privilégiée pour être mieux informée des changements politiques qui avaient lieu dans le pays. Pendant longtemps, je me suis sentie coupable de ne pas avoir vu venir le mal qui allait s'abattre sur nous en 1992. Mais maintenant, je sais que je n'étais pas si naïve. C'est juste que personne ne pouvait s'imaginer ce qui allait se passer en Bosnie.

Il y avait plusieurs niveaux dans cette guerre. On connait bien les divergences religieuses qui ont mené à cette guerre. Si l'on avait dit aux gens de sortir tuer leurs voisins pour que leurs dirigeants puissent s'enrichir et voler de l'argent, il est assez probable qu'aucun ne l'aurait fait. Mais les hommes politiques ont manipulé les gens en utilisant leurs peurs, en réécrivant l'histoire ou, tout simplement, en leur racontant des mensonges. Le discours est ensuite diffusé dans un environnement où règnent la peur et la propagande. Et voici comment ça marche. Soudain, la vérité, la réalité ou l'humanité de votre voisin n'a plus vraiment d'importance.

Je suis restée un an et demi à Sarajevo. Au début de la guerre, je venais de sortir de l'hôpital suite à une opération. Je ne pouvais pas aller me faire enlever mes points de suture car la ville était bloquée et, pour atteindre l'hôpital, il fallait passer devant la ligne de mire de nombreux snipers. J'ai donc dû m'enlever mes points toute seule.

Dès que j’ai été remise sur pied, je me suis rendue à la chaîne de télévision où j’ai commencé à travailler avec des correspondants internationaux pour les 18 mois à venir. C’était, d’une certaine façon, une manière de survivre mentalement, mais aussi de survivre tout simplement, car j’avais un accès amélioré à la nourriture, aux médicaments mais également à des petits luxes comme le shampoing.

Mais c’était devenu psychologiquement très éprouvant car je voyais tous les jours défiler sur les écrans les images de chaque cadavre et de chaque conflit qui avait lieu dans la ville. J’ai senti que je ne pourrais pas tenir beaucoup plus longtemps et j’ai décidé qu’il était temps de partir.

Je savais exactement ce que j’abandonnais, mais aussi que je ne reviendrais probablement pas. Je laissais derrière moi ma famille et mes amis, ce qui était particulièrement difficile car il n’y avait aucune garantie qu’ils survivent. C’était insoutenable. Rien, dans la vie, ne vous prépare à vivre ces moments-là et à prendre de telles décisions. Je ressentais l’immense culpabilité du survivant.

Du fait que je travaillais avec des journalistes étrangers, je bénéficiais d’une carte de presse des Nations unies (NU ; en anglais, UN : United Nations), ce qui, fondamentalement, vous donnait accès à l’avion de transport militaire Hercules, qui

acheminait l’aide humanitaire vers la ville assiégée. Je suis donc montée à bord d’un avion Hercules vide.

Suite à une série de circonstances totalement hasardeuses, j’ai fini par atterrir à Londres. Après 18 mois de siège, je découvrais enfin un monde extérieur. Il n’y avait pas de plan défini. Pour moi, le monde extérieur consistait à être en sécurité et à avoir accès à de l’eau chaude et de la nourriture. Ça n’avait rien à voir avec la bureaucratie, des statuts juridiques, et bon, vous voyez, les choses normales du quotidien.

Puis il a fallu que je fasse ma demande d’asile. Ce n’était pas simple car ce système est contradictoire : en tant que demandeur d’asile, vous devez fournir de nombreuses pièces justificatives que vous n’avez pas en votre possession, parce qu’en fait lorsque vous fuyez une zone de conflit armé, vous ne pensez pas vraiment à votre future demande. Je partais aussi du postulat « si les troupes britanniques sont en Bosnie, si les journalistes britanniques sont aussi en Bosnie, alors pourquoi je dois fournir autant de pièces ? Vous ne regardez donc pas la télévision ? », sans comprendre qu’il y avait en fait un discours politique général qui visait à restreindre le nombre de réfugiés. Ils ne se soucient pas beaucoup de qui vous êtes, ou de ce qui vous est arrivé. Pour eux,

vous êtes juste une statistique. Un simple nombre. Un nombre qu'ils essaient de réduire.

Ma demande a été rejetée pour une raison technique. Ils n'ont même pas examiné le bien-fondé de mon dossier. Ils ont dit que j'avais traversé des pays sûrs et que j'aurais dû y faire là-bas ma demande d'asile. Et ceci avant même que cela fasse partie de la législation. J'ai donc fait appel, une procédure qui a duré deux ans, avant de finalement obtenir mon titre de séjour. Ça a été très éprouvant, aussi car la guerre se poursuivait. Vous devez travailler, vous devez étudier et vous devez vous battre contre le système pour avoir le droit de rester. Et il y a toute cette douleur que vous portez en vous, votre inquiétude pour vos proches restés au pays. On suppliait les journalistes d'emporter avec eux en Bosnie des petits paquets de nourriture et d'autres choses. C'était vraiment horrible.

Et maintenant, je vois les Syriens qui vivent la même chose. Ceux qui ont réussi à arriver jusqu'ici ne peuvent pas travailler, ne peuvent pas aller à l'université. Ils sont traités comme des personnes de seconde zone, vivant dans l'incertitude. Il y a ensuite les nuits d'insomnie et d'inquiétude à penser à leurs amis et leur famille restés là-bas.

De nombreuses villes syriennes ressemble aux villes bosniaques, car la méthode de destruction est très similaire. Lorsque je vois des photos

d’Alep, la ressemblance aux photos de Sarajevo pendant la guerre est troublante. Et ça vous anéantit, car en ce sens, lorsque vous passez par des événements aussi tragiques, avec de telles pertes, vous espérez que… ou du moins j’essaie de donner du sens à tout cela en imaginant que c’est bon, on a peut-être tiré les leçons de tout ça, et nous, les humains, on ne va pas refaire les mêmes erreurs.

Mais malheureusement ce n’est pas le cas. Le prix à payer est élevé pour celui qui vit la guerre, mais le reste de l’humanité n’est pas très doué pour tirer des leçons à partir des erreurs des autres.

La Tchécoslovaquie est un autre pays qui a échappé au conflit armé à la fin de la guerre froide. Il a été pacifiquement divisé en deux nations en 1993, la République tchèque et la Slovaquie, après un épisode que l’on appelle la révolution de Velours (« The Velvet Revolution », en anglais).

Pendant les années 1990, le volume net de l’immigration en Europe a plus que triplé, comparé aux niveaux des années 1980, pour atteindre environ 750 000 personnes par an. On note une augmentation du nombre d’Irakiens, Afghans et Africains (venant de pays comme la Somalie et la République démocratique du Congo). Puis, dans les années

qui ont suivi, des millions d’autres personnes ont continué d’arriver en Europe.

L’Europe s’élargit, les déplacements de populations s’intensifient

En 2004, 10 pays ont rejoint l’UE (Chypre, Malte, la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, l’Estonie, la Lettonie et la Lituanie), venant rallier les 15 pays déjà membres (les Pays-Bas, l’Allemagne, la France, la Belgique, le Luxembourg, l’Espagne, l’Italie, le Portugal, la Suède, le Danemark, la Grèce, l’Irlande, le Royaume-Uni, l’Autriche et la Finlande). [Vous pouvez en savoir plus sur le processus d’adhésion d’un pays à l’UE en lisant « Les rouages de l’UE »] Cet élargissement était le plus important dans l’histoire de l’UE. Il a effectivement accueilli des pays et des populations à l’histoire très différente des autres membres. Alors que l’Europe de l’Ouest a depuis longtemps adopté un capitalisme de marché, l’Europe de l’Est a, quant à elle, vécu sous des régimes communiste et socialiste entre la Deuxième Guerre mondiale et la fin de la guerre froide.

Après cet élargissement, des centaines de milliers de personnes sont allées à l’Ouest, notamment depuis la Pologne : ce sont environ 300 000 Polonais (quasiment 1%

de la population du pays) qui sont allés travailler ailleurs dans l'UE. Entre 2004 et 2007, ce chiffre a atteint 2 millions.

Les immigrés d'Europe de l'Est ont été rejoints par des migrants pauvres et des minorités persécutées (comme les Roms), originaires de pays non-membres de l'UE comme la Serbie, l'Albanie, la Macédoine et le Kosovo - un pays partiellement reconnu par la communauté internationale.

Enfin, après la crise économique de 2008, beaucoup de jeunes au chômage originaires d'Espagne, du Portugal et de Grèce sont allés chercher du travail dans d'autres pays plus prospères de l'UE.

KAROLINA, 36 ANS, ENTREPRENEURE, LONDRES, ANGLETERRE

J'ai grandi à Terespol, une petite ville dans l'est de la Pologne, à la frontière avec la Biélorussie. Mon père était chauffeur de bus. On avait du mal à joindre les deux bouts avec son seul salaire. Je n'avais jamais imaginé pouvoir quitter la Pologne un jour.

À l'âge de 15 ans, je suis rentrée dans une école où l'on nous enseignait à coudre, à cuisiner et à s'occuper des enfants, en plus des cours traditionnels. On avait l'habitude de l'appeler « L'École des bonnes épouses ». Les après-midi, je travaillais dans une jardinerie pour subvenir à mes besoins. Un été, j'ai décroché un stage dans une

ferme en Allemagne. C'était la première fois que je partais à l'étranger. J'étais censée apprendre à traire les vaches mais, comme j'étais gauchère, j'avais du mal à le faire correctement. J'ai donc passé l'été à cuisiner, à faire le ménage et des travaux de peinture. Je ne le savais pas encore à l'époque, mais ces compétences allaient m'être des plus utiles lorsque j'emménagerai à Londres un an plus tard.

Je suis arrivée en Angleterre en 1999, à une époque où il était encore difficile pour les Polonais de venir ici. Je suis entrée avec un visa touristique, en prétendant que je venais rendre visite à une amie. Et je suis restée illégalement pendant plusieurs mois, après la date d'expiration de mon visa.

Ma vie était très difficile au début. Je dormais par terre, puis j'ai eu une chambre dans une pièce en sous-sol, qui avait été autrefois des toilettes. Et malgré tout, pour moi, c'était quand même le palais de Buckingham.

Je n'ai pas trouvé de travail tout de suite, mais avec ce que j'avais appris à l'École des bonnes épouses, j'ai pu aider à la cuisine et au ménage dans la maison où je vivais. J'ai ensuite trouvé un emploi de femme de ménage dans un Bed & Breakfast et j'ai pris des cours d'anglais.

Ensuite, alors que j'étais nounou, mes employeurs me demandaient sans cesse de leur

trouver des plombiers et des femmes de ménage polonais. Nous avions la réputation d'être fiables et travailleurs.

Après 12 ans en Grande-Bretagne, j'ai décidé de monter ma propre société où je mettais en relation des particuliers avec des personnes pour faire le ménage et s'occuper des enfants. J'embauche beaucoup de Polonaises. Pour la majorité d'entre elles, il est beaucoup plus facile aujourd'hui de venir ici depuis que la Pologne est un État membre de l'Union européenne

[depuis 2004]. Le vol ne coûte que 19 livres [environ 25 €] et elles n'ont pas à se soucier de leur visa ou bien du risque d'être expulsées, comme c'était notre cas. Beaucoup d'entre elles connaissent déjà quelqu'un à Londres, et si ça ne marche pas pour elles ici, elles peuvent repartir facilement.

Comme je suis partie très jeune de Pologne, je n'ai plus grand chose là-bas : un peu de famille, quelques amis et, malheureusement, plusieurs personnes au cimetière. Ma fille est née en Grande-Bretagne, et c'est surtout depuis ce moment que je me sens chez moi ici. Je crois que les Polonais qui sont arrivés récemment ne sont pas aussi bien intégrés dans la société britannique. En ce moment, je trouve que les étrangers sont vus comme ceux qui volent les emplois des Anglais, ainsi que leur lit d'hôpital et leur place à l'école…

> Je pense que cela va être compliqué pour les nouveaux migrants de s'intégrer dans ces conditions.
>
> Parfois, avec mon mari, nous parlons de repartir en Pologne, de vivre dans les montagnes et d'y passer nos vieux jours. Mais notre fille de 4 ans va bientôt être scolarisée. Je ne crois pas qu'on rentrera là-bas. C'est ici chez nous maintenant.

Seuls le Royaume-Uni, l'Irlande et la Suède ont immédiatement ouvert leurs frontières.

Le délai d'ouverture des frontières des autres pays membres de l'UE, parmi d'autres éléments, a obligé de nombreux migrants à accepter des situations de travail illégales. Les chiffres exacts ne sont pas connus, mais on estime qu'à cette époque environ 7 à 12% de la population immigrée des 15 États membres étaient sans papiers, c'est-à-dire travailleurs clandestins.

La situation aujourd'hui

En 2011, les premiers réfugiés du mouvement migratoire actuel – dont vous faites partie – ont commencé à se rendre en Europe. Le nombre de Syriens arrivés en Grèce a plus que doublé, comparé aux années précédentes. En 2015, plus de

1,3 million de personnes originaires de Syrie, Irak, Afghanistan, Somalie, Érythrée et d'autres pays d'Afrique et d'Asie ont demandé l'asile. Ce chiffre est presque deux fois plus élevé que les demandes d'asile de 1992, quand un nombre record de personnes originaires de l'ex-Yougoslavie cherchaient refuge. Dans les trois premiers mois de l'année 2016, environ 173 000 personnes originaires d'Afrique et d'Asie sont arrivées en Grèce et en Italie par la mer.

L'Europe s'est élargie et a profondément changé depuis ses débuts, en 1951, quand 6 pays sont devenus membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca ; en anglais, ECSC : European Coal and Steel Community). Aujourd'hui appelé Union européenne, le bloc défend la libre circulation des personnes, des biens et des services dans ses 28 pays membres. Les habitants de ces États – ainsi que de l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse (qui sont en Europe mais n'ont pas rejoint l'UE) – ont la liberté de se déplacer sur ce territoire et d'y travailler ou d'y vivre.

La politique d'ouverture des frontières intérieures se conjugue avec une politique de contrôle stricte des frontières extérieures.

[Pour en savoir plus, voir « Les rouages de l'UE » et « Venir en Europe ».]

Au final, cet ensemble de pays très différents crée une union variée et diversifiée. Environ 3% des personnes qui vivent dans l'UE sont citoyens d'un État membre différent de celui dans lequel ils résident actuellement.

Sur les 503 millions de personnes vivant dans l’UE, quasiment 7% sont nés en dehors de ce territoire. Parmi ces 7%, environ les deux tiers sont citoyens d’un pays n’appartenant pas à l’UE. En 2013, le plus grand groupe de nouveaux citoyens résidant dans l’UE et nés en dehors du bloc venait d’Inde, de Turquie et du Maroc.

Parmi les États membres, l’Allemagne, le Royaume-Uni et l’Italie sont ceux qui ont accueilli le plus grand nombre d’habitants nés à l’étranger.

Photographie

Robert Capa Allemagne. Dans les environs de Wesel. 24 mars 1945. Alors que les Alliés avancent vers le Rhin, des fermiers allemands fuient les combats.

Robert Capa Allemagne. Berlin. 1945. Des réfugiés traversant le secteur soviétique en ruine.

Henri Cartier-Bresson Allemagne. Avril 1945. Un camp de transit a été installé entre les zones américaine et soviétique pour accueillir les réfugiés de retour du front de l’Est. La rivière faisait partie de la délimitation entre les deux secteurs.

David Seymour Grèce. 1948. Des réfugiés de la guerre civile grecque, qui a duré de 1946 à 1949.

Herbert List Italie. Naples. 1959. Un homme salue son gendre qui quitte le pays.

Erich Lessing Hongrie. Frontière avec l’Autriche. 1956. Dans un bref moment de détente avant la révolution hongroise de 1956, des soldats hongrois procèdent au déminage du sol et détruisent une clôture de barbelés à la frontière avec l’Autriche.

Patrick Zachmann Jérusalem. Juin 1981. Un survivant des camps de concentration lors de la première rencontre internationale des survivants de l’Holocauste.

Josef Koudelka Tchécoslovaquie. Prague. Août 1968. Les troupes du pacte de Varsovie envahissent Prague.

Raymond Depardon Allemagne de l’Ouest. Berlin-Ouest. 1962. Des enfants jouent à construire un mur.

Mark Power Allemagne. Berlin-Est. 12 novembre 1989. Des soldats est-allemands se tenant devant la porte de Brandebourg pendant que des Allemands de l’Ouest escaladent le mur de Berlin.

Mark Power Allemagne. Berlin-Ouest. 10 novembre 1989. Des Allemands de l’Est émus traversent la frontière vers l’Ouest après la chute du mur de Berlin.

Gilles Peress Bosnie. Ahmići. 1993. Le minaret détruit de la mosquée de Ahmići au bord de la route principale. Le matin du 16 avril, plus de 100 villageois ont été tués. C’est un des exemples les plus sauvages du nettoyage ethnique des Balkans.

Cristina García Rodero Macédoine. Stenkovac. 1999. Des enfants dans un camp de réfugiés.

Josef Koudelka Bosnie-Herzégovine. Mostar. 1994. Le Stari Most, ou le Vieux Pont, une arche de pierre située à 29 mètres au-dessus de la rivière Neretva, a été construit en 1566 sous le règne de Soliman le Magnifique pendant l'occupation ottomane. Il a été détruit en novembre 1993 par les chars de combat serbo-croates. Au premier plan, une carte postale montrant le pont avant la guerre.

Gilles Peress Croatie. Dvor. 1995. Des réfugiés croates fuient une offensive serbe, traversant la frontière avec la Bosnie sur la rivière Una.

Les rouages de l’Union européenne : comment ça fonctionne ?

En 2012, l’Union européenne s’est vue récompensée par le prix Nobel de la paix, le prix de promotion de la paix le plus prestigieux au monde, pour maintenir la stabilité économique et politique entre ses États membres. Toutefois, 67 ans plus tôt, il s’agissait d’un continent en ruine, qui avait survécu à la plus grande guerre que le monde ait jamais connue, tuant plus de 60 millions de personnes, pour la plupart des civils.

Depuis, les pays européens, tous anciens alliés ou ennemis, ont fait le serment de ne plus jamais se refaire la guerre et, à cet effet, ont mis en place un ensemble de lois qui renforceraient leur coopération par le biais de plusieurs institutions. L’intégration commerciale est devenue le principe fondateur de l’UE, en partant du principe qu’une fois les anciens ennemis devenus partenaires commerciaux, il serait plus difficile de s’attaquer les uns les autres.

Au cours d’un célèbre discours donné en 1950, le ministre français des Affaires étrangères de l’époque, Robert Schuman, déclara qu’il entendait rendre la guerre « non seulement impensable, mais matériellement impossible. »

LES ORIGINES MYTHOLOGIQUES DE L’EUROPE

L’Europe est souvent représentée par une belle femme chevauchant un taureau blanc. Vous l’avez peut-être déjà vue sur une pièce de 2 €. Elle est aussi représentée par une célèbre statue en face

du siège du Parlement européen à Strasbourg, en France. Mais saviez-vous qu'elle était libanaise ?

Dans la mythologie grecque, Europe était une princesse, fille du roi Agenor qui régnait sur Sidon et Tyr, des villes portuaires importantes de Phénicie (une civilisation de la côte méditerranéenne, vivant sur les territoires actuels de la Syrie, du Liban et Israël / Palestine). Selon le mythe, le dieu grec le plus puissant, Zeus, est tombé amoureux d'Europe alors qu'elle ramassait des fleurs dans une prairie avec ses amies. Afin de l'approcher, il se transforma en un magnifique taureau blanc, musclé et docile. De sa bouche se dégageait un parfum de crocus jaune safran. Ainsi, il séduit Europe qui s'enhardit à monter sur son dos. L'animal traversa la Méditerranée en nageant et l'amena sur l'île de Crète, à Gortyne. Zeus reprit sa forme humaine et se révéla à Europe sous un platane sacré. De cette union naîtront trois enfants : Minos (un roi sage et puissant de Crète), Sarpédon et Rhadamante. Plus tard, Europe sera donnée par Zeus comme épouse au roi de Crète, Astérion, qui élèvera les enfants.

De nombreux écrivains grecs et latins ont raconté à plusieurs reprises cette histoire. Celle-ci était aussi racontée sous forme de sculptures, de fresques et de vases dans les temples anciens. Les peuples de l'Antiquité connaissaient souvent les origines de cette histoire. Après tout, les

Phéniciens étaient un peuple de navigateurs et de commerçants qui traversaient toute la Méditerranée pour se rendre jusqu'en Espagne ou au Maroc. Dans la Rome et la Grèce antiques, ils étaient aussi connus pour leur teinture violette. D'une certaine manière, le mythe de Zeus et d'Europe symbolise le transfert de culture de l'Orient vers l'Occident. Par exemple, l'alphabet grec vient de celui des Phéniciens : une écriture simple, pratique et exceptionnelle où chaque lettre représente un son.

En phénicien, « asu » signifiait le levant et « eureb » le couchant. Au cours de leurs voyages en mer, les Phéniciens voyaient le soleil se lever sur l'actuelle Turquie et se coucher sur la Grèce. Ainsi, selon eux, l'Asie (« asu ») était devenue la région du lever du soleil et l'Europe (« eureb ») celui du coucher.

Au Ve siècle avant J.-C., l'historien grec Hérodote distinguait ainsi l'Asie (l'Orient, incluant l'Égypte), l'Europe et la Libye (l'Afrique sans l'Égypte). Dans sa vision eurocentrée du monde, l'Europe apparaissait aussi grande que les deux autres continents réunis. Il doutait que l'Europe tire son nom d'une légende de princesse phénicienne qui, hormis la Crète, n'avait jamais foulé le sol de ce que les Grecs appelaient à cette époque l'Europe.

Ce n'est qu'au XIXe et au début du XXe siècle, en raison d'un intérêt académique croissant pour la

mythologie et pour les racines de l’Europe dans la civilisation classique, qu’est née la fascination pour le mythe de Zeus et de la princesse phénicienne. Bien sûr, les controverses sur le territoire et les frontières de l’Europe n’ont pas cessé. Bien qu’aujourd’hui peu de gens considéreraient une princesse libanaise comme une vraie Européenne, les millions de personnes qui traversent actuellement la Méditerranée nous rappellent que l’Europe et l’Asie partagent depuis longtemps cette mer ancienne.

Stuart Franklin Autriche. Klagenfurt. Journée de l’Europe. 2001. Des écoliers avec les drapeaux européens pendant une cérémonie plurilingue et multiculturelle tenue à l’extérieur de l’hôtel de ville sur la place municipale.

Une union

Dans ce but, les pays européens n’ont dès lors cessé d’intégrer leurs économies. Il a fallu au préalable convenir de normes d’échanges commerciaux, de réglementations et de droits humains avant de s’engager à respecter ces principes. Ensemble, ils forment une union, c’est-à-dire un groupe de pays qui ont accepté d’abandonner une partie de leur autonomie nationale ou souveraineté, lorsqu’ils pensent qu’une action collective serait plus efficace que de traiter les problèmes individuellement. C’est notamment le cas de la sécurité des voies ferroviaires et de la propreté des rivières.

A cet effet, ces pays ont mis en place un gouvernement de l’Union européenne, recouvrant 28 pays. Tous les États membres élisent et envoient des représentants à cet organisme qui gouverne plus de 508 millions d’Européens en matière d’immigration, de création d’emplois, de croissance, de technologie numérique, d’agriculture, de justice, de libre-échange commercial, d’énergie, de politique économique, de protection environnementale et de droits humains.

Les 28 États membres de l’EU sont :

- Allemagne

- Autriche
- Belgique
- Bulgarie
- Chypre
- Croatie
- Danemark
- Espagne
- Estonie
- Finlande
- France
- Grèce
- Hongrie
- Irlande
- Italie
- Lettonie
- Lituanie
- Luxembourg
- Malte
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- République Tchèque
- Roumanie
- Royaume-Uni
- Slovaquie

- Slovénie
- Suède

L’intégration de ces 28 pays est sans précédent. Il s’agit d’une grande expérience qui unit formellement des gouvernements autonomes afin de promouvoir la paix et la coopération entre eux.

Stuart Franklin France. Strasbourg. 2001. Une session au Parlement européen.

Comment ça marche ?

Pour y arriver, les États membres ont convenu de créer des institutions conjointes qui correspondent à celles que l'on trouve dans tous les pays : un parlement, des tribunaux et une banque centrale. Voici les plus importantes :

La Commission européenne est un organe exécutif qui élabore des avant-projets de propositions législatives et d'accords politiques.

Le Conseil européen est composé de chefs d'État des États membres, d'un président et du président de la Commission européenne. Ils émettent des recommandations mais ne détiennent aucun pouvoir législatif.

Le Conseil de l'Union européenne (ou Conseil des ministres) est composé de ministres des États membres de l'éducation, de la santé, des finances et d'autres domaines. Il fait partie du système législatif, conjointement au Parlement européen.

Le Parlement européen compte 751 représentants élus issus des 28 États membres. On y parle 24 langues officielles et son siège se trouve à Bruxelles, en Belgique, et à Strasbourg, en France. Les lois du Parlement européen sont contraignantes pour l'ensemble des États membres. Certaines lois obligent

un État membre à atteindre un objectif précis, mais il revient au pays de décider de la manière de procéder.

LE PARLEMENT EUROPÉEN

Le Parlement européen est constitué de 751 députés (en anglais, Members in the European Parliament : MEPs) élus dans les 28 États membres de l'Union européenne. Depuis 1979, les députés sont élus au suffrage universel direct pour un mandat d'une durée de 5 ans. Auparavant, c'étaient les gouvernements nationaux qui désignaient les députés.

Chaque pays détermine son propre mode de scrutin, sachant qu'il doit forcément garantir le suffrage universel (tous les citoyens adultes de l'Union européenne doivent avoir le droit de voter) et le secret du vote.

Les sièges sont attribués selon le nombre d'habitants de chaque État membre, mais les pays les moins peuplés comptent plus de députés par habitant que les plus grands États. Un peu plus d'un tiers des députés sont des femmes. Les députés ne sont pas regroupés par nationalité, mais par affinité politique.

Les députés partagent leur temps entre leurs deux circonscriptions : Strasbourg, en France, et Bruxelles, en Belgique.

LE FONCTIONNEMENT

Les 751 députés sont membres de 16 partis politiques, appelés « Europartis », qui reçoivent le financement de l'Union européenne et ont l'autorisation de faire campagne pendant les élections.

Ils forment 9 groupes politiques (non permanents) qui regroupent les partis nationaux des 28 États membres, et des hommes et des femmes politiques indépendants. Ces groupes ne sont pas autorisés à faire campagne durant les élections.

Les groupes recouvrent l'ensemble du spectre politiques au Parlement européen : de la gauche, avec des idées écologistes qui prônent généralement une plus grande intégration européenne et un approfondissement de la social-démocratie [pour une définition de ce concept, allez à « La particularité de l'Europe »], à la droite, défenseur de politiques eurosceptiques, qui s'oppose à l'élargissement de l'Union.

GROUPES ACTUELLEMENT PRÉSENTS AU PARLEMENT

[en juin 2016, classés par ordre d'importance]

- **Parti populaire européen** [European People's Party] : centriste, chrétien

- **Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen** [Progressive Alliance of Socialists and Democrats] : centre-gauche
- **Conservateurs et Réformistes européens** [European Conservatives and Reformists] : droite
- **Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe** [Alliance of Liberals and Democrats for Europe] : centriste
- **Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique** [Confederal Group of the European United Left–Nordic Green Left] : gauche
- **Verts/Alliance libre européenne** [Greens–European Free Alliance] : gauche, régionaliste (défendant l'indépendance des régions de leurs pays)
- **Europe de la liberté et de la démocratie directe** [Europe of Freedom and Direct Democracy] : eurosceptique
- **Europe des Nations et des Libertés** [Europe of Nations and Freedom] : droite, eurosceptique
- **Non-inscrits** : pour la plupart d'extrême droite

Information tirée du site web du Parlement européen.

La Cour des comptes européenne (CCE ; en anglais ECA : European Court of Auditors) contrôle le budget de l'UE auquel contribue chaque État membre. Les autres sources de financement de l'UE comprennent notamment les droits de douanes à l'importation en provenance de pays hors zone UE. Les membres ne respectant pas la loi européenne s'exposent à des sanctions.

Le Contrôleur européen de la protection des données (CEPD ; en anglais, EDPS : European Data Protection Supervisor) veille au respect des données à caractère personnel des citoyens lors de leur traitement par les institutions européennes.

La Banque centrale européenne (BCE ; en anglais, ECB : European Central Bank) gère l'euro et sa politique monétaire.

La Banque européenne d'investissement (BEI ; en anglais, EIB : European Investment Bank) met à disposition des financements pour investir dans des projets importants pour les États membres qui favorisent les objectifs de l'UE, comme la construction du métro à Athènes en Grèce (connecter les citoyens européens), le nettoyage de la mer Baltique (préserver l'environnement) et la prévention des inondations à Venise, en Italie (préserver l'héritage culturel).

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE ; en anglais, CJEU : Court of Justice of the European Union) veille à l'application du droit de l'Union. Les membres ne respectant pas la loi européenne s'exposent à des sanctions.

Elle règle aussi des litiges entre des gouvernements et apporte son concours aux juridictions nationales dans l’interprétation de la loi européenne. Les juridictions des États membres doivent veiller à ce que la législation européenne soit correctement appliquée dans leur pays.

Le Comité des régions (CdR ; en anglais CoR : Committee of the Regions) et le Comité économique et social européen (CESE ; en anglais, EESC : European Economic and Social Committee) sont conçus pour donner la parole aux intérêts régionaux et aux organisations de la société civile. Chaque organe compte 353 membres issus des 28 États membres. Ils donnent leurs conseils au Parlement, à la Commission et au Conseil et s’expriment sur des questions juridiques.

Le Médiateur enquête sur les plaintes à l’encontre des institutions européennes pour des retards, des discriminations et des abus de pouvoir. Ces plaintes peuvent êtes introduites par des citoyens, des résidents, des entreprises ou des associations.

Le Service européen pour l’Action extérieure

(SEAE; en anglais, EEAS : European External Action Service) opère comme un ministère des Affaires étrangères. Il gère les relations diplomatiques de l’UE avec les pays non-membres et mène la politique étrangère de sécurité de l’Union.

THE
WAGES
OF
SIN
IS
DEATH
NO!
KEEP BRITAIN OUT CAMPAIGN
BAN
COMMON
MARKET
TO
TREASON
HEATH
NATIONAL
FRONT

Ian Berry Angleterre. Londres. 1972. Manifestation contre le marché unique à Londres.

Crise de croissance

Alors que l’UE propose des lois lorsqu’une action collective s’avèrerait plus efficace et pertinent que l’action individuelle d’un pays, il n’en demeure pas moins que chaque gouvernement d’un État membre reste responsable de l’élaboration de ses lois, de leur mise en vigueur et de la gestion de la vie quotidienne de ses résidents.

Cette règle n’est néanmoins pas toujours respectée du fait que certains pays déclarent, et ce sans surprise, que l’UE a sa part de responsabilité dans leurs difficultés croissantes.

Certains pays souhaitent bénéficier d’un degré d’autonomie supérieur et émettent une certaine résistance face à l’autorité de l’UE. C’est pour cette raison notamment que dans une démarche sans précédent, les citoyens de la Grande-Bretagne ont voté leur sortie de l’UE en juin 2016.

BREXIT

Le Royaume-Uni a toujours montré une certaine réserve vis-à-vis de l’Union européenne depuis son adhésion en 1973. Les Britanniques ont ainsi décidé de quitter l’UE en juin 2016. Cette décision

fut choquante bien que prévisible, en raison de la relation tumultueuse que le Royaume-Uni entretient avec l'UE.

Du fait que le Royaume-Uni fut historiquement le plus grand et le plus durable des empires coloniaux européens, la majorité des Britanniques considèrent leurs pays comme l'une des plus grandes nations au monde. Appartenant à un État insulaire, ses citoyens se sentent aussi, d'une certaine façon, séparés du reste du continent. Enfin, en tant que grand gagnant de la Deuxième Guerre mondiale – un statut qu'ils ont payé au prix fort –, ils sont fortement préoccupés par les ambitions des autres pays européens. Presque toute l'élite politique britannique accorde une grande importance à la relation qu'entretient leur pays avec les États-Unis.

Tous ces facteurs permettent d'expliquer pourquoi le Royaume-Uni ne fut pas membre fondateur de l'UE et pourquoi il ne l'a rejointe qu'en 1973. Avant sa sortie de l'Union, il y avait déjà eu au Royaume-Uni des votes nationaux et des débats entre les partis politiques sur le choix de rester ou non au sein de l'UE. Les individus et les partis politiques ont depuis changé d'avis sur la question et se sont retrouvés profondément divisés sur ce que devrait être leur relation avec l'Europe. Les médias britanniques, en particulier les journaux tabloïds appartenant à des groupes

privés, se sont souvent montrés hostiles vis-à-vis de la Commission européenne, basée à Bruxelles, en Belgique, qui élabore les ébauches de lois européennes.

Du fait que les pouvoirs de l'UE se sont accrus et que la taille de l'UE a aussi augmenté en intégrant des anciens pays du bloc soviétique, les relations avec le Royaume-Uni se sont progressivement crispées.

La montée du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (en anglais, UKIP : UK Independence Party), le scepticisme de nombreuses personnalités du Parti conservateur (Conservative Party) et l'ambivalence de nombreuses figures du Parti travailliste (Labour Party) affichée ces dernières années ont contribué a affaiblir le soutien de la Grande-Bretagne pour son maintien dans l'UE.

Ce contexte a mené à une solution radicale et brusque en 2016 à l'issue du référendum britannique sur le Brexit, dont la question était de savoir si le Royaume-Uni devait sortir ou non de l'Union.

À la surprise de la majorité, y compris de nombreux partisans du « leave » (partir), les Britanniques ont voté la sortie de l'Union, à 52% contre 48%. Plus de 17 millions de citoyens ont ainsi voté contre le maintien dans l'UE alors que la majorité des observateurs et experts, des sondages

et des voix des marchés financiers avaient prédit une victoire serrée du « remain » (rester).

Les conséquences immédiates ont été, notamment, la démission du Premier ministre David Cameron, qui avait soutenu la présence du Royaume-Uni dans l'Union, et du commissaire européen britannique, Jonathan Hill.

Le gouvernement britannique doit désormais décider de la position à adopter concernant le résultat de ce vote. Elle ne sera connue que lorsque le nouveau Premier ministre, Madame Theresa May, prendra ses fonctions. Elle est la deuxième femme Premier ministre de l'histoire du Royaume-Uni.

Il existe un grand débat sur les raisons qui ont motivé les Britanniques à voter pour la sortie de l'UE. Il y a néanmoins un consensus sur l'idée que certains d'entre eux sont en colère ou affectés négativement par la politique d'immigration de l'UE. En Europe, les citoyens des 28 États membres ont le droit de travailler dans les

27 autres pays que le leur, quasiment sans conditions particulières. Cette possibilité a permis à de nombreux citoyens originaires de pays aux salaires relativement faibles de s'installer au Royaume-Uni pour profiter d'un marché du travail plus flexible.

Le ressentiment anti-UE est principalement visible en province où vivent cependant moins

d’immigrés venant de pays européens et non européens. Londres, la capitale, compte en revanche une majorité de personnes en faveur de l’UE et de l’immigration. Londres reste l’une des villes les plus multiculturelles et prospères au monde.

Si le Royaume-Uni décide de confirmer le résultat du vote en faveur de la sortie de l’UE, il faudra compter entre 2 et 10 ans pour sortir de l’Union et établir de nouveaux accords commerciaux avec l’UE, selon les experts.

Certains membres reprochent à d’autres pays de ne pas respecter la loi européenne. À titre d’exemple, l’Allemagne accuse la Grèce de ne pas honorer sa dette, aggravant la crise financière. En retour, la Grèce se voit limitée par des conditions qu’elle ne peut remplir sans souffrir d’énormes coûts sociaux.

LA CRISE GRECQUE

Plusieurs facteurs ont contribué à la crise économique grecque, en particulier la mauvaise gestion des finances publiques par les dirigeants grecs, et l’incapacité du pays à moderniser son infrastructure fiscale et sa production économique

afin de satisfaire aux exigences de pays aux économies plus avancées concernant le respect des critères de convergence de la monnaie unique, comme l'Allemagne ou les Pays-Bas.

En 2009, 8 ans après l'adhésion de la Grèce à l'UE, le pays a changé de gouvernement. Le nouvel exécutif a alors annoncé que ses prédécesseurs avaient partiellement dissimulé l'état déplorable des finances publiques du pays. Il est ainsi apparu en 2009 que la Grèce avait dépensé 36 milliards d'euros de plus que le montant levé par les impôts. Pour couvrir son déficit, le gouvernement grec avait dû emprunter, mais dès que l'ampleur du problème fut révélée, les investisseurs internationaux ont cessé de vouloir prêter à la Grèce.

Cette situation a créé un enjeu sans précédent pour la zone euro car, dans des circonstances normales, un pays dans la position de la Grèce se serait vu contraint de se mettre en défaut de paiement auprès de ses créditeurs et à dévaluer sa monnaie pour regagner en compétitivité. Néanmoins, c'était impossible car en tant que pays de la zone euro, la Grèce n'avait pas d'autonomie concernant le contrôle de sa monnaie. Les dirigeants de la zone euro ont alors considéré que laisser un pays membre en défaut de paiement signifierait une perte de confiance des investisseurs auprès des autres pays de la monnaie

unique, ce qui déclencherait une crise financière en Europe.

Ceci a motivé les décideurs à renflouer la Grèce en mai 2010 avec l'aide du Fonds monétaire international (FMI ; en anglais, IMF : International Monetary Fund), qui a l'expérience des plans de sauvetage dans d'autres pays, principalement en voie de développement. La Commission européenne, la Banque centrale européenne et l'IMF ont prêté à la Grèce le montant nécessaire afin de maintenir les remboursements dus aux entreprises et aux banques qui détenaient des obligations émises par le pays.

En contrepartie de cette somme, la Grèce a dû appliquer une politique économique d'austérité, en réduisant radicalement ses dépenses publiques et en augmentant ses impôts. Les retraites et les salaires du secteur public ont ainsi diminué drastiquement ces dernières années, et le revenu par habitant est désormais d'environ 30% plus bas qu'avant la crise. À cause de la décision de ne pas laisser la Grèce entrer en défaut de paiement et du rythme soutenu des ajustements fiscaux exigés, l'économie grecque s'est effondrée. Des centaines de milliers d'emplois ont été supprimés dans le secteur privé en raison du déclin de la demande, de la réduction des dépenses, des difficultés à accéder aux prêts et d'une incertitude généralisée.

Tout au long de la crise, la décision de la zone euro, avec l'IMF, d'exiger des politiques d'austérité aussi fermes en contrepartie de prêts financiers pour que la Grèce puisse remplir ses obligations au titre de la dette, a soulevé de nombreuses critiques. De nombreux économistes à travers le monde ont expliqué qu'exiger à maintes reprises des coupes budgétaires et des réformes de l'économie grecque sans allégements de la dette – des mesures qui permettent de réduire la somme à rembourser tous les ans à ses créditeurs – exerçait trop de pression sur le pays et ses habitants. Les dirigeants politiques européens ont néanmoins senti qu'ils avaient peu le choix car effacer une partie de la dette grecque aurait affaibli la politique d'austérité fiscale générale et se serait avéré peu populaire dans leurs pays, où de nombreux électeurs avaient l'impression que la crise était dû à la paresse et au gaspillage des Grecs.

L'économie a continué à sombrer dans la récession, un quart de l'économie de la Grèce a été anéanti en quelques années, ce qui a provoqué mécontentement social et instabilité politique. Par exemple, le pays a connu 4 gouvernements entre 2011 et 2015. Il en a résulté une spéculation constante, alimentée par les dirigeants politiques européens, sur une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro.

En mars 2012, les dirigeants de la zone euro ont décidé d'accorder un deuxième plan de sauvetage à la Grèce d'un montant de 130 milliards d'euros.

Le déclin économique, les politiques d'austérité, les changements fréquents de gouvernement, le mécontentement des électeurs, et l'incapacité des dirigeants grecs à mettre en œuvre des changements structurels (comme une amélioration de la collecte des impôts et du système judiciaire, une création de conditions plus souples pour encourager l'investissement des entreprises) a engendré un cercle vicieux dont la Grèce peine à sortir depuis 2009.

Ce contexte a amené les Grecs à voter en janvier 2015 pour un gouvernement dirigé par le nouveau parti de gauche Syriza, qui avait promis de mettre fin à l'austérité et d'adopter un nouveau genre de politique économique. En dépit de longues négociations, parfois virulentes, avec les autres membres de la zone euro, le nouvel exécutif n'a pas été capable d'avancer. Le 5 juillet 2015, Syriza a soumis l'accord d'un troisième plan de sauvetage à un référendum national. Les Grecs ont rejeté massivement ces conditions à 61%, soulevant la possibilité d'une sortie de la Grèce de l'UE, le Grexit. En dépit de ce résultat, le gouvernement a capitulé face aux exigences des dirigeants de la zone euro et, mi-juillet, a signé le troisième plan de

sauvetage du pays, d’un montant de 85 milliards d’euros.

La Grèce est restée dans la zone euro, mais se trouve toujours dans une situation difficile, même après les plans de sauvetage et les nombreuses années d’austérité. Son économie a connu une croissance extrêmement faible depuis le début de la crise, le taux de chômage frôle les 25%, et la dette publique grecque représente environ 180% du PIB.

Le taux de participation aux élections des membres du Parlement européen a atteint son niveau le plus bas, montrant probablement que les citoyens ne se sentent pas suffisamment représentés par les partis politiques européens. De nombreuses personnes disent qu’il y existe désormais un fossé entre les dirigeants politiques européens et le peuple. Il devient dès lors facile pour certains dirigeants politiques nationaux de désigner l’Europe comme responsable des problèmes de leur pays.

Les 28 membres s’adaptent à ces défis au fur et à mesure qu’ils se présentent. Le flux de migration dont vous faites partie est l’un de ces enjeux.

[voir « Venir en Europe »].

Thomas Dworzak Turquie. Istanbul. Août 2014. Plus de 300 000 réfugiés sont arrivés à Istanbul depuis que le début de la guerre civile en Syrie.

Une union toujours courtisée

En dépit de ces difficultés, d’autres pays européens souhaitent toujours rejoindre l’EU. C’est le cas de l’Albanie, la Macédoine, le Monténégro, la Serbie et la Turquie qui sont tous candidats à l’adhésion.

LA TURQUIE ET L’EUROPE

La Turquie et l’Europe ont une longue histoire commune, parfois basée sur l’admiration et l’union, et d’autres fois sur la peur et des intérêts conflictuels. Il existe une donnée constante, cependant : les deux territoires ont un vrai manque de connaissance mutuelle.

Il y a 1 000 ans, des tribus turques qui avaient choisi l’islam comme religion ont commencé à s’installer dans les régions frontalières à l’est de l’Empire romain d’Orient (parfois appelé l’Empire byzantin). Ces tribus ont repris possession de Constantinople (aujourd’hui Istanbul) en 1453. L’Empire ottoman qu’elles avaient fondé en 1299 a pris le contrôle des Balkans et du Moyen-Orient pendant plus de

4 siècles, et a même réussi à menacer l’Europe occidentale, avant d’être repoussé aux portes de Vienne, par deux fois.

Cette histoire de la conquête turque et de l’inquiétude de l’Europe s’est ensuite inversée pendant les 200 ans qui ont suivi : les Européens et les Russes ont repoussé les armées turques sur tous les fronts, et ont presque fini par abolir le contrôle des Turques sur l’Anatolie.

Par la suite, la plupart des minorités qui constituaient la classe marchande et la classe

intellectuelle turques ont été décimées lors d'une véritable tragédie : entre 1915 et 1922, la population arménienne a quasiment entièrement disparu au cours de ce qu'on appelle le « génocide arménien », un terme rejeté par la Turquie encore aujourd'hui. Après une évasion échouée du territoire par les Grecs en 1919, la minorité grecque a été expulsée en échange de la communauté des Turcs musulmans qui vivaient alors en Grèce.

Mais en 1923, un incroyable exploit de la résistance turque – facilité par l'épuisement des forces européennes suite à la Première Guerre mondiale – a forcé l'Europe à reconnaître la nouvelle République de Turquie, construite sur les ruines de l'Empire ottoman.

Cette réussite était largement due au général qui a mené la guerre d'indépendance turque, Mustafa Kemal Atatürk. Il incarnait parfaitement le paradoxe des relations entre la Turquie et l'Europe. Il a appris aux Turcs à ne faire confiance qu'à eux-mêmes, et à défendre en permanence leur indépendance. Cependant, afin de rendre la Turquie aussi forte que les nations d'Europe, il a exigé des Turcs qu'ils s'inspirent de la civilisation européenne, en supprimant l'islam de l'espace public et en adoptant une constitution laïque. Pour rédiger les textes de loi turcs, il a recopié les codes commercial, pénal et familial d'Italie, de France,

de Suisse et d’autres pays européens, parfois mot pour mot.

Et près d’un siècle plus tard, la Turquie continue d’incarner ces paradoxes.

En théorie, la Turquie est en train de négocier pour rejoindre l’Union européenne. C’est un processus qui avance par à-coups depuis les années 1950, quand la Turquie, effrayée par les menaces soviétiques que subissait son territoire, a décidé de rejoindre la principale alliance militaire d’Occident, l’Otan (Organisation du traité de l’Atlantique nord ; en anglais, NATO : North Atlantic Treaty Organization). Par exemple, la Turquie continue (progressivement) de recopier les lois européennes dans sa propre législation, en accord avec les négociations d’adhésion à l’UE ; les deux tiers de l’investissement venant de l’extérieur proviennent des États membres de l’UE ; 5 millions de personnes d’origine turque vivent en Europe ; et plus de la moitié du commerce turc dépend des États membres de l’UE.

Pourtant, en pratique, le salaire moyen turc équivaut à la moitié du salaire moyen européen, et devrait rester aussi faible dans les années à venir. L’Europe craint que la Turquie, avec sa population de 80 millions d’habitants, ne devienne une source d’immigration massive. De son côté, la Turquie est sur la défensive face à la puissance commerciale de l’Europe, et reste méfiante envers toute

tentative qui viserait à partager ou diminuer sa souveraineté, alors que c'est précisément la raison pour laquelle l'UE a été créée.

Cela signifierait qu'au mieux le processus d'adhésion à l'UE n'est qu'un jeu, dans lequel la Turquie prétend qu'elle va rejoindre l'Union, et l'Union prétend qu'elle va l'accepter. Une sorte d'exercice ambigu de construction qui, étonnamment, aura eu beaucoup d'effets positifs des deux côtés.

Au pire, les deux pays se considèrent comme hypocrites voire malhonnêtes, en exagérant les différences entre la culture musulmane de la Turquie et la chrétienté de l'Europe, ou bien en utilisant la crise des réfugiés pour marquer des points faciles, voire en critiquant les figures politiques.

En revanche, ces derniers temps, les liens tissés par la Turquie avec l'Europe sont plus forts qu'avec le Moyen-Orient, la Russie ou les États-Unis. Quant à l'Europe, au final, la relation globale qu'elle entretient avec la Turquie est bien meilleure que ne laissent croire certains détails, bien qu'elle ait souvent du mal à être lucide à ce sujet.

Lorsque des pays rejoignent l’EU (une procédure appelée l’« accession »), ils doivent s’engager à appliquer les lois européennes et devenir signataires de l’ensemble des traités européens et des accords contraignants.

Thomas Dworzak Luxembourg. Schengen. Dans ce village près de l’Allemagne et de la France, un accord a été signé le 14 juin 1985, afin d’ouvrir les frontières internes de l’Europe, créant ce qu’on appelle aujourd’hui l’espace Schengen.

Les dates clés

Cette chronologie comprend les traités les plus importants ainsi que les dates d’accession des pays à l’UE ou à ses

précurseurs. Le bloc européen tire son origine dans un accord entre 6 nations. L'Union européenne en compte aujourd'hui 28 ; ou 27 dans le cas d'une sortie de la Grande-Bretagne.

1951, le traité de Paris : ce fut l'un des premiers accords en vue d'une coopération entre les pays européens. Il unit l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, et les Pays-Bas au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA ; en anglais, ECSC : European Coal and Steel Community). Il organise la mise en commun de la production entre ses membres afin de réduire la concurrence, en priorité entre la France et l'Allemagne, qui furent régulièrement en guerre pendant des siècles.

1957, le traité de Rome : la Communauté économique européenne (CEE ; en anglais, EEC : European Economic Community) a été fondée dans le but de créer un marché commun entre les 6 pays de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, une étape importante vers l'intégration politique. L'accord permettait ainsi à ses citoyens de circuler plus facilement au sein de ces pays à un moment de croissance économique rapide. Le traité constitue le premier fondement de la réduction des obstacles au commerce et des tarifs douaniers sur les marchandises importées. L'intégration économique était un moyen

d’arriver par la suite à davantage d’intégration politique.

1953, la Convention européenne des droits de l’homme : en réponse directe à l’horreur et aux mouvements antidémocratiques et fascistes de la Deuxième Guerre mondiale [vous avez lu des informations sur ce sujet dans « Reconstruire sur les cendres de la guerre »], 12 pays ont fondé le Conseil de l’Europe et ratifié la Convention européenne des droits de l’homme afin de protéger les droits fondamentaux, interdisant notamment la traite des humains, le racisme, l’exploitation sexuelle, la torture et d’autres injustices. Il s’agit de l’un des plus grands accomplissements des pays européens dans le but d’éviter la guerre (le Conseil de l’Europe est indépendant de l’Union européenne et compte 47 États membres, dont la Russie et de nombreux anciens pays soviétiques).

La Charte des droits fondamentaux de l’UE, entrée en vigueur en 2009, s’appuie sur cette convention. Dans le cadre de ce traité, les individus peuvent s’adresser directement à la Cour européenne des droits de l’homme (CEDH ; en anglais, ECHR : European Court of Human Rights) pour protéger leurs droits.

Vous pouvez, en tant que réfugié, également bénéficier de cette convention. Cela veut dire que vous ne pouvez pas être renvoyé dans des lieux où vous risquez d’être torturé ou de souffrir de traitements ou de punitions cruels et inhumains. Vous avez aussi le droit,

selon cette convention, et dans certaines mesures, au regroupement familial.
[Pour en savoir plus, voir « Venir en Europe ».]

Années 1970 : l'Espagne et le Portugal mettent fin aux années de fascisme des gouvernements de Francisco Franco et António de Oliveira Salazar. Leur adhésion à l'UE en 1986 renforce l'engagement du bloc européen envers une démocratie libérale et tire vers le haut d'autres pays, inspirés par les liens qu'ils ont tissés ensemble à travers la paix, la démocratie et les économies de marché.

EMILIO SILVA, 50 ANS, JOURNALISTE, MADRID, ESPAGNE

J'ai 50 ans et j'écris sur quelque chose qui s'est passé il y a 80 ans. Les sociétés qui ne savent pas soigner leurs blessures renvoient cette responsabilité aux générations suivantes.

Ma grand-mère Modesta est morte en 1997, 22 ans après la fin de la terrible dictature du général Francisco Franco, qui a provoqué de grandes souffrances : un demi-million d'exilés, des prisonniers politiques, 114 226 hommes et femmes portés disparus, et des enfants volés dans les prisons.

Dans les années 1930, l'Espagne était une république et connaissait de grandes avancées sociales. Elle avait rendu l'éducation universelle, légalisé le droit de vote des femmes, mis en place une constitution qui reconnaissait les droits humains internationaux et apporté les arts et la culture dans les coins les plus reculés du pays. [En 1931, les candidats antimonarchistes ont remporté la majorité des votes aux élections municipales. Le roi Alfonso XIII a quitté le pays et les Espagnols ont célébré le début de la Seconde République. Ses partisans étaient connus sous le nom des Républicains.] Mais la création d'un État moderne, avec des droits pour ses citoyens, a rencontré des ennemis puissants, amenant les militaires [menés, entre autres, par les généraux fascistes Emilio Mola et Francisco Franco] à monter un coup d'État et à déclencher une guerre terrible.

Ma grand-mère Modesta a passé presque toute sa vie à se mordre la langue, ayant trop peur de parler. Bien que j'aie passé de nombreux étés avec elle, je ne l'ai jamais entendue parler de son mari, mon grand-père Emilio. Il avait disparu, jusque dans la bouche de ma grand-mère.

Le 16 octobre 1936, mon grand-père fut arrêté par les paramilitaires de la Phalange [un groupe fasciste espagnol fondé par José Antonio Primo de Rivera]. Ils l'ont emmené quelques kilomètres plus

loin avec 14 autres hommes, qu'ils ont assassinés et jetés dans une fosse.

Il était républicain et défenseur de l'éducation publique. Pendant de nombreuses années, il a été porté disparu dans cette fosse, où il partageait sa tombe avec ces 14 autres hommes.

Quand la dictature espagnole a pris fin, les personnes chargées de notre transition vers la démocratie ont pensé que nous pouvions aller de l'avant comme si aucun droit humain n'avait été violé. Mais l'absence de milliers d'Espagnols, portés disparus, remplissait les silences, alimentant les peurs des gens et dressant des barrières invisibles qui empêchaient des milliers de grand-mères, de fils et de sœurs de faire entendre leur voix, de parler de ceux qui leur avaient jadis été chers.

Je suis journaliste, et c'est peut être une façon de lutter contre le silence de ma famille. Par chance, en mars 2000, alors que je travaillais sur un article à propos de la dictature, j'ai fait la connaissance d'un homme qui savait où se trouvait la tombe de mon grand-père. Treize corps ont été exhumés de cette fosse en octobre de cette même année. Enfouies dans ces fosses se trouvent les histoires de milliers de victimes.

Je me suis tu toute ma vie, incapable de parler en public, comme si j'avais hérité du silence de ma grand-mère. J'ai rompu ce silence quand on a

exhumé le corps de mon grand-père. Mon silence y avait pris naissance 30 ans avant moi, mais c'est là aussi qu'il est mort.

En Espagne, on compte aujourd'hui au moins 114 226 disparus dans des fosses communes. Des milliers d'autres personnes ont aussi disparu dans l'exil, où ils sont morts, incapables de revenir au pays. Près d'un demi-million d'hommes, de femmes et d'enfants espagnols ont traversé la frontière à pied au début de l'année 1939, cherchant refuge en France. Ils fuyaient les armées fascistes de Franco, d'Adolf Hitler et de Benito Mussolini, qui s'étaient alliés pendant la guerre d'Espagne. De nombreux réfugiés espagnols ont été envoyés dans des camps d'internement construits sur les plages par les autorités françaises, où des femmes accouchaient à même le sable. Les conditions de vie étaient misérables, les gens tombaient malades… Cette image de personnes affamées et désespérées, coincées derrière des barbelés, s'est répétée ailleurs dans le monde depuis cette époque. Ce sont toujours les mêmes peurs, le même désespoir et le même manque de solidarité des gouvernements.

Les gouvernements pourront toujours essayer de nous faire oublier, mais on ne peut pas effacer la mémoire. Les droits humains sont nés de montagnes de souffrances. Ma grand-mère repose désormais en paix à côté de mon grand-père, et

bien que leurs restes se soient décomposés, ils conversent encore grâce à leurs ADN.

Ces 15 dernières années, 6 500 personnes ont été exhumées. Comme le gouvernement espagnol refuse d'entreprendre les recherches, ce fut le travail de 700 bénévoles issus de 20 autres pays. On ne peut pas faire disparaître une personne que quelqu'un a connue et aimée. La mémoire de la dignité humaine est transmise en héritage à ceux qui refusent de perdre la leur.

1992, le traité de Maastricht : les pays européens se sont préparés à davantage d'intégration économique et à une monnaie unique. Ainsi, en 2003, la France abandonna le franc, l'Italie la lire, les Hollandais le florin, etc. Dix-neuf pays ont échangé leur monnaie locale pour une monnaie unique appelée l'euro (dont le symbole est €), administrée par la Banque centrale européenne, dont la première mission est de maintenir la stabilité des prix en gérant les taux d'inflation au sein de l'Union. L'UE décide des politiques monétaires et économiques mais les politiques fiscales (impôts et dépenses) relèvent toujours de chaque État membre. Le traité de Maastricht a officiellement institué l'Union européenne.

1993, les critères de Copenhague : les réalisations sociales et économiques de l'Union suscitant le désir

d’adhésion de nombreux pays, ces critères forment un ensemble de conditions pour l’accession, comprenant notamment la démocratie et l’application de la loi européenne, telle que la Charte des droits fondamentaux de l’UE [« La particularité de l’Europe »].

1995, la convention de Schengen : elle a mis en œuvre la libre circulation des biens et des individus entre les frontières des pays signataires, réduisant ainsi le contrôle aux frontières, et mis en place un système de visa, rendu possible par la fin de la guerre froide. Grâce à cet accord, les citoyens de ces pays peuvent traverser les frontières sans examen approfondi. La convention a jeté les bases de la création d’un régime d’asile européen commun, qui établit les règles en matière de protection internationale des réfugiés et demandeurs d’asile [voir « Venir en Europe »]. La Grande-Bretagne et l’Irlande ont néanmoins décidé de ne pas respecter pleinement cet accord. Cela signifie que tous les voyageurs doivent présenter leurs documents d’identité au passage de leurs frontières.

1997, le traité d’Amsterdam : toutes les questions d’asile et de migration, dont les accords de Schengen, sont désormais régies par la loi européenne. La même année entra en vigueur la convention de Dublin, qui avait fixé en 1990 les critères permettant de déterminer l’État membre responsable pour une demande d’asile

[voir « Le règlement Dublin »].

2006, le traité de Lisbonne : en raison de l’élargissement de l’UE, les gouvernements ont décidé de clarifier l’architecture institutionnelle de l’Union et de la rendre plus performante grâce à ce traité. Il établit la structure actuelle de l’Union européenne et approfondit l’intégration politique des pays de l’Union en renforçant les pouvoirs du Parlement européen.

L’Europe, mon pays

En raison de l’accélération de l’intégration économique, l’UE s’est élargie et diversifiée. Il est devenu de plus en plus difficile pour les citoyens de chaque pays de se connaitre les uns les autres. Afin de promouvoir l’interaction entre les résidents des différents pays, l’UE a lancé des programmes d’échanges culturels (comme des festivals et des traductions littéraires), des cours de langues et des expériences d’études à l’étranger, comme Erasmus, au sein des États membres de l’Union. Tous les ans, l’UE nomme deux villes capitales européennes de la culture afin qu’elles partagent leurs héritages culturels avec le reste de l’Europe. Ainsi, les Européens ont commencé à découvrir d’autres endroits. En

2016, l’UE a choisi Saint-Sébastien en Espagne et Wrocław en Pologne.

PHILIPP FRITZ, 29 ANS, JOURNALISTE, BERLIN, ALLEMAGNE

J’ai toujours voulu étudier en Pologne en raison de ma famille. Je suis né en Allemagne, à Elmshorn, un village situé à environ 300 kilomètres de Berlin. Mais ma mère est polonaise et mon père un Allemand ethnique [une personne d’ascendance allemande vivant sur un autre territoire que l’Allemagne] réfugié en Pologne, et qui a fui ce pays en 1970, vers ses 18 ans.

À la maison, mes parents se parlaient en polonais. Petit, j’en avais honte. Je me souviens que je me demandais : « Oh mon Dieu, est-ce que les autres parents parlent aussi cette langue bizarre ? Ils ne pourraient pas parler anglais comme dans les films d’Hollywood, ou une autre langue européenne comme le français ou l’espagnol ? » Même si l’Allemagne est une société d’immigration et que tous les enfants de ma classe avaient d’une façon ou d’une autre des origines étrangères, enfant, je ne voulais pas être différent des autres. Je m’en moquais un peu de la Pologne ou encore d’être à moitié polonais.

Je parlais polonais à la maison, mais pas très bien, me limitant surtout à des « bonjour » et « merci ». J'étais aussi allé en vacances l'été en Pologne pour voir la famille, mais ça s'arrêtait là.

Plus tard, à l'adolescence, j'ai commencé à m'intéresser à la Pologne. Je sentais que je passais à coté de certaines choses dans les conversations avec ma famille, dont certains membres ne parlaient que polonais. La part de mon identité que j'avais supprimée, enfant, refaisait surface. J'ai donc voulu parler couramment le polonais et en apprendre davantage sur mes origines.

Quand j'ai entendu parler du programme d'échange européen Erasmus, qui finançait le séjour des étudiants pour étudier dans un autre pays et y découvrir la culture locale, j'ai sauté sur l'occasion. C'était exactement ce qu'il me fallait. En 2011, j'ai obtenu ma bourse pour étudier à l'université Jagellonne de Cracovie, en Pologne. Cracovie est une ville étudiante. En fait, c'est vraiment la ville la plus captivante, donc j'ai eu de la chance.

Erasmus a changé ma vie.

En Pologne, j'ai approfondi ma réflexion sur mon identité. « Qui suis-je ? Qu'est-ce qui fait de moi un Allemand, un Européen ou un Polonais ? Quelle aurait-été ma vie si mes parents étaient restés en Pologne ? »

Ma décision de retourner en Pologne a influencé ma vie à plusieurs niveaux. Sans ce séjour, je n'aurais pas rencontré Katia, ma petite amie de longue date. Je l'ai vue pour la première fois dans un bar. Elle me regardait, et moi aussi, mais je n'étais pas sûr de pouvoir engager la conversation car il y avait un autre garçon avec elle. Plus tard, j'ai su qu'il s'agissait en fait de son meilleur ami.

Le jour suivant, on s'est revus par hasard chez un ami commun. Nous avons décidé de nous voir pour prendre un café et parler polonais et allemand ensemble. Elle voulait perfectionner son allemand, qu'elle avait déjà appris à l'école. L'excuse idéale pour un rendez-vous.

Après ça, nous avons travaillé mon polonais, en particulier les déclamations, le datif, le génitif. Ça semble ridicule, je sais. Un jour, nous sommes allés nous promener le long de la Vistule. C'était l'un des jours les plus chauds de l'année. Elle avait les cheveux défaits. Je me souviens combien j'avais envie de sortir avec elle. C'est mon meilleur souvenir d'Erasmus.

Par ailleurs, comme j'avais amélioré mes compétences linguistiques, j'étais capable de mieux comprendre mon grand-père. En réalité, pour la première fois de ma vie, je pouvais parler avec lui.

Erasmus m'a aussi réussi professionnellement. Je suis désormais presque bilingue et je travaille pour

deux journaux allemands, le quotidien « Berliner Zeitung » [« Le Journal de Berlin »] et l'hebdomadaire juif « Jüdische Allgemeine » [« Le Journal généraliste juif »]. Je travaille aussi en indépendant pour le plus grand journal polonais, « Gazeta Wyborcza » [« Le Journal électoral »].

Vous savez, on parle souvent de l'Europe comme d'une union économique, mais il ne s'agit pas que de libre-échange et de voyages. Il s'agit d'encourager une compréhension mutuelle. Bien que la Pologne soit un pays frontalier, elle semble toujours lointaine pour beaucoup d'Allemands.

Pour les étudiants des pays qu'on appelle « les nouveaux États membres de 2004 », la Pologne y compris, des programmes comme Erasmus représentent une chance fantastique de voyager et de voir autre chose. En 2007, Kasia était à son tour étudiante Erasmus à l'université de Salamanque en Espagne.

D'ailleurs, Kasia et moi n'avons pas arrêté de voyager après nos échanges Erasmus. J'ai emménagé à Brême en Allemagne pour terminer mes études et obtenir mon diplôme en Histoire et Sociologie. Elle a déménagé à Amsterdam, aux Pays-Bas, pour travailler. Un an plus tard, nous avons emménagé ensemble à Berlin, en Allemagne. Et on continue d'alterner les langues : une semaine, l'allemand. L'autre, le polonais.

Photographie

Carl De Keyzer Belgique. Diksmuide. Août 1987. Le pèlerinage de l’Yser (en néerlandais : Ijzerbedevaart), une commémoration annuelle des soldats flamands disparus, à laquelle participent principalement des nationalistes de l’extrême-droite flamande. La Belgique est un des membres fondateurs de l’UE.

Raymond Depardon France. Criel-sur-Mer. La France est un membre fondateur de l’EU.

Ferdinando Scianna Italie. Corigliano. L’Italie est un membre fondateur de l’EU.

Thomas Dworzak Luxembourg. Schengen. 2016. L’espace Schengen tire son nom du village situé à la frontière du Luxembourg, de l’Allemagne et de la France, où furent signés les accords d’ouverture des frontières internes de l’Europe le 14 juin 1985.

Carl De Keyzer Pays-Bas. Vrouwenpolder. 2012. Une partie du plus grand barrage anti-tempête au monde. Les Pays-Bas sont un des membres fondateurs de l’UE.

Thomas Dworzak Allemagne. Rust. 2016. Europa-Park, le plus grand parc d’attraction d’Allemagne et le deuxième d’Europe. L’Allemagne est un des membres fondateurs de l’UE.

Mark Power Danemark. Løkken. 12 août 1995. Une partie du mur de l’Atlantique, aujourd’hui abandonné. Il fut construit par Adolf Hitler pendant la Deuxième Guerre mondiale pour défendre l’Europe continentale des attaques britanniques par les mers. Le Danemark a rejoint l’UE le 1er janvier 1973.

David Hurn Irlande. Killarney. 1984. La tradition des danses irlandaises est maintenue dans de nombreuses écoles. L’Irlande a rejoint l’UE le 1er janvier 1973.

Martin Parr Angleterre. New Brighton. Début des années 1980. L’Angleterre a rejoint l’UE le 1er janvier 1973.

Alex Majoli Grèce. Athènes. 2014. Au loin, le Lycabette, le point culminant d’Athènes. La Grèce a rejoint l’UE le 1er janvier 1981.

Susan Meiselas Portugal. Lisbonne. 2004. Le quartier de Cova de Moura abrite de nombreux immigrés du Cap-Vert, une ancienne colonie portugaise. Le Portugal a rejoint l'UE le 1er janvier 1986.

Cristina García Rodero Espagne. Abaràn. 1993. Cruz de Mayo, le festival des Croix, se tient chaque année le 3 mai. L'Espagne a rejoint l'UE le 1er janvier 1986.

Chien-Chi Chang Autriche. Bad Ischl. 2013. La célébration annuelle rendant hommage à François-Joseph Ier le jour de son anniversaire. L'empereur autrichien a régné de 1848 à 1916. L'Autriche a rejoint l'UE le 1er janvier 1995.

Patrick Zachmann Finlande. Le pays membre situé le plus au nord de l’UE, a rejoint le bloc européen le 1er janvier 1995.

Jonas Bendicksen Suède. Stockholm. 2013. Hammarby Sjöstad, un quartier résidentiel dans l’est de Stockholm. La Suède a rejoint l’EU le 1er janvier 1995.

Martin Parr Hongrie. Budapest. 1997. Les thermes de Szechenyi. La Hongrie a rejoint l'UE le 1er mai 2004.

Peter Marlow Chypre. Nicosie. 2004. Le point de passage du palais de Ledra entre les côtés grec et turc de l’île.

Martin Parr République tchèque. Prague. 2005. Un guide et son groupe de touristes anglophones. La République tchèque a rejoint l'EU le 1er mai 2004.

Ian Berry Estonie. Tallinn. 2002. Raekoja plats, la place principale de la vieille ville. L’Estonie a rejoint l’UE le 1er mai 2004.

Alex Majoli Lettonie. Riga. 2004. À l’intérieur du bâtiment de la chaîne TV nationale. La Lettonie a rejoint l’UE le 1er mai 2004.

Christopher Anderson Lituanie. Parc national de Trakai, près de Vilnius. 2003. La Lituanie a rejoint l’UE le 1er mai 2004.

Carl De Keyzer Malte. Mellieha. 2004. Festival de Notre-Dame-des-Victoires. Des touristes devant l’église pendant les fêtes religieuses. Malte a rejoint l’UE en 2004.

Mark Power Pologne. Gdansk. Novembre 2004. Le chantier naval où fut fondé le mouvement Solidarité (Solidarność) en 1980.

Chris Steele-Perkins Slovaquie. Zilina. 2012. Une usine de la marque de voiture coréenne Kia. La Slovaquie a rejoint l’EU le 1er mai 2004.

Martin Parr Slovénie. Piran. 2004. La Slovénie a rejoint l’EU le 1er mai 2004.

Bruno Barbey Bulgarie. Sofia. Janvier 2007. Un quartier récemment urbanisé dans la capitale. La Bulgarie a rejoint l'EU le 1er janvier 2007.

Paolo Pellegrin Roumanie. 2007. Une station d’autobus à Baia Mare. La Roumanie a rejoint l’EU le 1er janvier 2007.

Carl De Keyzer Croatie. Kraljevica. 2011. Des escaliers servant à la pêche. La Croatie a rejoint l'EU le 1er juillet 2013.

Ce qui fait la particularité de l’Europe

Alors que tous les pays européens ont chacun leurs propres histoire, langues, cultures et traditions, ils ont néanmoins plusieurs choses en commun qui rendent la vie assez semblable, où que vous soyez en Europe. Ce chapitre va vous présenter certaines de ces similarités.

EN EUROPE, ON EST TOUJOURS LE BOUFFON DE QUELQU'UN D'AUTRE

Comment comprendre les Européens ? Il suffit de regarder comment ils arrivent à vivre en harmonie, alors qu'ils ont des cultures et des traditions très différentes. Raconter des blagues est l'une de leurs astuces : leur sens de l'humour est ce qui a permis de faire avancer l'Europe depuis des décennies, voire des siècles. Ce folklore humoristique très développé n'est ni agressif ni offensif. Il peut même être considéré comme un comportement affectueux et taquin avec les autres membres de la famille Europe. Tout comme dans n'importe quelle autre famille. Faire des blagues permet de définir une identité et d'aider les gens à apprécier et valoriser leur diversité. Et, bien entendu, c'est aussi l'occasion de se payer une bonne tranche de rire !

Les plaisanteries que racontent les Européens en disent parfois long sur l'histoire de leur continent. Par exemple, si les Français représentent les

Belges comme des simples d’esprit, c’est parce que, pendant la révolution industrielle du 19e siècle, les travailleurs belges ont rejoint les mines et les usines du Nord de la France et les Français les considéraient comme des briseurs de grèves [les travailleurs immigrés de Belgique acceptent des conditions de travail difficiles et des salaires faibles que les Français refusent]. Les Suédois trouvent que leurs voisins norvégiens sont des campagnards grossiers : cette rivalité amicale a un peu souffert lorsque les Norvégiens ont fait fortune en découvrant du pétrole dans la mer du Nord. Dans les années 1970, les deux journaux les plus lus des deux pays ont commencé une guerre de blagues, sans qu’un seul coup de feu ne soit tiré. Les Hongrois, quant à eux, se moquent des Écossais, vivant pourtant à 2 000 km de distance ; une tradition qui doit sans doute remonter au 15e siècle, quand de nombreux Écossais ont émigré vers l’Europe de l’Est.

Allez, assez discuté, il est temps de rire un peu ! Voici une petite sélection des blagues les plus drôles que les Européens racontent les uns sur les autres.

Les Belges taquinent les Français qu’ils trouvent arrogants :

« Après avoir créé la France, Dieu trouva que c’était le plus beau pays du monde.

Pour rétablir l’équilibre, il créa les Français ! »

Quant aux Français, ils prennent les Belges pour des idiots :

« Pourquoi les Arabes ont le pétrole, et les Belges ont les frites ? Parce que quand le monde a été créé, les Belges ont pu choisir en premier. »

Les Suédois adorent se moquer de leurs « stupides » voisins norvégiens :

« Pourquoi la bibliothèque d'Oslo a-t-elle fermé ? Parce que quelqu'un a volé le livre. »

Les Portugais se moquent des Espagnols, qui se croiraient supérieurs aux autres :

« Selon un récent sondage, 11 Espagnols sur 10 se sentent supérieurs aux autres. »

Les Autrichiens disent de leurs voisins allemands qu'ils ne savent pas beaucoup rire :

« Quel est le livre le plus court du monde ? 500 ans d'humour allemand. »

Les Grecs pensent que les Albanais sont des attardés :

« Qu'est-ce que la soupe à la tomate albanaise ? De l'eau chaude dans un bol rouge. »

Les Ukrainiens accusent les Russes d'exhiber leur richesse :

« "Je viens d'acheter une cravate à 3000 €", dit un Russe à son ami. Celui-ci lui répond : "Tu es stupide ! Tu aurais pu acheter la même dans le magasin d'à côté pour 5000 €." »

Les Européens pensent que les Anglais sont ennuyeux :

« Qu’est-ce qui est excitant pour un Anglais ? Manger un After Eight à 19h30. »

Quand aux Italiens, ils font des blagues… sur eux-mêmes :

« Comment appelle-t-on en Italie un homme avec ses mains dans les poches ? Un muet. »

L’UE repose sur l’idée que la liberté existe uniquement lorsque chacun est respectueux des droits de l’autre, indépendamment de son statut d’immigré.

Toute personne bénéficie des mêmes droits fondamentaux qui sont inscrits dans la Convention européenne des droits de l’homme, adoptée à l’issue de la Deuxième Guerre mondiale, afin de garantir que tous les individus soient protégés, et notamment les millions de réfugiés fuyant des persécutions [voir « Les rouages de l’UE »].

Cela signifie concrètement que toutes les personnes disposent des mêmes droits fondamentaux, indépendamment de leurs genre, race, nationalité d’origine, caractéristiques génétiques, religion, opinion politique ou tout autre type d’opinion, âge, orientation sexuelle, langue, invalidité et (ou) autres traits – féminin, masculin, vieux, jeune, noir, blanc, immigrant, natif, musulman, chrétien, LGBTI, cisgenre [voir encadré].

Ces droits sont réitérés et étendus dans la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne, s’inspirant des principes de dignité, justice, liberté, solidarité et égalité.

Chaque pays membre doit mettre en œuvre les lois nationales et suivre les régulations européennes qui respectent la Charte.

Cependant, des communautés vulnérables – en particulier les Roms, les musulmans, les juifs, les personnes LGBTI et les communautés de migrants – risquent davantage de souffrir de discrimination (ou tout du moins d'être désavantagées en raison de leur identité ou convictions) ou de crimes motivés en raison de leur nationalité d'origine, genre ou toute autre catégorie citée ci-dessus.

Familiarisez-vous avec vos droits fondamentaux :

Abbas France. Paris. 17 janvier 2004. Manifestation contre l'interdiction du port du voile dans les écoles publiques et

services publics. Sur un masque fait à la main, il est écrit : « Où sont la liberté, l’égalité, la fraternité ? », une référence à la devise de la République française.

Liberté d’expression et d’information

Toute personne a droit à la liberté d’opinion et à la liberté de recevoir ou de communiquer des informations sans qu’il puisse y avoir ingérence des autorités publiques. La liberté d’expression et une presse libre sont des facteurs essentiels pour l’accession d’un pays à l’UE.

Il existe néanmoins des exceptions à ce droit. La liberté d’expression n’est pas un droit absolu car il doit être mis en regard avec d’autres considérations :

s’il affecte d’autres droits importants, par exemple.

À cet effet, l’UE interdit les discours de haine, ou toute forme d’expression qui propage, incite ou promeut la haine ; les stéréotypes négatifs ; la stigmatisation ou les menaces à l’encontre de personnes en fonction de leur race, genre, nationalité d’origine, caractéristiques génétiques, religion, opinion politique, âge, orientation sexuelle, langue ou invalidité. Cela porte atteinte aux droits fondamentaux d’égalité et de non-discrimination.

QUE SIGNIFIE LGBTI ?

Dans l'Union européenne, le sigle LGBTI (Lesbien, gay, bisexuel, transgenre ou intersexe ; en anglais : Lesbian, gay, bisexual, transgender or intersexual) décrit un groupe diversifié de personnes qui ne sont pas conformes aux notions conventionnelles ou traditionnelles des rôles masculin et féminin. Les personnes LGBTI sont parfois également appelées « minorités sexuelles, de non-conformité de genre et anatomique ».

LESBIEN :

Une lesbienne est une femme dont l'attirance physique, affective et (ou) émotionnelle est portée envers d'autres femmes de manière constante.

GAY :

Le terme « gay » est souvent utilisé pour décrire un homme dont l'attirance physique, affective et (ou) émotionnelle est portée envers d'autres hommes de manière constante, bien que le terme puisse être utilisé pour décrire à la fois les hommes homosexuels et les lesbiennes.

BISEXUEL :

Le terme « bisexuel » décrit une personne qui est physiquement, affectivement et (ou)

émotionnellement attirée à la fois par les hommes et les femmes.

TRANSGENRE :

Le terme « transgenre » décrit les personnes dont l'identité sexuelle et (ou) l'expression de genre diffère du sexe qui leur a été conféré à la naissance. Ceci comprend les personnes se situant entre homme et femme, les transexuels et les travestis.

CISGENRE :

Le terme « cisgenre » décrit les personnes dont l'identité sexuelle et (ou) l'expression de genre correspond au sexe qui leur a été conféré à la naissance.

INTERSEXE :

Le terme « intersexuation » désigne des ambiguïtés anatomiques où les organes génitaux sont difficiles à définir comme mâles ou comme femelles selon les standards culturels habituels, et comprend des différences aux niveaux des chromosomes, gonades et organes génitaux.

Basé sur « The rights of LGBTI people in the European Union » (« Les droits des personnes LGBTI dans l'Union européenne »), publié par le service de recherche du Parlement européen.

Nier l’Holocauste est illégal dans de nombreux pays européens, notamment en Allemagne, en Italie et en Autriche. Ces interdictions furent adoptées dans l’espoir d’éviter la répétition de ces atrocités.

Il est également illégal de faire délibérément et publiquement des commentaires racistes contre les migrants. Aux Pays-Bas, lors d’un meeting électoral avant les élections municipales de 2014, un homme politique nommé Geert Wilders avait fait scander à ses partisans qu’ils voulaient « Moins! Moins! Moins! » de Marocains. Le procureur général l’a accusé d’incitation à la haine raciale.

Cependant, la définition du « discours de haine » est subjective et varie selon les pays membres. Les cas les plus difficiles à déterminer sont ceux qui impliquent une injure aux sentiments religieux.

En effet, en Europe, les individus ont des droits mais les figures religieuses n’en ont pas. Par conséquent, il est légal de parler ou de représenter des figures comme Jésus-Christ, Marie et Mahomet d’une manière qui peut paraître insultante aux yeux de certaines personnes.

Alors que vous, en tant qu’individu, disposez de droits afin qu’aucun discours de haine ne vous porte préjudice physiquement ou économiquement, il n’en sera pas forcément de même pour un préjudice moral.

Cette distinction a donné lieu à de nombreuses controverses ces dernières années. Effectivement, de par la

liberté d’expression, certaines personnes ont tourné en ridicule la religion ou les figures religieuses d’autres groupes, blessant ainsi leurs sentiments. Cela a provoqué de nombreuses manifestations dans le monde, parfois violentes, issus d’une colère alimentée notamment par le fait que ce discours est précisément protégé.

NADA DIANE FRIDI, 31 ANS, ARCHITECTE, PARIS, FRANCE

Je suis née entre les montagnes et la mer Méditerranée, dans la ville ensoleillée d’Alger, en Algérie, au milieu des années 1980. Jusqu’à la guerre civile, que l’on appelle aujourd’hui la « décennie noire », on vivait bien. Mais pendant ces sombres années, de nombreux civils, intellectuels et progressistes innocents, ainsi que les populations de villages entiers ont été massacrés. Les islamistes ont souvent menacé ma mère, qui était docteur, car elle m’élevait seule suite à son divorce.

Ma mère et moi sommes parties pour la France quand j’avais 10 ans. Bien que cela m’ait brisé le cœur de devoir tout laisser derrière moi en si peu de temps, le fait de ne plus avoir à craindre tous les jours pour la vie de ma mère m’a soulagée d’un énorme poids, et m’a permis de m’habituer très vite à mon nouveau pays. J’étais très bonne élève à

l’école, et mes professeurs étaient toujours surpris de mes origines, car certains stéréotypes concernant les immigrés nord-africains ont la vie dure en France. Lors de notre première année en France, mon professeur de Français m’a donné la meilleure note de toute sa carrière. Lorsqu’elle félicita ma mère, elle lui demanda si nous étions italiennes ou espagnoles, et pourquoi mon français était à ce point impeccable. Mon professeur resta sans voix lorsque ma mère lui répondit que nous étions algériennes.

Le matin du mercredi 7 janvier 2015, j’étais à mon bureau en train d’attendre que mon client vienne examiner les plans de son nouveau bar. Mais en arrivant, il était clairement bouleversé et m’a demandé : « Vous avez vu ce qui s’est passé ? »

C’est ainsi que j’ai découvert que deux hommes armés avaient pris d’assaut les bureaux du magazine Charlie Hebdo, situés à un kilomètre à peine de l’agence. Mon associé et moi avons suivi ensemble la situation sur internet. Nous avons vite appris que les assaillants avaient été identifiés comme musulmans, et qu’ils avaient justifié leurs actes horribles comme étant des représailles suite aux dessins racistes du prophète Mahomet publiés par le magazine.

J’étais en état de choc. J’ai senti d’un coup que nous n’étions plus en sécurité à Paris. Les séquences vidéo des attentats ressemblaient à

celles d’un film, ou à celles des infos télévisées dans une zone en guerre d’un pays lointain.

Charlie Hebdo est alors devenu le symbole de la liberté d’expression mais aussi le test ultime pour savoir si vous étiez un pacifiste civilisé ou bien un agent de la haine étrangère. Vous n’aviez d’autre choix que de dire « Je suis Charlie », sans quoi vous étiez contre la liberté d’expression et en faveur de ces assassins.

C’est ainsi devenu un moyen de nous diviser en France. Les gens vérifiaient sur les réseaux sociaux qui était Charlie et qui ne l’était pas, cherchant à voir combien de personnes basanées ou non blanches se déclaraient l’être. Ainsi, « Je suis Charlie » est devenu le parfait prétexte pour juger, formuler des hypothèses et discriminer.

Le gouvernement français lui-même l’a utilisé pour détourner l’attention et masquer ses propres contradictions. Le président français défilait derrière ce slogan aux côtés de dirigeants politiques de différents pays, où, pour certains d’entre eux, on avait emprisonné, battu ou exécuté des journalistes et des libre-penseurs.

Cette image était vraiment hypocrite et révoltante, même si Charlie Hebdo était devenu un symbole de la liberté d’expression. C’était une insulte à l’intelligence de tout un groupe hétérogène de citoyens français que de leur demander de se rallier derrière un slogan aussi

simpliste et détourné. Cela légitimait aussi l'idée que ceux d'entre nous qui rejetaient ce slogan n'étaient pas vraiment français, et nous excluait du processus de deuil national.

Cette idée a aussi été utilisée pour nous absoudre, nous les Français, de notre responsabilité envers ces tueurs. Comme s'ils étaient des étrangers, alors qu'ils étaient nés et avaient grandi au sein même du système social français. Ils faisaient partie de notre société.

Je suis pour la liberté d'expression et contre ces tueries insensées, mais je ne suis pas Charlie. Je n'ai jamais aimé Charlie Hebdo. C'est vulgaire et ce n'est pas drôle. En fait, quand je tombais dessus, je levais les yeux au ciel en voyant la couverture, censée être choquante et provocante.

Mais je crois que ce n'était pas un discours haineux, même si moi-même je ne riais pas quand Charlie Hebdo se moquait des femmes, des musulmans, des athlètes et des musiciens, et que, parfois, ça me dégoûtait. Mais nous vivons dans un pays où ce type d'expression n'est ni tabou ni condamnable. Ça fait tout simplement partie de la culture française. Tout comme le fromage, le harcèlement sexuel au quotidien, et l'excellence du système de sécurité sociale.

- En 2006, un journal danois, « Jyllands-Posten », a publié des caricatures du prophète Mahomet.
- « Charlie Hebdo », un journal satirique français, cible d’un attentat terroriste en 2015 qui a tué 12 personnes dans ses bureaux à Paris, publie régulièrement des caricatures de Mahomet.
- Le magazine polonais « Wprost » publie régulièrement des caricatures de figures catholiques, comme la Vierge Marie ou Jésus-Christ, portant des masques à gaz afin de dénoncer les problèmes environnementaux de Częstochowa, un lieu de pèlerinage.
- Il existe des mesures particulières pour protéger les médias. Une presse libre joue un rôle prépondérant dans une démocratie stable. En effet, c’est uniquement lorsque les journalistes peuvent travailler librement qu’ils peuvent responsabiliser les personnes et les institutions puissantes, en ayant la possibilité de dénoncer les cas de corruption, fraude et abus parmi d’autres crimes. L’ingérence politique, la concentration excessive des médias et tout type de harcèlement – dont la violence à l’encontre des journalistes – sont interdits.

Liberté de religion

Dans l’UE, toute personne bénéficie du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la

liberté de manifester sa religion par le culte, l’enseignement, les pratiques et l’accomplissement des rites.

Ce droit est apparu après des siècles de conflits, particulièrement au 16e et 17e siècle, lorsque les catholiques ont lutté contre les protestants dans toute l’Europe. Ils sont tous chrétiens, mais interprètent leur religion différemment.

Les membres de l’UE ont différentes approches concernant la religion. Certains pays ont reconnu une religion officielle d’État pendant que d’autres pays ont séparé la religion de l’État, un principe qu’on appelle la laïcité. Dans certains pays, ce modèle a contribué à exclure la religion de la sphère publique, une procédure appelée sécularisation, où les individus pratiquent leur religion dans un cadre privé.

La charte ne proscrit pas la différenciation entre les religions tant que l’égalité est garantie entre les groupes religieux, mais elle interdit la discrimination. Ceci signifie que la loi n’interdit pas de maintenir une Église d’État, tant que toutes les autres religions ont les mêmes chances d’obtenir des avantages traditionnellement octroyés à la religion officielle.

Les personnes vivant dans l’UE pratiquent différentes religions. L’Europe n’est pas exclusivement chrétienne et, d’ailleurs, ne le fut pas durant des siècles. Le christianisme et l’islam sont les deux religions les plus courantes dans la majorité des pays. L’UE est cependant une organisation séculaire.

LES TATARS : UNE HISTOIRE DE L'ISLAM EN POLOGNE

L'histoire de l'islam dans les territoires polonais remonte au 14e siècle, quand les premiers Tatars, venus d'Asie centrale, se sont installés dans la région balte, sous contrôle à l'époque de la Pologne et de la Lituanie. Les premiers Tatars étaient des migrants fuyant la famine et les luttes de pouvoir dans la région de la mer Noire, ainsi que des prisonniers de guerre capturés dans une série de batailles entre les grands ducs de Lituanie et la Horde d'or, un khanat de l'Empire mongol.

Communauté profondément ancrée dans l'islam, les Tatars bénéficiaient de la liberté de culte et du droit à construire des mosquées dans une Pologne majoritairement catholique. Pendant les guerres de cette époque, les Tatars ont sans cesse combattu du côté des forces polonaises et lituaniennes et ont gagné la réputation de combattants courageux.

Au 17e siècle, on estimait à 15 000 le nombre de Tatars vivant dans la « république des Deux Nations » [la république de Pologne-Lituanie]. La Contre-Réforme (une période de l'histoire de l'Europe entre le milieu du 16e et le milieu du 18e siècle pendant laquelle l'Église catholique romaine a tenté de réaffirmer sa position dominante en réaction à la Réforme protestante) n'a fait que dégrader le contexte politique et augmenter la

pauvreté au sein de la communauté tatar de Pologne. Les Tatars se sont rebellés en 1672, abandonnant l'armée polonaise qui combattait l'Empire ottoman. Afin de regagner la loyauté des Tatars, le roi de Pologne Jean III Sobieski a négocié un accord avec le Sejm (le parlement) pour restaurer leurs droits, leur offrant des territoires dans la partie orientale de l'actuelle Pologne. Les Tatars ont ensuite rejoint les rangs de l'armée polonaise et, en 1683, ils ont aidé à la victoire de la Pologne dans la bataille de Vienne, considérée par les historiens comme le début du déclin de l'Empire ottoman.

Aujourd'hui, entre 1 500 et 5 000 Tatars vivent en Pologne, principalement dans la partie nord-est du pays. Même si leurs propres langues sont tombées dans l'oubli au profit du polonais il y a déjà plusieurs siècles, beaucoup de Tatars continuent de pratiquer l'islam en Pologne, et ont conservé leurs traditions et leur identité. « Je suis fière de mes origines, dit Magdalena Dżamila Assanowicz, qui vit aujourd'hui à Varsovie. Mon père est musulman et ma mère est catholique. Enfant, je confondais les églises et les mosquées. » Il existe 5 mosquées en Pologne aujourd'hui, à Varsovie, Gdańsk (ou Dantzig), Poznań, Bohoniki et Kruszyniany.

Stuart Franklin Angleterre. Londres. 2012. Une manifestation devant le Parlement. Certains des participants sont habillés en suffragettes, ces femmes qui se sont battues pour le droit de vote des femmes britanniques un siècle plus tôt.

Liberté de réunion et d’association

Dans l’UE, toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d’association à tous les niveaux, notamment dans les domaines politique, syndical et civique. Ce droit joue un rôle important dans la mobilisation en faveur du changement social. Ceci signifie que tout le monde

peut protester contre certains problèmes ou plaider en faveur de certaines causes en public et dans un cadre collectif.

RAMMAN ISMAEL, 23 ANS, LYON, FRANCE (ORIGINAIRE D'ALEP, SYRIE)

Je me souviens de la date de ma première manifestation en France : le 15 mars 2014, jour du 3e anniversaire de la révolution syrienne. J'étais arrivé à Paris depuis un mois, où je ne connaissais personne d'autre que mon frère. Il y avait des journalistes qui prenaient des photos, mais il n'y avait pas trop d'ambiance. Personne ne chantait ou criait comme on le fait toujours en Syrie. Je leur ai donc dit : « Moi, je vais chanter. Donnez-moi le micro. »

Depuis ce jour, j'ai chanté dans toutes les manifestations où je suis allé. À chaque fois qu'il y avait un événement majeur comme une date anniversaire, on organisait une manifestation et on distribuait des tracts à tous nos amis. Sur mon Facebook, on me voit toujours, ou Zahia (une autre activiste), chanter en première ligne. Pareil pour les manifestations en soutien aux réfugiés en septembre dernier. Sur Facebook il y a des photos des manifestants devant la place de la République,

en direction de l'Hôtel de Ville. Il y avait 10 000 personnes.

On n'avait pas le droit de manifester comme ça en Syrie avant la révolution. Et même après le début de la révolution, quand j'étudiais à Alep, c'était trop dangereux de manifester en ville. Les agents du Mukhabarat [les services de renseignement syriens, ou la police secrète] étaient partout. Je me rendais seulement dans la banlieue nord, où l'opposition était plus forte et où personne ne savait comment je m'appelais. C'était comme une fête, un exploit. Être un étudiant qui demandait la liberté, ça n'aurait jamais pu exister avant en Syrie.

Début 2013, j'ai dû quitter Alep et interrompre mes études [au lycée] à cause de la guerre. J'ai déménagé à Kobané, la ville kurde, mais il y avait aussi des problèmes là-bas, principalement entre l'ASL (Armée syrienne libre ; en anglais, FSA : Free Syrian Army) et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan ; en anglais, Kurdistan Workers' Party). La FSA considérait tous les Kurdes, comme moi, comme des sympathisants du PKK. Sauf que j'étais aussi contre le PKK. Ils recrutaient des jeunes pour se battre et brandir les armes, et je ne voulais pas m'enrôler. Je suis donc parti en Turquie où j'ai pu travailler un moment à Istanbul. J'ai eu la chance d'obtenir un visa pour Paris début 2014. Et

je n’ai pas eu à faire à faire le trajet en bateau vers la Grèce comme la plupart [des migrants].

Il y a quelques mois, j’ai emménagé à Lyon. Je me prépare pour obtenir mon diplôme d’accès aux études universitaires [pour faire des études de génie architectural], et je travaille 35 heures par semaine dans un magasin de vêtements, Primark, ce qui ne me laisse plus beaucoup de temps pour l’activisme. Je ne connais aucun Syrien ici, mais, il y a peu, des amis syriens qui ne sont pas de Lyon sont venus pour une manifestation. Ils connaissaient les organisateurs, donc je les ai accompagnés. Il y avait principalement des jeunes, de 17, 18 ou 19 ans, et ils ne savaient pas chanter. Donc j’ai pris le micro et j’ai commencé à chanter.

Il n’y a quasiment que des Syriens qui viennent aux manifestations. Sauf en septembre, quand c’était une manif de soutien aux réfugiés, pas seulement liée à la situation en Syrie. On avait l’habitude de scander des slogans en arabe, mais les Français ne pouvaient pas les comprendre. Peut-être qu’ils ne savaient même pas ce qu’on était en train de faire – « C’est une célébration ou autre chose ? ». Maintenant, on utilise aussi le français.

Mais pour être honnête, je pense que la majorité des gens ici se moque de ce qu’il se passe en Syrie. Ils vont peut-être en parler pendant cinq minutes, mais ensuite ils oublieront. Depuis les attentats,

> sur toutes les chaînes de télévision françaises, on n’entend plus que ça : « Daesh [L’État islamique], Daesh, Daesh, Daesh . » Mais le problème en Syrie, ce n’est pas que Daesh : il y a des gens qui meurent tous les jours à cause des bombardements. C’est le message que l’on essaye de faire passer à tout prix.

Il existe néanmoins des exceptions à cette règle, comme lorsque des rassemblements incitent à la haine ou à la violence.

Par exemple, en Hongrie, un tribunal a interdit à un groupe réactionnaire de manifester dans des villages à forte population rom. Les juges estimaient que cette association, dont les membres hurlaient des injures racistes à l’encontre des Roms en portant des uniformes rappelant ceux du parti fasciste hongrois de la Deuxième Guerre mondiale, violait le droit à la sécurité et à la liberté des villageois.

Droit de négociations et d’actions collectives

Les travailleurs peuvent s’organiser collectivement pour obtenir de meilleures conditions de travail de la part de leur

employeur. Ils peuvent défendre leurs intérêts – de meilleurs salaires, congés, droits de retraite et assurance invalidité – en ayant recours à la grève, parmi d'autres moyens.

Dans l'UE, le nombre d'heures de travail est obligatoirement limité, et les horaires sont définis par la loi. Tout travailleur a droit à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire, ainsi qu'à une période annuelle de congés payés, et des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité.

Les femmes ont droit à un congé maternité payé et ininterrompu de 14 semaines et bénéficient de protections diverses au cours de leur grossesse.

Le travail des enfants est interdit. Dans l'UE, un enfant est défini comme une personne de moins de 18 ans. Hormis quelques exceptions, l'âge minimal d'admission au travail ne peut être inférieur à l'âge auquel cesse la période de scolarité obligatoire, qui varie entre 16 et 18 ans selon les pays.

Bruno Barbey Angleterre. Londres. 2016. Des gens font la fête pendant la marche des fiertés de la communauté LGBT (lesbiennes, gay, bisexuels et transgenres).

Liberté sexuelle

Les relations consenties entre adultes sont protégées par le droit du respect à la vie privée de la Charte. L’âge de la majorité sexuelle varie entre 14 et 18 ans selon les pays de l’UE.

La majorité des discriminations fondées sur l'orientation sexuelle (attirance envers des personnes du sexe opposé, du même sexe ou des deux) sont interdites dans l'UE.

Les États membres doivent respecter ce principe ; néanmoins, de nombreux pays doivent encore mettre en œuvre des politiques nationales qui interdisent la discrimination envers les personnes LGBTI [voir encadré]. Leur protection en Europe demeure limitée, ce qui peut les exclure des droits aux soins médicaux, à l'éducation et à l'accès aux biens et services. Elles se voient aussi régulièrement nier la reconnaissance maritale ou familiale.

Seuls 12 États membres ont légalisé le mariage pour tous. En France, des milliers de personnes ont manifesté contre sa légalisation. D'autres pays ont légalisé les unions civiles de personnes de même sexe – une procédure qui s'apparente au mariage, mais qui néanmoins ne leur confère pas exactement les mêmes avantages et protections, comme les allégements fiscaux, le droit à l'adoption ou au regroupement familial.

Afin de célébrer les efforts du mouvement pour les droits des homosexuels, les groupes LGBTI organisent tous les ans des parades ou marches des fiertés dans de nombreuses villes européennes.

LEILA, 36 ANS, TRAVAILLEUSE SOCIALE ET ÉDUCATRICE SPÉCIALISÉE, PARIS, FRANCE

Mon frère jumeau et moi sommes nés en 1980 à Paris. Je suis afro-arabe, ce qui veut dire que ma mère est nord-africaine et mon père caribéen.

Mon père est né en Guyane française. Il est venu en France à la fin des années 1970 pour faire son service militaire, qui était alors obligatoire à l'âge de 18 ans. Il est le seul de sa famille à avoir déménagé en France. C'est uniquement parce qu'il a rencontré ma mère qu'il a décidé de rester en France. Elle était née et avait grandi ici. Ses parents étaient algériens.

Je n'ai pas grandi dans l'islam puisque mon père nous a enseigné le bouddhisme. Ma mère jeûnait pendant le mois de ramadan, et c'était les seules fois où l'on pratiquait l'islam. Même si ma mère était née dans une famille musulmane, les politiques d'intégration en France pendant son enfance conditionnaient la vie des personnes de confession musulmane.

J'ai toujours été une personne spirituelle, et j'avais 16 ans quand je me suis intéressée pour la première fois à l'islam. J'étais à la bibliothèque et j'ai pris le Coran, dans sa version traduite en français. Je l'ai lu en 3 semaines. J'en ai parlé avec ma tata musulmane, et elle m'a donné d'autres livres à lire sur la vie de notre bien-aimé prophète Mahomet (sws). J'ai commencé à lire de plus en plus sur l'islam jusqu'à en tomber amoureuse. À l'âge de 20 ans, j'ai décidé de devenir muslimah.

J’ai commencé à porter le hijab à l’âge de 25 ans. Ce fut une décision importante, en particulier dans un pays islamophobe comme la France. Je devais lutter pour trouver un travail à Paris. Ma vie en France était devenue très difficile.

Au fil du temps, mon hijab était moins devenu un symbole de ma foi qu’un symbole de résistance. Mon foulard est une résistance. Comme je suis couverte de tatouages, les gens sont toujours choqués de me voir porter le foulard. Certains non-musulmans aiment me dire que je ne devrais pas être tatouée ou m’habiller de cette manière. Ils sont devenus les muftis de Paris. J’ai juste envie de dire : « C’est entre moi et Allah. »

Je ne porte jamais mon foulard de la même façon, parce que mon humeur change tout le temps. J’adore le turban, j’adore le hijab porté à l’arabe, j’adore porter un simple bonnet en laine et j’adore porter un panama. Me couvrir la tête fait partie de moi. Et juste pour déranger le système islamophobe, je continuerai à le faire. J’ai aussi décidé de me raser la tête. Vous voulez voir ce qu’il y a sous mon foulard ? Et bien non ! Il n’y a pas de longs cheveux noirs, doux et brillants comme dans ton fantasme des Mille et Une Nuits. Je ne suis pas Jasmine dans Aladdin.

J’ai toujours su que j’étais queer. Je suis née comme ça.

Ce n’était pas un problème jusqu’à ce que tu commences à entendre des propos homophobes dans la bouche de la plupart des gens autour de toi. Quand t’entends ce genre de choses de la part de personnes qui partagent ta religion, quand elles rejettent une partie de toi, ça fait mal.

Les personnes de la communauté musulmane ne m’acceptent pas en tant que queer. Elles me demandent comment je peux être queer et pratiquer en même temps. Le problème le plus important pour eux est que je pratique.

Être queer et musulmane n’est pas une maladie. Il nous manque un lieu sûr nous étant réservé. On se rencontre souvent, en tout petit groupe, mais c’est toujours pas suffisant. Certaines personnes du groupe ont peur, c’est vraiment pas facile.

La plupart des membres de ma famille ne savent pas que je suis queer, et je ne crois pas que je leur dirai de toute façon. Seules mes deux sœurs sont au courant, et ça me va très bien comme ça. J’ai 3 enfants, ils connaissent l’islam, tout comme le système oppressant dans lequel nous vivons. Ils connaissent la communauté queer et la communauté antiraciste. Ils viennent à toutes les manifestations avec moi et leur père, qui est mon ex-mari et le meilleur allié dont j’aurais pu rêver. Il est au courant que je suis queer, et il m’a toujours soutenue et protégée.

J’ai le soutien de mes deux sœurs, du père de mes enfants et de mes enfants. C’est plus que parfait.

Je trouve que la scène militante parisienne est largement blanche. T’as l’impression que tu ne seras jamais leur égale. En tant que personne de couleur, et en particulier en tant que queers de couleur, on subit davantage de préjugés qu’eux. On doit faire face au racisme et à l’homophobie. Ils veulent parler en notre nom sans avoir la moindre idée de ce que cela veut dire d’être queer et de couleur.

Je rêve de créer un espace pour les jeunes queers de couleur. Une espace où ils pourraient être eux-mêmes et grandir en se sentant fiers, sans culpabilité ou autre connerie comme ça.

Aux nouveaux réfugiés, je leur conseillerais de continuer à venir. On est de plus en plus actifs. Les organisations de personnes queer de couleur sont en train de grandir. On lutte pour vous et avec vous. Continuez à venir, et dégageons ce système raciste, détruisons la frontière.

Droits des victimes

Dans l’UE, les victimes de crimes et violences ont le droit d’être protégées. Ceci comprend le droit à la reconnaissance et la protection contre des représailles et tout autre préjudice par le suspect ou l’accusé. Ceci signifie également le droit au soutien psychologique, à l’accès à la justice et à la compensation.

Les violences contre les femmes ou les violences sexistes sont également interdites.

ANKE DOMSCHEIT-BERG, 48 ANS, CONSULTANTE, BRANDEBOURG, ALLEMAGNE

Je me suis engagée auprès des réfugiés en août 2015, quand la vague de migrants est arrivée par la route des Balkans. J’ai ressenti le besoin d’agir car ce que je voyais et entendais me rappelait les histoires que j’avais écoutées, enfant.

Mes parents étaient tous les deux des enfants réfugiés de la Deuxième Guerre mondiale. Ce sont des Allemands nés en dehors de l’Allemagne. Ma mère vient d’une région appelée la Bessarabie, située près de la mer Noire. À cette époque, le territoire était encore gouverné par les Russes, et les colons allemands y vivaient dans des villages. La guerre a ensuite éclaté : d’un seul coup, ils vivaient dans un pays ennemi et ont dû fuir, d’abord en Pologne puis en Allemagne.

Mon père est né dans l'ancienne Prusse orientale, à l'époque une région allemande située très à l'est. Il s'agit aujourd'hui d'une enclave entre la Pologne et la Lituanie. Mon père avait 10 ans quand il a vu brûler la jolie ville de Königsberg. Il a fui en Allemagne avec sa mère et ses 3 jeunes frères et sœurs. J'ai grandi avec ces histoires : comment ils mouraient de faim sur les routes, comment ils ont tout perdu – famille, amis, maison, jardin, jouets.

Quand j'ai vu à la télévision tous ces enfants arriver chez nous, je me suis sentie obligée de faire quelque chose pour rendre leur vie un peu plus facile que celle que mes parents ont eue.

Mon mari et moi faisons partie d'un mouvement d'accueil organisé dans notre petite ville de Brandebourg, à une heure de Berlin. Depuis septembre 2015, nous vivons constamment avec des réfugiés à la maison : d'abord un groupe de rock syrien de 8 musiciens, puis une famille iraquienne, et une famille syrienne avec trois petites filles… On a vraiment apprécié les avoir à la maison.

Avec toutes ces rencontres, la question de l'égalité entre hommes et femmes a souvent été un sujet qui a suscité de l'intérêt, et ce davantage chez les Allemands que chez les réfugiés. Il existe de nombreux préjugés mais aussi de réelles différences.

Il est vrai que l'Allemagne est assez avancée en termes d'égalité des sexes : notre constitution stipule depuis des décennies que les hommes et les femmes sont égaux ; nous avons une femme chancelière ; les femmes travaillent ; les femmes peuvent se marier ou divorcer si elles le veulent ; elles peuvent élever seules leurs enfants. C'est une réalité.

Il est aussi vrai que dans d'autres cultures, il y a moins d'égalité entre les sexes. Mais ce n'est jamais tout noir ou tout blanc. L'Allemagne s'est vraiment développée mais cela ne date pas de si longtemps. Peu de gens en Allemagne de l'Ouest se souviennent qu'avant les années 1970, les hommes avaient le droit d'interdire à leur femme de travailler.

Nous avons tellement avancé ces 10 dernières années. La société et les valeurs peuvent évoluer. Les Allemands devraient aussi écouter ce que les réfugiés ont à dire sur les relations entre les hommes et femmes. C'est particulièrement intéressant quand ils abordent le sexisme dans les publicités et les films occidentaux qu'ils trouvent irrespectueux envers les femmes. Et je suis d'ailleurs complètement d'accord : c'est sexiste et irrespectueux. Nous pourrions tirer des leçons des pays arabes en ce sens. Ce qui ne veut pas dire que les femmes doivent être systématiquement couvertes dans les pubs. Mais on doit réfléchir à la

manière dont on représente les femmes, dans quelles circonstances, les rôles qu'elles jouent, à quel point elles sont parfois juste un corps…

Nous sommes toujours en développement en Allemagne. Le viol au sein du mariage est illégal depuis 1997 seulement. En juillet 2016, les relations sexuelles sans consentement sont devenues illégales en toutes circonstances et sont désormais considérées comme un viol. J'insiste : en toutes circonstances. Et les infractions sexuelles (comme les attouchements) sont désormais punies plus sévèrement.

Ceci signifie qu'en dépit de ce que portent les femmes, de leur façon de s'habiller, qu'elles vous sourient ou pas, cela ne veut pas dire qu'elles veulent coucher avec vous mais qu'elles ont droit à leur pleine liberté et au respect. C'est difficile à comprendre pour certains hommes, quelle que soit leur origine ou leur mentalité. C'est pourquoi nous avons ces lois.

De nombreuses personnes verraient d'un très mauvais œil les réfugiés qui ne respecteraient pas ces lois. Une nouvelle clause facilite le renvoi des réfugiés qui violeraient ces règles.

Dans tous les pays, la violence conjugale et les violences sexuelles constituent un problème, y compris en Allemagne. J'ai récemment rencontré un couple de Syriens dont le mari était violent. Ce fut réconfortant de voir que la communauté de

migrants a parlé avec lui pour lui expliquer que sa violence ne respectait pas du tout l'éthique du Coran. Ils sont aujourd'hui séparés. Il peut voir les enfants, et on peut voir comment la femme s'adapte vite à sa nouvelle liberté, à savoir vivre seule avec les enfants et gagner son propre argent. En même temps, elle garde les valeurs qui lui sont chères comme prier 5 fois par jour, ou suivre les traditions du ramadan. Respecter les femmes et adhérer aux lois allemandes les plus strictes ne signifie pas abandonner ses valeurs culturelles.

La communauté de migrants, y compris les hommes syriens, soutient donc cette femme. La majorité d'entre eux, ici dans notre ville, sont jeunes. Ils ont moins de 35 ans. Son mari a plus de 60 ans. Ces jeunes hommes m'ont expliqué que ce n'est pas si différent qu'en Allemagne, c'est-à-dire que le point de vue sur l'égalité des sexes est plus souvent d'ordre générationnel que religieux. Ils partagent la même religion mais pas les mêmes valeurs.

Sur les photos de ma mère, en Bessarabie, on voit les femmes et les hommes assis séparément à l'église, et les femmes sont voilées. Ma mère est devenue féministe malgré son éducation traditionnelle. Quand je vois tous les changements que ma mère a connus, et ceux que j'ai vécus en Allemagne de l'Est, je vois combien l'Allemagne a changé. Et je crois que les migrants vont

apprendre à comprendre et adhérer à ce concept de l’égalité entre les sexes et que l’Allemagne va continuer à se développer. Les différences entre deux cultures ou deux communautés peuvent être énormes, mais on peut tous apprendre les uns des autres.

TILLA (NOM D’EMPRUNT), 40 ANS, DEMANDEUSE D’ASILE, PAYS-BAS

J’ai demandé l’asile aux Pays-Bas il y a 3 mois pour fuir la persécution des religieux en Iran. J’ai vécu dans 4 camps différents depuis mon arrivée dans ce pays. Dans l’un d’entre eux, on m’a violée. Et personne ne m’a entendu crier. Il paraît que le camp est une ancienne prison. Il n’y avait pas de fenêtres, les murs étaient insonorisés, et les portes très épaisses. J’ai essayé de me débattre. J’ai crié le plus fort possible. Je l’ai repoussé et lui ai donné un coup de pied. Il est tombé sur la chaise et la table. Mais personne n’a pu m’entendre à cause des murs et des portes.

Je me suis sentie si seule dans cette pièce. C’était à peine 5 jours après mon arrivée dans le camp. Pourtant, j’avais confiance en ces gens, ils venaient du même pays que moi. Je ne comprends

pas ce qu'ils ont pu penser de moi. J'étais toujours habillée de façon très décente.

J'ai raconté cette agression à la police. Mais pas le jour même. Je me sentais vraiment très mal. Je ne savais pas quoi faire. Je ne connais pas grand-chose des Pays-Bas et des réactions des gens ici. Je pensais que les hommes du camp de réfugiés allaient raconter des ragots sur moi et me harceler, si jamais ils étaient mis au courant de ce qu'il s'était passé. J'étais perdue.

Le lendemain de l'agression, je suis allée voir ma famille [en dehors du camp]. Quand ils m'ont vue pleurer et trembler, j'ai fini par tout leur raconter. Le lendemain, je suis allée voir la police, et je leur ai tout expliqué. Après ça, on m'a soignée, puis on m'a donné des médicaments à prendre. Je me sens beaucoup mieux maintenant. Depuis, [mon agresseur] a fui les Pays-Bas. La police n'a pas pu l'attraper.

Quand je suis arrivée ici, j'ai entendu dire qu'il se passait des choses horribles dans le centre d'accueil. Je n'avais jamais imaginé que ça puisse m'arriver, à moi aussi. Je me suis toujours sentie très forte. Mais parfois, on est impuissant. Les hommes du camp de réfugiés étaient différents. Je n'avais jamais vu de gens comme eux avant. Ils dénudaient les femmes du regard. C'était vraiment très perturbant. Je détestais ça. D'ailleurs, je pense que personne n'aimait ça. En général, dans les

camp de réfugiés, il n’y a que quelques femmes célibataires et surtout une grande majorité d’hommes célibataires. Je pense que ce sont eux qui causent des problèmes aux femmes, et principalement aux célibataires.

La plupart des femmes ne parlent pas [des violences sexuelles], mais je suis certaine que ça arrive aussi à certaines d’entre nous. Mais pour la plupart, il est très difficile de parler d’une expérience aussi éprouvante. Après cet incident, toutes les femmes ont été invitées à une rencontre au centre pour réfugiés. L’équipe du centre nous a dit que si nous rencontrions un seul problème, il fallait en parler, et ne pas garder ça secret. Mais bon, une fois raconté mon agression, personne n’est venu m’aider. Je suis en Europe, et les choses ne sont pas mieux qu’ailleurs. J’en suis écœurée. La police m’a bien dit que je pouvais déposer une plainte officielle contre mon agresseur, mais que s’il n’était pas sur le territoire des Pays-Bas ou que si elle ne le trouvait pas, elle ne pourrait pas l’arrêter. Je suis retournée plusieurs fois au poste de police, et j’ai donné toujours plus de détails sur l’agression, mais c’est resté sans résultats. Ils n’arrivent toujours pas à lui mettre la main dessus.

Après cette histoire, l’homme m’a envoyé des messages de menaces et une photo de lui tenant un long pistolet. Il m’a dit que si je racontais

l’histoire à qui que ce soit, ou que si j’allais voir la police, il me tuerait.

En fait, c’est très difficile pour moi parce que je ne peux rien faire du tout. Je me demande : « Pourquoi moi ? » Mais parfois j’ai envie d’en parler. Peut-être que je pourrais ainsi aider d’autres femmes. Ou bien faire quelque chose pour les droits de la femme.

L’égalité entre les hommes et les femmes est l’un des principes fondateurs de l’UE. Il a été établi dans le traité de Rome [voir « Les rouages de l’UE »], au commencement de l’Union, en considérant que les hommes et les femmes ont le droit à un salaire égal pour un travail égal. Depuis, l’UE a ajouté des droits spécifiques, comme l’interdiction de violence à l’encontre des personnes en raison de leur genre. Ceci reste néanmoins un travail en cours. Une femme sur trois de plus de 15 ans en Europe souffre encore de violences sexistes. Dans de nombreux pays européens, plus de la moitié des meurtres violents de femmes sont commis par leur partenaire intime ou un de leurs proches.

Il existe 5 catégories de violence à caractère sexiste : les violences sexuelles comme le viol, les agressions et le harcèlement ; les violences dans les relations intimes ; l’esclavage ; les pratiques comme le mariage des enfants, le mariage forcé et la mutilation des parties génitales des

femmes ; et la violence en ligne (dit cyberharcèlement, harcèlement en ligne ou harcèlement virtuel).

Droit à un procès équitable

Dans l’UE, toute personne a le droit à un procès équitable par un tribunal indépendant. Le respect des droits de la défense est garanti à tout accusé.

En Europe, la loi requiert que dans tous les États membres, tout accusé soit présumé innocent jusqu’à ce que sa culpabilité ait été légalement établie. Toute personne a le droit de garder le silence et d’être présente lors de son procès.

Dans le cas où un accusé ne pourrait payer les services d’un avocat, une aide juridique lui sera fournie.

Vie quotidienne

Alors que les États membres organisent indépendamment de nombreux aspects du quotidien, ils le font néanmoins sur le principe commun que toute personne doit pouvoir profiter de certains avantages comme l’éducation, les transports, le logement et les soins de santé.

En échange de ces droits et avantages, l'État attend de ses résidents qu'ils respectent ses lois (devoirs civiques) et qu'ils participent aux activités (responsabilités civiques) comme les élections, le bénévolat au sein d'activités communautaires, qu'ils se portent candidat et qu'ils assument les rôles politiques afin de devenir productifs et qu'ils impliquent les autres membres de la société.

Le gouvernement assure des avantages favorisant le bien-être des résidents, et limite les coûts de l'analphabétisme, l'immobilisme, l'itinérance et la maladie.

La motivation de garantir ces services repose sur l'idée que si les personnes sont mieux éduquées, mobiles, logées et en meilleure santé, c'est l'ensemble de la société qui en bénéficie. En ce sens, le gouvernement espère diminuer les inégalités.

Cependant, ce système ne peut fonctionner que si tout le monde respecte la loi, par exemple en vaccinant ses enfants et en entretenant sa maison.

L'UE gère des ressources communes comme l'eau, l'air, la terre et les sites patrimoniaux [voir « Les rouages de l'UE »].. Sans réglementation, ces ressources seraient polluées, abîmées ou épuisées.

Les impôts permettent de financer ces services. Les salaires les plus élevés sont soumis à plus de taxes que les autres pour une meilleure répartition des richesses au sein de la société.

Cette répartition demeure néanmoins inégale. Des groupes vulnérables – les minorités, les mères célibataires et les migrants – ont généralement moins de revenus. Vous pouvez

passer à « Informations pratiques » pour apprendre comment améliorer votre accès aux services publics.

Transports

En Europe, les transports publics en ville – tramways, bus et trains – aident les résidents à voyager de manière économique et respectueuse de l'environnement. En tant que réfugié, vous avez le droit de vous déplacer librement à travers votre pays de résidence.

Araba Coulibaly, 47 ans, membre de l'équipe d'entretien de la pharmacie d'un hôpital, Barcelone, Espagne :

« J'ai quitté le Mali il y a presque 30 ans pour m'installer à Barcelone et fonder une famille. Ma fille et ma petite-fille sont toutes les deux nées ici. D'où je viens, il n'y a pas de transports publics, mais on se déplace en voiture, à moto et dans des vans qu'on partage. Il n'y a pas beaucoup d'autres possibilités. À Barcelone, j'utilise le métro et le bus tous les jours. Le réseau de transport est très intuitif, et c'est très facile de s'y retrouver. Un haut-parleur annonce les arrêts pour savoir quand il faut descendre.

Au début, j'avais du mal à comprendre le réseau : je confondais les stations et je descendais au mauvais

arrêt. Mais en demandant mon chemin à des gens, j’ai toujours réussi à me rendre où je voulais. Il suffit de poser la question aux autres passagers ou au conducteur de bus, qui en général n’hésitent pas à aider. Mais je trouve que les transports coûtent très cher ici. »

Soins médicaux

Le droit à la santé est un droit social fondamental, indépendamment de votre statut. La majorité des pays dispose de systèmes mixtes de santé public et privé. Le système public couvre les besoins minimaux de santé à tous les âges. Les traitements pour les maladies et les médicaments sont fournis par l’État.

Les soins spécialisés comme la chirurgie plastique peuvent être privatisés.

Vous pouvez passer à « Informations pratiques » pour obtenir les informations spécifiques à chaque pays concernant l’accès aux soins médicaux.

Mustafa, 32 ans, chirurgien plastique originaire d’Alep, Syrie, travaille bénévolement au centre de santé pour réfugiés à Utrecht, aux Pays-Bas :

« J’ai fui la Syrie pour sauver ma famille – mon fils et ma femme, qui est aussi chirurgienne plastique – et échapper au service militaire. Mon père est chirurgien,

et enfant, j’aimais déjà la chirurgie. Ça permettait d’aider les gens avec des difformités, pas seulement ceux avec des problèmes esthétiques.

En tant que médecin, je peux aider les Syriens aux Pays-Bas car je connais leur vocabulaire. Je sais comment ils parlent de leurs problèmes.

À Utrecht, je pense avoir vu deux ou trois cas de réfugiés avec des cicatrices dues à la torture. Mais certaines personnes les cachent : ils sont à mon avis plus nombreux.

Je suis bénévole car j’ai mes deux mains, et mes mains perdent de leur habilité si je reste longtemps sans travailler. J’espère apprendre la langue de ce pays et passer mes examens de médecine pour obtenir une équivalence de mon diplôme.

C’est très difficile et cela prend beaucoup de temps avant de pouvoir travailler. C’est un véritable motif de dépression pour les personnes diplômées ici. »

Stuart Franklin France. Bondy. 2012. Bakhta Dini, enseignante à l'École primaire Olympes-de-Gouges, en banlieue de Paris.

Education

Tout le monde a le droit à l'éducation, dont les enfants de réfugiés, quel que soit leur statut. L'éducation est obligatoire de 6 à 16 ans dans la majorité des pays. Il existe aussi des écoles spécialisées pour les enfants handicapés.

Après la scolarité obligatoire, les élèves peuvent continuer leurs études avec un système en alternance entreprise-études, rentrer à l'université ou encore chercher du travail.

La majorité des gouvernements proposent des cours de langue aux réfugiés. Cependant, de nombreux enfants réfugiés n'ont pas encore eu accès à l'éducation. Veuillez consulter « Informations pratiques » pour mieux comprendre l'accès à l'éducation.

Ramin, 50 ans, professeur, originaire d'Iran:

« J'ai fui l'Iran à cause du gouvernement actuel. Je n'ai jamais adhéré à son idéologie. J'ai essayé de me taire à ce sujet mais je n'y arrivais plus. Vous ne pouvez rien dire contre le système. Vous ne pouvez pas critiquer le gouvernement. Vous ne pouvez faire confiance à personne, pas même à vos étudiants. Il y a des agents secrets partout, même à l'intérieur des universités. J'ai été arrêté et j'ai rencontré encore plus de problèmes avec les autorités.

Aux Pays-Bas il existe la liberté d'expression. L'ambiance dans les écoles et les universités n'est pas aussi sombre et effrayante. Personne ne devrait avoir peur de qui que ce soit. C'est une énorme différence.

L'éducation est très importante. Les réfugiés viennent ici pour entreprendre une nouvelle vie. En tant que réfugié, on a peu d'options. Pour les réfugiés, la seule façon, ou peut-être la meilleure, de devenir un membre intégré et honorable de la société est d'étudier et de devenir quelqu'un. Vous ne serez plus un réfugié, les gens vous respecteront et ils vous accepteront mieux dans leur société. »

Travail

Toute personne, dont les réfugiés et les demandeurs d’asile, a le droit de travailler. Cependant, vous pouvez rencontrer de nombreuses barrières pendant votre recherche d’emploi. Effectivement, le manque de compétences linguistiques, la difficulté pour obtenir une équivalence des diplômes étrangers et la discrimination sur le marché de l’emploi contribuent à des taux de chômage plus élevés chez les réfugiés que chez les locaux.

Par ailleurs, l’accès au marché de l’emploi pour les réfugiés est progressif. Certains employeurs ne se rendent pas compte qu’ils peuvent embaucher de nouveaux arrivants.

Hasna, 34 ans, assistante juridique originaire de Damas, Syrie :

« J’ai quitté la Syrie car il y avait des agents secrets partout et pour aider mon fils à réaliser son rêve d’étudier en Allemagne. Mon fils a failli se faire tuer deux fois par les bombes et l’école de ma fille a été bombardée. Je rêve que nous soyons tous réunis ici en famille. Ils sont toujours en Syrie et j’ai peur tous les jours pour leur vie.

Je rêve aussi du moment où je pourrai enfin travailler. Pour l’instant, je ne peux pas travailler à cause de la langue, mais je veux travailler comme travailleuse sociale ou avec les réfugiés. C’est pour ça que j’ai arrêté

de porter le hijab – je voulais m'intégrer dans la société sans que l'on me pose de questions. Je ne veux pas que mon foulard devienne une barrière dans ma communauté. Et en particulier plus tard, car j'aurai moins de chance de trouver du travail en étant voilée. »

Logement

L'UE promeut le droit au logement social pour lutter contre les inégalités. Les listes d'attente pour les logements subventionnés par l'État sont cependant très longues, et les réfugiés sont particulièrement exposés au fait de se retrouver sans abri.

Tatiana, 35 ans, Allemande ethnique [voir « Ira, 53 ans, Friedland, Allemagne », dans « Reconstruire sur les cendres de la guerre »], originaire du Kirghizstan :

« Après avoir quitté le pays, nous avons vécu pendant un mois dans un appartement en sous-sol. Il était meublé, nous avions un canapé et un placard que nous avaient donné des connaissances. Ensuite nous avons emménagé dans un endroit qui ressemblait à une vraie maison. Une subvention du gouvernement allemand nous a permis d'acheter le nécessaire pour le meubler. En décembre, ma mère est décédée. Je suis donc allée

au Kirghizstan, où j’ai pu prendre des vases et des statuettes qui lui avaient appartenu. C’est important pour moi d’avoir ces objets à proximité. »

En plus d’assurer des services publics comme les soins médicaux, le logement et l’éducation pour limiter les inégalités dans la société, les gouvernements promeuvent aussi le bien-être des citoyens en encourageant la créativité et l’exercice physique.

Ces activités sont perçues comme un facteur d’intégration pour les groupes vulnérables au sein de la société. Le sport et les arts jouent par ailleurs un rôle essentiel pour connecter les citoyens européens entre eux.

Arts

Tout le monde a droit à la liberté d’expression à travers les arts. Il s’agit de l’un des piliers de la culture européenne, célébré dans les musées, les théâtres, les opéras, les librairies et les autres centres d’art, qui reçoivent des financements de leur pays.

Les arts sont aussi un facteur d’intégration sociale et encouragent la compréhension mutuelle entre les différentes cultures en Europe.

Afin de promouvoir l’intégration sociale de différents groupes et de leurs travaux artistiques, l’UE participe au financement de projets culturels au sein de ses 28 pays

membres. Dans les 5 prochaines années, l’UE financera au moins 250 000 artistes et professionnels de la culture, 2 000 cinémas,

800 films et 4 500 traductions de livres. Les entreprises créatives ont accès à plus de 750 millions d’euros sous forme de prêts bancaires.

Simon, 35 ans, musicien originaire de Damas, Syrie :

« En 2002, j’ai fondé le groupe MaBRaD, un acronyme arabe pour “un citoyen qui veut un salaire décent et un gouvernement qui le protège”. Nos chansons mélangent satire et critique sociale de la société syrienne.

J’ai quitté la Syrie car nos chansons ont suscité la colère des services secrets. Comme pas un seul studio ne nous laissait répéter, on a créé le nôtre. On y a caché de nombreux artistes pendant la guerre, jusqu’à ce qu’il soit occupé puis détruit.

Avant la guerre, la Syrie jouissait d’une belle scène artistique. Les musiciens jouaient dans les rues et se rendaient dans les villages. De nombreux artistes internationaux sont venus à Damas. On y jouait des musiques issues de tellement de cultures. C’est comme à Paris : il n’y a pas de musique française, juste une musique multiculturelle, d’Alger, d’Afrique… La musique et l’art sont universels. »

Martin Parr Irlande. Université de Limerick. 2014. Kayak dans la piscine de l’établissement.

Sports

Le sport joue un rôle essentiel dans une bonne santé, tant au niveau physique que psychologique, et encourage un sentiment d’appartenance, en particulier chez les jeunes, les handicapés et les nouveaux venus.

L’UE reconnaît que les athlètes jouent un rôle de modèles. Ils incitent les individus, en particulier les jeunes immigrés pauvres, à prendre part à la société. Le programme Erasmus [voir encadré dans « Les rouages de l’Union européenne »],

soutient financièrement des jeunes pour jouer dans d’autres pays et unir les personnes à travers leur passion pour le sport.

Les athlètes aident aussi les personnes handicapées à montrer leurs aptitudes au sein de différentes compétitions et lutter contre les stéréotypes liés à leurs capacités.

Du fait que les hommes et les femmes disposent des mêmes droits, l’Europe œuvre pour une amélioration de l’accès au sport parmi les femmes migrantes et celles issues de minorités ethniques.

Amadou, 19 ans, joueur de football originaire du Mali :

« Le foot est l’une des choses les plus importantes de ma vie. Mon père m’a inscrit à une école de foot à Bamako à l’âge de 7 ans. Tout le monde joue au foot au Mali : les jeunes, les vieux, issus de toutes les origines. C’est une manière de rassembler les gens.

Je suis monté à bord d’un canot à Tanger [au Maroc] en direction de Tarifa [en Espagne] car je voulais jouer professionnellement au foot et changer ma vie. La mer était agitée et dangereuse. Je suis tombé deux fois à l’eau et j’ai dû être sauvé. J’ai avalé beaucoup d’eau de mer et je suis tombé très malade.

Une fois arrivé en Espagne, je me suis rétabli et j’ai recommencé à jouer au foot. J’ai déménagé à Valence pour trouver du travail et j’ai été recruté par un club de foot local pour les jeunes. Rapidement, j’ai changé de

club et je me suis retrouvé à jouer avec le Real Balompédica Linense dans un match amical contre les champions de Finlande.

Au Mali, on joue au foot de manière plus détendue, il y a moins de compétition. En Espagne, il a bien plus de pression et de rivalité entre les joueurs.

J’espère signer à temps avec l’équipe pour la nouvelle saison. J’espère aussi que, cette année, je marquerai plein de buts et que je rendrai ma ville et mon pays fiers de moi. »

Photographie

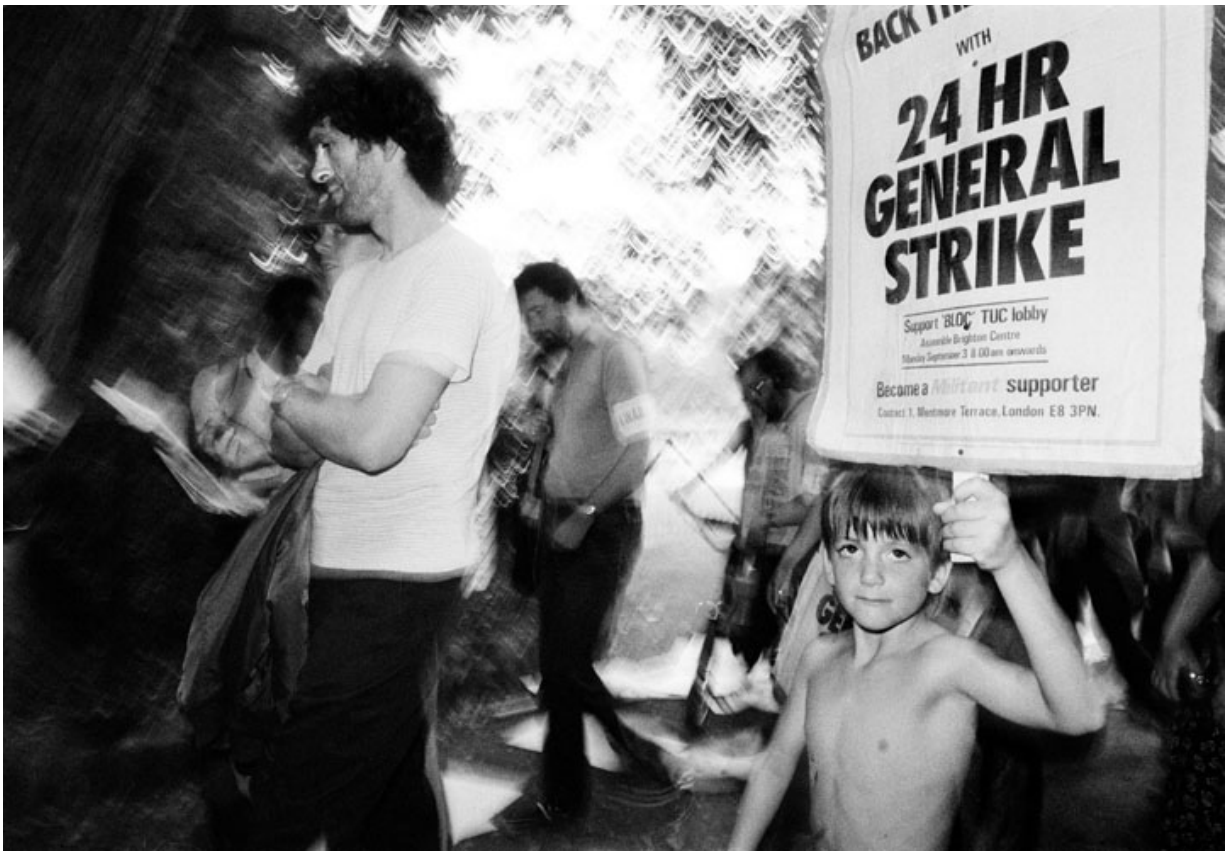
Jonas Bendiksen Suède. Stockholm. 2013. La station de métro de Solna Centrum décorée d’un motif de paysage rural.

Bruno Barbey France. Paris. 11 janvier 2015. Défilé républicain contre le terrorisme et l’antisémitisme.

2015. Republican march versus terrorism and antisemitism.

Jerome Sessini Allemagne. Leipzig. 11 janvier 2016. Une marche organisée par LEGIDA – un groupe anti-islam et anti-immigration – lors du premier anniversaire de sa formation.

Jerome Sessini France. Saint-Denis. 28 décembre 2010. Un bénévole essaie de convaincre un sans-abri de passer la nuit dans un centre d’accueil.



Mark Power Angleterre. Brighton. 1984. Une manifestation en soutien à la grève des mineurs de charbon.

Jerome Sessini France. Paris. 1er mai 2016. La police utilise des gaz lacrymogènes sur la place de la Nation afin de disperser les manifestants après le défilé du 1er mai.

John Vink Allemagne. Berlin. 7 juillet 1997. La Love Parade, un festival de musiques électroniques qui a réuni en quelques années plus d’un million de participants.

Martine Franck France. Paris. 1992. Une manifestation contre Jean-Marie Le Pen, leader d’un parti d’extrême droite. Il est caricaturé en Adolf Hitler sur des affiches.

Stuart Franklin Angleterre. Londres. 2015. Une manifestation contre un programme d’austérité prévu par le gouvernement.

Abbas France. Paris. 1981. Un étudiant dessine à partir d’un modèle vivant à l’École supérieure nationale des beaux-arts.

Abbas France. Tours. 21 septembre 1996. Une manifestation contre l’Église catholique, avec un manifestant déguisé en pape à côté de préservatifs gonflés, en référence à l’interdiction par l’Église de l’utilisation de contraceptifs.

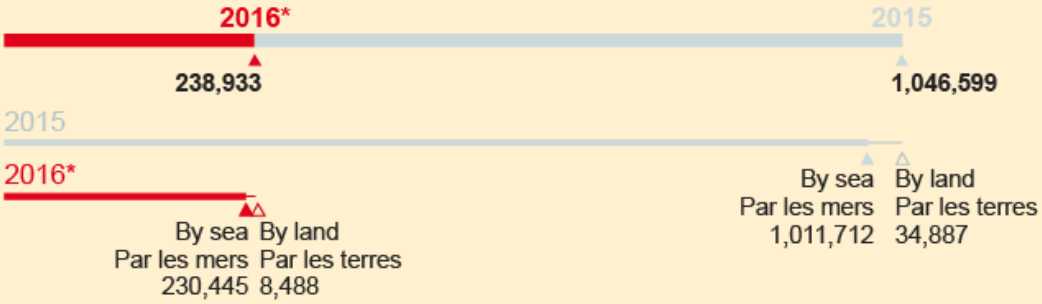
Cristina García Rodero Italie. Région des Pouilles. 2000. Lors du samedi saint, des femmes commémorent la mort de Jésus-Christ.

Patrick Zachmann France. Bagneux. Avril 1981. Des inscriptions antisémites dans la partie juive d’un cimetière en banlieue de Paris.

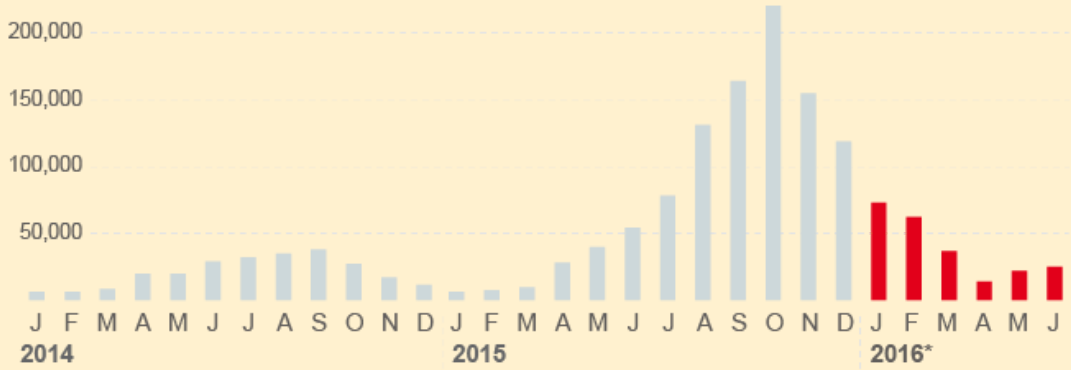
Gilles Peress Berlin. 1973. Une immense brasserie transformée en salle de prière pendant le mois de ramadan pour accueillir la communauté turque.

Venir en Europe

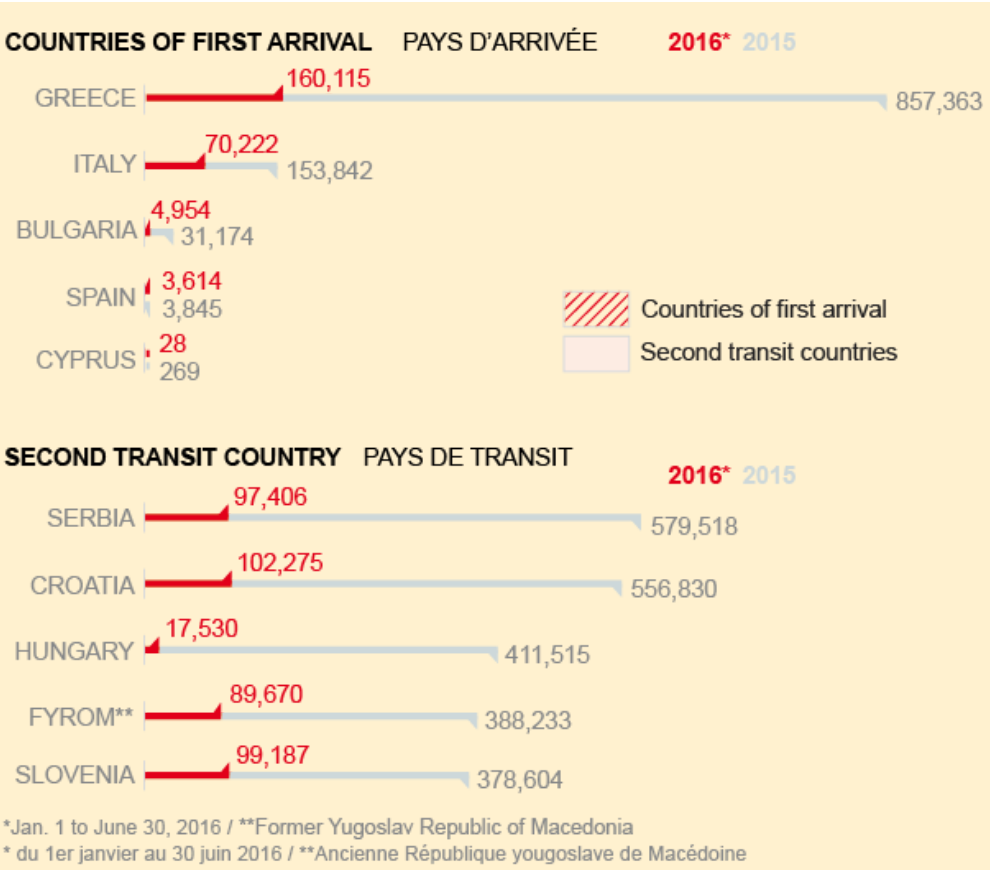
ARRIVALS IN EUROPE ARRIVÉES EN EUROPE



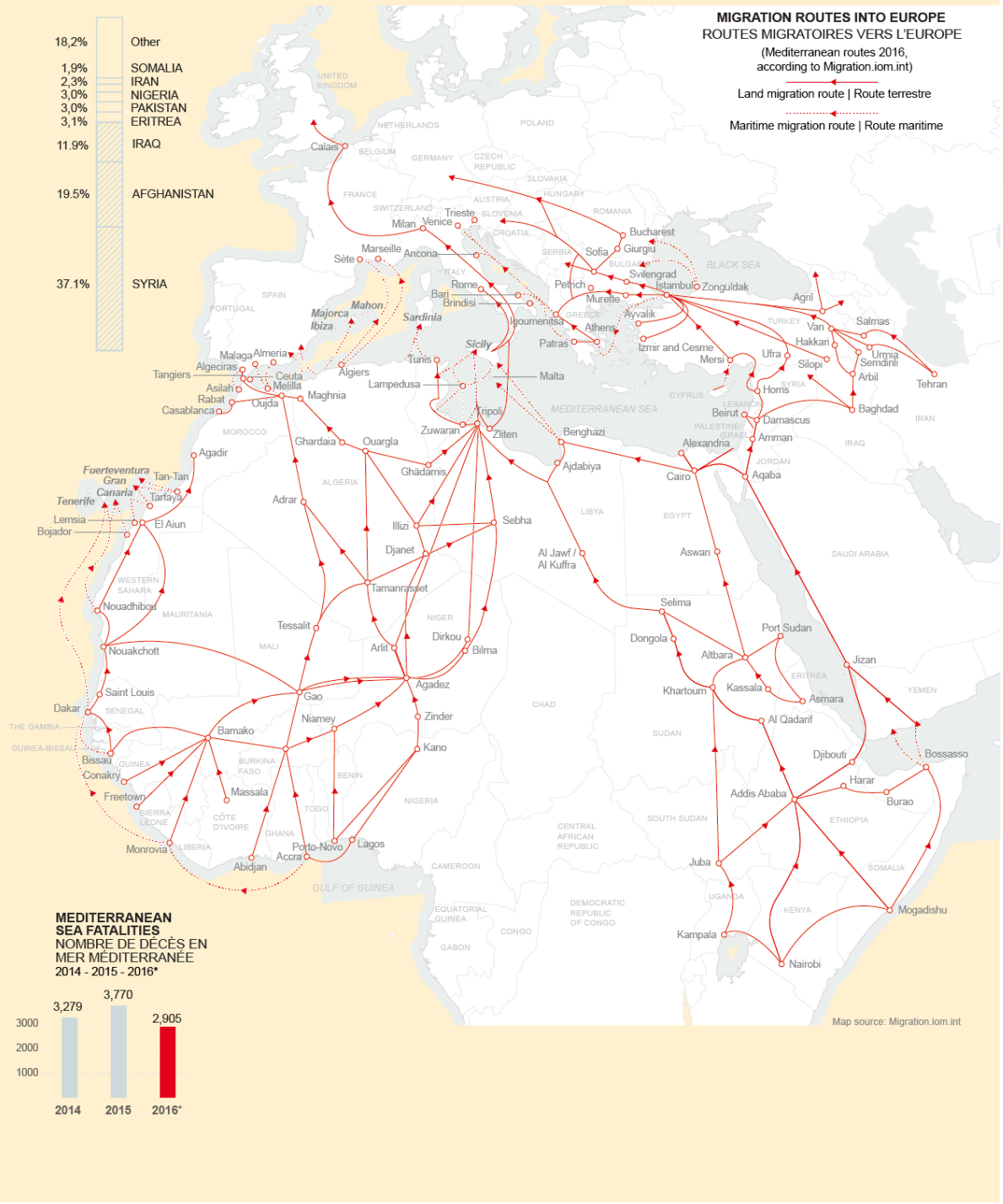
ARRIVALS IN EUROPE, BY MONTH ARRIVÉES EN EUROPE PAR MOIS



ARRIVALS OVERVIEW
VUE D'ENSEMBLE DES ARRIVÉES



*Jan. 1 to June 30, 2016 / **Former Yugoslav Republic of Macedonia
* du 1er janvier au 30 juin 2016 / **Ancienne République yougoslave de Macédoine



MORT EN PLEINE MER

Enab, âgé de 26 ans, a demandé à son petit frère Ayham de penser à leurs parents, alors qu'il lui fermait tendrement les yeux. Il avait peur que cet enfant de 17 ans ne survive pas à leur voyage en mer de 4 jours entre la Grèce et l'Italie : à cause de la faim, de la soif ou du froid. Ehab avait promis à ses parents qu'il s'occuperait de son petit frère. Mais là, dans l'exiguïté de l'ambulance qui traverse le petit village italien où leur bateau a débarqué, il craint que Ayham meure d'hypothermie.

Ehab a appris à nager il y a 15 ans à Damas, en Syrie, et a même obtenu un diplôme de maître-nageur sauveteur. Mais rien ne le préparait aux eaux glacées de la Grèce et de l'Italie, alors qu'ils faisaient route vers l'Europe en septembre 2015.

« Il faisait incroyablement froid, si froid qu'on était obligés de bouger les doigts et les jambes en permanence. Sans ça, le coeur pouvait s'arrêter à chaque instant. »

Ce voyage entre la Turquie et l'Italie, en passant par l'île de Symi en Grèce, a malheureusement fait des morts : si Ehab et Ayham ont survécu, une femme âgée, qui se trouvait parmi les 78 passagers du canot pneumatique, a succombé à une crise cardiaque quand l'embarcation s'est fracassée contre un banc de sable, 200 mètres seulement avant l'arrivée. Quand les médecins sont arrivés, il était déjà trop tard pour elle.

Ce décès fait partie des 3 771 morts en pleine mer parmi les personnes qui ont essayé de rejoindre l'Europe en 2015, mais il est impossible de connaître le nombre précis des

noyades pendant la traversée. La plupart d’entre vous ont été témoins d’histoires comme celle de Ehab et Ayham.

Paolo Pellegrin Grèce. Lesbos. 2015. Des bénévoles aident les réfugiés à atteindre la terre ferme, près du village de Skala Sikamineas, après une traversée depuis la Turquie sur un canot pneumatique.

Un million

En 2015, plus d’un million de personnes ont déposé une demande d’asile dans l’Union européenne. Il s’agit très probablement du maximum atteint en une seule année depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La majorité

d’entre elles venaient de Syrie, d’Iraq, d’Afghanistan, du Kosovo et d’Albanie, notamment en raison de la guerre, de la pauvreté et de la persécution dans leur pays d’origine.

Par opposition, en 2014, 626 000 personnes ont fait une demande d’asile dans l’Union européenne, soit environ la moitié du chiffre de 2015. Avant la crise des réfugiés, ce sont entre 200 000 et 300 000 personnes qui déposaient chaque année une demande d’asile.

Au premier trimestre 2016, 287 000 personnes ont fait une demande d’asile en Europe, soit un tiers de moins qu’au quatrième trimestre 2015.

Routes

La grande majorité des réfugiés et des migrants entrent en UE via l’Italie, la Grèce et l’Espagne, pays situés aux frontières extérieures, avant de rejoindre une autre destination.

Les passeurs et le budget du voyage de leurs clients déterminent largement le choix de la route. Le passage en Grèce via la Turquie était le plus souvent préféré, mais aussi le plus sûr, du fait que seuls 7 kilomètres séparent la Turquie de l’île grecque la plus proche.

La géographie joue un rôle secondaire dans le choix de la route, et la plupart des Syriens passent par la Grèce et la Turquie, les points d’entrée les plus proches.

ABISOLOM (NOM D’EMPRUNT), 34 ANS, PAYS-BAS

J’avais presque 9 ans quand l’Érythrée a gagné son indépendance au début des années 1990, après une guerre de 30 ans contre l’Éthiopie qui a coûté la vie à des milliers de personnes.

Nous étions une jeune nation, on vivait un moment plein d’idéaux et d’optimisme. Nous voulions une société progressiste qui ne répéterait pas les erreurs de nombreux autres pays africains. Nous voulions devenir un modèle pour les autres. Ma génération était confiante et voulait travailler dur pour y arriver.

Ces ambitions ont néanmoins été freinées dès que le gouvernement est tombé dans les mains d’un seul homme [Isaias Afwerki, président de l’État d’Éryhtrée depuis son indépendance, en 1993]. Si on connaissait déjà les autres mouvements de guérilla marxistes et léninistes, on pouvait se douter de ce qui allait se passer. Mais les gens ordinaires étaient beaucoup plus confiants.

Sous le prétexte d’un conflit frontalier avec l’Éthiopie qui avait débuté en 1998 et qui s’est terminé en 2000, le gouvernement a supprimé de nombreuses libertés, dont celle d’expression et de la presse. Les étudiants comme moi ont été envoyés dans des camps de concentration.

La répression a pris une ampleur exponentielle, à tel point qu'il était devenu impossible pour tout jeune de rester dans le pays, et ce pour plusieurs raisons : un service militaire interminable, la torture ou l'emprisonnement arbitraire, sans aucune audience du tribunal ou jugement préalables.

C'était aussi devenu intenable pour moi, mais je gardais l'espoir que les choses allaient changer.

Pour partir d'Érythrée, le voyage clandestin commençait dès la maison, en raison du danger de se faire prendre à la frontière. On courait le risque de se faire tirer dessus, ou encore subir un long et terrible emprisonnement. J'ai essayé de m'enfuir 2 fois du pays, mais sans succès. J'ai passé en tout 3 ans en prison avant de finalement réussir à quitter le pays. Je suis toujours traumatisé par les interrogatoires et les conditions d'incarcération inhumaines que j'ai subis.

Comme de nombreux autres Érythréens, j'ai traversé la frontière soudanaise, par Kessala, une petite ville frontalière de l'Érythrée, puis j'ai passé quelques mois à Khartoum, en essayant de trouver un moyen de me rendre en Europe. Tout le monde connaissait le danger de la traversée : d'abord le Sahara dans des camions surchargés, puis la mer Méditerranée dans des bateaux peu fiables et surpeuplés.

Ma famille ne voulait pas que je traverse le Sahara car j'y avais déjà perdu un frère quelques années plus tôt. On ne sait d'ailleurs toujours pas où et comment il est mort. Son décès nous a emplis d'une immense tristesse, ma mère en particulier. Prononcer son nom était devenu tabou dans ma famille. Mes parents m'ont donc supplié d'attendre qu'apparaisse une voie plus sûre.

Nous avons finalement trouvé une autre façon de me rendre en Turquie grâce à des faux papiers. On était tous d'accord sur le fait qu'il était plus sûr de traverser la Méditerranée depuis la Turquie que depuis la Lybie. Nous avons payé une grosse somme aux personnes qui allaient se charger de faire le sale boulot.

Je suis finalement arrivé à Istanbul en sachant déjà ce que j'avais à faire en Grèce si j'y arrivais sain et sauf. Il y avait des passeurs qui organisaient des voyages jusque dans le nord de l'Europe. On m'avait juste demandé de rejoindre Athènes par n'importe quel moyen. Ce que j'ai fait. D'Athènes, il s'agissait juste de trouver le bon moment pour me déguiser en touriste – je portais un appareil photo autour du coup – et de monter la nuit à bord d'un bateau pour l'Italie. J'ai poursuivi ma route vers les Pays-Bas en train.

Désormais, quand je regarde en arrière, je vois toute cette obstination et ces nuits blanches, à tout organiser, à attendre un signal nous disant de

bouger ou d’attendre. Conscient du danger depuis le jour où j’ai décidé de partir, je n’ai jamais pu dormir normalement pendant des mois.

Désormais, je me sens libre et en sécurité aux Pays-Bas. Bien que j’attende toujours la régularisation de mon statut, l’ambiance est assez bonne pour que je puisse me reposer psychologiquement et enfin dormir normalement.

À partir du premier voyage en train en direction du premier camp d’accueil, je me suis senti chez moi. J’ai rencontré un Néerlandais dans le train, on a tout de suite commencé à discuter – mon niveau d’anglais est assez bon pour ça – et je lui ai brièvement raconté mon histoire. Ça l’amusait assez et il m’a dit qu’il ne pouvait s’imaginer prendre de tels risques. Il était très sympathique et m’a souhaité bonne chance avant de descendre du train. J’ai passé le reste de mon voyage heureux de cette rencontre positive avec ce jeune homme qui m’avait dit être du sud du pays.

J’ai séjourné dans différents camps, je me suis toujours porté bénévole pour différents types de travaux pour pouvoir m’occuper dans l’attente de mes papiers, mais aussi pour interagir avec les Néerlandais. J’aime discuter avec eux, je suis toujours impressionné par leur ouverture d’esprit et leur mentalité égalitaire. Ils n’aiment pas parler d’eux ou mettre en avant ce qu’ils ont. Vu de l’extérieur, vous ne pouvez pas savoir qui est riche

ou pauvre. Ils se déplacent à vélo et mènent une vie simple.

J’aime vivre aux Pays-Bas. Ça me correspond tout à fait.

Frontex, l’agence européenne de contrôle aux frontières [officiellement, l’Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l’Union européenne ; en anglais : European Agency for the Management of Operational Cooperation at the External Borders of the Member States of the European Union], aide les États membres à contrôler leurs frontières extérieures, soit 44 000 kilomètres de frontières maritimes et 9 000 kilomètres de frontières terrestres. En 2015, l’agence a reçu des fonds supplémentaires pour accompagner les garde-côtes grecs et italiens dans le cadre d’opérations frontalières en mer Égée et en mer Méditerranée. En revanche, cela ne veut pas dire qu’elle peut renvoyer les personnes dans des lieux où ils risquent de faire face à des persécutions ou des préjudices graves [voir « Les rouages de l’UE »]. En 2012, la Cour européenne des droits de l’homme a condamné l’Italie pour avoir repoussé des bateaux transportant des migrants et des réfugiés des eaux italiennes vers la Libye. Les opérations de Frontex sont encore très controversées. L’organisation procède aussi à des expulsions forcées de migrants vers

leurs pays d’origine si leur demande d’asile a été jugée infondée.

L’entrée régulière

Certaines personnes ont pu néanmoins entrer légalement en Union européenne, par le biais de ce que l’on appelle les voies sûres et légales, que gèrent des organisations internationales comme l’Organisation des Nations unies (ONU ; en anglais, UN : United Nations). Certaines de ces routes sont ouvertes à la fois aux réfugiés (les personnes qui fuient les conflits armés et la persécution et qui sont éligibles à une protection spéciale) et aux migrants (les personnes qui se déplacent pour des raisons autres que les menaces directes ou les persécution). La distinction entre ces deux catégories n’est cependant pas toujours claire, et ce flou est exploité par les gouvernements qui ne veulent pas garantir la protection d’un trop grand nombre de personnes. Pour en savoir plus sur la distinction entre réfugiés et migrants, allez à la section « Le futur » plus loin dans ce chapitre.

Ces voies légales comprennent le regroupement familial, les bourses d’études, et, dans certains pays européens, des parrainages privés et des visas humanitaires. Ces visas donnent accès à un pays tiers et (ou) donnent la possibilité de déposer une demande d’asile à l’arrivée (parfois avec

procédure accélérée). Souvent, ce schéma s’avère utile pour le regroupement familial élargi.

Les voies de l’immigration légale n’offrent qu’un nombre limité de places aux réfugiés : seuls 30 000 Syriens ont pu venir en Europe grâce à ces voies alternatives depuis 2013.

La voie la plus connue est cependant la « relocalisation », une procédure visant à reloger dans d’autres pays des réfugiés choisis, dont la majorité a trouvé refuge dans des camps au Liban, en Égypte, en Iraq, en Turquie ou en Jordanie. Cette procédure prend en compte plusieurs critères, dont la vulnérabilité et l’urgence médicale du candidat.

À l’issue de leur sélection par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR ; en anglais : United Nations Refugee Agency) et de leur affectation dans l’UE, les dossiers des candidats sont attentivement étudiés par l’État membre. Après approbation, les réfugiés se voient recevoir une aide pratique par l’Organisation internationale pour les migrations (OIM ; en anglais, IOM : International Organization for Migration), une organisation intergouvernementale.

Au moment de la rédaction de ce texte en juin 2016, les États membres de l’UE ne se sont engagés qu’à la hauteur de 72 000 places d’accueil, et la majorité de ces pays doivent encore tenir leurs promesses.

La grande résistance politique envers l’immigration et l’influence croissante de l’extrême droite a réduit la priorité de la réinstallation des ressortissants autres que les Syriens, comme c’est le cas des Iraquiens et des Afghans, qui avaient

autrefois davantage de chances d’être réinstallés dans un pays de l’UE.

Patrick Zachmann Italie. Près de Lampedusa. 8 juillet 2011. Un bateau en provenance de la Libye, avec 158 personnes à bord. Les garde-côtes italiens l’ont repéré et escorté jusqu’au port de Lampedusa.

Comment la plupart des gens sont arrivés en Europe

La plupart des réfugiés et des migrants – principalement des Syriens, Iraquiens et Afghans – entrent en EU de façon irrégulière, sur des canots pneumatiques, des plus gros bateaux de pêche ou des navires. Ils font le voyage entre la Turquie et la Grèce, là où 854 000 migrants et réfugiés sont arrivés en 2015. Dans la première moitié de l'année 2016, ce sont 159 061 migrants et réfugiés qui sont arrivés en Grèce.

D'autres, venant pour la plupart d'Afrique du Nord et subsaharienne, voyagent sur des canots ou des bateaux de pêche généralement inadaptés à la navigation, entre la Libye et l'Italie, où 154 000 migrants et réfugiés sont arrivés en 2015. La plupart de ces passagers sont enregistrés à Lampedusa, une île italienne proche de la Libye. Avant d'y parvenir, la majorité d'entre eux passe par le Niger, un des principaux nœuds de trafic. Dans les 6 premiers mois de l'année 2016, ce sont 54 778 migrants et réfugiés qui sont arrivés en Italie.

En 2015, environ 4 000 migrants et réfugiés, pour la plupart des Africains embarqués sur des bateaux pneumatiques, sont arrivés en Espagne via le Maroc, les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla en Afrique du Nord, et les Canaries. Dans les 6 premiers mois de l'année, ce sont

environ 1 000 migrants et réfugiés qui sont arrivés en Espagne.

GIBRIL NJIA, 19 ANS, APPRENTI CHARPENTIER, TÉNÉRIFE, ÎLES CANARIES, ESPAGNE

J’ai toujours voulu quitter la Gambie. J’y ai toujours pensé. Même si mes parents ne voulaient pas que je parte. C’était impossible à imaginer pour eux. Je ne serais jamais parti si je leur avais demandé la permission. C’est moi qui ai décidé de partir en Espagne pour avoir une situation économique et une vie meilleures et pouvoir envoyer de l’argent à ma famille.

C’est finalement à l’âge de 16 ans, en décembre 2012, que j’ai entendu dire qu’il y avait des gens en Mauritanie qui voulaient partir en Europe. Donc, un jour, je me suis sauvé de chez moi par la fenêtre, sans sac, sans argent, sans rien. J’ai parcouru 650 kilomètres pour arriver en Mauritanie, en passant par Dakar, où j’avais de la famille. En Mauritanie, j’ai travaillé comme pêcheur pendant huit mois, jusqu’à ce qu’un bateau soit prêt à partir pour l’Europe. Le propriétaire d’une « patera » [un petit bateau de pêche] connaissait un homme qui connaissait mon oncle. L’homme m’a demandé : « As-tu peur de la mer ? » Et j’ai répondu : « Non, pas du tout. »

J’allais pêcher quand j’étais petit, donc je n’avais pas peur de voyager en mer. Je n’ai jamais pensé une seule seconde ne pas pouvoir partir.

Notre groupe a essayé 3 fois de faire la traversée vers l’Europe, à chaque fois de nuit. On se cachait dans le désert pour éviter la police, car on n’était pas censés quitter le pays. Toutes les frontières entre le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal étaient fermées. L’Europe avait passé des accords avec différents gouvernements en Afrique pour empêcher les gens de partir. Il y avait des contrôles de sécurité et des gardes tout le long de la côte. Il y avait toujours des patrouilles au départ de Mauritanie, d’où nous essayions de partir, mais nous avons changé notre route pour les éviter.

La troisième nuit où nous avons essayé de traverser, beaucoup de gens avaient peur et pleuraient en disant que nous aurions dû partir du Maroc, et qu’à la place nous allions mourir noyés dans les vagues. Certaines personnes ont même pensé à ne pas partir du tout. Le capitaine a dit que si le bateau ne partait pas après 3 essais, tout le monde perdrait son argent. Moi, je n’avais rien payé car je connaissais le capitaine par un ami de ma famille, mais je peux vous garantir que 3 000 € représentent beaucoup d’argent pour nous. Et, une nuit, nous avons réussi à traverser.

Nous étions 42 personnes à bord du bateau, avec un moteur de seulement 40 chevaux. Nous avons

passé 4 jours en mer. Par chance, il y avait assez de nourriture et d'eau pour nous tous. Mais beaucoup d'entre nous n'étaient pas habitués à la mer et ont été très malades. À un moment de la traversée, certaines personnes ont commencé à avoir peur et à dire qu'il fallait faire marche arrière. Le capitaine leur à répondu : « Si vous voulez repartir, vous devez sauter. » On a donc continué le voyage.

Enfin, nous sommes arrivés aux Canaries, sur l'île d'El Hierro. Je me souviens encore de ce jour. Les gens nous faisaient signe depuis la plage, nous disant de faire attention aux brise-lames et nous dirigeaient vers la plage. Quand nous sommes enfin arrivés sur la rive, certaines personnes pouvaient à peine marcher, mais la police et les ambulances sont arrivées en quelques minutes pour nous aider. Les plagistes pleuraient et nous donnaient tous les vêtements et l'eau qu'ils avaient avec eux. Il faisait vraiment, vraiment froid. Ça a été ma première pensée. Et la deuxième a été : « Je dois travailler et gagner de l'argent. »

Après que l'on a pris mes empreintes, j'ai été emmené au centre d'accueil des migrants mineurs. On a pu prendre une douche, on nous a donné de la nourriture, des vêtements et un ballon pour jouer au foot. Peu après, on nous a donné des cours de langue et une petite allocation pour vivre. Les années précédentes, de 2004 à 2010 environ,

des milliers de personnes vivaient dans chaque centre, mais à l'époque où je suis arrivé, il y en avait vraiment moins, du fait que moins de monde essayait de faire la traversée vers l'Europe par la mer. Il y avait donc assez de ressources pour tout le monde.

Honnêtement, je ne savais rien des îles Canaries. Je savais que ça faisait partie de l'Espagne et de l'Europe et que je pourrais y travailler, gagner de l'argent et l'envoyer à ma famille, et c'est tout. J'ai commencé un cours de charpenterie et j'ai fait ça pendant 4 mois. Ça a si bien marché qu'ils m'ont offert un contrat d'un an.

J'ai maintenant 19 ans et je cherche un nouveau travail. J'envoie mon CV partout. Je vis bien ici. J'ai mon frère en Allemagne et mon oncle et ma tante à Almeria, en Espagne, mais je veux rester ici. Je suis complètement intégré. J'ai fait ma demande de nationalité espagnole et j'attends la réponse. C'est représentatif de tout mon voyage : si tu veux quelque chose, tu dois lutter pour l'avoir.

En 2015, environ 33 000 migrants et réfugiés, pour la plupart des Syriens et des Afghans, ont traversé la Finlande en voiture et à vélo en passant par la Russie et la Norvège. Dans les 6 premiers mois de l'année, ce sont 1 063 migrants

et réfugiés qui sont arrivés par cette route. Plus personne n'a utilisé ce parcours depuis la fin du mois de février.

Au sein de l'Europe, plus de 100 000 Kosovars et Albanais [voir « Reconstruire sur les cendres de la guerre »] ont fui les Balkans en voiture, en camion et à pied, en direction du nord et de l'ouest. Au cours du premier trimestre de l'année 2016, ce nombre a diminué et environ 8 500 Albanais et 3 000 Kosovars ont demandé l'asile dans l'UE.

La Grèce, l'Italie et l'Espagne n'étaient pas les destinations finales pour la plupart des migrants. À l'automne 2015 et dans les 3 premiers mois de 2016, c'est en Allemagne et en Autriche que la majorité des nouveaux arrivants ont demandé l'asile, car ils estimaient avoir plus d'opportunités économiques dans ces pays où ils avaient déjà des liens familiaux. La Suède est une autre destination très populaire. Beaucoup de Syriens, d'Afghans, d'Éthiopiens et de personnes venant des pays anglophones d'Afrique subsaharienne ont voyagé jusqu'en France en espérant atteindre la Grande-Bretagne, où l'économie leur semble plus favorable. Beaucoup d'entre eux cherchent à rejoindre de la famille ou des amis qui pourraient les aider à trouver un travail ou un hébergement au Royaume-Uni.

Le détroit du Pas-de-Calais (en anglais, Strait of Dover), qui sépare la France de la Grande-Bretagne, peut être traversé en ferry ou en train par le tunnel de la Manche.

Puisque le Royaume-Uni ne fait pas partie de l'espace Schengen [voir « Les rouages de l'UE »], les voyageurs doivent posséder des documents d'identité pour faire la traversée entre la France et la Grande-Bretagne. Environ 6

000 personnes, qui n’ont pas de visa Schengen, sont bloquées dans un camp qu’on appelle la « jungle », près de Calais, une ville portuaire française. Pour essayer d’atteindre leur destination finale, des milliers d’entre eux sautent à bord des trains ou paient des passeurs pour qu’ils les cachent dans des camions.

Chien-Chi Chang Grèce. Idomeni. Mars 2016. Des réfugiés se rassemblent autour d’un point de recharge de téléphone mobile fonctionnant au gazole.

La Grèce

En 2015, la plupart des migrants et réfugiés – 854.000 en tout – sont entrés en Europe via la Grèce, un pays qui n'était pas équipé pour gérer ce nombre record de nouveaux arrivants.

Les rapports des associations et ONG de défense des droits de l'homme dénoncent des procédures d'enregistrement chaotiques à Lesbos et ailleurs en Grèce, et notamment des ratés lors de la prise d'empreintes digitales et l'enregistrement des nouveaux arrivants dans la base de données Eurodac ; un accès trop limité à des interprètes ; des longs délais de traitement des dossiers ; des équipements sales et surpeuplés ; et un manque de soutien pyschologique et administratif, contrairement à ce qu'exige la loi européenne.

Beaucoup de réfugiés, y compris des enfants, vivent dans des camps de fortune ou dans la rue, avec un accès limité à la nourriture, l'eau et les autres besoins de première nécessité.

Avant même la crise actuelle, la Grèce avait un très mauvais bilan concernant l'accueil des réfugiés. En 2011, la Cour européenne des droits de l'homme a émis un arrêt (une décision juridique) contre le pays pour son traitement inhumain et dégradant des demandeurs d'asile.

Depuis, les pays de l'UE n'ont plus le droit de renvoyer les demandeurs d'asile en Grèce – quand c'est leur point d'entrée sur le territoire – malgré le règlement Dublin [voir encadré].

En 2015, quand des milliers de demandeurs d'asile sont arrivés en Grèce, la situation s'est rapidement détériorée. La

plupart d’entre eux n’avaient pas l’intention d’y rester et ont poursuivi leur voyage vers l’ouest pour rejoindre de la famille ou chercher du travail. Alors que, dans la majorité des cas, la loi européenne exige que les personnes demandent l’asile dans le premier pays d’accueil (dans le cadre du règlement Dublin), beaucoup ont pu continuer leur voyage vers le nord et l’ouest après leur arrivée en Grèce, privilégiant des pays comme l’Allemagne, la Suède, l’Autriche et la France.

Il existe un certain nombre de raisons pour lesquelles la Grèce n’a pas respecté le règlement Dublin, mais c’est principalement parce que le pays était encore sous le choc d’une crise économique [voir « Les rouages de l’UE »]. L’Allemagne aussi a ignoré le règlement à l’automne 2015 lorsque le pays a accueilli 162 500 migrants et réfugiés qui venaient d’arriver de Grèce par les Balkans.

De plus, certaines personnes ont évité l’enregistrement en refusant que l’on prenne leurs empreintes digitales à l’arrivée en Grèce ou en brûlant le bout de leurs doigts.

LE RÈGLEMENT DUBLIN

En 1990, 5 ans après l’abolition du contrôle de la plupart des frontières intérieures de l’Union européenne, conformément à la Convention de Schengen [voir « Les rouages de l’UE »], il était nécessaire de mettre en place un système de traitement des demandes d’asile dans les États membres.

Avec la suppression des contrôles aux frontières intérieures, l'UE voulait décourager l'« asylum shopping », une pratique qui consiste à demander l'asile dans plus d'un pays de l'UE.

La convention de Dublin, remplacée ensuite par le règlement Dublin II, attribuait aux États membres la responsabilité de traiter les demandes d'asile selon un certain nombre de critères. Dans la majorité des cas, cette mission incombait au premier pays dans lequel les demandeurs d'asile entraient.

C'est la raison pour laquelle l'UE supposait que l'Italie et la Grèce étaient les pays qui allaient traiter la plupart de vos demandes.

Au final, le système s'est avéré être un désastre : il n'était pas du tout adapté pour un partage équitable de la responsabilité entre tous les États membres.

Avant la crise, la Grèce n'avait qu'à peu près 3 000 hébergements réservés aux demandeurs d'asile. En 2011, après les premières arrivées des migrants, le pays a vite été débordé par le nombre de demandes et s'est révélé incapable de les traiter correctement.

STEFANIA MIZARA, 40 ANS, PHOTOGRAPHE, ATHÈNES, GRÈCE

Je travaillais comme photographe freelance pour des médias grecs pour lesquels je couvrais principalement des sujets sociaux à l'étranger. Et je n'aurais jamais cru que je couvrirais les mêmes sujets dans mon propre pays. Nous avons été élevés dans l'idée que la prospérité ne prendrait jamais fin, mais ce qui arrive en Grèce depuis 2008 a prouvé le contraire.

J'ai grandi dans l'admiration de tout ce qui pouvait être européen et qui, vu de l'extérieur, apparaissait très structuré et organisé ; ce qui contrastait fortement avec la mentalité grecque chaotique. Nous avions un complexe d'infériorité et nous ne nous sentions pas complètement européens : nous étions un peu comme des adolescents à la table des adultes.

Ce sentiment a néanmoins changé au cours de ces 5 dernières années de crise économique, parce que j'ai découvert des qualités chez mon peuple que je n'ai pas pu trouver auprès des autres Européens : solidarité, courage, inventivité et bien plus encore. Je ne vivrais nulle part ailleurs.

En 2008, la mort d'Alexandros Grigoropoulos, âgé de 15 ans, tué sans raison par un agent de police, a suscité une immense vague de

protestations et manifestations dès que les premiers signes de récession sont apparus. J'étais alors en Pologne, où je couvrais un sommet sur l'environnement. À mon retour, j'ai trouvé Athènes en feu. La mort de ce garçon a provoqué un soulèvement contre des problèmes sociaux et financiers de fond qui existaient depuis déjà longtemps.

La récession a continué à s'aggraver, donnant naissance à un mouvement social majeur. Cet été-là, l'occupation de la place Syntagma par les citoyens réclamant une démocratie directe a duré presque 3 mois.

Après ça, la vie en Grèce a changé. Lors des derniers mois de l'année 2011, on pouvait observer les premiers signes de pauvreté dans la vie quotidienne. Les soupes populaires ont commencé à apparaître dans différents quartiers, organisées par des initiatives citoyennes (principalement de gauche ou de la mouvance anarchiste), par des églises ou par l'État.

Après l'occupation de Syntagma, nous nous sentions menacés mais forts. Nous avions l'impression que nous pouvions changer les choses.

Les Grecs ont redécouvert des valeurs qui unissaient traditionnellement la société : la famille, les amis, la solidarité ; ce qui a permis de résister pendant les années de guerre, d'occupation et de

récession. Même si l’on se dispute tout le temps, personne ne mourra de faim ou de froid, car on ne laissera jamais personne souffrir de ça ici.

Pour la première fois, certains de mes amis ne pouvaient se permettre de dépenser 5 € pour recharger leur téléphone mobile, et certaines personnes ne pouvaient plus payer leur loyer et devaient emménager chez des amis ou des membres de leur famille. Les Grecs faisaient la queue pour manger. Deux amis sont venus vivre chez moi jusqu’à ce qu’ils trouvent une solution pour la suite.

Pendant les 5 ans de crise, j’ai mûri politiquement parlant, tout comme de nombreux Grecs. Nous avons appris à réfléchir à des questions plus importantes que celle de notre porte-monnaie, à les évaluer et à exprimer notre opinion par le vote. Nous avons appris que les gouvernements européens ne sont pas nos amis, mais nos bailleurs, nos partenaires commerciaux et nos bourreaux. Ils agissent comme un vieux professeur qui nous traite toujours comme de jeunes enfants inexpérimentés qu’il faut surveiller.

La question des réfugiés a débuté il y a plus de 10 ans en Grèce. Ce phénomène existait depuis des années, mais n’était pas visible. Des camps existaient à Patras où des gens essayaient de monter clandestinement à bord de camions en

direction de l’Italie. En 2015, le flux de migrants est devenu considérable.

Depuis 3 ans, les directives et méthodes de lutte contre l’immigration ont changé en Europe : fermeture des frontières par des clôtures, gardes de Frontex ici et là… 3 années passées à appliquer les mauvaises solutions et méthodes dans la gestion des personnes provenant du Moyen-Orient et d’Afrique, où la guerre et la pauvreté les forcent à fuir dans l’espoir d’une vie et d’un futur meilleurs.

La société grecque, et je suis fière de le dire, a réagi avec énormément d’humanité quand les réfugiés ont commencé à arriver massivement dans notre pays. Les Grecs sont loin d’être politiquement corrects. Ma mère a demandé à un homme combien de femmes il avait en tant que musulman. Elle fut heureuse d’apprendre qu’il n’en avait qu’une. Mais les Grecs ne peuvent pas laisser quelqu’un mourir de faim ou être trempé par la pluie devant leur porte. Le principe de solidarité, qui est une solution à nos problèmes dus à la crise financière, a été appliqué de nouveau lorsque la majorité des Grecs a vu arriver sur ses côtes des migrants cherchant la sécurité.

Je me suis impliquée dans les actions d’aide aux réfugiés car je pense que l’auto-organisation et la solidarité peuvent être les meilleures armes contre le capitalisme. Je crois aussi que s’investir dans

des mouvements sociaux est un devoir pour chacun d'entre nous, parce que nous vivons en société. Lorsque la société est faible et malade, on ne peut pas rester sains tout en y vivant.

Je ne crois plus du tout en les manifestations, les émeutes, les traités, les politiques, les entreprises, le profit et le développement. J'espère que dans ce pays nous allons faire ce que nous connaissons le mieux : résister au système. Il faut aller vers l'auto-organisation, où l'on crée un système logiquement échelonné, dans lequel les individus produisent localement ce qu'ils mangent et ce dont ils ont besoin. Une vie où on a le temps de penser, de sentir et d'agir.

En réponse au nombre record d'arrivées, Frontex, l'agence européenne de contrôle aux frontières, gère désormais deux centres d'enregistrement, appelés « hotspots », sur les îles grecques de Lesbos et Chios. Ces centres aident à prendre les empreintes digitales, déterminer la nationalité des arrivants, identifier les éventuels liens avec le terrorisme, recueillir de l'information sur les réseaux de passeurs et, si la Grèce l'exige, expulser les gens.

Les Nations unies et l'ONG médicale Médecins sans frontières (MSF ; en anglais, Doctors Without Borders) ont dénoncé l'absence de protection suffisante des demandeurs d'asile dans les centres.

Les enjeux de l’UE

Alors que l’UE aurait dû gérer collectivement la crise [voir « Les rouages de l’UE »], elle a échoué en ce sens, laissant la Grèce et l’Italie faire face seules à l’afflux.

Ce flux massif de réfugiés et de migrants a mis l’UE face à l’un de ses enjeux les plus importants à ce jour.

L’un des enjeux majeurs repose sur le maintien du principe de l’ouverture des frontières de l’UE dans le cadre des accords de Schengen [voir « Les rouages de l’UE »]. Ainsi, en avançant des raisons de sécurité intérieure et de politique publique, 5 pays européens – l’Allemagne, la Suède, l’Autriche, le Danemark et la Norvège – ont invoqué des procédures d’urgence qui leur permettent de suspendre temporairement la libre circulation des individus, tant que les migrants et les réfugiés continuent à arriver en Grèce et à se déplacer par la suite sans entraves.

Le système de Dublin a aussi fait l’objet de fortes pressions depuis l’année dernière. Il est fort probable qu’aucun de ces systèmes ne pourra subsister sans changer sa forme actuelle.

Afin de remédier aux dysfonctionnements du système de Dublin, la Commission européenne a proposé une règle de quotas en septembre 2015. Conformément à cette proposition, chaque État membre prendrait à sa charge un certain nombre de réfugiés. Néanmoins, les pays tardent à tenir leurs engagements : moins de 5% des 160 000 personnes que l’UE avait annoncé « relocaliser » de la Grèce

et l’Italie vers d’autres États membres ont été réinstallés en juin 2016.

Après les attentats terroristes perpétrés par l’EI (État islamique ; en anglais, Islamic State of Iraq and the Levant : ISIS) à Paris, en France, et à Bruxelles, en Belgique, les États membres ont renforcé les contrôles de sécurité auprès des nouveaux arrivants. Effectivement, au moins 2 des terroristes étaient entrés en Europe en profitant des flux massifs de migration de 2015. Certains pays à majorité chrétienne craignent, par ailleurs, l’arrivée de nombreux immigrés de confession musulmane.

Évoquant ces craintes, certains pays d’Europe de l’Est, dont la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie, ont refusé de participer au système de « relocalisation ». À l’automne 2015, la Hongrie a dressé une barrière de barbelés à ses frontières avec ses voisins n’appartenant pas à l’espace Schengen, à savoir la Serbie et la Croatie, afin de ne pas laisser entrer les nouveaux arrivants. En septembre, au plus fort de la crise, le Premier ministre hongrois Viktor Orban a déclaré qu’il n’accepterait pas une immigration musulmane massive, afin de « maintenir l’identité chrétienne de l’Europe ».

En décembre 2015, l’UE a ouvert une procédure d’infraction à l’encontre de la Hongrie au sujet de sa législation en matière d’asile, qui prive les demandeurs d’asile de certains de leurs droits fondamentaux et du soutien de base.

Indépendamment de cette action juridique, on observe aujourd’hui en Europe une méfiance croissante envers les

réfugiés et les migrants. En Allemagne, le pays qui reçoit le plus de réfugiés, la police a enregistré plus de 200 incendies criminels contre des centres d'accueil de réfugiés en 2015. Ces chiffres ont encore augmenté en 2016.

Cette crise a en outre aussi incité des pays comme les Pays-Bas, la Belgique et le Danemark à durcir leurs procédures de demande d'asile.

Ce type d'opposition n'est néanmoins pas nouveau. Dans les années 1950, des millions d'Allemands ethniques [des populations d'ascendance allemande] ont rejoint l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest suite à l'expulsion de leur pays, et leur arrivée a suscité une vive suspicion. Bien que que certaines personnes prétendent que ce flux de réfugiés est sans précédent, ce n'est pas le cas. [voir « Reconstruire sur les cendres de la guerre »].

Thomas Dworzak Allemagne. Passau. Novembe 2015. Des cours de langues pour les réfugiés – originaires de pays comme l'Iraq, la Syrie et l'Érythrée – donnés par des étudiants bénévoles.

L'espoir

Alors que l'opposition à l'immigration est encore très forte dans beaucoup de pays de l'UE, énormément de gens ont accueilli les réfugiés en s'engageant comme bénévoles dans des activités diverses : en les hébergeant chez eux, en les aidant à traverser les frontières, en leur offrant un appui médical et en leur enseignant des langages et des compétences.

MARITSA MAVRAPIDOU, 85 ANS, SKALA SIKAMINIAS, LESBOS, GRÈCE

Mon nom est Maritsa, j’ai 85 ans et je vis à Lesbos, la ville où je suis née et où j’ai grandi. Ma cousine Militsa et ma belle-soeur Efstratia sont mes meilleures amies. Nous sommes toutes les trois des grands-mères octogénaires. Efstratia a presque 90 ans !

On nous avait dit que des familles entières traversaient la mer depuis la Turquie sur des bateaux pneumatiques, fuyant les guerres. Nous avions l’habitude de nous promener ensemble sur les rochers le long du rivage – même si Efstratia a du mal à marcher maintenant. Nous y allions tous les jours pour accueillir les gens qui arrivaient dans ces bateaux, et leur dire que nous tenions à eux.

Un jour, alors que nous étions toutes les trois assises sur des chaises en plastique le long du rivage, nous avons vu arriver une mère tenant son bébé dans ses bras. Elle avait le bas du corps trempé à cause des vagues qui avaient inondé le canot pneumatique. Il y avait tellement de gens dans ce bateau, et la plupart d’entre eux étaient en train de pleurer ou d’embrasser le sol. Mais elle, elle restait calme. Elle avait l’air si forte. Son bébé devait avoir un mois environ.

J’ai parlé en grec à cette jeune maman mais elle ne m’a pas comprise, évidemment. Elle portait un voile et m’a regardée droit dans les yeux, comme si elle me connaissait déjà. J’ai tellement apprécié ce moment. Je lui ai fait signe de nous donner le bébé, et j’ai pointé du doigt des bénévoles en train de faire sécher des vêtements. Ils venaient du monde entier. Et c’était comme si elle m’avait comprise : elle a passé sa petite fille à Militsa, qui lui a donné le biberon.

L’an dernier, nous avons vu tellement de jeunes femmes comme celles-ci, de jeunes mamans tenant leur bébé alors qu’elles traversaient la mer sur ces frêles embarcations.

C’est de cette même façon que nos mères sont arrivées en Grèce, il y a près de 100 ans. La mienne s’appelait Tasoula et elle n’avait que 15 ans quand elle a fui Smyrne [aujourd’hui Izmir, en Turquie]. Il y avait eu une guerre, et les Turcs attaquaient les Grecs qui vivaient là. La plupart d’entre eux ont été tués. Ma mère a fui vers Moskonisia [aujourd’hui baptisé l’archipel d’Ayvalik, en Turquie]. Elle n’avait pu emporter que les vêtements qu’elle portait ce jour-là. Evanthia, la mère de Efstratia, s’est enfuie avec ses trois petits garçons et n’a même pas eu le temps d’habiller le dernier. Elle a donc déchiré son jupon pour l’emmailloter dans un morceau de tissu. Elles s’entassaient dans ces bateaux de bois

et pagayaient tant bien que mal jusqu'à ces rochers sur la plage. Mais il y a eu tellement de morts en cours de route.

Quand elles sont arrivées ici, dans ce village d'à peine 5 fermiers, elles n'avaient nulle part où s'installer. Elles ont donc décidé de dormir dans les cabanons qui servaient à stocker les olives, qu'elles ont nettoyés. Plus tard, elles se sont mariées et ont fondé des familles. Skala, notre village, est donc un village de réfugiés, et nous sommes tous des enfants de réfugiés. Nous avons grandi en écoutant les histoires de nos mères, et nous pouvions ressentir leur envie de retourner sur cette terre et dans ces maisons qu'elles avaient perdues.

Nous n'avons jamais eu peur des réfugiés. Pas une seule seconde. Ce sont des gens vraiment pacifiques. Ils nous ont toujours embrassées, et nous envoyaient des baisers de la main. Ils nous ont fait confiance pour tenir leurs bébés dans nos bras, ces petits êtres qui parfois tremblaient de froid. Nous les tenions très fermement, comme si c'était les nôtres, et nous les bercions jusqu'à ce qu'ils s'endorment dans nos bras.

La mère du bébé a mis des vêtements secs et des chaussures de tennis provenant des dons – ces cartons de vêtements, de chaussures et de nourriture pour enfants nous sont parfois envoyés depuis l'Australie. Elle était très jolie et semblait

tellement apaisée dans ses nouveaux vêtements. Elle a souri quand elle nous a vues en train de chouchouter son bébé. J'ai alors reconnu le visage de ma mère dans cette jeune femme, mais aussi dans toutes ces jeunes femmes qui traversent la mer parfois déchaînée qui nous sépare de la Turquie. Quand nous les avons embrassées, c'était comme si nos propres mères étaient en train d'embrasser ces jeunes mères avec nous.

YONOUS MUHAMMADI, 43 ANS, MÉDECIN, ATHÈNES, GRÈCE

Ce n'est pas un hasard si je me suis retrouvé en Grèce. C'est une décision mûrement réfléchie que j'ai prise en 2001 : aller en Grèce et y faire ma demande d'asile. J'étais fasciné par la Grèce.

Je suis médecin, et comme tous les médecins du monde, j'ai prêté le serment d'Hippocrate, qui remonte à la Grèce antique, quand j'ai obtenu mon diplôme en 1997 à Mazâr-e Charîf. J'ai donc toujours voulu me rendre dans le pays de la médecine.

Je suis de Ghazni, en Afghanistan. J'étais encore écolier quand les Soviétiques ont envahi mon pays. Malgré mon très jeune âge, je collais des affiches

dans les rues contre les envahisseurs aux cotés des activistes. Mais ce qui a vraiment détruit le pays fut la guerre civile, qui a débuté après le départ des Soviétiques.

C’est à cause de la guerre civile que je suis parti au Pakistan en 1997, où j’ai rejoint des organisations pour les réfugiés, mais aussi enseigné aux enfants. Je suis retourné en Afghanistan en 2000, désirant participer à la lutte contre les Talibans. Mais ils m’ont capturé et emprisonné pendant 28 jours à Mazâr-e Charîf.

C’est ce qui m’a poussé à quitter définitivement l’Afghanistan. Je suis parti au Pakistan, en passant par Mazâr-e Charîf, puis j’ai rejoint l’Iran où est né mon fils, juste avant d’arriver en Turquie. Enfin, le 5 septembre 2001, je suis arrivé en Grèce avec ma femme et mon fils.

Je me souviens de la date parce que c’était juste quelques jours avant les événements du 11-Septembre. Si j’avais encore été en Turquie après ces attentats, je ne serais jamais allé en Grèce ; je serais reparti en Afghanistan pour me battre pour mon pays.

Mais aujourd’hui je suis ici.

Je voulais vraiment vivre en Grèce, donc je m’y suis affairé, en allant dans les ministères et les bureaux compétents, jusqu’à obtenir ma demande d’asile. Je fus l’une des 11 personnes, sur 6 000

demandes, à obtenir le droit d'asile en Grèce cette année-là.

Malheureusement, ma femme et moi n'étions pas heureux ensemble, même en Afghanistan, et nous avons tous les deux demandé le divorce. Mais vous savez comment c'est, en Afghanistan. Là-bas, ce n'était culturellement pas acceptable de divorcer, surtout pour une femme. Nous avons donc pris la décision de nous séparer en Grèce.

Après 15 ans, je vis et travaille toujours à Athènes. Être médecin, parler anglais et travailler toute la journée pour MDM (Médecins du Monde ; en anglais : Doctors of the World) m'a beaucoup aidé pour obtenir ma protection internationale. Je ne vivais donc pas dans l'incertitude en Grèce.

Je suis devenu le leader de la communauté afghane [à Athènes], et j'occupe aujourd'hui le poste de président du Forum grec pour les réfugiés, une organisation non gouvernementale qui aide les refugiés en Grèce et plaide en leur faveur.

La vie des réfugiés et des migrants en Grèce a changé progressivement. Au début des années 2000, nous étions socialement bien acceptés, même si les médias dépeignaient un profil problématique du réfugié. Il y avait alors encore peu d'incidents racistes.

Cependant, de 2008 à 2011, les attaques et les incidents racistes à l'encontre des réfugiés ont

rapidement augmenté. La discrimination de la part de la police grecque était devenue courante, et le manque d'acceptation sociale s'est accru. Si un groupe d'extrême droite avait attaqué un migrant dans la rue, personne ne serait intervenu. C'est ce qui faisait le plus peur.

Un jour, je suis allé rendre visite à un réfugié détenu en prison. L'agent de police l'a frappé a plusieurs reprises devant moi. J'en ai fait des cauchemars pendant des semaines.

Les choses ont commencé à changer en Grèce en 2014, après l'assassinat par Aube dorée du musicien grec Pavlos Fyssas. Ce n'était plus seulement le lot des réfugiés et des migrants : le racisme s'était aussi retourné contre les Grecs.

La situation en Syrie a marqué un virage dans les politiques et le climat social en Grèce, avec la naissance d'un fort mouvement de solidarité envers les réfugiés.

Avant, les médias présentaient négativement les réfugiés, mais maintenant, même les journalistes les plus méprisants écrivent des choses positives sur les réfugiés.

La crise en Europe n'est pas une crise des réfugiés mais une crise politique, une crise de responsabilité. Et à moins d'une répartition égalitaire de ces responsabilités, nous observerons une montée croissante de l'extrême droite en Europe. Ce que nous demandons donc aux gens, ce

n’est pas seulement une aide alimentaire, mais aussi de pousser les gouvernements à accepter et intégrer les réfugiés.

HALLOW SALAM, 44 ANS, AVOCAT ET SOCIOLOGUE, BERLIN, ALLEMAGNE

Je suis arrivé en Allemagne il y a 20 ans. J’étais l’un des nombreux Iraquiens, et en particulier l’un des Kurdes d’Iraq, à partir en Europe pour fuir le régime de Saddam Hussein. Mon nom me prédestinait peut-être à un futur à l’étranger : mon prénom signifie « aigle » en kurde, et mon nom de famille « paix » en arabe.

En 1996, j’ai parcouru à pied la distance entre Souleimaniye, en Iraq, et Istanbul, en Turquie, où je suis resté 3 mois. J’ai pris un bateau pour la Grèce, avant d’arriver en Allemagne. J’ai fait ma demande d’asile à Hanovre. Deux ans plus tard, je suis officiellement devenu réfugié.

Ces 2 années furent les plus difficiles de ma vie. Je travaillais dans un restaurant de 5 à 8 heures du matin, et ensuite j’allais en cours d’allemand jusqu’à midi.

Entre-temps, je m’étais inscrit à l’université technique de Berlin (TU Berlin ou Technische

Universität Berlin) pour étudier la sociologie et l'enseignement, en gagnant ma vie avec des petits boulots le week-end.

Cette décision ne fut pas facile à prendre : en Iraq, j'avais fait des études de droit, mais à Berlin, quand j'ai présenté mon diplôme iraquien, ils m'ont dit d'un ton méprisant que je devais reprendre toutes mes études à zéro. C'était extrêmement frustrant, mais je suis heureux de l'avoir fait, sans quoi je n'aurais pas obtenu la qualification nécessaire pour mon métier aujourd'hui.

Pendant mes études, j'ai soutenu de nombreux camarades réfugiés. Je les accompagnais à l'office du logement, à la police, à la banque, tous les jours, pour traduire et les aider.

Enfin, en novembre 2006, la même année où j'ai obtenu la nationalité allemande, j'ai décroché un poste de travailleur social dans un centre d'accueil pour 147 réfugiés, dans le quartier de Kreuzberg, à Berlin. Ensuite, j'ai été diplômé et j'ai vraiment apprécié de pouvoir mettre en pratique mes connaissances.

Les gens ont besoin d'aide. Beaucoup de monde arrive ici traumatisé par les souffrances provoquées par les conflits et le long voyage. Lorsque la crise des réfugiés a commencé l'année dernière, et que des centaines de milliers de

personnes sont arrivées en Allemagne, j’ai senti mon cœur se serrer.

Cela m’a rappelé les moments où j’étais à leur place. Mais à cette époque, les choses étaient différentes : il y avait moins de services sociaux, on était abandonnés à notre propre sort. Aujourd’hui, c’est devenu plus simple pour les réfugiés de commencer une nouvelle vie ici. Désormais, les Allemands aident les nouveaux arrivants. Et c’est très réconfortant à voir.

Malheureusement, certaines personnes profitent de cette vague de sympathie pour servir leurs propres intérêts. Des activistes ont dit que l’Allemagne était nulle car elle ne faisait pas assez d’efforts pour reloger les gens. Mais ils n’avaient eux-mêmes ni de plan précis ni d’expérience avec les réfugiés. Je pense qu’ils ont juste utilisé les réfugiés pour défendre leurs propres causes.

Ma philosophie en tant que travailleur social est d’aider les gens à se prendre en main tout seul. Je ne supporte pas qu’on s’apitoie sur son propre sort. Je dis aux gens de saisir leur chance de pouvoir tout recommencer ici. C’est une renaissance, je leur dis, tout comme j’ai eu la mienne. L’Allemagne est un très, très bon pays pour se réinstaller. Ici, il est réellement possible de débuter une nouvelle vie.

Des flous juridiques

Certaines personnes ou organisations ont délibérément mis en place des actions là où l'UE ne fournit pas encore de protection, voire là où elle n'assume pas ses responsabilités exigées par le droit international des droits de l'homme. Pendant que des millions de vies sont en danger, les étudiants en droit et les juristes débattent de la légalité d'une telle inaction de la part de l'UE.

Voici quelques cas :

- La Hongrie qui construit une clôture à ses frontières et condamne quiconque tenterait de la détruire ou aiderait les gens à la traverser.
- L'expulsion des demandeurs d'asile, après un examen incomplet ou non-individuel de leur demande, vers des pays en dehors de l'espace Schengen et considérés comme sûrs comme la Serbie ou la Turquie [voir le paragraphe suivant].
- L'interdiction faite aux transporteurs routiers de transporter des réfugiés, et les sanctions appliquées à ceux qui le font.
- Le manque de visas humanitaires délivrés aux personnes vivant en zone de conflit.
- La détention des personnes qui refusent la prise d'empreintes digitales dans les hotspots.

- L’arrestation ou le tir par armes à feu sur les personnes qui entrent de façon irrégulière en UE par les frontières de la Grèce avec la Turquie et la Bulgarie.
- La sélection des demandeurs d’asile selon leur nationalité.
- Les limitations du regroupement familial.

L’accord avec la Turquie

Après l’échec du programme de « relocalisation » lancé par la Commission européenne, l’UE a demandé à la Turquie d’empêcher les migrants et les réfugiés de quitter le pays pour rejoindre l’Europe. La responsabilité d’offrir un abri aux réfugiés passait donc de l’UE à la Turquie, destination que la plupart des réfugiés syriens avait choisie après avoir fui la guerre dans leur pays. Au mois de juin 2016, on compte 2,5 millions de Syriens en Turquie, 1 million au Liban, et 635 000 en Jordanie.

Le projet : pour chaque personne expulsée de Grèce et que la Turquie accueille, l’UE promettait d’héberger un réfugié syrien qui avait été validé par les États membres, selon des critères tels que le danger encouru, la vulnérabilité du candidat et l’urgence médicale, comme dans le processus de « relocalisation » des Nations unies évoqué plus haut.

Avant que cet accord ne soit mis en place et après la fermeture des frontières dans les Balkans, environ 1 500

migrants et réfugiés arrivaient en Grèce chaque jour. Ce nombre a aujourd'hui diminué, puisque la police turque empêche chaque jour des milliers de personnes de se rendre en Grèce. En juin 2016, environ 441 personnes ont été renvoyées par Frontex.

Environ 50 000 demandeurs d'asile étaient bloqués en Grèce en juin 2016, dans l'attente de voir leur requête examinée, sans aucune certitude sur leur avenir.

Les avocats des droits de l'homme ont critiqué l'UE pour avoir échoué à assumer sa responsabilité en fournissant une protection internationale aux personnes qui fuient la guerre. En juin 2016, l'organisation Médecins sans frontières a annoncé qu'elle n'accepterait plus de dons en provenance de l'UE tant que l'accord EU-Turquie était appliqué.

Pour beaucoup de gens, la Turquie n'est pas un pays sûr : par exemple, le pays oblige les personnes à retourner dans leur pays déchiré par la guerre, et autorise le travail des enfants. Il y a déjà 3 millions de réfugiés qui se battent pour leur survie sur le sol turc.

MIRHATAM SAFI, 17 ANS, ÉTUDIANT, LUBBEEK, BELGIQUE

Les Talibans sont venus me chercher quand j'avais 15 ans. Je suis de Tagab, un district de la province de Kâpissa, en Afghanistan. Un jour, ils sont arrivés dans notre village pour enrôler des hommes et les envoyer au combat.

Quand j’ai refusé, ils m’ont torturé et cassé la jambe. La douleur était insupportable. Il m’a fallu 6 mois pour guérir. Il n’y a pas de bon médecin dans ma ville d’origine. Je suis resté alité pendant un mois environ, puis j’ai lentement recommencé à marcher avec des béquilles.

Ce n’était plus possible de rester là-bas. Si je restais, j’allais devoir rejoindre les Talibans. J’avais déjà perdu trois amis : les Talibans les avaient obligés à commettre des attentats-suicides. Ils disent que vous irez au paradis. Ils n’inventent que des histoires. Mais aucune n’est vraie bien sûr.

J’ai donc quitté mon village pour Kaboul. J’avais 17 ans. Ma famille voulait venir avec moi, mais le voyage aurait coûté trop cher. Je suis donc parti seul. Une fois à Kaboul, un passeur m’a fait rejoindre l’Iran. Je suis monté dans une Jeep avec d’autres passagers, des enfants sans leurs parents, comme moi.

D’Iran, nous sommes allés en Turquie, puis en Grèce et enfin en Allemagne. Des amis m’ont dit de continuer jusqu’en Belgique car ils avaient entendu dire que c’était bien là-bas pour les réfugiés. C’est donc ce que j’ai fait.

Je suis très content d’avoir pris cette décision. Désormais, je vais à l’école avec d’autres réfugiés à l’Institut Saint-Joseph de Kessel-Lo, un village situé près de Bruxelles. Je vais en cours tous les jours. Mes disciplines préférées sont l’éducation

sportive, le néerlandais et aussi les maths, je crois. C'est difficile mais je fais de mon mieux. J'étudie autant que je peux.

Je comprends mieux maintenant ce que signifie l'éducation. En Afghanistan, les professeurs nous interdisaient de voir la plupart des films et chansons et d'apprendre l'anglais. Ils disaient que c'était la langue des non-musulmans. Ils étaient tous affiliés aux Talibans et essayaient de nous influencer afin que l'on devienne comme eux un jour.

Dans mon cas, ils n'ont pas réussi, mais j'ai dû payer le prix fort. Ma famille me manque terriblement. Je n'ai pu parler avec eux qu'une seule fois depuis mon arrivée en Belgique, en novembre 2015. C'est difficile de pouvoir rester en contact depuis que les Talibans ont détruit l'antenne-relais de téléphonie mobile située près de mon village. Mon petit frère, âgé de 12 ans, m'avait demandé quand j'allais revenir. C'était difficile de l'entendre poser cette question.

Mes parents m'ont dit de ne pas penser à eux et de me concentrer uniquement sur mes études. Un jour, je voudrais devenir médecin. Je veux pouvoir faire vivre ma famille et les faire venir ici.

Mais pendant ce temps, j'attends. Je ne sais pas si l'on pourra rester ici. Peut-être qu'une décision tombera dans l'année ou même dans les trois mois à venir. Tout ce que l'on peut faire, c'est attendre.

En 2015, on comptait environ 20 000 réfugiés apatrides dans l’UE, et on ne connaissait pas la nationalité d’au moins 20 000 autres personnes. Devenir apatride est un risque de plus en plus courant dans l’UE. Certains fonctionnaires ont refusé d’enregistrer les bébés de réfugiés. Cette pratique viole les droits fondamentaux de l’enfant. D’autres enfants nés de femmes syriennes ou iraquiennes pendant leur exil risquent de devenir apatrides en l’absence du père, qui est celui qui transmet la nationalité dans la loi syrienne et iraquienne, tandis que les femmes n’y sont pas autorisées.

Moises Saman Grèce. Lesbos. Septembre 2015. Des nouveaux arrivants marchent vers la capitale de l’île, Mytilène.

Le futur

En mai 2016, la Commission européenne a proposé un système de « relocalisation » permanent, en imposant une amende de 250 000 € par réfugié aux pays qui ne l’accepteraient pas et refuseraient de réinstaller les réfugiés. En juin, la Commission a réformé les règles de la « carte bleue », facilitant l’accès à l’emploi en Europe de certains

réfugiés en délivrant des permis de travail temporaires aux travailleurs les plus qualifiés et compétents, y compris ceux qui bénéficient déjà d'une protection internationale.

Beaucoup craignent que la proposition d'amende ne soit pas adoptée par les États membres et estiment que le régime de la « carte bleue » ne peut aider qu'un nombre limité de gens, uniquement les plus compétents d'entre eux. En 2014, seuls 12 964 demandeurs ont reçu une carte bleue en UE.

La carte bleue ne peut pas répondre à l'enjeu principal de la crise des migrants : aider les personnes qui ont besoin d'une protection internationale, alors même qu'ils n'ont presque pas de possibilités pour rejoindre l'Europe de façon sûre et légale.

En réponse à l'incapacité de l'UE à se mettre d'accord sur des propositions qui pourraient créer des routes sûres, certains ont demandé à rendre plus stricte la procédure d'adhésion d'un nouveau pays à l'UE.

Quand la Hongrie est devenue membre en 2004, elle a accepté de respecter les critères de Copenhague [voir « Les rouages de l'Union européenne »], qui protègent le droit d'asile. Mais il est souvent facile de faire des déclarations de principe sans les appliquer dans la réalité, comme l'a montré la crise.

Aujourd'hui, il n'existe pas de politique d'asile commune au sein de l'UE, mais 28 régimes différents. Même si tous les États membres ont signé le règlement Dublin, ce sont à eux de créer leurs propres procédures d'asile en accord avec la loi européenne. Certains pays rendent plus facile l'accès au

marché de l’emploi, tandis que d’autres ont des procédures moins strictes concernant le regroupement familial. Cependant, beaucoup de pays ont adopté des critères identiques quand il s’agit d’offrir la protection aux individus. La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés protège les personnes qui fuient la persécution à cause de leur race, leur religion, leur nationalité, leur appartenance à un groupe social ou leurs opinions politiques. En 2011, l’ONU a révisé sa position et a reconnu la nécessité d’inclure la protection pour les personnes qui fuient les zones de conflit, la torture ou toute situation mettant leur vie en danger. En élargissant ainsi la portée de la Convention, l’ONU s’est alignée sur les dernières avancées de la loi européenne et de son application. C’est la guerre de Yougoslavie [voir « Reconstruire sur les cendres de la guerre »] qui a déclenché cette réforme, car elle a provoqué le départ massif de réfugiés qui ne pouvaient prétendre à la protection offerte selon la définition de base. Cette décision a réduit la pression sur les demandeurs, qui devaient jusqu’alors prouver les persécutions individuelles qu’ils subissaient dans le contexte d’une guerre ou dans d’autres situations de violence sans discernement. Cela signifie que, dans certains cas, les demandeurs n’ont pas besoin de prouver qu’ils risquent de subir des persécutions, s’ils vivent effectivement dans une zone de conflit.

Malheureusement, cette clause est aujourd’hui réduite. Alors que le nombre de retours volontaires dans les pays d’origine des individus (le « rapatriement volontaire ») a atteint son niveau le plus bas depuis 1983, prouvant la

durabilité des conflits dans certains pays du Moyen-Orient, d’Asie et d’Afrique, l’UE n’offre pas si facilement l’asile à d’autres populations que les Syriens.

Cette donnée a poussé beaucoup d’observateurs à rappeler les principes fondamentaux sur lesquels l’UE s’est construite – la dignité, l’égalité, la solidarité, la liberté et la justice – en estimant que la réponse actuelle n’est pas à la hauteur de ces idéaux.

Pendant que l’Union progresse vers une politique d’asile commune, et que vous construisez ici votre nouvelle vie, nous espérons que ce livre vous permettra de comprendre le contexte historique qui a permis de consolider ces idéaux et d’inscrire ces principes dans une série de droits fondamentaux. Malheureusement, ils sont encore loin d’être appliqués sur tout le territoire de l’UE.

La vie dans l’UE

Une fois Ayham remis de son hypothermie, et après avoir rejoint l’Italie, lui et son frère Ehab ont acheté de faux visas Schengen à Milan et ont embarqué en octobre 2014 dans un avion en direction d’Amsterdam, aux Pays-Bas.

On leur a offert l’asile, et Raneem, la femme d’Ehab, a pu le rejoindre un an plus tard grâce au regroupement familial. Sa mère, qui était déjà aux Pays-Bas, a fait venir son père.

« Je n’aurais pas pu rêver d’un meilleur endroit pour m’installer, dit Ehab. Les gens d’ici sont très sympathiques et très ouverts d’esprit. »

Il y a 6 ans, l’architecte néerlandais Rem Koolhaas a visité l’école de Raneem et d’Ehab en Syrie. Ils espèrent aujourd’hui finir leurs études d’architecture à l’université de technologie de Delft (en néerlandais : Technische Universiteit Delft) et commencer un jour la reconstruction de leur pays.

« Il y a beaucoup de règles en Syrie, alors que l’Europe est ouverte à des concepts architecturaux innovants. Lorsqu’on y retournera, on envisage de réconcilier notre tradition avec la liberté qu’on a trouvée ici », dit Ehab.

« Notre rêve est de réhabiliter notre ville, Damas. Comme Winston Churchill l’a dit : “Nous construisons nos bâtiments, puis ce sont eux qui nous construisent.” »

Photographies

Moises Saman Grèce. Lesbos. 29 septembre 2015. Des demandeurs d’asile touchent terre après une traversée en mer souvent dangereuse, depuis la Turquie.

Jerome Sessini Grèce. Lesbos. 22 décembre 2015. Des milliers de gilets de sauvetage, que les réfugiés utilisent pour traverser la mer Égée depuis la Turquie, sont abandonnés à Lesbos.

Jerome Sessini Grèce. Lesbos. 23 décembre 2015. Le camp de réfugiés de Kara Tepe près de Mytilène.

Paolo Pellegrin Grèce. Lesbos. 2015. Des réfugiés à Mytilène. Au début du mois de septembre 2015, entre 15 000 et 20 000 réfugiés, dont 70% de Syriens, attendaient qu’on traite leur demande.

Thomas Dworzak Slovénie. 2015. La Croix-Rouge examine les réfugiés alors qu’ils entrent dans le pays.

Peter van Agtmael Croatie. Tovarnik. 17 septembre 2015. Une gare à la frontière avec la Serbie. Après des heures d’attente dans une chaleur étouffante, des milliers de réfugiés se heurtent à la police et cherchent de l’ombre.

Jerome Sessini Serbie. Vasariste. 12 août 2015. Des réfugiés dans un camp de Serbie centrale espèrent rejoindre la frontière nord de la Serbie avec la Hongrie, État membre de l’UE.

Peter van Agtmael Serbie. Horgos. 15 septembre 2015. À la frontière entre la Serbie et la Hongrie, fermée. Des milliers de personnes sont arrivées après la fermeture de la frontière, espérant qu’elle soit rouverte. Le lendemain matin, la plupart d’entre elles se sont dirigées vers la Croatie.

Antoine d’Agata Maroc. Nador. 2013. Des réfugiés d’Afrique sub-saharienne, qui vivent dans les montagnes entourant la ville, se relaient pour aller chercher du bois pour faire du feu. Certains sont bloqués ici depuis 2 ans.

المقبرة

Jerome Sessini France. Calais. 8 décembre 2015. Environ 5 000 migrants et réfugiés vivent dans un camp de fortune appelé la « jungle », dans l’attente d’une opportunité d’entrer au Royaume-Uni en ferry ou via l’Eurotunnel.

Michael Christopher Brown Turquie. Suruç. 28 septembre 2014. Des réfugiés kurdes de Syrie et des citoyens turcs regardent les forces kurdes combattre l’État islamique derrière la frontière, à 5 kilomètres environ de Kobané.

Moises Saman Turquie. Antioche (Antakya). 2 mars 2012. Ahmed, réfugié syrien, est soigné dans un hôpital après avoir marché sur une mine entre la Syrie et la Turquie.

Moises Saman Turquie. Boynuyogun. 2 mars 2012. Des réfugiés syriens sur le terrain de jeu d’un camp près de la frontière avec la Syrie, qui héberge plus de 1 800 personnes.

Jerome Sessini Allemagne. Cologne. 3 février 2016. Un espace dédié aux activités pour enfants dans un refuge qui héberge 627 réfugiés.

Thomas Dworzak Autriche. Frontière avec l’Allemagne. Novembre 2015. Des réfugiés syriens, au poste-frontière de Wegscheid, attendent de pouvoir entrer en Allemagne.

Informations pratiques

À la manière d’un guide de voyage, ce chapitre vous offre de l’information sur 10 pays qui sont des destinations populaires pour les migrants et réfugiés qui rejoignent l’UE au moment où nous rédigeons ce livre : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède.
Il contient des informations de bases sur le système politique, la géographie, la démographie, les traditions, ainsi que des spécialités gastronomiques, quelques romans et films notables. Vous trouverez aussi la liste des principales organisations gouvernementales et non gouvernementales qui fournissent des informations et des services aux migrants et réfugiés dans chacun des pays et dans l’UE en général.

Toutes les informations de ce chapitre ont été vérifiées et, à notre connaissance, sont exactes au moment où nous rédigeons ce livre.

Autriche

SYSTÈME POLITIQUE

Le système politique de l’Autriche – comme celui de son voisin l’Allemagne, un pays plus grand – est une démocratie fédérale. Cela signifie que même si le pouvoir de décision est entre les mains d’un gouvernement central élu par le peuple, les autorités locales et fédérales exercent un pouvoir non négligeable.

Comme dans la majeure partie du reste de l’Europe, les deux principales forces politiques sont le centre gauche et le centre droit. Les conservateurs (centre droit) sont représentés par le Parti populaire autrichien (ÖVP) et le centre gauche par le Parti social-démocrate autrichien (SPÖ).

Il existe des opinions d’extrême droite en Autriche, et le Parti de la liberté d’Autriche (FPÖ) est l’un des partis de droite les plus plébiscités en Europe, prônant un contrôle plus strict de l’immigration.

GÉOGRAPHIE

L’Autriche a des frontières communes au nord avec l’Allemagne et la République tchèque, à l’est avec la Slovaquie et la Hongrie, au sud avec la Slovénie et l’Italie, et à l’ouest avec la Suisse et le Liechtenstein.

Le pays est principalement montagneux, et possède quelques plaines. Vienne, la capitale, est à cheval sur le

fleuve Danube, qui traverse l’est du pays.

DÉMOGRAPHIE

On compte 8,6 millions d’Autrichiens, dont 10% sont nés à l’étranger, la plupart originaires des Balkans et d’Europe de l’Est. Comme l’Allemagne, l’Autriche possède une large communauté turque.

POPULATION

Beaucoup d’Autrichiens sont vus comme des personnes conservatrices et fières de leurs traditions. Vienne est la ville de certains des philosophes, artistes et scientifiques les plus réputés. On dit des Autrichiens qu’ils sont accueillants mais – comparé aux autres Européens – ils peuvent sembler très formels, même entre amis.

ÉDUCATION

Les enfants doivent aller à l’école élémentaire pendant 4 ans. Les écoles secondaires sont divisées en deux branches : un cursus théorique et un cursus plus professionnalisant. Une fois diplômés et après un examen final de type baccalauréat, les étudiants peuvent entrer à l’université.

Les enfants réfugiés doivent aller à l’école jusqu’à l’âge de 15 ans. Les « Jugend colleges » offrent l’enseignement et la formation aux étudiants âgés de 15 à 21 ans qui sont récemment arrivés en Autriche.

RELIGION

L’Autriche est un pays à majorité catholique. Parmi les Autrichiens, on compte un demi-million de musulmans. Les opinions religieuses sont respectées, et la plupart des gens préfèrent conserver leur croyance dans la sphère privée. Le gouvernement adopte une position ferme contre les discours de haine qui visent les groupes ethniques, religieux ou sociaux.

PHARMACIES

Les pharmacies sont ouvertes entre 8h00 et 18h00 les jours de la semaine, et ferment plus tôt le samedi. La plupart sont fermées le dimanche. Pour les urgences, des pharmacies de garde restent ouvertes en permanence.

GASTRONOMIE, BOISSONS ET TABAC

Il est interdit de fumer dans la plupart des bars et dans tous les lieux publics. Même si la réglementation sur le tabac est plus laxiste que dans beaucoup d’autres pays de l’UE, il est mal vu de fumer chez les gens et en présence de non-fumeurs, d’enfants, et de femmes enceintes.

Boire de l’alcool est un élément important de la vie sociale du pays. Si vous voulez boire comme un vrai Autrichien, vous devez regardez vos amis dans les yeux et dire « Prost » (« Santé »).

Le plat national du pays est le wiener schnitzel, une fine et grande côtelette de veau panée, sautée dans une poêle et

généralement servie avec des pommes de terre, du citron et de la salade. Un autre plat populaire, particulièrement apprécié des buveurs noctambules, est le bosna ou bosner, une saucisse bratwurst servie avec des oignons, de la moutarde et du ketchup et un trait de curry en poudre. La saucisse est généralement servie sur une tranche de pain blanc, le tout légèrement grillé.

Une petite douceur appréciée des Autrichiens est le kaiserchmarrn (le repas de l'Empereur), une crêpe épaisse caramélisée dans une grosse quantité de sucre.

La viande est rarement halal, mais beaucoup de boucheries et supermarchés peuvent en vendre.

SANTÉ

La couverture basique de santé donne aux réfugiés l'accès à certains services médicaux à travers l'assurance maladie. Ceux qui n'en possèdent pas ont droit aux soins basiques et d'urgence. Si vous retardez votre demande d'asile, votre accès à l'assurance maladie prendra plus de temps qu'en temps normal. Il existe d'autres obstacles administratifs pour ceux qui sont en dehors de ce système. L'assurance maladie universelle est ouverte aux Autrichiens et aux autres résidents de l'Union européenne. Les services publics et privés des assurances maladie coexistent dans un système mixte.

TABOUS

Adolf Hitler est né en Autriche, et les Autrichiens ressentent une certaine honte à ce sujet. Ils affirment généralement que l'Autriche était un pays occupé par l'Allemagne nazie pendant la Deuxième Guerre mondiale, plutôt qu'un complice de la guerre. Les remarques antisémites sont clairement inappropriées.

CONCUBINAGE (VIVRE EN COUPLE SANS MARIAGE)

Les Autrichiens vivent généralement en couple avec leur partenaire avant le mariage ou avant d'avoir des enfants, mais la plupart finissent par se marier.

MARIAGE ENTRE PERSONNES DE MÊME SEXE (MARIAGE HOMOSEXUEL)

Le mariage entre personnes du même sexe n'est pas légal en Autriche, mais les couples peuvent officialiser leur union auprès de l'administration (sous la forme d'une union civile). Les couples gays ou lesbiens peuvent adopter des enfants.

TRADITIONS

Certains Autrichiens adorent faire revivre leur passé et porter des costumes traditionnels – notamment des pantalons de cuir pour les hommes – pendant les célébrations du mois d'août.

Fasching (Carnaval) est une grande célébration en Autriche, qui a lieu entre l'Épiphanie et le début du Carême.

Elle est très appréciée des Autrichiens, même ceux qui ne sont pas croyants. La saison de Noël est aussi très attendue chaque année, et c'est une période qui étincelle de joie et de bonheur.

Le 6 janvier, les chrétiens célèbrent l'Épiphanie, quand les trois Rois mages originaires de l'est auraient rendu visite à l'enfant Jésus, nouveau-né. À cette occasion, les enfants visitent les maisons et collectent de l'argent, laissant derrière eux des inscriptions avec les initiales CBM pour « Christus Mansionem Benedicat » (Que le Christ bénisse cette maison).

Avant un événement important, comme une réunion ou un entretien, les Autrichiens ont l'habitude de se souhaiter bonne chance en imitant le geste de frapper des deux poings sur une table.

UNE EXPRESSION COURANTE

« Deutsche Sprache, schwere Sprache » est une expression souvent utilisée en Autriche, qui signifie « langue allemande, langue difficile ». Mais ne vous laissez découragez pas, cette langue n'est pas si difficile qu'elle y paraît.

FILMS

Kuma : Ayse, une adolescente, s'apprête à quitter la Turquie et devenir la deuxième femme d'un vieil homme turco-autrichien. Le film s'intéresse aux comportements chauvinistes et protectionnistes de certains hommes turcs

envers les femmes, et les conflits produits par leur point de vue sur le rôle qu'une femme devrait jouer dans le couple.
Nordrand (Banlieue nord) : un groupe de jeunes migrants de Vienne – la plupart originaires d'ex-Yougoslavie et d'autres régions d'Europe de l'Est – essaient de s'en sortir dans la capitale autrichienne, entre solitude et défis liés à leurs origines. Leur sentiment partagé de solitude finit par les rapprocher.
Import/Export : une infirmière ukrainienne se rend à l'Ouest, à la recherche d'une vie meilleure, tandis qu'un homme autrichien plein d'espoir s'installe en Europe de l'Est pour la même raison. Leurs vies parallèles commencent avec une note d'espoir, mais échouent dans la déception.

LIVRE

Les Amantes d'Elfriede Jelinek : deux femmes travaillant dans une manufacture de lingerie des Alpes pensent à leur avenir et à la possibilité du mariage. Mais leurs désirs d'indépendance et de liberté sont freinés par les réalités du mariage.

MAGASINS

Les magasins sont autorisés à ouvrir de 6h00 à 21h00 en semaine, et jusqu'à 18h00 le samedi. Les magasins sont fermés le dimanche et pendant les fêtes de Noël, mais il existe des exceptions dans les plus grandes villes.

TRI DES DÉCHETS ET RECYCLAGE

La loi oblige les habitants à trier les déchets recyclables et non recyclables, dans des poubelles disponibles pour tout le monde. Les objets dangereux comme les piles, batteries et médicaments doivent être déposés dans des conteneurs spéciaux.

SUPERMARCHÉS

Il y a différents types de supermarchés, dont Aldi et Lidl sont les moins chers. Spar est une des options les plus pratiques et courantes.

QUELQUES ORGANISMES QUI TRAVAILLENT AVEC LES MIGRANTS ET RÉFUGIÉS

Organisation internationale pour les Migrations (OIM ; en anglais, IOM)

Fournit des services et des conseils aux migrants, notamment pour les retours volontaires, la réintégration, la lutte contre le trafic, l'intégration et le relogement dans l'Union européenne.
Nibelungengasse 13/4
1010 Vienna
+43 (0) 1 585 33 22
iomvienna@iom.int
www.iomvienna.at

Caritas Österreich

Fournit des services aux demandeurs d’asile, dont le conseil juridique,
le logement et les cours de langue.
Albrechtskreithgasse 19-21
1160 Vienna
+43 (0) 1488310
office@caritas-austria.at
www.caritas.at

Diakonie – Evangelischer Flüchtlingsdienst Österreich
Fournit des services aux demandeurs d’asile, réfugiés et migrants dans différents domaines : conseil, santé, logement, éducation, intégration, soins médicaux et psychothérapiques.
Steinergasse 3/12
1170 Vienna
+43 (0) 1 402675416
fluechtlingsdienst@diakonie.at
www.fluechtlingsdienst.diakonie.at

Don Bosco
Flüchtlingswerk Austria
Fournit un logement dans une famille stable et de confiance aux jeunes originaires de cultures différentes et ne parlant pas la langue locale.
+43 (0) 1 6650255
office@fluechtlingswerk.at
www.fluechtlingswerk.at

Zebra

Offre des conseils juridiques aux migrants, des soins psychothérapiques, des conseils à la famille, sur l'éducation et le travail, et aide à obtenir la reconnaissance des diplômes et qualifications obtenus dans d'autres pays.
Granatengasse 4/3
8020 Graz
+43 (0) 316835630
office@zebra.or.at
www.zebra.or.at

Asyl in Not

Fournit une assistance juridique dans plusieurs langues : allemand, anglais, français, russe, farsi (persan moderne) et arabe. L'organisation oriente et soutient la personne pendant toute la procédure de demande d'asile, y compris en rédigeant le dossier de réexamen en cas de recours, lorsqu'une demande a été rejetée.
Währingerstrasse 59/2/1
1090 Vienna
+43 (0) 14084210
asyl-in-not@asyl-in-not.org
office@asyl-in-not.org
www.asyl-in-not.org

Deserteurs- und Flüchtlingsberatung

Offre des cours de langue allemande et des services de conseil, et fournit une assistance juridique pour le recours en cas lorsqu'une demande a été rejetéee.

Schottengasse 3a/1/59
1010 Vienna
+43 1 5337271
deserteursberatung@utanet.at
www.deserteursberatung.at

SUPERMARCHÉS À BAS PRIX

Il existe de nombreux supermarchés à bas prix dans tous les pays.

Tutto
99 cent
99 cent
Oltre 15000 articoli a 99 centesimi
Over 15,000 items at 99 cents
40

LIDL
LIDL

KYLLO·BRAVO

LIDL

ALDI

BAZAAR

NKD
NKD

ΠΡΟΣΦΟΡΕΣ
Νέα!
BAZAAR

Belgique

SYSTÈME POLITIQUE

La Belgique possède un des systèmes politiques les plus compliqués au monde. L'élément le plus simple est la monarchie, avec le roi à la tête de l'État, et un gouvernement sous la forme d'une démocratie constitutionnelle.

Le pays a 3 communautés différentes : les Flamands, les Français et les Allemands. Ils habitent quasiment tous dans des régions distinctes. Le néerlandais et le français sont les langues officielles de Bruxelles, la capitale.

Le pouvoir de décision se partage entre le gouvernement fédéral, les communautés (flamande, française et allemande) et les régions (les Flandres néerlandophones, la Wallonie francophone et Bruxelles). Chaque communauté et chaque région ont leur propre gouvernement.

GÉOGRAPHIE

La Belgique est constituée des Flandres au nord, principalement habitées par des néerlandophones ; de la Wallonie au sud, peuplée majoritairement de francophones ; et d'une petite région germanophone à l'est. Bruxelles se situe dans les Flandres du Sud. La Belgique fait partie, avec

le Royaume des Pays-Bas, d’une région historique appelée « les Pays-Bas » (qui correspond à peu près au Benelux actuel) : bordée par la mer du Nord au nord-ouest, le Royaume des Pays-Bas au nord-est, l’Allemagne et le Luxembourg à l’est, et la France au sud-ouest.

RELIGION

La majorité de la population est catholique, et on compte de nombreux musulmans, protestants, juifs et des non-croyants.

DÉMOGRAPHIE

On compte 11 millions de Belges, dont 60% vivent en Flandres, 30% en Wallonie et environ 10% à Bruxelles. Un quart des habitants du pays n’a pas des origines belges, mais notamment marocaines et turques.

SANTÉ

Le gouvernement fédéral fournit généralement une couverture de santé publique dans le cadre d’un système d’assurance maladie. La couverture santé pour les demandeurs d’asile est gérée par l’Institut national d’assurance maladie-invalidité. En général, les Belges comme les demandeurs d’asile doivent d’abord payer le coût des soins, qui sont ensuite remboursés par l’assurance. En revanche, dans les centres d’accueil collectif, vous

n’avez pas à avancer les frais, mais vous serez limité dans le choix des médecins et des spécialités disponibles.

POPULATION

Beaucoup de Belges se moquent de leur propre système politique, qu’ils considèrent inefficace et trop complexe. Le pays est constamment menacé par les différences de langues, et on parle souvent de la division ou désunion du pays. Les services publics du pays sont généralement très performants, et quel que soit leur langage, tous les Belges sont très fiers de leur bière, de leurs gaufres et de leurs frites.

ÉDUCATION

L’école est obligatoire pour tous les enfants jusqu’à l’âge de 18 ans, y compris les réfugiés. Des classes spécifiques de transition sont mises en place pour les enfants néo-arrivants. Une fois que les étudiants ont atteint un certain niveau, ils sont intégrés dans le système scolaire traditionnel. Dans les centres d’accueil pour réfugiés, on propose habituellement des activités spéciales pour aider les demandeurs d’asile à mieux connaître leur région d’accueil, tandis que les adultes qui ont le droit de travailler ont accès à un enseignement spécifique et une formation professionnelle pour les aider à trouver un travail. On leur demande généralement d’avoir une connaissance suffisante de la langue de la région.

TABOUS

Il vaut mieux éviter de parler des problèmes d’identité (particulièrement ceux des Flamands et des Wallons), des stéréotypes, des différences de religion ou de langue, notamment lorsqu’on est un étranger.

MARIAGE ENTRE PERSONNES DE MÊME SEXE (MARIAGE HOMOSEXUEL)

Les Belges ont une opinion très tolérante à ce sujet et, depuis 2003, la Belgique est le deuxième pays au monde à avoir légalisé le mariage entre personnes de même sexe.

CONCUBINAGE (VIVRE EN COUPLE SANS MARIAGE)

La Belgique a un état d’esprit très progressiste au sujet du concubinage, aux niveaux légal et social. Le pays a l’un des plus hauts taux de naissances hors mariage en Europe. Le mariage n’est pas la seule manière d’accéder au statut de couple, et les couples peuvent établir un contrat d’union civile, et ainsi obtenir des documents officiels pour certifier leur union sans se marier.

PHARMACIES

Les pharmacies sont généralement signalées par une grande croix verte et sont ouvertes du lundi au samedi de 9h00 à 18h00. Sur la vitrine, on peut trouver la liste des autres pharmacies du quartier qui ouvrent en dehors des

horaires normaux. Dans la plupart des quartiers, on trouve une pharmacie qui ferme tardivement, ou reste ouverte 24h/24, y compris le dimanche.

SUPERMARCHÉS

Voici quelques chaînes de supermarchés : Colruyt, Aldi, Lidl, Carrefour et Delhaize.

TRI DES DÉCHETS ET RECYCLAGE

En Belgique, quasiment tous les déchets sont recyclés, et ils doivent être séparés dans des conteneurs différents. À Bruxelles, le plastique et le métal (comme l'aluminium et les canettes) vont dans les conteneurs bleus, qu'on trouve habituellement autour des immeubles résidentiels. Les conteneurs noirs sont pour le papier et le carton, et les verts pour les ordures végétales (fruits et légumes), les feuilles, l'herbe et les branches. Les bouteilles, pots et bocaux de verre doivent être jetés dans un conteneur spécifique. Les sacs blancs et noirs servent pour tout type d'ordure. Chaque région est susceptible d'avoir son propre système de tri, et il vaut donc mieux demander conseil à un habitant du quartier.

GASTRONOMIE, BOISSONS ET TABAC

Il est interdit de fumer à l'intérieur de la plupart des lieux publics, comme les transports collectifs, les bars, les boîtes de nuit et les casinos.

Les Belges sont très fiers de leur grande variété de bières, souvent très fortes et considérées comme parmi les meilleures au monde. Boire de la bière est une chose très courante, même pendant la journée, mais pas au point d’être ivre en public.

Les Belges aiment dire de leur cuisine qu’elle a la qualité française, et la quantité allemande. Un des plats très populaires dans toute la Belgique est les « frites-mayo » (des patates frites accompagnées de mayonnaise). Les « moules-frites » sont un autre plat national très lié à la culture belge : une grosse quantité de moules cuites dans du vin, de la crème, du beurre ou de la bière et servies dans un seau en métal, accompagnées de patates frites. Les gaufres sont une autre spécialité populaire, avec des variantes régionales, et tartinées de fruits, chocolat, crème, beurre ou sirop.

Dans les villes, on trouve de nombreux bouchers qui proposent de la viande halal, et beaucoup de restaurants servent de la nourriture halal, notamment dans les lieux marocains, turcs et arabes.

MAGASINS

La plupart des magasins sont ouverts du lundi au samedi et sont fermés le dimanche, à l’exception des dimanches précédant Noël (25 décembre) et le jour de l’An (1er janvier). Le dimanche matin, on trouve quand même quelques magasins ouverts, notamment ceux qui vendent des produits frais comme les boulangeries. Dans les

grandes villes, les magasins ouvrent généralement à 10h00 et ferment à 18h00. Dans les petites villes et les villages, certains ferment à l'heure du déjeuner, en particulier les banques et les bureaux de poste.

FILMS

Illégal (Illegal) : dans une tentative désespérée de trouver un logement en Belgique, Tania, une mère de famille russe, tente de cacher son identité en brûlant le bout de ses doigts. En fuite, elle refuse de suivre le conseil que lui donne son ami – dire qu'elle est biélorusse et qu'elle demande l'asile politique – et son acte de bravoure lui vaut d'être prisonnière d'un système de détention dont elle ne voit pas l'issue.

Le Gamin au vélo (The Boy With a Bicycle) : un garçon belge au grand cœur échappe à sa famille d'accueil et cherche à retrouver son père, qui l'a abandonné et lui a confisqué son vélo. Repéré et arrêté par un gardien de sécurité, il se prend d'affection pour une femme qui se trouvait à côté. Plus tard, elle viendra le visiter chez lui avec son vélo, et les deux vont passer leurs week-ends à chercher le père du garçon.

Marina : dans cette histoire basée sur l'histoire vraie de Rocco Granata, le fils d'un pauvre mineur, immigré italien, semble destiné à vivre lui aussi une existence faite de petits boulots clandestins. Mais Rocco se met à apprendre l'accordéon, et malgré la discrimination et la pauvreté, il

devient l’un des chanteurs les plus appréciés du pays, avec sa chanson à succès « Marina ».

UN GESTE TYPIQUE

Pour dire que quelqu’un est fou, on fait semblant d’attraper une mouche qui vole devant soi.

UNE EXPRESSION COURANTE

« Nu komt de aap uit de mouw » signifie en flamand « le singe est sorti de la pochette », ce qui veut dire que la vérité va être révélée.

LIVRE

The Sorrow of Belgium par Hugo Claus : ce livre en deux tomes (« The Sorrow of Belgium » et
« Of Belgium ») est un chef-d’œuvre en langue flamande à propos d’une famille belge pendant la Deuxième Guerre mondiale et la tentative d’un garçon à l’esprit libre de se couper de sa famille, proche des Nazis, et de trouver des livres interdits par le régime.

TRADITIONS

Chaque année depuis 1955, à Ypres, on célèbre le Kattenstoet (le Festival des Chats). Cet événement rappelle une ancienne pratique, pendant laquelle des chats étaient jetés depuis le clocher de l’église du centre-ville. Heureusement pour les félins, cette tradition a pris fin ; et

désormais les habitants organisent un grand défilé en l'honneur des chats, avec notamment des poupées géantes en forme de félin montées sur des chars.

? QUELQUES ORGANISMES QUI TRAVAILLENT AVEC LES MIGRANTS ET RÉFUGIÉS

Organisation internationale pour les Migrations (OIM ; en anglais, IOM : International Organization for Migration)

Fournit des services et des conseils aux migrants, notamment pour les retours volontaires, la réintégration, la lutte contre le trafic, l'intégration et le relogement dans l'Union européenne.
Rue Montoyer 40 | 3rd floor
1000 Bruxelles
+32 (0) 2 287 70 00
iombrussels@iom.int
www.eea.iom.int

Croix Rouge (Red Cross) – Belgium

Offre un soutien juridique aux demandeurs d'asile et des évaluations psychologiques pour les populations en situation de danger. L'organisme fournit aussi de l'aide humanitaire.
Rue de Stalle 96
1180 Bruxelles
+31 (0) 2 371 31 11
info.crb@croix-rouge.be

www.croix-rouge.be

Duo for a Job

Met en relation les jeunes immigrés et des professionnels expérimentés de plus de 50 ans pour les aider à trouver un emploi.
Rue de Stassart 48
1050 Bruxelles
+32 (0) 2 203 02 31
info@duoforajob.be
www.duoforajob.be

Médecins du Monde (Doctors of the World)

Fournit une assistance médicale aux personnes vulnérables.
info@medecinsdumonde.be
www.medecinsdumonde.be

Pour être redirigé vers le bon service (pas pour les consultations) :
Rue Botanique 75
1210 Bruxelles
+32 (0) 2 225 43 00

Pour les consultations :
Rue Martine Bourtonbourt 6 Salzinnes 5000 Namur
(jeudi 9h30 - 12h00)
Rue du Moulin 79
7100 La Louvière
(mercredi 9h00 - 12h00)
Sint Sebastiaanstraat 16a
8400 Oostende

(jeudi 10h00 - 12h00)
Van Maerlanstraat 56
2060 Antwerp
(lundi et jeudi 9h00 - 12h00)

Athéna

Propose des services de médecine générale. Un assistant social vérifie si le service peut être gratuit.
Rue de Brouchoven 2
1000 Bruxelles
+32 (0) 2 209 05 25
www.athenapmg.be/en-pratique

Medibus

Propose des consultations gratuites à Bruxelles :
Rue Botanique 75
Gare Centrale (lundi 18h30 - 20h45)
Gare du Midi (mardi 18h30 - 20h45)
Gare du Nord (mercredi 18h30 - 20h45)
+32 (0) 2 209 05 25
www.athenapmg.be

Aide aux personnes déplacées (Aid for Displaced People)

Offre des services sociaux pour aider les migrants à comprendre les procédures d’asile en Belgique, et à trouver des solutions aux problèmes qu’ils rencontrent dans la vie de tous les jours. Propose aussi des cours de langue française.

Rue Jean d’Outremeuse 91-93
4020 Liège
+32 (0) 4 342 14 44
www.aideauxpersonnesdeplacees.be

Mentor-Escale (Mentor-Stopover)

Aide les mineurs étrangers non accompagnés et les jeunes réfugiés dans leur chemin vers l’autonomie et l’intégration.
Opperstraat 19
1050 Bruxelles
+32 (0) 2 505 32 32
info@mentorescale.be
www.mentorescale.be

Comité Belge d’Aide aux Réfugiés / Belgisch Comité voor Hulp aan Vluchtelingen (CBAR-BHCV ; en anglais : Belgian Refugee Council)

Offre une aide juridique gratuite aux demandeurs d’asile et les aide à remplir leur dossier. Assiste aussi les demandeurs d’asile en détention et défend le rassemblement familial pour les réfugiés qui ont le statut officiel. Le comité est le partenaire opérationnel du UNHCR de Belgique.
Rue Botanique 75
1210 Bruxelles
+32 (0) 2 537 82 20
nfo@cbar-bchv.be
www.cbar-bchv.be

Association pour le droit des étrangers (ADDE ; en anglais : Association for the Rights of Foreigners)

Assiste les migrants et les réfugiés à résoudre leurs problèmes juridiques et sociaux.
Rue de Laeken 89
1000 Bruxelles
+32 (0) 2 227 42 42
www.adde.be

Medimmigrant

Offre de l'information et des conseils sur des sujets médicaux pour les migrants sans papiers, et donne les contacts d'organismes de la région de Bruxelles, uniquement par mail ou par téléphone.
+32 (0) 2 274 14 333
info@medimmigrant.be
www.medimmigrant.be

Vluchtenlingenwerk Vlaanderen (Action flamande pour les réfugiés ; en anglais : Flemish Refugee Action)

Offre du soutien aux demandeurs d'asile et aux réfugiés par des actions de pression sur les décideurs politiques, et par des campagnes d'information auprès du grand public. L'organisme coordonne un réseau de centres d'accueil et est activement engagé dans l'intégration des personnes, en soutenant toutes les structures qui aident les demandeurs d'asile et les réfugiés.
Rue Botanique 75
1210 Bruxelles
info@vluchtelingenwerk.be

www.vluchtelingenwerk.be

Pharmacies

On trouve des pharmacies dans toutes les villes, et certaines sont ouvertes 24h/7. On peut y demander des conseils médicaux.

CAFE DE
LA GARE
RMACIE
PHARMACIE
PHARMACIE
AGRÉÉE
AME - CMU
100 %
TIERS-PAYANT
TOUTES
MUTUELLES
RATP
SNCF
31

PHARMACIE

FARMACIA

APOTEK
30
APOTEK

APOTHEKE

Pharmacie
Parapharmacie
DES PRIX EXCEPTIONNELS
PHARMACIE

apoteksgruppen
Drottninggatan
20-16
pharmacy
pharmacie
apotheke
farmacia
аптека
صيدلية
薬局
Hej!
Vårt recept
är enkelt.
Hälsa först!
Mens
APOTEK

France

SYSTÈME POLITIQUE

La France a une structure politique démocratique très centralisée, dirigée par un président. Les citoyens qui ont le droit de vote élisent le président et les députés de l'Assemblée nationale (la chambre basse du Parlement) pour un mandat de 5 ans. Puis le président nomme le Premier ministre.

L'actuel président, François Hollande, est membre du Parti socialiste, un parti social-démocrate de centre gauche. Le deuxième groupe au Parlement est de centre droit : ce sont des républicains conservateurs, qui étaient rassemblés jusqu'en 2015 sous l'Union pour un mouvement populaire (UMP). La France a connu une grande montée du Front national, parti d'extrême droite, qui est arrivé en 3e position aux élections de 2012. C'est le parti français qui a eu le meilleur score aux élections européennes de 2014.

ÉDUCATION

Les enfants vont à l'école jusqu'à l'âge de 16 ans. L'inscription à l'école primaire peut se faire à la mairie, et les enfants qui ne maîtrisent pas suffisamment la langue française sont placés dans un cours spécifique pour

l’apprendre. Les universités considèrent les réfugiés comme des étudiants internationaux, qui doivent donc payer les frais d’inscription, dont le montant dépend de l’université et des cours. Il existe des bourses d’aide à l’étude, notamment celles du ministère des Affaires étrangères, et certaines universités choisissent de ne pas faire payer les frais d’inscription aux réfugiés. L’organisme Campus France aide les réfugiés qui veulent entrer dans l’enseignement supérieur. Généralement, tant que leur demande d’asile n’est pas traitée, les réfugiés n’ont pas accès aux cours de formation, mais vous pouvez trouver des bénévoles qui donnent des cours de langue française dans certains centres d’accueil.

DÉMOGRAPHIE

On compte environ 66 millions d’habitants en France. Le pays a une grande variété culturelle, avec notamment les Bretons – qui parlent aussi leur propre langue – au nord-ouest et les Basques au sud. La langue officielle est le français, parlé dans tout le pays.

RELIGION

La majorité des Français sont soit catholiques, soit athées (non croyants). Il y a environ 5 millions de musulmans en France, la plupart d’origine algérienne. Les relations entre les musulmans et les non-musulmans ont varié à travers le temps mais ont toujours été assez bonnes.

La France oblige ses habitants à respecter le code de la laïcité (ou sécularisme), qui opère une séparation très claire entre l'Église et l'État, en place depuis 1905.

Cela se traduit par l'interdiction de tous les signes et symboles religieux dans les écoles publiques (y compris le voile ou hijab) et, plus récemment, l'interdiction du port du voile intégral (le niqab) en public.

GEOGRAPHIE

La France occupe une position centrale en Europe de l'Est, partageant ses frontières au nord-est avec l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg, à l'est avec la Suisse et l'Italie, au sud-ouest avec l'Espagne.

GASTRONOMIE, BOISSONS ET TABAC

La France a une véritable culture du tabac, mais il est interdit de fumer dans les lieux publics comme les gares de train, et dans les restaurants et les bars.
Le vin est une boisson de base pour la plupart des Français, et la plupart d'entre eux aiment accompagner leur repas d'un verre de vin.

Les gens adorent la baguette, et ils font souvent la queue devant la boulangerie de leur quartier pour acheter leur pain frais du matin.

Les crêpes – des pancakes très fins – sont très populaires en France et sont fourrées d'ingrédients savoureux tels que le fromage et le jambon à l'heure du déjeuner et du dîner, ou de sauce au chocolat ou de fruits pour un dessert. On

trouve facilement des kiosques à crêpes dans les rues françaises, et particulièrement dans la région Bretagne.

Autrefois, le repas du midi se prenait dans les bistros du quartier où les gens travaillaient. Maintenant que les Français font une pause plus courte, cette tradition tend à disparaître, mais beaucoup de bistros continuent d'offrir un « menu du jour », qui inclut deux ou trois plats (entrée, plat, dessert) pour un prix unique.

Les restaurants qui servent de la nourriture halal sont faciles à trouver, mais il est plus facile de demander à des gens. Les supermarchés ont souvent des produits halal, et on compte de plus en plus d'entreprises halal en France.

SANTÉ

La France offre un système d'assurance maladie universel, ce qui signifie que tous les résidents peuvent en bénéficier, y compris les demandeurs d'asile. Quand le revenu annuel du foyer (ou de la famille) est inférieur à 9 534 €, l'accès à l'assurance maladie est gratuit. Il suffit de prouver le montant des revenus par un document officiel. Les réfugiés peuvent donc faire leur demande d'assurance maladie en prouvant leur lieu de résidence, leur statut marital (célibataire, concubin, marié) et l'état de leurs finances.

POPULATION

Depuis des siècles, la France a une très grande influence dans le domaine de la culture, et les Français sont réputés

pour leur grand intérêt pour le style, la mode et les sujets intellectuels.

L’esprit d’individualité est une caractéristique culturelle très importante dans la culture des Français, qui est parfaitement visible dans la passion des Français pour la liberté d’opinion. Les Français peuvent être intolérants envers certains comportements qu’ils considèrent comme allant contre leurs libertés individuelles.

CONCUBINAGE (VIVRE EN COUPLE SANS MARIAGE)

Il est très fréquent que les couples non mariés vivent ensemble, et la loi distingue les relations non officielles (« en union libre ») et officielles (« en concubinage »).

MARIAGE ENTRE PERSONNES DE MÊME SEXE (MARIAGE HOMOSEXUEL)

Le mariage entre personnes de même sexe est autorisé en France depuis 2013.

MARIAGES

Un des moments les plus importants d’un mariage français est l’ouverture des bouteilles de champagne avec un sabre spécifique. On dit que la tradition a commencé avec les épéistes les plus doués de la cavalerie de Napoléon : montés sur leurs chevaux au galop, ils pouvaient découper de leur sabre des bouteilles de champagne tenues en l’air par des femmes.

TRADITIONS

« La fête nationale » ou « jour de la Bastille » est la fête non religieuse la plus populaire de France. Elle célèbre la prise de la Bastille (une prison) par le peuple français en 1789, un événement qui a marqué le début de la Révolution française. À cette occasion, on tire des feux d'artifice et on organise des défilés. C'est un moment très important pour les familles.

Le 1er avril est le jour du « Poisson d'avril », quand les enfants passent leur journée à essayer de coller des papiers en forme de poisson sur le dos des gens pour leur faire une blague sympathique. Son origine remonterait à plusieurs centaines d'années, quand le Pape a décidé de changer le calendrier afin de faire coïncider le Nouvel An avec le 1er janvier. Les gens qui continuaient à penser que l'année commençait le 1er avril étaient donc moqués par les autres.

UN GESTE TYPIQUE

Faire un cercle avec son pouce et son index et le placer sur son nez est une manière de dire de quelqu'un qu'il est ivre. On fait semblant de jouer de la flûte pour dire à quelqu'un qui nous parle qu'il devient ennuyant.

UNE EXPRESSION COURANTE

On dit « les doigts dans le nez » pour parler d'une chose très facile à faire.

TABOUS

Il est vulgaire de mâcher du chewing-gum devant les gens et en public, et c’est impoli de claquer des doigts. Les Français parlent beaucoup de politique, mais demander à quelqu’un pour qui il vote est un sujet tabou.

PHARMACIES

La plupart des pharmacies sont ouvertes durant les heures normales des commerces, mais on trouve généralement une « pharmacie de garde » ouverte le dimanche et parfois la nuit.

Si la croix lumineuse verte d’une pharmacie est allumée, cela signifie qu’elle est ouverte, mais il faut parfois sonner à la porte le soir et la nuit. Dans les villes, on trouve plus facilement des pharmacies ouvertes 24h/24.

MAGASINS

Dans les petites villes et les villages, les magasins sont généralement ouverts du lundi au samedi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 19h00. Dans les centres urbains, les grands magasins restent ouverts toute la journée, ainsi que les supermarchés situés à l’extérieur de la ville.

SUPERMARCHÉS

Les hypermarchés comme Géant, Auchan et Carrefour offrent un choix très complet de produits alimentaires et

ménagers, mais on les trouve généralement à l'extérieur des villes. Les plus petits supermarchés comme Aldi, Lidl et Netto se trouvent dans les villages et les villes, et proposent de la nourriture et des boissons à bon prix.

LIVRE

L'Étranger d'Albert Camus : travail majeur pour le courant de l'existentialisme,
« L'étranger » raconte l'histoire d'un Franco-Algérien qui finit par se détacher des émotions humaines.
Un jour, sur une plage d'Alger, il tue un Algérien. On l'arrête et on le condamne à mort pour le crime qu'il a commis.

FILMS

Le Havre : un vieil écrivain raté vivote en tant que cireur de chaussures dans la ville portuaire du Havre, en France. Sa vie va connaître un revirement inattendu quand il aide un jeune immigrant africain sans papiers qui fuit la police. L'homme abrite le garçon sans-abri pour l'empêcher d'être repéré par un inspecteur qui traque les immigrants sans papiers dans la ville.
Entre les Murs (The Class) : dans une école difficile à Paris, un professeur de littérature française essaye tant bien que mal d'intéresser ses élèves, qui sont pour la plupart des immigrés. Alors que les enfants refusent d'étudier les écrivains classiques français qui sont au programme, le

professeur est obligé d’expérimenter un programme spécial qui place les élèves au centre d’une nouvelle forme créative de littérature.

Un prophète (A Prophet) : un petit délinquant d’origine algérienne finit en prison, où il est obligé de se familiariser avec les rouages de la vie carcérale en France. Il va réussir à gravir les échelons de la hiérarchie de la prison et devenir une des figures importantes parmi les détenus. Il gagnera ainsi le respect des factions rivales musulmanes et corses, mais sa réussite va lui apporter de nouveaux ennemis.

TRI DES DÉCHETS ET RECYCLAGE

Chaque municipalité a la gestion de ses ordures. On trouve généralement des stations de tri (des « déchetteries ») pour y jeter les déchets recyclables. Le matériel électronique usagé peut être remis au magasin dans lequel il a été acheté.

QUELQUES ORGANISMES QUI TRAVAILLENT AVEC LES MIGRANTS ET RÉFUGIÉS

Organisation internationale pour les Migrations (OIM ; en anglais, IOM : International Organization for Migration)

Fournit des services et des conseils aux migrants, notamment pour les retours volontaires, la réintégration, la lutte contre le trafic, l’intégration et le relogement dans l’Union européenne.

rue du Faubourg Poissonnière 31

75009 Paris
+33 (0) 1 40 44 06 91
iomparis@iom.int
www.iomfrance.org

Association Pierre Claver

Par l'éducation, l'association aide les demandeurs d'asile à s'intégrer dans la société française. Elle enseigne la langue française et les codes culturels et sociaux du pays à travers des cours et des activités sociales, sportives, artistiques et culturelles et le contact avec la population française.
Les réfugiés passent généralement 2 années dans l'association avant d'obtenir une bourse d'étude « Pierre Claver » (financée à 100% par le secteur privé, et principalement par la compagnie d'assurances AXA) qui leur permet d'entrer à l'université ou de bénéficier d'une formation professionnelle, les aidant à monter une entreprise ou trouver un travail.
Des avocats expérimentés bénévoles fournissent une assistance juridique aux étudiants de l'association Pierre Claver pendant leurs démarches de demande d'asile et de résidence.
rue de Bourgogne 28 bis
75007 Paris
+33 (0) 1 45 55 57 41
associationpierreclaver@orange.fr
www.pierreclaver.org

International Refugee Rights Initiative: Rights in Exile Programme (Initiative international des droits des réfugiés : programme Droits en exil)

Répertoire des ressources et données pour les migrants et les réfugiés en France.
www.refugeelegalaidinformation.org/france-pro-bono-directory

La Cimade

Fournit une assistance juridique aux demandeurs d'asile et aux migrants sans papiers dans ses centres d'accueil, et possède deux refuges situés à Béziers et Massy. L'organisme est aussi présent dans plusieurs centres de détention en France.
infos@lacimade.org
www.lacimade.org

Association Revivre (Association Revive)

Dédiée uniquement aux réfugiés syriens en France, l'association les accueille, informe, oriente et accompagne à tous les niveaux. Un service internet est disponible en arabe, française et anglais, géré par Sabreen Al' Rassace.
Mairie de Paris 20e
Place Gambetta 6
75020 Paris
Métro : Gambetta ; lignes : 3, 3 bis Bus : 60, 64, 69 ;
+33 (0) 6 34 15 22 40
refugiesrevivre@gmail.com
www.association-revivre.fr

Groupe d’information et de soutien des immigrés (Group for Information and Support for Immigrants)

Organisme spécialisé dans l’aide juridique pour les étrangers, qui offre des consultations juridiques gratuites pour les personnes dans le besoin, édite différentes publications et propose des sessions de formation juridique appliquée aux lois concernant les étrangers.
Villa Marcès 3
75011 Paris
+33 (0) 1 43 14 84 84
gisti@gisti.org
www.gisti.org

Forum réfugiés-Cosi

Accueille les réfugiés dans le Sud-Est de la France et défend leur droit à l’asile, en leur fournissant une assistance juridique et sociale. L’organisme travaille aussi avec les pays d’origine des réfugiés pour défendre les droits humains, l’application de la loi et la démocratie.

Siège

Rue de la Baïsse 28
69612 Villeurbanne Cedex
+33 (0) 4 78 03 74 45

Plate-forme d’accueil de Lyon

Rue Garibaldi 326
69347 Lyon Cedex 7
+33 (0) 4 72 77 68 02

Plate-forme d’accueil de Nice
Boulevard François Grosso 75
06000 Nice
+33 (0) 4 97 25 46 30

Plate-forme d’accueil de Clermont-Ferrand
Rue de Nie l34
63018 Clermont-Ferrand Cedex 2
+33 (0) 4 73 14 36 00

Plate-forme d’accueil de Marseille
Boulevard d’Athènes 27 b
13201 Marseille Cedex 02
(l’adresse va changer avant fin 2016)
+33 (0) 4 91 50 28 16
direction@forumrefugies.org
conseiljuridique@forumrefugies.org
www.forumrefugies.org

France Terre d’Asile (France Country of Asylum)
Aide les demandeurs d’asile en France, quel que soit leur statut : réfugié ou apatride. L’association défend les droits des réfugiés, leur intégration, l’accès à l’emploi, au logement et l’enseignement de la langue française.
infos@france-terre-asile.org
www.france-terre-asile.org

Secours Catholique (Catholic Relief) - Caritas France

Offre un soutien pratique et moral à tous les demandeurs d’asile, quelle que soit leur croyance ou religion. Les bénévoles ont reçu une formation juridique et les aident à s’intégrer dans la société française, et à constituer leurs demandes d’asile ou de résidence.
Rue du Bac 10, 75341 Paris
+33 (0) 1 45 49 73 00
www.secours-catholique.asso.fr

HALAL

On trouve de nombreux restaurants de nourriture étrangère dans la plupart des villes, et on manger facilement halal et à bas prix.

Volksbank
HEILINGBRUNNER
BABA'S GRILL
BEST BABA'S GRILL
3,50 €
Döner Kebap
4,50 €
Dürüm Döner
3,50 €
Döner Box
6,00 €
Döner Teller
mit Brot

AFGHANISCH-IRANISCH-ARABISCHE LEBENSMITTEL
حلال
HALAL

€ 2,00
HOT DOG
€ 2,00
حلال
HALAL
€ 2,00

UNFALLGUTACHTEN
حلال
HELAL
MOS KEBAP
DÜRÜM • LAHMACUN • IZGARA • CORBA
Döner
Kebap
KIRAN
Bäckerei
GmbH
Feuerwehrzufahrt

CENTRUM KEBAP
HELAL حلال HALAL

KEBAB

حلال
HALAL

paniertes Gemüse mit Kartoffeln, Humus, Salat & Soße
6,00 €
frittierter Ziegenkäse mit Kartoffeln, Humus, Salat & Soße
6,00 €
Wähle deine Soße:
Sesamsoße
Chilisoße
HALAL

JABATAN KEMAJUAN ISLAM GREECE
ISLAMIC DEVELOPMENT DEPARTMENT OF GREECE
حلال
TOWN CHICKEN
HALAL

Allemagne

SYSTÈME POLITIQUE

L’Allemagne est une démocratie fédérale : même si les décisions finales sont prises à Berlin par le Parlement national (le Bundestag), chaque État (Landtag) a aussi son propre parlement. Les Länder sont représentés au conseil fédéral (Bundesrat).

Il y a deux principaux partis politiques en Allemagne : l’Union chrétienne-démocrate (CDU) de centre droit, dirigée par la Chancelière Angela Merkel ; et le Parti social-démocrate (SPD) de centre gauche.

Le CDU défend les valeurs chrétiennes, bien que le parti compte beaucoup de membres non croyants ou pratiquant une autre religion.

Le SPD a tendance à être plus populaire auprès de la classe ouvrière. Ces deux partis ont l’habitude de former des gouvernements de coalition avec les autres partis minoritaires. Le SPD a souvent bénéficié du soutien des Verts (Bündnis 90/die Grünen, un parti écologiste).

Même si aucun parti d’extrême droite n’a été au pouvoir depuis la chute du régime nazi en 1945, les opinions extrémistes sont encore présentes. Par exemple, le mouvement Pegida est une fusion de plusieurs groupes de droite et d’extrême droite, qui organise régulièrement des

rassemblements de masse contre l'islam et l'immigration en Allemagne.

Le parti politique Alternative pour l'Allemagne (AfD) est eurosceptique, nationaliste et anti-immigration. Quant au Parti national-démocrate (NPD), d'extrême droite, il ne bénéficie que d'un soutien limité, essentiellement en Allemagne de l'Est.

GÉOGRAPHIE

L'Allemagne est un des leaders politiques et économiques de l'UE, avec la population la plus nombreuse, et l'économie la plus forte. Le pays est divisé en régions, et certaines sont très typiques : la Bavière catholique et conservatrice au sud ; les régions de l'ex-Allemagne de l'Est post-communistes, encore en retard sur leur développement ; et Berlin, la ville la plus cosmopolite et socialement à l'avant-garde du pays.

Le pays est divisé entre régions, dont certaines sont très typiques : la Bavière catholique et conservatrice au sud ; les régions de l'ex-Allemagne de l'Est post-communistes, encore en retard sur leur développement; et Berlin, la ville la plus cosmopolite et socialement à l'avant-garde du pays.

ÉDUCATION

Les écoles primaires sont habituellement gérées par l'État, et sont obligatoires pour les enfants. Les écoles secondaires se divisent généralement en trois catégories : les « gymnasiums » pour les meilleurs élèves, les « realschule »

pour les élèves de niveau intermédiaire et les « hauptschule » pour les cursus professionnalisants. Les élèves des « gymnasiums » ont plus de chance d'entrer à l'université que ceux des autres écoles.

L'enseignement tertiaire ou de troisième cycle est divisé en deux niveaux : un pour l'apprentissage professionnel, qui inclut des stages, et un parcours universitaire pour les diplômes de maîtrise ou de thèse.

Les universités sont d'envergure internationale, et les frais d'inscription sont très faibles, comparés notamment à ceux des autres pays européens. Pour assister aux cours, les étudiants doivent avoir un diplôme d'une école allemande. Ceux qui ont étudié à l'étranger doivent prouver leur capacité à suivre des cours. Selon l'université et les matières enseignées, les connaissances prérequises seront différentes.

Les étudiants étrangers peuvent généralement s'inscrire à un « studienkolleg » (une école de préparation aux études supérieures) afin d'obtenir les compétences nécessaires pour étudier à l'université.

DÉMOGRAPHIE

Environ 80% des Allemands n'ont aucun ancêtre originaire d'un autre pays que l'Allemagne, mais on compte beaucoup d'Allemands ethniques qui sont arrivés depuis l'Europe de l'Est et la Russie après la Deuxième Guerre mondiale, ou depuis l'ex-URSS après sa chute.

La minorité ethnique la plus nombreuse est la communauté germano-turque. L'Allemagne a aussi reçu des vagues de migration depuis la Pologne, la Grèce, l'Italie, l'Espagne, l'Iran, l'Afghanistan et les pays arabes.

TRI DES DÉCHETS ET RECYCLAGE

Le recyclage est très répandu en Allemagne, et les habitants sont censés trier eux-mêmes leurs ordures ménagères. La plupart des bouteilles de verre peuvent être rendues au magasin pour obtenir le remboursement de la consigne. Les autres objets en verre peuvent être déposés dans les conteneurs spécifiques, qui sont repérables par une couleur particulière.

Pour les autres matériaux recyclables et les ordures, on trouve généralement des conteneurs de couleurs différentes : bleu pour le papier, jaune pour le plastique et marron ou vert pour les matières végétales et organiques, comme la nourriture.

Si besoin, n'hésitez pas à demander plus d'explications à un voisin ou à un commerçant, car les couleurs des conteneurs ne sont pas toujours les mêmes d'un État à un autre. Ce site internet est une bonne source d'information : www.howtogermany.com

RELIGION

Le pays est de culture protestante, mais les Allemands sont, de plus en plus souvent, non croyants. Plus de 35% des résidents disent ne pratiquer aucune religion ; 30% sont

catholiques ; 30% sont protestants ; environ 3% sont musulmans ; le reste de la population est chrétien, bouddhiste, juif ou pratiquant d’une autre religion.

SANTÉ

Le système d’assurance-maladie est très performant et il est obligatoire pour tous. Il est financé par les employeurs et les employés. L’accès aux soins pour les réfugiés, pendant les 15 premiers mois de leur vie en Allemagne, est limité aux urgences et aux situations de douleur extrême ou de maladie grave.

POPULATION

Une bonne partie de la culture et des traditions allemandes a survécu à la mondialisation, mais beaucoup d’Allemands sont quand même fiers d’être des citoyens européens. Les vieux clichés et stéréotypes qui décrivent les Allemands comme un peuple efficace et organisé peuvent parfois agacer les plus jeunes.

MARIAGE ENTRE PERSONNES DE MÊME SEXE (MARIAGE HOMOSEXUEL)

Les relations entre adultes du même sexe (l’homosexualité) sont autorisées et ne font aucune différence pour la plupart des Allemands. Dans les grands villages et les villes, il est très commun de voir des couples d’hommes ou de femmes

s’embrasser ou se donner la main dans la rue, dans les bars gays, ou pendant les marches des fiertés (les gay prides).

Le mariage homosexuel n’est pas autorisé, mais les couples peuvent officialiser leur union auprès de l’administration (sous la forme d’une union civile), leur octroyant quasiment tous les droits qu’ont les couples légalement mariés.

Les employeurs n’ont pas le droit de discriminer les employés LGBT, et la plupart des gens ne tolèrent pas les remarques anti-LGBT sur un lieu de travail.

UNE EXPRESSION COURANTE

Si quelqu’un vous dit « Das ist nicht mein / dein Bier » (ce n’est pas ma / votre bière), il signifie « ce ne sont pas mes / vos affaires ».

UN GESTE TYPIQUE

Pour dire à quelqu’un qu’il est fou, pointez votre doigt sur votre tête.

CONCUBINAGE (VIVRE EN COUPLE SANS MARIAGE)

Même si l’Allemagne a été très conservatrice pendant des décennies, les révoltes étudiantes des années 1960 ont définitivement changé la société. Les filles et les garçons, les hommes et les femmes, vivent souvent ensemble, en tant qu’amis ou amoureux. Beaucoup de couples choisissent de

ne pas se marier, et de plus en plus d’Allemands décident de ne pas avoir d’enfants.

TABOUS

Les Allemands ressentent une grande honte pour la période nazie et l’Holocauste. Faire de l’humour sur Adolf Hitler ou sur les Juifs, exhiber une swastika ou nier l’existence de l’Holocauste sont non seulement des actes tabous, mais sont aussi passibles d’une peine de prison.

GASTRONOMIE, BOISSONS ET TABAC

En Allemagne, chaque État a sa propre législation sur le tabac, et il vaut donc mieux vérifier auprès des habitants du quartier pour connaître les endroits où fumer est autorisé ou interdit. Il est mal vu de fumer chez les gens et en présence de non-fumeurs, d’enfants et de femmes enceintes.

Boire de la bière et du vin est un élément important de la culture allemande, mais boire à l’excès est souvent vu d’un mauvais œil. Beaucoup d’Allemands ne boivent pas, et il est tout à fait normal de ne pas boire en compagnie de personnes qui boivent de l’alcool.

Un des meilleurs exemples du multiculturalisme allemand est le döner (kebab), qui ressemble beaucoup au shawarma arabe. Apporté en Allemagne par les immigrés turcs, le döner est aujourd’hui un plat très populaire que l’on trouve un peu partout dans le pays. La viande du döner est grillée sur une broche, puis finement découpée et fourrée dans un

pain chaud. Selon les goûts du clients, on rajoute sur la viande de la salade, de la sauce chili ou de la sauce yogourt.

Une boisson non-alcoolisée allemande très appréciée est le apfelschorle, un mélange de jus de pomme et d'eau gazeuse.

La currywurst est très populaire parmi les fêtards noctambules de tout le pays. On fait d'abord frire ou griller une saucisse de porc (bratwurst) qu'on découpe et assaisonne avec du ketchup, de la moutarde et une dose généreuse de curry en poudre. Des frites accompagnent généralement ce plat.

Les bouchers turcs proposent de la viande halal, et on trouve facilement des rayons halal dans les supermarchés.

🎭 TRADITIONS

Le carnaval Rhénan (Rheinischer Karneval) est essentiellement célébré dans les États de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de Rhénanie-Palatinat. Ce sont des fêtes et des parades pleines de couleurs, pendant lesquelles un million de personnes, pour la plupart déguisées, remplissent les rues de Cologne.

Les volksfeste sont un croisement entre les fêtes de la bière et les fêtes foraines, et sont très populaires dans tout le pays.

Le volkfest le plus connu est l'Oktoberfest, qui depuis 1810 attire des Allemands mais aussi des visiteurs du monde entier. Le festival a lieu au mois de septembre à Munich, en Bavière, dure 16 jours dans des immenses halls

à bières qui font chaque année le bonheur de millions de visiteurs.

Le 11 novembre, on célèbre la vie de saint Martin de Tours, un soldat romain qui a découvert la chrétienté et s'est tourné vers une vie de charité et d'ascétisme. À cette occasion, des enfants chantent des chansons sur lui, un défilé aux flambeaux part d'une église et se déplace dans les places de la ville. À la fin de la procession, un feu de joie est allumé, et les gens se partagent des bretzels (un biscuit salé).

Pendant les 4 semaines qui précèdent Noël, les centres-villes d'Allemagne sont transformés en marchés en plein air : les commerçants vendent du vin chaud, de la nourriture et des produits de saison. Pour s'amuser, on organise des concerts de chorales ou de groupes de musique et des spectacles de danse.

FILMS

Gegen die Wand (Head-On) : un homme germano-turc de 40 ans voit sa vie sombrer après la mort de sa femme. Il va de bar en bar, et dans un moment d'ivresse, il fonce dans un mur au volant de sa voiture. Envoyé dans un hôpital psychiatrique, il rencontre une femme germano-turque qui le demande en mariage afin d'échapper à ses parents trop stricts. La vie de l'homme n'est alors plus faite que de mensonges, douleur et rejet.

Almanya (Allemagne) : une comédie légère et réjouissante à propos d'un groupe de travailleurs immigrés qui s'adaptent

à un nouveau pays, plutôt étrange pour eux. L'Allemagne, leur nouvelle maison, leur offre différentes opportunités et plus de chances de réussir dans la vie, mais s'intégrer et devenir Allemands s'avère être un véritable casse-tête, qui les pousse à choisir ce qu'ils veulent réellement adopter dans la culture européenne.

In der Fremde (Loin du Pays) : réalisé par la cinéaste germano-iranienne Sohrab Shahid Saless, le film raconte l'histoire d'un groupe d'immigrés en quête d'une vie meilleure en Allemagne. Au lieu de rencontrer le bonheur, ils doivent faire face à un quotidien fait de travail acharné, d'ennui et de solitude.

La Pirogue : cette production sénégalo-franco-allemande suit un pêcheur au Sénégal qui choisit d'embarquer vers l'Espagne avec un groupe de migrants, espérant recommencer une vie meilleure. Mais leur petit bateau doit d'abord faire une traversée difficile, dangereuse et angoissante sur les eaux imprévisibles de l'océan Atlantique, pendant laquelle le pilote doit réunir toute ses connaissances, ses compétences et son courage afin de surmonter la mer dangereuse.

LIVRE

Russendisco (Discothèque russe) de Wladimir Kaminer : même si cet ouvrage n'entrera pas dans l'histoire des chefs-d'œuvre de la littérature, il s'agit d'un point de vue léger et gai sur la vie d'un immigré en Allemagne, raconté par un immigré russe qui essaye de s'intégrer à la communauté

locale, un effort qui provoque souvent des conséquences hilarantes.

SUPERMARCHÉS

Les supermarchés les moins chers sont Aldi, Lidl et Netto. Rewe et Edeka sont les plus chers.

MAGASINS

Les magasins sont généralement ouverts du lundi au samedi ; certains restent ouverts jusqu'à minuit. La plupart des supermarchés ne sont pas ouverts le dimanche. Les stations-service (qui vendent du carburant pour les véhicules) ont souvent une petite sélection de produits, et sont ouvertes 24h/24 et 7j/7.

QUELQUES ORGANISMES QUI TRAVAILLENT AVEC LES MIGRANTS ET RÉFUGIÉS

Organisation internationale pour les Migrations (OIM ; en anglais, IOM : International Organization for Migration)

Fournit des services et des conseils aux migrants, notamment pour les retours volontaires, la réintégration, la lutte contre le trafic, l'intégration et le relogement dans l'Union européenne.
Taubenstraße 20-22
10117 Berlin
+49 30 278 778 11

iom-germany@iom.int
www.germany.iom.int

Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés – Allemagne (UNHCR ; en anglais : United Nations High Commissioner for Refugees)

Zimmerstraße 79/80
10117 Berlin
+49 30 202 2020
gfrbe@unhcr.org
www.unhcr.org (in German only)

Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (Office fédéral de l'immigration et des réfugiés)

Frankenstraße 210
90461 Nürnberg
+49 911 943 6390
info.buerger@bamf.bund.de
info@bamf.bund.de
www.bamf.de

Pro Asyl

Défend les droits des réfugiés en Allemagne et en Europe. L'ONG offre des conseils juridiques et de l'aide pour les demandes d'asile. Elle enquête aussi sur les violations des droits humains, et fait campagne pour une société plus ouverte dans laquelle les réfugiés recevraient une protection. Dans chaque État, on trouve un Flüchtlingsrat qui fait partie du réseau Pro Asyl, et qui se concentre sur l'accueil et le soutien individuels.

+49 692 423 1420
proasyl@proasyl.de
www.proasyl.de

Welcome to Europe (w2eu) – Allemagne

Fournit une information complète et à jour en langue arabe, anglaise, farsi et française à propos de la législation allemande sur l'asile, les procédures pour déposer sa demande, le règlement Dublin III, l'aide aux mineurs, la détention, les expulsions, le rassemblement familial, l'assistance médicale et l'emploi.
www.w2eu.info/germany.en.html

RefugeeGuide.de

Fournit des informations sur l'Allemagne, sa culture et sa population pour répondre aux questions que posent les réfugiés qui viennent d'arriver. Le guide est téléchargeable gratuitement sur internet et disponible en 17 langues.

NOURRITURE LOCALE

Chaque pays a sa propre nourriture typique et souvent peu chère et qui est vendue dans la rue.

DELIVEROO
BURGERS

MENÙ
I NOSTRI MENÙ:
PIZZA

Scholienfilet vom Grill mit Beilage
Lachs vom Grill mit Beilage
Rotbarsch vom Grill mit Beilage
Paella
Knuspergarnelen mit gemischtem Salat
Kabeljaufilet gebacken
Fischlaibchen mit Kartoffelsalat
FISCH

Crêpes
CRÉPES

POMMES

BAKED POTATOES

HOTDOG

PAELLA

CROISSANT

Grèce

SYSTÈME POLITIQUE

Après de longues années d'une dictature militaire, la Grèce est redevenue une démocratie en 1974. Le pays a connu une histoire faite de mouvements extrémistes, à gauche comme à droite, même si la plupart des habitants ont voté pour le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), de centre gauche, ou pour les libéraux-conservateurs de Nouvelle Démocratie (ND).

La Grèce a été touchée de plein fouet par une crise économique, pendant laquelle le parti de gauche Syriza est arrivé au pouvoir, en 2015, dirigé par le Premier ministre Alexis Tsipras.

GÉOGRAPHIE

La Grèce est au carrefour de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, ce qui en fait un point d'entrée et de départ en Europe depuis des siècles.

Le pays occupe la partie sud de la péninsule des Balkans, et s'étend sur la mer Méditerranée juste en face de la Turquie (les deux pays partagent aussi une petite frontière terrestre), de l'Italie et de l'Afrique du Nord. Les milliers de

petites îles qui parsèment les eaux appartiennent à la Grèce. La capitale du pays est Athènes.

SANTÉ

La législation offre aux réfugiés un accès gratuit aux soins médicaux s’ils ne sont pas inscrits au système d’assurance maladie ou s’ils n’ont pas les moyens de payer les médicaments. Ils peuvent donc gratuitement suivre un traitement, accéder aux hôpitaux et recevoir un diagnostic dans les hôpitaux, les centres médicaux et les centres de santé. Les études récentes montrent que la situation financière difficile du gouvernement a réduit l’accès aux soins pour les demandeurs d’asile : pour bénéficier d’un traitement, ils doivent parfois attendre de recevoir l’accord d’un comité aux critères très stricts.

DÉMOGRAPHIE

On compte environ 11 millions de Grecs, dont près de 3 millions vivent à Athènes. Il existe aussi une communauté d’Albanais assez conséquente. En 2015, plus de 800 000 migrants et réfugiés d’Asie sont entrés en Grèce.

RELIGION

L’Église orthodoxe de Grèce est la religion principale, et son impact sur la culture du pays est énorme, encore aujourd’hui.

ÉDUCATION

La législation permet aux enfants réfugiés d’accéder gratuitement à l’école, mais les démarches administratives peuvent retarder l’inscription des élèves. Les enfants peuvent s’inscrire dans les écoles locales s’ils ont le statut de réfugiés, s’ils couraient un danger dans leur pays d’origine, s’ils ont déposé une demande d’asile, ou s’ils sont ressortissants d’un pays tiers (hors Union européenne) et habitent en Grèce. Certains centres d’accueil proposent des cours de langue grecque et d’informatique.

POPULATION

Comme c’est le cas dans de nombreuses zones rurales, les villages grecs montrent un attachement plutôt fort aux traditions et coutumes, et les villes sont généralement plus ouvertes au niveau social.Les groupes d’extrême droite sont très actifs, et harcèlent ou agressent régulièrement les réfugiés. Cependant, la majorité des Grecs sont très accueillants avec les étrangers, et on trouve de nombreux organismes et personnes qui aident les nouveaux arrivants.

TABOUS

Les Grecs ont été très fortement touchés par la crise économique, et si l’on veut parler de ce sujet, il vaut donc mieux garder en tête les grandes difficultés que la population a dû affronter.

CONCUBINAGE (VIVRE EN COUPLE SANS MARIAGE)

La famille est une institution centrale en Grèce, ce qui fait que le concubinage est beaucoup moins développé que dans les autres pays de l'UE. En 2012, seulement 8% des naissances ont eu lieu hors mariage ; c'est le taux le plus faible de l'Union.

MARIAGE ENTRE PERSONNES DE MÊME SEXE (MARIAGE HOMOSEXUEL)

Les relations entre personnes de même sexe sont autorisées en Grèce depuis 1951, et les unions civiles ont été légalisées en 2015. Cependant, le mariage et l'adoption ne sont pas encore autorisés pour les couples de même sexe.

PHARMACIES

Les pharmacies ont une croix verte lumineuse sur la façade. Les pharmaciens peuvent donner des conseils et une aide d'urgence. Les prescriptions sont moins chères si vous présentez une carte d'assuré.

Les pharmacies sont généralement ouvertes jusqu'à 20h30. Certaines ouvrent toute la nuit. Sur les vitrines des pharmacies normales, on trouve les adresses de celles qui restent ouvertes tardivement.

FILMS

Theia apo to Chicago (La tante de Chicago) : dans un coin paisible de la Grèce, la vie quotidienne est soudain perturbée quand la sœur d'un discret général à la retraite rentre dans sa famille après 30 ans passés à Chicago. Elle apporte de nouvelles idées à sa famille très conservatrice, en commençant par vouloir marier les filles timides du général.

Xenia : deux frères albanais, adolescents, embarquent dans un voyage vers la Grèce pour retrouver leur père absent, un Grec, et finir le deuil de leur mère, décédée peu avant leur départ. Sur leur chemin, ils vont devoir faire face aux fantômes du passé de la Grèce, et leur objectif d'obtenir la nationalité grecque va vite devenir un combat existentiel.

Nyfes (Les mariées) : en 1922, quelques jeunes futures mariées choisies sur catalogue, et originaires de Grèce et d'autres pays, embarquent sur un bateau, direction les États-Unis, pour commencer une nouvelle vie avec leurs futurs maris, qu'elles ne connaissent pas encore. Une des jeunes femmes a été promise à un tailleur de Chicago, mais pendant la traversée, elle rencontre un Américain, journaliste correspondant de guerre, qui remet en question la vision patriarcale que les hommes ont des femmes dans la Grèce des campagnes.

GASTRONOMIE, BOISSONS ET TABAC

La Grèce a un taux de tabagisme très élevé, comparé au reste de l'UE, et l'interdiction de fumer dans les lieux publics n'est pas souvent respectée ou contrôlée.

Les membres de la famille et les amis se rassemblent très régulièrement pour boire du vin, de la bière ou d'autres types d'alcool. Le thé et le café sont aussi très populaires.

Les souvlaki sont des morceaux de viande, généralement du porc ou du poulet, grillés sur des brochettes, servies dans un pain pita avec de la salade et du tzatziki (une sauce faite de yogourt, concombre, sel et huile d'olive). Les gyros sont faits de viande (généralement de l'agneau ou du bœuf) grillée sur une rôtissoire et servie sur une galette avec de la salade et du tzatziki (c'est une sorte de shawarma, sans le mélange de viande, et sans les sauces).

On trouve de la viande halal dans les supermarchés. Pour les restaurants halal, il suffit de demander aux habitants. Généralement, les restaurants arabes, indiens et iraniens servent de la nourriture halal.

MAGASINS

Beaucoup de magasins ouvrent à 8h30 ou 9h00, ferment pour quelques heures dans l'après-midi, et rouvrent en début de soirée, pour fermer à 20h30 ou 21h00. Les horaires dépendent du jour, du type de commerce et de la taille du magasin. La plupart des commerces sont fermés le dimanche.

SUPERMARCHÉS

Marinopoulos-Carrefour et Lidl sont les plus grandes chaînes de supermarchés en Grèce. Galaxias et Sklavenitis sont aussi très populaires.

TRADITIONS

Les Apokries, qu’on appelle aussi le carnaval, précèdent le Carême (une période de jeûne et de pénitence). C’est l’occasion pour les gens de se déguiser et d’organiser des fêtes.

Au moment du Lundi pur, le premier jour du jeûne, les familles se réunissent pour manger des fruits de mer et des légumes, et faire voler des cerfs-volants en plein air.

Mardi 13 (et non pas vendredi 13 comme dans d’autres pays) est considéré comme un jour de malchance pour la plupart des Grecs.

UN GESTE TYPIQUE

Pour dire « non », on hoche la tête en arrière, ou bien on hausse les sourcils. Pour dire « oui », on penche la tête sur le côté.

UNE EXPRESSION COURANTE

« Parakalo, borite na epanalabete
pio arga? » (Voulez-vous répéter plus lentement, s’il vous plaît ?)
« Den milao kala ellinika. » (Je ne parle pas très bien le grec.)

LIVRE

Eleni par Nicholas Gage : l'auteur raconte l'histoire de sa mère, assassinée durant la guerre civile grecque pour avoir fait fuir ses enfants du village occupé par la guérilla communiste. Une fois adulte, l'écrivain part à la recherche des assassins.

? QUELQUES ORGANISMES QUI TRAVAILLENT AVEC LES MIGRANTS ET RÉFUGIÉS

Organisation internationale pour les Migrations (OIM ; en anglais, IOM : International Organization for Migration)

Fournit des services et des conseils aux migrants, notamment pour les retours volontaires, la réintégration, la lutte contre le trafic, l'intégration et le relogement dans l'Union européenne.
Dodekanisou Street 6
Alimos 17456
+30 210 99 19 040
iomathens@iom.int
www.greece.iom.int

Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés – Grèce (UNHCR. United Nations High Commissioner for Refugees)

+30 216 20 07 800
great@unhcr.org
www.unhcr.gr (site en langue grecque uniquement)
Greek Asylum Service
(Service grec d'asile)

S’occupe des demandes d’asile.
+30 210 69 88 660
asylo.gov.gr
twitter.com/greekasylum

Welcome to Europe (w2eu) – Grèce (Bienvenue en Europe) Fournit une liste à jour des différents services.

www.w2eu.info
Metadrasi – Action for Migration and Development (Action pour la migration et le développement)
Offre aux réfugiés des services que le gouvernement ne fournit pas, notamment la traduction et la protection des enfants réfugiés non accompagnés.
+30 210 52 01 792
+30 210 52 01 794 (pour demander un traducteur/interprète)
metadrasi@gmail.com
www.metadrasi.org

Comité grec pour les réfugiés (GCR)

Propose les services d’interprètes, de l’aide juridique, de l’assistance sociale, un centre interculturel, des cours de langue grecque et anglaise, des cours d’informatique et une aide à l’apprentissage scolaire.
Solomou Street 25
10682 Athens
+30 210 38 00 990
www.gcr.gr

Greek Forum of Refugees (Forum grec des réfugiés)
Fournit une assistance aux réfugiés et aux demandeurs d'asile pendant le temps de leur demande afin de protéger leurs droits et suivre leur intégration dans la société grecque. C'est aussi un réseau qui relie les communautés de réfugiés en Grèce. On y parle le grec, l'anglais, le français, l'arabe et le farsi.
Navarchou Notara 12
106 83 Athens
+30 213 02 82 976
+30 694 84 08 928
www.refugees.gr
refugeegr.blogspot.com
www.facebook.com
greekforumofrefugees

Croix Rouge Hellénique
Fournit un service de hotline et d'information par téléphone à propos des procédures d'asile, des permis de résidence et des questions juridiques. Offre une médiation pour faciliter les rapports avec les institutions et administrations. L'aide est disponible en grec, anglais, français, arabe, dari, kurde et russe.
Lykavittou Street 1
Athens 106 72
(du lundi au vendredi de 8h00 à 20h00)
+30 210 36 13 848
+30 210 51 40 440 (hotline)
pr@redcross.gr

www.redcross.gr

Arsis

Permet aux mineurs non accompagnés et aux autres personnes vulnérables d’obtenir une aide juridique, de l’assistance sociale et des conseils pour les demandes d’asile, le relogement, le rassemblement familial et les demandes de logement.
Tenedou 21B (près de la place Amerikis) Athens
Téléphoner pour connaître les horaires de consultation.
+30 210 82 59 880
www.arsis.gr

Aitima

Propose un soutien juridique et une assistance sociale aux demandeurs d’asile et aux réfugiés, ainsi qu’aux personnes en détention.
Tripou Street 4
117 41 Athens
(mardi et mercredi de 13h00 à 15h00)
+30 210 92 41 677
aitima@freemail.gr
www.aitima.gr

Praksis

Offre des soins médicaux de première nécessité grâce à une communauté de médecins généralistes, pédiatres, gynécologues, dentistes et pharmaciens.
Stournari Street 57

10432 Athens
(du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00)
+30 210 52 05 200
+30 210 52 05 201
info@praksis.gr
www.praksis.gr

Médecins du Monde – Grèce

Offre des soins médicaux dans des polycliniques ouvertes, des services de pharmacie sociale, une assistance sociale, un soutien psychologique, des abris et une unité de soins mobile pour les personnes vulnérables, un programme de réduction des risques pour les toxicomanes et de la médiation interculturelle.
Sapfous Street 12
105 53 Athens
+30 210 32 13 150
info@mdmgreece.gr
www.mdmgreece.gr

Médecins Sans Frontières (MSF)

Offre l'assistance d'urgence, un soutien médical et psychologique, des abris, de l'eau, des sanitaires et les produits de première nécessité dans les centre d'accueil et les camps de transit. Fournit aussi des informations à jour sur les situations de crise.
Xenias Street 15
115 27 Athens
+30 210 52 00 500

info@msf.gr
www.msf.org

Klimaka

Offre un abri aux demandeurs d’asile et aux réfugiés qui souffrent de troubles mentaux, propose une assistance sociale, un soutien psychologique et des soins psychiatriques.
Dekeleon Street 50
Keramikos 11854
+30 210 34 17 162
www.klimaka.org.gr

Babel Day Center

Offre un soutien psychologique et psychiatrique aux migrants et réfugiés. Propose des services d’interprétariat.
Loannou Drosopoulou 72
(près de la Place Amerikis) Athens (le mercredi et le jeudi de 9h00 à 20h00 | le reste de la semaine de 9h00 à 17h00)
+30 210 86 16 280
+30 210 86 16 266
babel@syneirmos.gr

PUBLICITÉ

Dans la plupart des endroits en Europe, des publicités montrent des hommes et des femmes très peu vêtus.

ADDICTED
HORUS RECORDS
29€
TCHIP
ZOMBORA
011 713
kawasaki

30 & 31
JULY • 2016
WESTERPARK
AMSTERDAM

TAKE ME
TO THE
OCEAN!

Somatoline
Cosmetic
Amincissant 7 nuits
INTENSIF
le maximum
de l'efficacité minceur
N°1

A partir de
-20%
40,00

Mac Bike

SUIT
supply

GIRLS
IN PARIS
girlsinparis.com
CLELIA TAVERNIER
VIDE-GRENIERS
DIMANCHE 12 JUIN 2016
RUE MARIE ET LOUISE
ET RUE BICHAT

Italie

SYSTÈME POLITIQUE

L’Italie est une démocratie républicaine avec un système multipartite, dans lequel les partis politiques reçoivent des sièges selon le pourcentage de votes qu’ils ont obtenus aux élections. Ce système permet une grande diversité politique, mais aussi une situation très instable dans les gouvernements de coalition, dans laquelle les plus petits partis peuvent facilement décider de ne plus soutenir un des partis dominants, créant ainsi un déséquilibre du pouvoir.

Les deux principaux partis au pouvoir ont longtemps été le Parti démocrate (PD : Partito Democratico) de centre droit, et le Peuple de la Liberté (PdL : Il Popolo della Libertà). Le Peuple de la Liberté s’est dissout en 2013 : une partie de ses membres reforment Forza Italia, dirigé par le très controversé ex-Premier ministre Silvio Berlusconi, et les autres rejoignent le Nouveau Centre droit (NCD : Nuovo Centrodestra).

Beppe Grillo, un nouveau personnage politique haut en couleurs, a récemment gagné en notoriété, promettant de bousculer les traditions politiques d’Italie, mais son côté populiste et son manque d’expérience en font un personnage lui aussi controversé.

TRI DES DÉCHETS ET RECYCLAGE

Des équipes municipales s’occupent de l’enlèvement des ordures, mais les services diffèrent selon la région. Dans le Nord, les habitants doivent faire eux-mêmes le tri entre les matériaux recyclables, les matières végétales et organiques, et les produits qui vont à la déchetterie.

GÉOGRAPHIE

L’Italie est un des pays qui a la culture la plus diversifiée d’Europe, et sa géographie représente cette particularité : le territoire s’étend du sud des Alpes jusqu’à la Méditerranée. De l’autre côté des eaux, à l’est se trouvent les Balkans, et au sud l’Afrique.

Le pays est globalement divisé entre le Nord, région riche et cosmopolite, et le Sud, un territoire plus pauvre, et politiquement plus à gauche. Les régions du Nord ont une longue histoire d’industrialisation et de développement économique dans plusieurs secteurs, tandis que le Sud est plus rural, et s’appuie principalement sur les industries traditionnelles comme l’exploitation des fermes, la pêche, mais aussi sur les subventions et financement publics. Cette région a un plus fort taux de chômage, et des infrastructures moins développées.

DÉMOGRAPHIE

La population du pays est divisé le long des frontières régionales. Pendant des siècles, et avant l’unification de

l’Italie (qu’on date à 1871, quand Rome est devenue la capitale), le pays était divisé en cités-États et en royaumes régionaux, qui ont façonné l’identité des différents territoires. L’Italie est devenue une mosaïque culturelle et linguistique avec un fort sentiment d’idendité régionale. On le voit tout particulièrement lors des matches de football qui opposent des équipes venant de différentes régions. On compte de plus en plus de communautés de personnes originaires du Moyen-Orient, des Balkans, de Roumanie et de Chine.

POPULATION

L’Italie est un modèle pour la mode vestimentaire en Europe, et le passé glorieux du pays lui donne le sentiment de devoir montrer l’exemple dans ce domaine. En effet, les Italiens sont connus pour leur sens du design, et le pays possède sans doute la cuisine la plus appréciée au monde.

Cela dit, l’Italie a aussi son lot de problèmes avec la corruption et la mauvaise gestion des services publics et administratifs. Certains pensent que ces difficultés ont permis à l’extrême droite et au crime organisé (comme la fameuse Mafia) de gagner du terrain, ce qui est particulièrement visible en Italie du Sud et sur l’île de Sicile.

SANTÉ

L’Italie a une assurance-maladie de grande qualité, avec la sécurité sociale nationale offrant des soins médicaux

gratuits aux citoyens et aux habitants. Tous les demandeurs d’asile bénéficient de la sécurité sociale nationale, comme les citoyens italiens. Les migrants ont eux aussi les mêmes droits.

TRADITIONS

Les festivals italiens ont souvent pour thème une fête religieuse. Pasquetta est un événement populaire, que l’on célèbre le premier lundi après Pâques, quand les familles fêtent le début du printemps en sortant faire des pique-niques.

Le 1er novembre, le jour de la Toussaint, les Italiens visitent les tombes de leurs ancêtres et décorent les tombes avec des fleurs.

Les Italiens ont un personnage mythique similaire à Santa Claus ou au Père Noël. On raconte que le 6 janvier, une vieille femme appelée Befana voyagerait dans toute l’Italie en volant dans les airs sur son balai, distribuant des cadeaux aux enfants qui se sont bien comportés dans l’année.

Une des célébrations non religieuses les plus populaires est le Jour de la Libération qui a lieu le 25 avril, et qui marque la fin du régime fasciste, tombé en 1945.

MARIAGE ENTRE PERSONNES DE MÊME SEXE (MARIAGE HOMOSEXUEL)

Les relations entre personnes de même sexe sont autorisées en Italie depuis 1980, et les unions civiles viennent d’être

légalisées en mai 2016, garantissant aux couples de même sexe une partie des mêmes droits que les partenaires mariés, sauf le mariage et l’adoption.

CONCUBINAGE (VIVRE EN COUPLE SANS MARIAGE)

Malgré la forte présence de la religion catholique, le concubinage entre les partenaires amoureux a fortement augmenté récemment. Il existe des différences selon les régions : les unions hors mariage sont plus communes au Nord qu’au Sud.

FAMILLE

La société italienne est très centrée sur la famille, et les parents, enfants, grands-parents et les membres éloignés se rassemblent souvent le week-end pour des repas cuisinés à la maison.

SUPERMARCHÉS

Les supermarchés populaires sont notamment Esselunga (dans le Nord), Carrefour, Coop, Conad et Unes.

UN GESTE TYPIQUE

Les Italiens utilisent plus de 250 gestes pour s’exprimer. Certaines personnes disent qu’une grande partie de cette forme de communication non verbale a été imaginée par les vendeurs des marchés pour ne pas être compris par l’ennemi pendant l’occupation étrangère du pays. Un des

gestes les plus populaires consiste à enfoncer un doigt dans sa joue pour dire que quelque chose a beaucoup de goût.

MAGASINS

Les magasins ouvrent généralement à 9h00, ferment à l’heure du déjeuner entre 13h00 et 15h30 ou 16h00, puis restent ouvertes jusqu’au moins 19h30, et au plus tard 21h30. La plupart d’entre eux sont fermés le dimanche.

RELIGION

Au coeur de Rome se trouve la cité-État du Vatican, siège de l’Église catholique. C’est une des raisons pour lesquelles catholicisme est un élément essentiel de l’identité italienne. Cependant, l’immigration grandissante venue d’Afrique et du Moyen-Orient est en train de transformer l’Italie en une mosaïque multiculturelle, avec l’islam comme nouvelle religion particulièrement présente dans le pays.

ÉDUCATION

Tous les enfants mineurs, italiens ou non, doivent aller à l’école jusqu’à l’âge de 16 ans, et les enfants des demandeurs d’asile bénéficient du même accès aux écoles publiques que les Italiens.

GASTRONOMIE, BOISSONS ET TABAC

Il est interdit de fumer dans tous les édifices publics.

Le vin est une des boissons les plus populaires en Italie, et le pays se vante d'avoir parmi les meilleurs vins du monde.

Les pâtes sont un produit de base en Italie, et on en trouve une grande variété de formes et de tailles, chacune ayant un nom différent : les longues et fines pâtes de blé dur comme les spaghetti, ou les larges plaques utilisées dans des plats comme les lasagnes.

Pour les Italiens, le fast food peut aussi être un délice culinaire. Entrez dans les endroits qui servent des pizzas « al taglio » (à la part). Un autre endroit populaire pour un snack ou un en-cas rapide est la « rosticceria », qui sert des pâtisseries et d'autres mets délicieux.

Certains restaurants ou endroits qui vendent de la nourriture à emporter servent de la viande halal et l'annoncent généralement à l'aide d'un écriteau.

UNE EXPRESSION COURANTE

« Chi dorme non piglia pesci » (Ceux qui dorment n'attrapent pas de poisson).

PHARMACIES

Les pharmacies italiennes fonctionnent sur un système de roulement, et il y en a toujours une ouverte la nuit et les jours fériés. Toutes les pharmacies affichent leurs heures d'ouverture et une liste des cliniques de nuit qui se trouvent aux alentours.

LIVRE

Le Système périodique (Il Sistema Periodico) de Primo Levi : recueil d'histoires dont chacun des titres est le nom d'un élément chimique du tableau périodique, cet ouvrage raconte la vie de Levi, chimiste juif qui doit affronter la méfiance et la haine des gens dans l'Italie fasciste. Son identité juive devient rapidement un danger pour lui-même, et il est obligé de fuir et de risquer sa vie en combattant le système.

FILMS

Le Village de carton (Il Villaggio di Cartone) : un prêtre italien en fin de carrière voit son église fermer ses portes à cause de la baisse de la pratique religieuse dans le pays. Alors qu'on retire les bancs et les croix, un groupe de migrants sans-abri venus d'Afrique du Nord s'installe dans le lieu vide. En aidant ces hommes, le prêtre trouve sa nouvelle vocation, dans cette mission qui conjugue la foi à l'humanisme.

Pummaro (Pummarò) : un étudiant en médicine venu d'Afrique et récemment installé en Italie se met à la recherche de son frère disparu. Celui-ci était travailleur sans-papiers dans une ferme pour aider ses frères et sœurs à payer leurs études à l'université. Le film aborde les thèmes de l'identité et du racisme dans l'Italie des années 1980, ainsi de l'exploitation des immigrés sans-papiers qui

vivent dans la clandestinité et ne connaissent pas leurs droits.

Shandurai (L'Assedio) : une réfugiée africaine en Italie trouve un emploi de travailleuse domestique chez un pianiste anglais. Amoureux d'elle, le musicien essaye désespérément de lui faire la cour en lui offrant des cadeaux et en la demandant en mariage. Elle lui annonce qu'elle n'acceptera ses avances qu'à la seule condition qu'il libère son mari, -prisonnier en Afrique.

? QUELQUES ORGANISMES QUI TRAVAILLENT AVEC LES MIGRANTS ET RÉFUGIÉS

Organisation internationale pour les Migrations (OIM ; en anglais, IOM : International Organization for Migration)

Fournit des services et des conseils aux migrants, notamment pour les retours volontaires, la réintégration, la lutte contre le trafic, l'intégration et le relogement dans l'Union européenne.

Via Nomentana 62
00161 Rome
+39 06 44231428
iomrome@iom.int
www.italy.iom.int

Welcome to Europe (w2eu) – Italie

Fournit une information complète et à jour en langue arabe, anglaise, farsi et française à propos de la législation

allemande sur l’asile, les procédures pour déposer sa demande, le règlement Dublin III, l’aide aux mineurs, la détention, les expulsions, le rassemblement familial, l’assistance médicale et l’emploi. Fournit aussi la liste des endroits où manger et dormir dans certaines villes.
www.w2eu.info

Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés – Italie (UNHCR. United Nations High Commissioner for Refugees

Via Alberto Caroncini 19
00197 Rome
+39 06 802 121
www.unhcr.it

Caritas Rome

Via Delle Zoccolette 19
00183 Rome
+39 06 6617 7001
+39 06 696 864 125
www.caritas.it

Consiglio Italiano per i Rifugiati (Comité italien pour les réfugiés) À Catania, Caserta, Salerno, Bologna, Milano, Bergamo, Verona et Gorizia.
Via Montecallo 6 | Aprelea
+39 06 6920 0114
cir@cir-onlus.org
www.cir-onlus.org

ARCI Associazione Ricreativa e Culturale Italiana (Italian Cultural and Recreational Association)

Offre de l'information, du soutien et des conseils.
Via dei Monti di Pietralata 16, 00157 Rome
+39 80 0905 570
www.arci.it

Associazione Studi Giuridici sull'Immigrazione (Association des études juridiques sur l'immigration)

Se préoccupe de tous les aspects juridiques de l'immigration. Grâce à une équipe d'avocats, d'universitaires, de consultants et de représentants de la société civile, l'expertise de ASGI couvre plusieurs domaines qui concernent les réfugiés et les migrants, dont la lutte anti-discrimination et contre la xénophobie, les droits des enfants et des mineurs non accompagnés, les demandeurs d'asile, les apatrides et l'accès à la citoyenneté. Les avocats de ASGI sont présents dans beaucoup de villes d'Italie.
+39 01 1436 9158
+39 04 3250 7115
segreteria@asgi.it
info@asgi.it
antidiscriminazione@asgi.it (service contre les discriminations)
www.asgi.it

Centro Astalli – Servizio dei Gesuiti per i Rifugiati in Italia (Centre Astalli – Service des Jésuites pour les réfugiés en Italie)

Accompagne, rend service et défend les réfugiés et les personnes déplacées de force, en se concentrant sur l'éducation, l'aide d'urgence, la santé, les ressources financières et l'emploi et les services sociaux.
www.centroastalli.it

Croce Rossa Italiana (Croix Rouge Italienne)

S'assure que les personnes situées en zone de conflit puissent bénéficier des soins basiques, définis par des standards reconnus dans le monde entier.
Via Toscana 12
00187 Rome
+39 06 4759 6281
+39 800 166 166 (appel gratuit)
international.relations@cri.it
www.cri.it

Fondazione Migrantes (Fondation Migrants)

Fournit de l'assistance dans les besoins essentiels et basiques comme le logement et la santé. Publie chaque semaine des bulletins d'information et des analyses sur la législation et les politiques concernant les migrants. Via Aurelia 468
00165 Rome
+39 06 6639 8452
segreteria@migrantes.it
www.migrantes.it

Centro Welcome (Centre Bienvenue)

Fournit de l’assistance pour les femmes et les enfants dans les domaines de la santé, des cours de langue, et du regroupement familial. C’est un centre social pour les familles d’immigrés.
Viale Romania 32
00197 Rome
+39 06 8530 0916
cwelcome@tiscalinet.it
www.centrowelcome.org

Medici per i Diritti Umani (Médecins pour les droits humains)

Via dei Zeno 10
00176 Rome
+39 06 9784 4892
posta@mediciperidirittiumani.org
www.mediciperidirittiumani.org

Medici Senza Frontiere (MSF : Médecins Sans Frontières)

S’occupe de nombreux projets, dont des opérations de recherche et de sauvetage, des centres de soins psychologiques et un centre d’accueil des migrants et réfugiés.
Via Magenta 5 | 3rd floor | Rome
+39 06 8880 6000
msf@msf.it
www.medicisenzafrontiere.it

PANNEAUX DE SIGNALISATION

Beaucoup de choses sont expliquées à l’aide de panneaux de signalisation, mais ça ne les rend pas toujours plus compréhensibles.

SILENZIO
LUOGHI DI PREGHIERA

Vietato fumare
No smoking
SECURITY
WARNING

AMPELMANN
Frankreich
Brasilien
Belgien
Monaco
Mallorca
Euro
Türkei
Österreich
Dänemark
Niederlande
Ostdeutschland
Japan

partagée entre la Belgique et les Pays-Bas. On y trouve différents bouleaux, des charmes, des tilleuls, un ailante et un érable de Colchide.
18 h
De l'horaire d'été au 30 avril
19 h 30
Du 1er mai au 31 août
20 h 30
Du 1er septembre au 30 septembre
19 h 30
ECO-ORGANIC
site labellisé
EcoJardin
la référence de gestion écologique
DANS LES AIRES DE JEUX
ANTIFASCI

SECURITY
WARNING
Paper
Carta

SECURITY
WARNING
SECURITY
WARNING
SECURITY
WARNING
SECURITY
Orario di apertura
Lunedi - Domenica
07:00 - 21:00

Les Pays-Bas

SYSTÈME POLITIQUE

Les Pays-Bas sont dirigés par un monarque, mais le pouvoir réel est entre les mains du Cabinet, c'est-à-dire l'instance exécutive principale du gouvernement.
La nature complexe du gouvernement et l'usage répandu des coalitions sont censés permettre le partage du pouvoir et le consensus. Le Parlement est élu par le peuple, et les sièges sont distribués selon le pourcentage de votes.

Les plus grands partis politiques sont le Parti populaire pour la Liberté et la Démocratie (Volkspartij voor Vrijheid : VVD) de centre droit, et le Parti travailliste (Partij van de Arbeid : PvdA) de centre gauche. Le Parti pour la Liberté (Partij voor de Vrijheid : PVV), anti-immigration, dirigé par Geert Wilders, est aussi une force politique importante.

ÉDUCATION

Comme les Néerlandais, les enfants réfugiés doivent aller à l'école jusqu'à l'âge de 18 ans. Les enfants réfugiés de moins de 12 ans vont à l'école élémentaire, puis les étudiants de 12 à 18 ans vont d'abord à l'école internationale. Une fois qu'ils ont un niveau de langue néerlandaise suffisant, ils peuvent assister aux cours

normaux. Dans les centres d’accueil, un programme d’intégration est offert aux adultes qui ont le statut de réfugié, ainsi que des cours de formation scolaire ou professionnelle, selon le degré d’avancement de la demande d’asile du réfugié.

GÉOGRAPHIE

Les Pays-Bas sont un des pays les plus densément peuplés du monde. Il est situé sur la mer du Nord, et son territoire est majoritairement plat et de très basse altitude, ce qui le rend très vulnérable à la montée des eaux des océans.

PHARMACIES

On trouve des pharmacies dans tout le pays, qui restent ouvertes 24h/24 dans les plus grandes villes. Les médicaments prescrits par les médecins sont généralement remboursés par l’assurance maladie.

SUPERMARCHÉS

Voici quelques supermarchés populaires aux Pays-Bas : Albert Heijn et Dirk. Pour les petits budgets, il vaut mieux aller dans les Lidl et Aldi.

DÉMOGRAPHIE

On compte environ 17 millions d’habitants aux Pays-Bas, dont la majorité parle le néerlandais. La population immigrée du pays vient principalement des anciennes

colonies comme l’Indonésie et le Surinam, mais aussi de Turquie, du Maroc et d’Europe de l’Est. Les groupes ethniques qui ne sont pas d’origine néerlandaise représentent environ 20% des habitants.

GASTRONOMIE, BOISSONS ET TABAC

Il est interdit de fumer dans les lieux publics (à l’exception de certaines zones extérieures), y compris dans les transports publics. Fumer de la marijuana est autorisé, et certains coffee shops ont le droit d’en vendre en respectant certaines règles.

La bière néerlandaise est connue dans le monde entier, et certaines grandes marques – Heineken, Grolsch et Bavaria – sont exportées à travers le monde entier.

Le poisson est un élément central de la cuisine néerlandaise. Le hareng est le poisson le plus apprécié des Néerlandais qui le mangent généralement cru et mariné au vinaigre. Ils dégustent les harengs en les tenant au-dessus de leur tête penchée en arrière, et les avalent à pleine bouche.

Le « kroket » est un mélange de ragoût de viande, de patates, de béchamel et d’autres sauces, en forme de petit beignet que l’on fait frire dans l’huile. Les « kroketten » sont un snack très populaire que l’on sert parfois sur une tranche de pain.

Les patates frites sont un autre snack très répandu, accompagnées de mayonnaise, de ketchup, de sauce curry, de sauce saté ou de légumes marinés.

Les « Krentenbollen » (des petits pains aux raisins) sont aussi très appréciés comme en-cas et sont tartinés de beurre ou de fromage pour en faire un repas plus copieux.

La préparation aux légumes appelées « stamppot » (casserole de purée) est une vieille tradition des Pays-Bas : il s'agit d'un mélange de chou, d'oignons et de carottes marinés accompagné d'une saucisse grillée.

SANTÉ

Aux Pays-Bas, la santé est couverte par une assurance maladie, et les habitants aux revenus les plus faibles ont accès gratuitement aux soins médicaux. En théorie, les demandeurs d'asile ont les mêmes droits que les citoyens néerlandais, mais l'accès au système de santé peut être compliqué pour ceux qui ne le connaissent pas. Vous pourrez trouver de l'information et de l'aide dans les centres d'accueil. Les demandeurs d'asile ont généralement accès aux soins de base, aux médecins généralistes et à l'hospitalisation.

POPULATION

Le libéralisme de la société néerlandaise a depuis longtemps déterminé l'attitude tolérante et progressiste du pays envers les drogues, le sexe et le multiculturalisme. Les gens attendent donc que l'on respecte leur culture d'ouverture. Les signes les plus visibles de cet état d'esprit sont les coffee shops (qui vendent de la marijuana) et les « red light districts » (les quartiers dans lesquels on trouve

une grande concentration de sex-shops et de travailleurs et travailleuses du sexe – prostitués et prostituées – qu'on peut voir derrière des vitres illuminées par des lumières rouges).

CONCUBINAGE (VIVRE EN COUPLE SANS MARIAGE)

Les partenaires qui vivent ensemble depuis plusieurs années obtiennent le statut d'union civile (concubinage), ce qui peut les aider à faire un emprunt immobilier ou d'autres projets communs. Beaucoup de gens choisissent cette forme de relation et font des enfants sans se marier, même si beaucoup d'entre eux choisissent de se marier plus tard.

MARIAGE ENTRE PERSONNES DE MÊME SEXE (MARIAGE HOMOSEXUEL)

Les Pays-Bas ont été le premier pays au monde à avoir légalisé le mariage entre personnes de même sexe en 2001.

MAGASINS

Les magasins ouvrent généralement à 9h30 (et à 11h00 le lundi). Ils ferment généralement à 18h00 les jours de semaine, et vers 17h00 le samedi. La plupart des magasins sont fermés le dimanche, sauf le premier dimanche du mois, qu'on appelle Koopzondag.

UN GESTE TYPIQUE

Les gens se tapent sur leur propre front pour signifier que quelqu'un est fou.

UNE EXPRESSION COURANTE

« Zoals het klokje thuis tikt, tikt het nergens » (l'horloge fait tic-tac à la maison comme nulle part ailleurs) signifie « rien ne vaut son propre chez soi ».

RELIGION

La religion est une affaire privée. La majorité des habitants ne sont pas croyants. Environ un quart d'entre eux sont chrétiens. Il existe des communautés assez nombreuses de musulmans, hindous et bouddhistes.

FILMS

Infiltrant (Infiltré) : Sam, un agent de police néerlando-marocain est puni par ses supérieurs après qu'il a agressé un homme qui bat sa propre femme. Suspendu de ses fonctions, Sam a une dernière chance de retrouver sa place dans les forces de police en mettant la main sur l'un des trafiquants de drogue les plus connus des Pays-Bas, lors d'une embuscade.

Die Nieuwe Wereld (Le Nouveau Monde) : à l'aéroport, Mirte, une femme de ménage plutôt arrogante, entame une relation inattendue avec un réfugié d'Afrique de l'Ouest, qui n'accepte pas ses réactions agressives lorsqu'il essaie de devenir son ami.

Shouf Shouf Habibi! (Regarde, regarde, chérie !) : présenté comme le premier film multiculturel des Pays-Bas, cette comédie légère raconte le quotidien d'une famille

marocaine aux Pays-Bas, et les conflits culturels qu'ils vivent dans la société néerlandaise. Bientôt adulte, le fils au caractère très joueur doit faire face à des décisions sur l'identité qu'il souhaite adopter.

LIVRE

Le Journal d'Anne Frank : les écrits authentiques d'une adolescente juive allemande à Amsterdam qui était forcée de se cacher quand les Nazis ont envahi les Pays-Bas et ordonné d'envoyer tous les Juifs dans les camps. Les pensées de la jeune Anne Frank donnent à réfléchir au lecteur et sont à la fois très pertinentes et très émouvantes.

TRI DES DÉCHETS ET RECYCLAGE

Il existe une consigne sur certaines bouteilles ou bocaux de verre, que l'on peut déposer dans les magasins en échange d'un bon d'achat. Les lieux publics disposent généralement de conteneurs distincts pour les matériaux recyclables comme le plastique. Les habitants reçoivent deux poubelles : une pour la nourriture (comme les épluchures de fruits et légumes) et l'autre pour le reste des ordures ménagères.

TRADITIONS

Le réveillon de la Saint-Nicolas (Pakjesavond) est célébré le 5 décembre, quand saint Nicolas (Sinterklaas) a visité les villages des Pays-Bas accompagné d'un servant que l'on

appelle le Zwarte Peter (Pierre le Noir), un personnage controversé et polémique dans la société d'aujourd'hui.

On célèbre l'anniversaire du roi Willem-Alexander le 27 avril : les gens portent des vêtements de couleur orange, décorent leur maison avec des éléments de couleur orange, servent des plats et des boissons à base d'orange. C'est la « oranjegekte » (la fièvre orange), qui fait référence à la dynastie du roi, la maison d'Orange-Nassau.

Quand on rend visite à un nouveau-né, on mange un « beschuit met muisjes », une sorte de biscuit.

? QUELQUES ORGANISMES QUI TRAVAILLENT AVEC LES MIGRANTS ET RÉFUGIÉS

Organisation internationale pour les Migrations (OIM ; en anglais, IOM : International Organization for Migration)

Fournit des services et des conseils aux migrants, notamment pour les retours volontaires, la réintégration, la lutte contre le trafic, l'intégration et le relogement dans l'Union européenne.
Carnegielaan 12
2517 KH The Hague
+31 70 318 15 00
missionthehague@iom.int
www.iom-nederland.nl

Conseil des Réfugiés aux Pays-Bas (Dutch Refugee Council)

Défend les droits des réfugiés et des demandeurs d’asile et les aide à construire une nouvelle vie. Surinameplein 122
1058 GV Amsterdam
Postbus 2894
1000 CW Amsterdam
+31 020 34 67 200
info@vluchtelingenwerk.nl
www.vluchtelingenwerk.nl

Ros

Offre des conseils et de l’information sur les droits au logement, les soins médicaux et l’éducation ; des leçons de langue néerlandaise ; une médiation pour l’appui juridique ; des logements temporaires d’urgence ; l’assistance en cas de rapatriement dans le pays de naissance ; un soutien pour l’organisation, le plaidoyer, le lobbying et les plaintes ; un espace pour la prière.
Hang 14
3011 GG Rotterdam
+31 062 53 83 472
stichtingros@hotmail.com
www.stichtingros.nl

Stichting Gast

Aide les réfugiés à Nijmegen et aux alentours pour les problèmes de logement, d’alimentation et donne des conseils.
Tweede Walstraat 19
6511 LN Nijmegen

+31 024 32 94 250
info@stichtinggast.nl
www.stichtinggast.nl

Amsterdams Solidariteits Komitee Vluchtelingen (Comité de solidarité avec les réfugiés d'Amsterdam)

Fournit une assistance juridique et un soutien social, dont le logement, aux réfugiés sans papiers. Frederik Hendrikstraat 111c
1052 HN Amsterdam
+31 020 62 72 408
askvsv@dds.nl
www.askv.nl

International Network of Local Initiatives With Asylum Seekers (INLIA ; Réseau international d'initiatives locales pour les demandeurs d'asile)

Offre des conseils aux demandeurs d'asile dans la rue.
Jacobijnerstraat 5
9712 HZ Groningen
+31 050 31 38 181
inlia@bart.nl
www.inlia.nl

Wereldhuis

Offre de l'information, du conseil, de l'éducation, et des stratégies de responsabilisation et d'émancipation par et pour les migrants sans papiers.
Nieuwe Herengracht 20
1018 DP Amsterdam

+31 062 28 21 472
info@wereldhuis.org
www.wereldhuis.org

Kruispost

Fournit des soins médicaux et psychosociaux pour les demandeurs d’asile, les sans-abris et les personnes sans assurance maladie. Oudezijds Voorburgwal 129
1012 EP Amsterdam.
+31 020 62 49 031
kruispost@oudezijds100.nl
www.oudezijds100.nl

Stichting Gast

Aide les réfugiés à Nijmegen et aux alentours pour les problèmes de logement, d’alimentation et donne des conseils.
Tweede Walstraat 19
6511 LN Nijmegen
+31 024 32 94 250
info@stichtinggast.nl
www.stichtinggast.nl

Stichting Landelijk Ongedocumenteerden Steunpunt (Point d’assistance pour les migrants sans papiers)

Travaille sur les enjeux liés aux conditions de vie des migrants sans-papiers.
Hang 14
3011 GG Rotterdam

+31 010 74 70 156
info@stichtinglos.nl
www.stichtinglos.nl

PORC

On trouve de nombreux produits à base de porc dans les supermarchés et les boucheries.

5.99
BRATMAXE
8+1 GRATIS
KÄSEKRAINER
WEISSWURST
hubers
Hendl Käsekrainer
350 g
SCHWEINEFLEISCH

GEGRILD
GEGRILD
VARKENASVLEES

24.90
14.95
32.90
32.90
24.90
45.90
FALUKORV

MAIALE

XOIPINO

CARNE DI MAIALE

ΧΟΙΡΙΝΟ

CARNE DI MAIALE

SCHWEINEFLEISCH

Espagne

SYSTÈME POLITIQUE

L’Espagne est une monarchie constitutionnelle : le roi est le chef d’État, mais le réel pouvoir décisionnaire est détenu par un gouvernement démocratiquement élu, dirigé par le Premier ministre. Le Parlement espagnol s’appelle les Cortes Generales, dans lequel le pouvoir est réparti entre la chambre basse (le Congrès des députés) et la chambre haute (le Sénat).
Les quatre principaux partis politiques sont le Parti populaire (PP) de centre droit ; le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) ; Podemos, à gauche ; et les libéraux de Ciudadanos (Citoyens). Les partis régionaux jouent aussi un rôle important, et les régions du Pays basque et de la Catalogne ont chacune des mouvements d’indépendance très forts.

GÉOGRAPHIE

L’Espagne partage ses frontières terrestres avec le Portugal, Andorre et la France. Le pays possède aussi d’importants territoires dans les îles Baléares de la mer Méditerranée et dans les îles Canaries de l’océan Atlantique. L’Espagne possède aussi une enclave en France (Llívia) et exerce sa

souveraineté sur quelques petits territoires sur la côte d’Afrique du Nord et au large : notamment Ceuta et Melilla, entourés par le Maroc.

TABOUS

Les Espagnols adorent les débats politiques, mais certains sujets sont tabous, comme la guerre civile espagnole et l’époque du général Francisco Franco, et doivent être abordés avec tact et prudence.

RELIGION

Les trois quarts des Espagnols se définissent comme catholiques, et seule une minorité déclare n’avoir pas de croyance religieuse. On compte 5% de musulmans, protestants et bouddhistes. Socialement, les habitants sont plutôt progressistes, particulièrement dans les zones urbaines. Mais comme c’est la cas en général, les personnes qui vivent à la campagne et dans les régions rurales sont plus conservatrices.

DÉMOGRAPHIE

La majorité des habitants d’Espagne sont nés dans le pays, et on compte 14% d’immigrés. La plupart d’entre eux viennent des anciennes colonies espagnoles d’Amérique latine, d’Afrique et d’Asie, et les autres viennent d’Afrique du Nord, d’Afrique de l’Ouest et d’Europe de l’Est.

SANTÉ

La législation espagnole garantit aux demandeurs d’asile le même accès aux services de santé que les citoyens espagnols. Cela inclut notamment l’accès à un psychologue pour les personnes qui ont vécu la torture ou d’autres traumatismes, même s’il n’existe pas de structures spécifiques qui peuvent s’occuper de ce type de patients. Le système national de sécurité sociale offre gratuitement l’assurance maladie à la population. Il est géré de plus en plus par les autorités autonomes.

ÉDUCATION

L’école est obligatoire pour tous les enfants de 6 à 16 ans, et les enfants de demandeurs d’asile peuvent fréquenter les écoles locales. L’inscription des enfants dans le système scolaire et leur apprentissage de la langue locale dépendent du règlement de chacune des autorités autonomes. En général, on leur fait suivre des cours d’intégration ou préparatoires, ou bien un suivi par des tuteurs de classe. Cependant, certaines régions n’offrent aucun service particulier.

POPULATION

L’Espagne est réputée pour sa vie nocturne, et de nombreux Espagnols aiment sortir en ville jusque tard dans la nuit pour boire, manger, rencontrer des amis, danser et s’amuser. Les gens sont très attachés à leur village ou

région d’origine, ce qui fait de l’Espagne un pays très diversifié.

En 711, les armées musulmanes - qu’on appelait les Maures - sont arrivées d’Afrique du Nord pour envahir une grande partie de la péninsule ibérique. Elles ont dominé la région pendant environ 800 ans. L’héritage laissé par la domination arabe se retrouve dans les langues parlées en Espagne, la nourriture, l’art, le nom des villes et région, et l’architecture.

GASTRONOMIE, BOISSONS ET TABAC

Voici quelques noms de supermarchés : Alcampo, Mercadona, Carrefour et Lidl. En Catalogne, on trouve aussi Consum et Bon Area.

Il est interdit de fumer à l’intérieur des lieux publics comme les bars et les cafés, et à l’extérieur de certains endroits comme les hôpitaux ou les jardins d’enfants.

Les Espagnols boivent habituellement du vin et de la bière pendant les repas et les heures de sortie. Certains boivent du brandy ou du vin avant midi. C’est notamment le cas des personnes des anciennes générations, et on peut considérer que c’est une vieille coutume plutôt qu’un problème d’alcoolisme.

L’Espagne est réputée pour sa cuisine, qui compte aussi bien les snacks et les délicieuses tapas vendus dans les bars – notamment la tortilla, une omelette de pommes de terre – que des plats plus copieux. Un des plus connus du pays est la paella : un plat de riz cuit dans un bouillon, épicé de

safran et servi avec des fruits de mer, du poulet ou du lapin. Le porc et le vin sont des ingrédients très présents dans la cuisine espagnole.

On trouve de la viande halal dans les grandes villes, et beaucoup de restaurants servent des plats halal, notamment les lieux tenus par des personnes originaires d'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient.

CONCUBINAGE (VIVRE EN COUPLE SANS MARIAGE)

Au cours des 20 dernières années, l'Espagne a connu un gros changement dans les pratiques de cohabitation, et désormais près de 40% des naissances ont lieu hors mariage.

MARIAGE ENTRE PERSONNES DE MÊME SEXE (MARIAGE HOMOSEXUEL)

L'Espagne a été le troisième pays au monde à légaliser le mariage entre personnes du même sexe, en 2005.

UNE EXPRESSION COURANTE

« Tiene más lana que un borrego » (il a plus de laine qu'un agneau) signifie que quelqu'un est très riche.

UN GESTE TYPIQUE

Pour dire qu'ils n'ont pas d'argent, les gens mettent leur index et leur majeur sous un œil et descendent les deux doigts le long du visage.

FÊTES

Semaine sainte : pendant la semaine qui précède Pâques, on organise de spectaculaires défilés qui rejouent la Passion du Christ. Les croyants font des processions solennelles dans les centres-villes, souvent vêtus de tenues médiévales et portant des croix.

Les fêtes ont lieu dans la plupart des villes et villages espagnols pendant l'été et ont souvent un rapport avec le passé agricole du pays ou les célébrations religieuses. Ces fêtes de rue sont réputées pour être pleines de couleurs et d'énergie, avec des concerts, de l'alcool, de la nourriture et des spectacles qui continuent jusqu'au bout de la nuit.

La Fête de la Tomate : le combat de tomates, connu dans le monde entier, a lieu au mois d'août à Bunyol près de Valence, et rassemble des milliers d'amateurs de la tomate du monde entier.

Les courses de taureaux des fêtes de la Saint-Firmin : chaque année en juillet à Pampelune, pendant 8 jours, près de 2 000 personnes participent à une course devant des taureaux lâchés en liberté dans une partie de la ville. Les participants doivent courir dans des rues étroites jusqu'à entrer dans une arène de corrida (tauromachie). L'origine de cette fête remonte à l'époque où les villageois devaient rassembler les taureaux dans l'arène une fois par an pour les tuer.

TRI DES DÉCHETS ET RECYCLAGE

On trouve des endroits dédiés au recyclage à côté des conteneurs à déchets. Le conteneur bleu sert au recyclage du papier, le vert avec une petite ouverture reçoit le verre, et le jaune pour le plastique et certains métaux.

PHARMACIES

Les pharmacies sont généralement ouvertes du lundi au vendredi de 9h30 à 21h30 et ferment à l'heure du déjeuner entre 14h00 et 17h00. Le samedi, les pharmacies ferment souvent à 14h00 et la plupart d'entre elles ne sont pas ouvertes le dimanche. Dans les villes et les plus gros villages, on trouve généralement des pharmacies qui se relaient pour rester ouvertes la nuit et les jours fériés. L'adresse des pharmacies les plus proches est affichée sur les portes des pharmacies fermées.

FILMS

Biutiful (Beau) : un homme sympathique vivant à Barcelone gagne de l'argent en aidant les immigrés sans papiers à trouver du travail. Quand il découvre qu'il a une maladie incurable, il décide d'héberger une mère de famille réfugiée et son enfant dans son appartement avec ses deux enfants. Mais quand un groupe d'immigrés chinois meurent asphyxiés par un appareil de chauffage à gaz qu'il a installé, il est assailli de sentiments de culpabilité et de désespoir.
Les Cartes de Alou : immigré sans papiers, Alou est obligé de voyager à travers l'Espagne pour trouver du travail. Après

une succession de petits boulots ingrats, Alou s’installe à Barcelone, où il commence à travailler avec d’autres migrants et se retrouve à nouveau dans l’illégalité.

LIVRE

Don Quixote (Don Quichotte) de Miguel de Cervantes : c’est un des chefs-d’œuvre de la littérature, publié au début des années 1600. Il raconte l’histoire d’un jeune chevalier malchanceux qui se lance dans une quête sur le territoire espagnol, à la recherche d’aventures pour exercer ses talents de chevalerie.

QUELQUES ORGANISMES QUI TRAVAILLENT AVEC LES MIGRANTS ET RÉFUGIÉS

Organisation internationale pour les Migrations (OIM ; en anglais, IOM : International Organization for Migration)

Fournit des services et des conseils aux migrants, notamment pour les retours volontaires, la réintégration, la lutte contre le trafic, l’intégration et le relogement dans l’Union européenne.
Calle Fernando el Católico 10 | 1º B
28015 Madrid
+34 914 457 116
iommadrid@iom.int
www.spain.iom.int

Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR, Commission espagnole pour l'aide aux réfugiés)

Fournit des hébergements temporaires d'urgence, une aide et des conseils juridiques, un soutien social et psychologique, de l'éducation, des emplois et une aide à l'apprentissage de la langue locale. La commission travaille avec Accem, la Croix-Rouge et d'autres organismes pour appliquer le programme gouvernemental d'aide aux réfugiés.

Avenida General Perón 32 | 2º
28020 Madrid
+34 915 980 535
+34 915 980 592
colabora@cear.es
www.cear.es

La Cruz Roja (La Croix Rouge Espagnole)

Fournit de quoi satisfaire les besoins des nouveaux arrivants en Espagne. L'organisme travaille avec la CEAR, Accem et d'autres organismes pour appliquer le programme gouvernemental d'aide aux réfugiés.

Avenida Reina Victoria 26
28003 Madrid
+34 902 222 292
informa@cruzroja.es
www.cruzroja.es

Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés – Espagne (ACNUR ; en anglais : United Nations High Commissioner for Refugees)

Conseils juridiques et protection pour les réfugiés et les demandeurs d’asile en Espagne.
+34 915 563 503
+34 915 563 649
spama@unhcr.org
www.acnur.es

Accem

Se donne pour objectif de sensibiliser les gens aux conditions de vie des personnes en risque d’exclusion, dont les réfugiés et les immigrés sans papiers. Travaille dans le but d’améliorer ces conditions de vie. L’organisme offre de l’aide et des conseils juridiques, de la formation professionnelle, des hébergements temporaires et d’autres programmes d’accompagnement social. Il joue un rôle très important dans l’application du programme gouvernemental pour les réfugiés, aux côtés de la CEAR, de la Croix-Rouge et d’autres organismes.
+34 915 327 478
+34 915 327 479
accem@accem.es
www.accem.es

Andalucia Acoge (Andalousie Bienvenue)

Offre des conseils et un soutien juridiques, de l’information pour faciliter l’accès au logement, à l’emploi, à l’éducation et à la santé à travers une fédération de 9 associations installées dans 21 centres en Andalousie et à Melilla.
Cabeza del Rey Don Pedro 9 | bajo 41004 Sevilla

+34 954 900 773
acoge@acoge.org
acoge.org

Servei d’Atenció a Immigrants, Emigrants i Refugiats - SAIER (Centre d’aide aux immigré, émigrés et réfugiés)

Fournit dans plusieurs langues aux nouveaux arrivants à Barcelone des services et de l’information. Les domaines concernés sont la migration, l’asile et les retours volontaires.
Avenida Parallel 202
08015 Barcelona
+34 932 562 700
saierinfo@bcn.cat
www.bcn.cat

Voici le lien internet pour consulter un guide pour les réfugiés, disponible en langue espagnole, catalane, anglaise et arabe :
refugee.gencat.cat

Voici le lien internet pour consulter de l’information utile sur Barcelone, disponible en langue espagnole, catalane et anglaise :
ciutatrefugi.barcelona

TRANSPORTS EN COMMUN

N’oubliez pas de valider votre ticket dans les transports publics. Pour voyager entre les grandes villes, le bus est l’option la moins chère.

Fahrausweise
Tickets
Billets

Ticket

474
474

Fahrkarten/Tickets
DB BAHN

STOP

Suède

SYSTÈME POLITIQUE

La Suède est une monarchie constitutionnelle. C'est le roi Carl XVI Gustaf qui est à la tête de l'État, mais le réel pouvoir décisionnaire est détenu par le Premier ministre et son gouvernement démocratiquement élus.
Le système d'État-providence est très généreux et le paysage politique est plus à gauche que dans la plupart des autres pays d'Europe. Le Parti social-démocrate suédois des travailleurs a dominé le jeu politique depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, mais les temps changent.

Récemment, la Suède a connu une augmentation des opinions d'extrême droite. Aux élections de 2014, le parti des Démocrates de Suède a quasiment atteint 13% des votes, faisant de lui la troisième force politique du Parlement. D'autres groupes d'extrême droite ont aussi connu une hausse de leur soutien populaire.

Contrairement à la plupart des autres pays de l'UE, la Suède n'utilise pas l'euro pour monnaie, et n'envisage pas de remplacer sa propre monnaie – le krona – à l'avenir.

GÉOGRAPHIE

La Suède est située en Scandinavie, dans le nord de l’Europe. Ses voisins sont la Finlande (avec qui elle partage une longue histoire des migrations et des échanges culturels), la Norvège et le Danemark. Le pays est principalement constitué de forêts, possède des chaînes de montagnes, des dizaines de milliers de lacs et quelques terres cultivables.

DÉMOGRAPHIE

On compte près de 10 millions de Suédois, et le plupart d’entre eux ont des origines dans la Finlande voisine, dans les pays de langue arabe, en Iran et en ex-Yougoslavie. En 2010, près de 14% de la population était née à l’étranger, et des dizaines de milliers de migrants de Syrie, d’Érythrée et d’autres pays entrent chaque année en Suède.

RELIGION

Beaucoup d’habitants ne sont pas croyants, mais les Suédois suivent la tradition historique du luthérianisme. Cette forme de protestantisme est devenue un élément majeur de l’identité suédoise, même si peu de gens vont à la messe de nos jours. L’islam est la deuxième religion du pays, et on trouve aussi des hindous, des juifs et des pratiquants d’autres religions.

ÉDUCATION

Les enfants de plus de 1 an vont généralement à l’école maternelle, puis l’école est obligatoire pour les enfants suédois âgés de 7 à 16 ans. Les enfants de demandeurs d’asile ont le droit de s’inscrire dans ces écoles et de suivre des cours dans leur propre langue maternelle. Cependant, à cause du nombre important de réfugiés que la Suède essaie d’intégrer dans le système, il faut parfois attendre des mois avant de pouvoir assister au premier cours. Quasiment tous les jeunes de 16 à 19 ans doivent suivre des cours préparatoires avant de poursuivre leurs études, comme les formations professionnelles, entre autres.

POPULATION

Même si la Suède est réputée pour être l’un des pays européens les plus ouverts d’esprit en Europe, la plupart des Suédois sont plutôt indépendants, introvertis et fiers de leurs traditions.

SANTÉ

L’assurance maladie suédoise est gratuite pour les habitants, et le système est financé par les impôts. Les enfants réfugiés bénéficient du même accès que les Suédois, mais les réfugiés adultes n’ont le droit qu’aux consultations, aux urgences, aux examens pré-nataux et à quelques autres soins. En 2013, les migrants sans papiers avaient les même accès à l’assurance maladie que les réfugiés.

GASTRONOMIE, BOISSONS ET TABAC

La Suède fait respecter strictement la législation anti-tabac dans les lieux publics, interdisant de fumer dans les restaurants, bars et beaucoup d'autres lieux publics. Si vous voulez fumer une cigarette chez quelqu'un, bien que ce soit légal et même quand le temps est trop mauvais dehors, on vous répondra sans doute non.

On consomme beaucoup d'alcool en Suède. Le pays fait partie de la
« Ceinture de Vodka », et cette boisson est populaire dans toutes les générations. En dehors des bars, on peut acheter de la bière, du vin et de l'alcool fort uniquement dans les Systembolaget, des magasins gérés par l'État, dont les horaires sont strictement établis par la législation. Ils ferment à 20h00 au plus tard et sont fermés le dimanche et les jours fériés.

Boire du café est une véritable habitude sociale en Suède, et les amis ou collègues de travail se retrouvent au moins une fois par jour pour un
« fika », un moment autour d'un café.

Le « sill » (du hareng mariné) est un plat de base qu'il faut absolument goûter, en buvant un verre, ou accompagné de pain et de pommes de terre pour en faire un repas plus copieux.

La Suède est réputée pour ses
« köttbullar », des boulettes de viande servies avec de la sauce et de la confiture d'airelle rouge.

Les kebabs et les falafel sont des snacks très populaires en fin de journée, et particulièrement à Malmö, où les immigrés du Moyen-Orient ont rapporté ces sandwiches.

Le « Surströmmingsskiva », une des traditions culinaires les plus anciennes de Suède, est une véritable épreuve pour l'estomac des non-connaisseurs. Il s'agit de hareng fermenté dans des tonneaux, et le résultat est un plat au poisson à l'odeur extrêment forte et désagréable. C'est pour ça qu'on le mange plutôt dehors, en plein air, pendant l'été.

TABOUS

Les droits des femmes et le féminisme sont des idéaux très importants en Suède, et les remarques sexistes sont complètement tabous.

FÊTES

Midsommarfesten : célébré en plein cœur de l'été, Midsommarfesten est une fête très pittoresque pendant laquelle les Suédois dansent autour d'un mât ou d'un poteau décoré de fleurs et de feuilles. Cette célébration vient du passé agricole du pays, et c'est une façon de maintenir ces traditions, même si beaucoup de Suédois ont depuis quitté les campagnes.

Valoborgmässoaften : pour dire adieu aux longs hivers froids et sans lumière et accueillir le printemps, les Suédois organisent des célébrations dans lesquelles ils allument des feux de camp, qui évoquent la chaleur des mois à venir.

Första Maj : le 1er mai, le Jour des travailleurs, les Suédois manifestent dans la rue. Le très fort esprit de gauche du pays prend vie dans un moment rempli de passion et de flamboyance.

CONCUBINAGE (VIVRE EN COUPLE SANS MARIAGE)

Le concubinage est depuis longtemps accepté en Suède, contrairement à beaucoup d'autres pays d'Europe. À la fin des années 1970, environ 96% de femmes suédoises mariées avaient déjà vécu avec autre partenaire en dehors du mariage. Aujourd'hui, plus de la moitié des enfants sont nés hors mariage.

MARIAGE ENTRE PERSONNES DE MÊME SEXE (OU MARIAGE HOMOSEXUEL)

Le mariage homosexuel est autorisé en Suède depuis 2009, et les relations gay et lesbiennes sont très communes et très répandues.

TRI DES DÉCHETS ET RECYCLAGE

En Suède, la quasi-totalité des déchets ménagers sont triés pour être recyclés. La législation exige l'installation de stations de recyclage à moins de 300 mètres de toute zone résidentielle. Les Suédois n'ont donc aucune excuse pour ne pas recycler leurs déchets. On dépose la plupart des déchets recyclables dans des conteneurs spéciaux situés dans les immeubles ou dans les stations alentour. Les

bouteilles de verre peuvent être rapportées à certains magasins en échange d’une consigne (un petit montant d’argent).

IKEA

Tout ce dont vous avez besoin pour la maison se trouve facilement dans cette véritable institution suédoise. C’est à vous d’assembler les meubles à la maison.

MAGASINS

La plupart des magasins sont ouverts du lundi au vendredi de 9h30 à 18h00 et le samedi de 9h30 à 16h00. Da les villes, certains grands magasins sont ouverts de 12h00 à 16h00 le dimanche mais sont souvent fermés pendant les jours fériés.

UNE EXPRESSION COURANTE

« Jag pratar inte så bra svenska. » (Je ne parle pas très bien le suédois.)
« Kan ni prata lite långsammare, tack? » (Pouvez-vous parler plus lentement, s’il vous plaît ?)
« Jag lär mig svenska. » (Je suis en train d’apprendre le suédois.)

LIVRE

The Days of His Grace de Eyvind Johnson : situé dans l’Italie du Nord pendant la période médiévale, « The Days of His

Grace » est un roman historique qui s’intéresse au quotidien d’une famille au moment où Charlemagne, le roi des Francs, envahit la région.

FILMS

Svinalängorna (Beyond) : une Suédoise qui vit dans un logement social des cités apprend que sa mère est sur le point de mourir. Ce moment de crise l’oblige à affronter le passé douloureux de sa propre enfance, notamment le sentiment de perte d’identité de ses parents, des Finlandais, et la façon dont son père a essayé de rejeter son statut de citoyen de seconde zone à travers l’alcool et la violence.

Det Nya Landet (Le nouveau pays) : ce film émouvant a ouvert la voie du cinéma multiculturel en Suède. Il suit la vie complexe d’un adolescent somalien et d’un Iranien de 40 ans qui se rencontrent dans un camp de réfugiés. Ils embarquent pour leur nouveau pays d’adoption avec une ancienne reine de beauté suédoise, pour échapper à la police, et à leur propre passé.

Utvandrarna (Les émigrés) : film basé sur deux romans d’une série de quatre tomes, « Utvandrarna » raconte le voyage d’une famille suédoise qui quitte la misère des campagnes de Suède du milieu du 19e siècle pour tenter une nouvelle vie en Amérique. Dans ce nouveau pays, les membres de la famille doivent accepter leur statut d’immigrés et s’adapter à leur nouvelle vie de fermiers dans le Midwest des États-Unis.

? QUELQUES ORGANISMES QUI TRAVAILLENT AVEC LES MIGRANTS ET RÉFUGIÉS

Welcome to Europe (w2eu) Sweden

Fournit une information complète et à jour en langue arabe, anglaise, farsi et française à propos de la législation allemande sur l'asile, les procédures pour déposer sa demande, le règlement Dublin III, l'aide aux mineurs, la détention, les expulsions, le rassemblement familial, l'assistance médicale et l'emploi.
www.w2eu.info

Ingen Människa Är Illegal (Réseau personne n'est illégal)

Fournit un soutien pratique aux personne sans papiers qui restent en Suède après avoir vu leur demande d'asile rejetée. Le site internet offre plus d'informations dans différentes langues et donne les adresses et numéros de téléphone des lieux du réseau.
www.ingenillegal.org

Kontrapunkt

Offre de nombreux types d'aide, notamment les conseils juridiques, les cours de langue, la mise en réseau professionnel, l'alimentation et les vêtements. C'est un organisme très efficace et géré par des bénévoles - contrairement au Centre de conseil pour les réfugiés suédois.
www.kontrapunktmalmo.net

Swedish Refugee Advice Center (Centre de conseil pour les réfugiés suédois)

Offre des conseils et une assistance juridiques concernant l'asile, le rassemblement familial, la citoyenneté et d'autres questions relatives à la législation sur les étrangers « Aliens Act ».

Gyllenstiernsgatan 14
115 26 Stockholm
(du lundi au mercredi de 9h00
à 13h00)
+46 20 088 0066
info@sweref.org
www.sweref.org

FARR – Swedish Network of Refugee Support Groups (Réseau suédois des groupes de soutien aux réfugiés)

Offre des conseils juridiques aux demandeurs d'asile dont la demande a été rejetée, et met en place des cliniques de santé pour les immigrés sans papiers, tenues par des bénévoles. Cet organisme a des bureaux dans différentes régions de Suède.

Box 391
101 27 Stockholm
+46 87 100 245
info@farr.se
www.farr.se

Caritas Sverige (Caritas Suède)

Offre aux migrants sans papiers des conseils juridiques pour déposer une deuxième demande d’asile ou demander un retour dans leur pays d’origine, ainsi qu’une assistance matérielle. L’organisme a des branches dans tout le pays.
Ölandsgatan 42
116 63 Stockholm
+46 85 5602 000
www.caritas.se

Red Cross Sweden (Croix Rouge suédoise)
Fournit un soutien, de l’information et des soins aux migrants et réfugiés de Suède.
Hornsgatan 54 | Box 175 63
118 91 Stockholm
+46 77 119 9500
info@redcross.se
www.redcross.se

Läkare i Världen (Médecins du Monde – Suède)
Fournit des soins aux migrants sans papiers qui n’ont normalement pas accès au système de santé. Sa clinique médicale s’occupe principalement de citoyens de l’UE et des ressortissants de pays tiers qui possèdent le visa d’un des pays de l’UE. L’association ne refuse pas de soigner les autres personnes, mais si vous êtes une personne sans papiers, vous aurez sans doute accès à de meilleurs soins en passant par le système de santé normal. L’association fournit aussi des conseils juridiques pour les personnes dont la demande d’asile a été rejetée.

Box 390 06 | 100 54 Stockholm
+46 08 664 6687
info@lakareivarlden.se
www.lakareivarlden.se

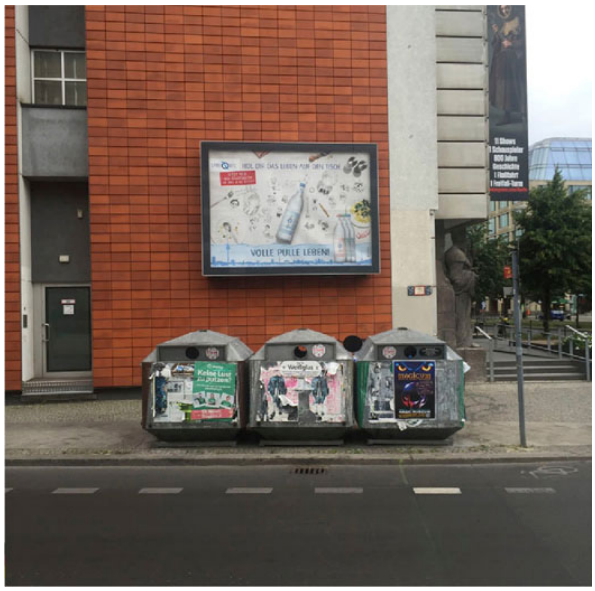
Läkare Utan Gränser (Médecins Sans Frontières)

Principal service médical pour les migrants sans papiers dans la région de Stockholm.
Fredsborgsgatan 24
4 trappor | Box 47021
100 74 Stockholm
+46 85 5609 808
info.sweden@msf.org
www.lakareutangranser.se

RECYCLAGE DES DÉCHETS

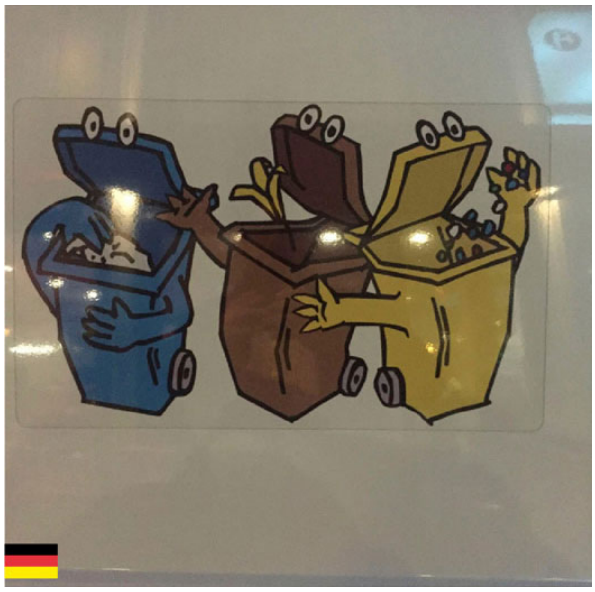
Il est très courant de recycler les déchets en Europe, même si la façon de faire peut être très différente selon la région.

PMD - PMC
RESTE
REST
PAPIER
PAPIER
GLAS - VERRE


VOLLE PULLE LEBEN!

www.gruener-punkt.de/glas
Flachglas
Bleiglas
Glühbirnen
STOPP
Keramik
Steingut
Porzellan
www.gruener-punkt.de/glas

ALEXANDERPLATZ



πλαστικό
χαρτί
You love frozen yogurt I love plastic
You love frozen yogurt I love paper

The embassy of clean Berlin

Royaume-Uni

SYSTÈME POLITIQUE

Le chef d'État est la reine Elizabeth II, et même si elle occupe une place importante dans la vie du gouvernement, elle n'exerce qu'un pouvoir de cérémonie.
Le Royaume-Uni comprend l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord, chaque pays ayant sa propre culture et se trouvant, de fait, séparé des autres. Pour sa monnaie, le Royaume-Uni utilise la livre sterling car il a refusé d'adopter l'euro. L'Irlande du Nord partage son île avec la République d'Irlande, un pays séparé du Royaume-Uni qui utilise l'euro. En juin 2016, un référendum portant sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE a donné une majorité de votes pour la sortie de l'Union. Le résultat du vote n'était pas contraignant, et le Parlement doit encore se prononcer en votant, mais des négociations avec l'UE sont déjà en cours.

L'Écosse possède son propre parlement, et le Pays de Galles et l'Irlande du Nord ont des assemblées, mais tous ces pays ont des ministres à Londres, où l'on décide des lois les plus importantes.

L'Irlande du Nord est désormais très pacifique, mais un conflit qu'on appelait Les Troubles (The Troubles) a semé la violence dans le pays. Le conflit opposait principalement les

Unionistes protestants qui voulaient rester dans le Royaume-Uni, contre les Nationalistes catholiques qui voulaient rejoindre la République d'Irlande.

Le Parti conservateur (Tories) de centre droit, et le Parti travailliste (Labour Party) de centre gauche ont dominé la vie politique du dernier siècle. D'autres partis plus petits ont aussi gagné des voix et des sièges. Le Parti nationaliste écossais est le plus grand parti d'Écosse. Au Pays de Galles, le parti Plaid Cymru fait campagne pour l'indépendance du pays. Un référendum sur l'indépendance de l'Écosse a eu lieu en 2014, et bien que les participants aient choisi de rester au Royaume-Uni, le débat continue.

GÉOGRAPHIE

Les îles Britanniques sont un archipel situé au nord-ouest de l'Europe continentale, entre l'Océan Nord-Atlantique et les eaux de la Manche anglaise. Sa température est plus douce que celle des autres régions situées à la même latitude grâce au Gulf Stream, un courant qui réchauffe le climat, et sans lequel la région serait de type nordique.

DÉMOGRAPHIE

Le Royaume-Uni est une société multiculturelle dont la population est fortement représentative du passé colonial du pays. On compte de nombreuses communautés de populations originaires des Caraïbes, du sous-continent indien et d'Afrique.

Aujourd’hui, de nombreux migrants viennent d’Europe de l’Est, d’Espagne, de France, d’Amérique du Sud et d’autres régions du monde.

RELIGION

Le pays est majoritairement chrétien mais reste laxiste et tolérant en ce qui concerne la pratique de la religion et la messe. Un grand nombre de personnes ne pratique aucune religion. On compte aussi de nombreuses communautés musulmanes, hindous, sikh et juives.

ÉDUCATION

Tous les enfants âgés de 5 à 17 ans doivent aller à l’école, qui est gratuite. Si un élève obtient le niveau A ou un autre diplôme valide, il peut aller à l’université. Les frais d’inscription très élevés et la difficulté pour obtenir un prêt représentent un gros défi pour certains réfugiés, mais certaines structures offrent des bourses et financements à un nombre limité de réfugiés.

SANTÉ

Le système national de santé (NHS : National Health Service) est géré par le gouvernement et financé par les cotisations. Il offre une assurance maladie gratuite aux habitants et citoyens du pays. L’accès à l’assurance maladie est généralement possible et gratuite pour les demandeurs d’asile qui bénéficient du soutien s.95 ou s.4. Tous les

autres - y compris ceux qui ont vu leur demande d’asile rejetée - ont accès aux traitements d’urgence, mais on peut leur demander de payer les soins. Dans ce cas, les frais demandés dépendent de la volonté de l’administration de l’hôpital et peuvent même être offerts.
Les réfugiés et les demandeurs d’asile qui sont en Écosse ont droit à l’assurance maladie gratuite mais doivent montrer un document d’identité.

POPULATION

Les Britanniques sont réputés pour leur politesse et sont généralement très sympathiques avec les étrangers, qu’ils n’hésitent pas à aider. Ils peuvent aussi être assez fiers de leur culture, et donc très susceptibles sur le sujet.

TABOUS

Les Britanniques font souvent tout leur possible pour ne pas avoir à insulter ou offenser quelqu’un, donc si vous voulez faire une critique à quelqu’un, il vaut mieux ne pas être direct. Il est très impoli de doubler quelqu’un dans une file d’attente, et ce comportement peut provoquer des regards colériques ou un conflit.

GASTRONOMIE, BOISSONS ET TABAC

Il est interdit de fumer à l’intérieur des lieux de travail en Angleterre, y compris dans les pubs, les restaurants et les

autres lieux publics. Cette législation est strictement contrôlée.

Pour beaucoup de gens, boire de l'alcool fait essentiellement partie de l'identité britannique, et le week-end, les gens ont l'habitude de sortir boire des verres entre amis. Les centre-villes peuvent être très animés la nuit — et parfois très intimidants — avec beaucoup de personnes ivres qui errent dans les rues.

Le fish and chips est le plat national le plus connu du Royaume-Uni, même s'il a perdu en popularité ces derniers temps. C'est du poisson — habituellement de la morue — trempé dans de la pâte à frire, puis frit dans l'huile, et servi avec des patates frites coupées en gros morceaux. Ce plat est généralement accompagné de petits pois écrasés à la menthe, de sauce gravy ou curry, et assaisonné de sel et vinaigre avant d'être enveloppé dans du papier journal.

La nourriture indienne est extrêmement populaire au Royaume-Uni, et on trouve un restaurant indien jusque dans certains petits villages. Le poulet tikka masala est un curry épicé et crémeux. Il aurait été inventé au Royaume-Uni et a pris le titre de nouveau plat national.

Les sandwiches sont très populaires pour un déjeuner léger ou un snack et se trouvent dans la plupart des magasins : les saveurs classiques sont fromage et oignons, ou saumon et fromage frais.

Vu la composition du petit-déjeuner complet (« full breakfast »), c'est plus une gâterie qu'une routine quotidienne, qu'on s'autorise généralement le week-end. Les cafés — des petits restaurants qu'on surnomme «

greasy spoons », cuillères graisseuses — sont le meilleur endroit pour déguster ce petit-déjeuner. Ce plat très copieux contient généralement des haricots, des saucisses, des oeufs, du bacon, des tomates et du pain toasté.

Tous les dimanches, les familles britanniques se mettent à table pour une tradition de longue date, le rôti du dimanche. On fait rôtir de la viande — du poulet, du bœuf, de l'agneau ou du porc — pendant de longues heures, et on l'accompagne de pommes de terre, de légumes et du jus de cuisson de la viande.

PHARMACIES

On trouve des pharmacies dans la plupart des quartiers, qui restent ouvertes pendant les heures de travail. Quelques magasins plus gros comme Boots ou Superdrug ont un rayon pharmacie. La plupart des pharmacies ferment le dimanche et les jours fériés, mais on trouve facilement des magasins ouverts 24h/24 dans la plupart des endroits.

CONCUBINAGE (VIVRE EN COUPLE SANS MARIAGE)

Le concubinage est devenu la norme au Royaume-Uni, et près de la moitié des enfants naissent de parents non mariés.

UNE PHRASE TYPIQUE

« It's raining cats and dogs » signifie qu'il pleut très fort.

MARIAGE ENTRE PERSONNES DE MÊME SEXE (MARIAGE HOMOSEXUEL)

Le mariage homosexuel est autorisé depuis 2014 en Angleterre, au Pays de Galles et en Écosse depuis 2014. Mais il est toujours interdit dans l’Irlande du Nord, plus religieuse et conservatrice, où les couples homosexuels n’ont accès qu’à l’union civile.

MAGASINS

Les magasins sont généralement ouverts du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00, et ils ferment plus tard dans les grandes villes. La plupart des magasins sont ouverts le dimanche entre la fin de la matinée et jusqu’à 17h00, et on trouve facilement des plus petits magasins indépendants gérés par des familles, qui restent ouvert jusqu’à la fin de la journée.

SUPERMARCHÉS

Il y a beaucoup de choix parmi les supermarchés au Royaume-Uni : les plus économiques comme Aldi, Iceland et Lidl ; les chaînes aux prix assez raisonnables comme Morrisons et Asda ; et les supermarchés plus chers comme Waitrose et Marks & Spencer.

UN GESTE TYPIQUE

Faire le signe de la paix avec les deux doigts dans le sens inverse est une insulte au Royaume-Uni. Pour dire que quelque chose est chaud, les gens mettent la main devant leur visage.

TRADITIONS

Le football moderne a commencé en Angleterre, et ce sport est encore très populaire, notamment la FA Cup, la Coupe d'Angleterre de Football. Le cricket, le rugby et les courses de chevaux sont aussi très suivis.

La reine reste une institution et une personnalité très populaire dans le pays, et les nouvelles et rumeurs concernant la famille royale sont suivis avec passion et attention par tout le pays.

TRI DES DÉCHETS ET RECYCLAGE

Au Royaume-Uni, la plupart des habitants recyclent leurs déchets, en les séparant dans des sacs et des conteneurs dédiés. Les ramasseurs d'ordures passent une fois par semaine pour collecter les poubelles, et il faut sortir les conteneurs à roulettes dans la rue ce jour-là.

FILMS

My Beautiful Laundrette : portrait d'une famille originaire d'Asie du Sud-Est dans la Grande-Bretagne nerveuse et irritée des années 1980,

« My Beautiful Laundrette » pose un regard humoristique sur les relations entre les différentes ethnies à Londres. Un homme pakistano-britannique, Omar, reprend contact avec Johnny, un garçon blanc qu'il avait connu à l'école et qui est devenu un punk. Les deux amants reprennent la gestion d'une laverie à l'abandon que possède l'oncle de Omar. Le film aborde les thèmes du racisme, de la classe sociale et de l'homosexualité dans un pays qui connaît alors des changements économiques et sociaux rapides.

Bend It Like Beckham (Joue-la comme Beckham) : une adolescente indo-britannique se passionne pour le football mais ses parents très conservateurs l'empêchent de continuer à pratiquer, considérant que n'est pas un sport pour les filles. Malgré ça, elle persévère et joue pour une équipe féminine locale. Elle finit par contribuer aux victoires de son club, et gagne l'approbation et la reconnaissance de ses parents.

It's a Free World de Ken Loach : une jeune femme britannique au chômage depuis peu crée une agence de recrutement depuis chez elle. C'est un succès, mais l'activité est clandestine et illégale. À travers son métier, elle rentre en contact avec des immigrés clandestins qui recherchent un emploi, ainsi qu'un homme polonais dont elle tombe amoureuse. Elle regarde alors ses clients étrangers d'un oeil nouveau. Elle décide alors d'aider un Iranien en fuite après qu'on lui a annoncé qu'il serait déporté et finirait en prison en Iran.

LIVRE

The Remains of the Day par Kazuo Ishiguro : le nippo-britannique Ishiguro dépeint le cadre rigide et ennuyeux d'une famille aristocratique et les contraintes qui pèsent sur les relations dans le système anglais de classes sociales, depuis le point de vue d'un maître d'hôtel modeste et honnête.

QUELQUES ORGANISMES QUI TRAVAILLENT AVEC LES MIGRANTS ET RÉFUGIÉS

Organisation internationale pour les Migrations (OIM ; en anglais, IOM : International Organization for Migration)

Fournit des services et des conseils aux migrants, notamment pour les retours volontaires, la réintégration, la lutte contre le trafic, l'intégration et le relogement dans l'Union européenne.
Belgrave Road 11
London SW1V 1RB
+44 (0) 207 811 6000
ops@iomlondon.org
www.unitedkingdom.iom.int

Refugee Council (Conseil des réfugiés)

Travaille en direct avec des réfugiés, leur offrant un soutien dans la reconstruction de leur vie.
PO Box 68614
London E15 9DQ

+44 (0) 207 346 6700
www.refugeecouncil.org.uk

Migrants Resource Centre (Centre de ressources pour migrants)

Offre des service de conseil sur les questions de l'immigration et de l'asile.
Eurocentres 56 | Eccleston Square | 2nd floor
London SW1V 1PH
+44 (0) 207 834 2505
info@migrants.org.uk
www.migrantsresourcecentre.org.uk

Refugee Action (Action Réfugiés)

Fournit des conseils pratiques et une assistance pour les demandeurs d'asile récemment arrivés et s'occupe de leur installation et intégration dans le pays à travers un travail de développement communautaire.
Victoria Charity Centre 11 | Belgrave Road
London SW1V 1RB
+44 (0) 207 952 1511
info@refugee-action.org.uk
www.refugee-action.org.uk

Refugee Support Network (Réseau de soutien aux réfugiés)

Travaille avec les jeunes réfugiés impactés par les déplacements et les crises, leur permettant d'avoir accès à

l’éducation à tous les stades de leur voyage de migrants. L’organisme s’occupe aussi d’un programme d’enseignement supérieur.
Scrubs Lane 8 | Suite 4.1
London NW10 6RB
Conseils par téléphone :
+44 (0) 759 758 3228
+44 (0) 800 331 7292
(le lundi et le jeudi de 14h à 17h00)
www.refugeesupportnetwork.org

Amnesty International

Fournit de l’information à jour sur les risques que peuvent courir les réfugiés dans leur pays d’origine. L’organisme fait campagne pour les réfugiés et l’asile, et participe à la campagne « Still human, still here » (« Toujours humain, toujours ici »).
New Inn Yard 17-25
London EC2A 3EA
+44 (0) 207 033 1500
sct@amnesty.org.uk
www.amnesty.org.uk

British Red Cross (Croix Rouge britannique)

Aide les réfugiés vulnérables et les demandeurs d’asile au Royaume-Uni et permet aux victimes des conflits et des catastrophes naturelles de contacter leur famille.
Moorfields 44
London EC2Y 9AL

+44 (0) 344 871 1111 (domestic)
+44 (0) 207 138 7900 (from abroad)
www.redcross.org.uk

Union européenne

QUELQUES RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES EN UE

Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR)

L'agence pour réfugiés des Nations unies. Elle décide et coordonne des actions de protection des réfugiés, et a pour objectif de trouver une solution à leurs problèmes. Chaque pays d'Europe a sa propre page sur ce site internet.
www.unhcr.org/europe.com
www.unhcr-northerneurope.org
www.unhcr-centraleurope.org

Organisation internationale pour les Migrations (OIM)

Une organisation intergouvernementale qui joue un rôle majeur dans la gestion des migrations et dans l'assistance aux migrants et réfugiés qui sont dans le besoin, y compris les personnes déplacées à l'intérieur d'un même pays. Chaque pays d'Europe a sa propre page sur ce site internet.
www.iom.int
www.eea.iom.int

Conseil européen sur les Réfugiés et les Exilés (ECRE ; en anglais : European Council of Refugees and Exiles)

Une alliance paneuropéenne de 90 ONG qui protègent et font évoluer les droits des réfugiés, des demandeurs d'asile

et des personnes déplacées.
www.ecre.org

L'ECRE a créé la **Asylum Information Database (AIDA)**, une base de données tenue à jour des procédures de demande d'asile, des conditions d'accueil et de détention en Europe, avec des rapports par pays et des liens vers des articles concernant les migrants et réfugiés.
www.asylumineurope.org

L'ECRE gère aussi le **European Legal Network on Asylum (ELENA ; en français : Réseau juridique européen en matière d'asile)**, un réseau qui rassemble la plupart des pays européens et mobilise environ 500 avocats et conseillers juridiques, et un carnet d'adresses tenu à jour.
www.ecre.org

Info4Migrants

Une source indépendante d'information en plusieurs langues concernant la citoyenneté, la vie quotidienne, l'enseignement et l'emploi au Royaume-Uni, en Suède, Finlande, Espagne, Autriche et Bulgarie.
www.info4migrants.com

News That Moves

Une initiative lancée par l'ONG Internews qui fournit de l'information à jour en plusieurs langues, des liens utiles, et dissipe les rumeurs en Grèce, Macédoine, Serbie, Croatie, Slovénie, Autriche, Allemagne, Bulgarie, Hongrie et Turquie.
www.newsthatmoves.org

Refugee Text

Un service automatisé qui envoie aux réfugiés des informations par SMS et via d'autres plateformes de communication, en partenariat avec des organismes fournissant un contenu de confiance.
www.refugeetext.org

Refugee Aid App

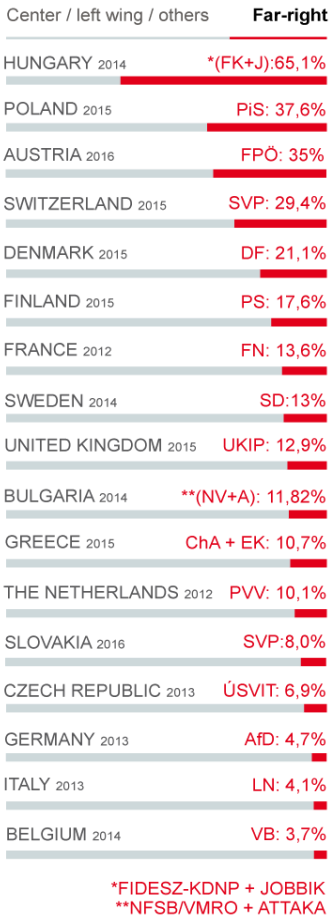
Une application mobile qui montre sur un plan l'emplacement des aides disponibles, ainsi que les informations concernant les heures d'ouverture. Tous les services d'aide proposés proviennent directement des organisations officielles. Les catégories d'aide incluent les informations juridiques et administratives ; la nourriture ; les refuges et abris ; les points d'eau ; les aides pour les parents et leurs enfants, les enfants seuls, les femmes et les hommes ; la santé ; l'éducation ; les points sanitaires. Actuellement uniquement disponible au Royaume-Uni, en Grèce, Italie, Belgique, Slovénie et Bulgarie (et bientôt dans d'autres pays).
www.refugeeaidapp.com

Welcome to Europe (w2eu)

Une source indépendante d'information en plusieurs langues – anglais, français, farsi (persan moderne) et arabe – comprenant de l'information approfondie sur les procédures légales, et les contacts d'organisations.
www.w2eu.info
www.live.w2eu.info

Les partis d'extrême droite en UE

Les partis d'extrê me droite sont présent dans plusieurs pays européens. Voici une liste de ces pays où les partis d'extrê me droite ont obtenu des résultats importants aux dernières élections législatives



*FIDESZ-KDNP + JOBBIK
**NFSB/VMRO + ATTAKA

HUNGARY

Parliamentary republic
Parliamentary elections: 06/04/2014

30% FIDESZ-KDNP + JOBBIK:65,1%

Hungarian Civic Union - Christian Democratic People's Party (FIDESZ-KDNP): 44,9%
Unity (MSZP-DK-E14-PM-MLP): 25,57%
Movement for a Better Hungary (JOBBIK): 20,2%
Others: 9,33%

POLAND

Parliamentary republic
Parliamentary elections, 25/09/2015

Center/left/others: 62,4% PiS: 37,6%

Law and Justice (PiS): 37,6%
Civic Platform (PO): 24,1%
Kukiz'15 (K): 8,8%
Modern (.N): 7,6%
United Left (ZL): 7,6%
Polish People's Party (PSL): 5,1%

AUSTRIA

Federal parliamentary republic
Presidential election: 24/04/2016*

Center/left/others: 65% FPÖ: 35%

Freedom Party of Austria (FPÖ): 35%
The Greens (GRÜNE): 21%
Austrian People's Party (ÖVP): 11%
Soc. Dem. Party of Austria (SPÖ): 11%
Others: 21%
***(1st round)**

SWITZERLAND

Parliamentary constitutional monarchy
Legislative elections: 18/10/2015

Center/left/others: 70,6% SVP: 29,4%

Swiss People's Party (SVP): 29,4%
Social Democratic Party of Switzerland (SP): 18,8%
FDP. The Liberals (FDP): 16,4%
Christian Democratic People's Party (CVP): 11,6%
Green Party of Switzerland (GPS): 7,1%
Others: 12,8%

DENMARK

Parliamentary constitutional monarchy
Legislative elections: 18/06/2015

Center/left/others: 79,9% DF: 21,1%

Social Democracy (SD): 26,3%
Danish People's Party (DF): 21,1%
Left - Denmark's Liberal Party (V): 19,5%
Unity List - The Red-Greens (EL): 7,8%
Liberal Alliance (LA): 7,5%
Others: 17,9%

FINLAND

Parliamentary republic
National Assembly: 19/04/2015

Center/left/others: 82,4% PS: 17,6%

Centre of Finland (KESK): 21,1%
National Coalition Party (KOK): 18,2%
True Finns (PS): 17,6%
Social Dem. Party of Finland (SDP): 16,5%
Green Alliance (VIHR): 8,5%
Left Alliance (VAS): 7,1%
Others: 10,9%

FRANCE

Semipresidential republic
National Assembly: 10/06/2012

Center/left/others: 86,4% FN: 13,6%

Socialist Party (PS): 29,4%
Union Popular Movement (UMP): 27,1%
National Front (FN): 13,6%
Left Front (FG): 6,9%
Europe Ecology the Greens (EELV): 5,5%
Others: 17,5%

SWEDEN

Parliamentary constitutional monarchy
General election, 14/09/2014

Center/left/others: 87% SD:13%

Social Democratic Workers' Party (S): 31,0%
Moderate Coalition Party (M): 23,3%
Sweden Democrats (SD): 12,9%
Environment Party The Greens (MP): 6,9%
Others: 25,8%

UNITED KINGDOM

Parliamentary constitutional monarchy
Legislative elections: 07/05/2015

87,1% UKIP: 12,9%

Conservative and Unionist Party (CON): 36,9%
Labour Party (LAB): 30,4%
United Kingdom Independence Party (UKIP): 12,6%
Liberal Democrats (LD): 7,9%
Others: 9,2%

Sources: www.parties-and-elections.eu / www.electionguide.org / www.europa.eu

Les partis d'extrême droite en UE

Les partis d'extrême droite sont présent dans plusieurs pays européens. Voici une liste de ces pays où les partis d'extrême droite ont obtenu des résultats importants aux dernières élections législatives.

BULGARIA

Parliamentary republic
Parliamentary elections: 05/10/2014

92,3% NFSB/VMRO+ATTAKA: 11,82%

Citizens for European Development of Bulgaria (GERB): 32,67%
Bulgarian Socialist Party (BSP): 15,40%
Movement for Rights and Freedoms (DPS): 14,84%
Reformist Bloc (RB): 8,89%
National Front & Bulgarian National Movement (NFSB-VMRO): 7,3%
Bulgaria Without Censorship (BBC): 5,69%
Attack (ATAKA): 4,52%
Alternative for Bulgarian Development (ABV): 4,2%
Others: 6,5%

GREECE

Parliamentary republic
Presidential elections: 20/09/2015

89,7% ChA + EK: 10,7%

Coalition - Radical Left (SYRIZA): 35,5%
New Democracy (ND): 28,1%
Golden Dawn (ChA): 7,0%
Panhellenic Socialist Movement - Democratic Left (PASOK-DIMAR): 6,3%
Communist Party of Greece (KKE): 5,6%
Independent Greeks (EK): 3,7%
Others: 13,8%

THE NETHERLANDS

Parliamentary constitutional monarchy
Legislative elections: 12/09/2012

Center/left/others: 89,9% PVV: 10,1%

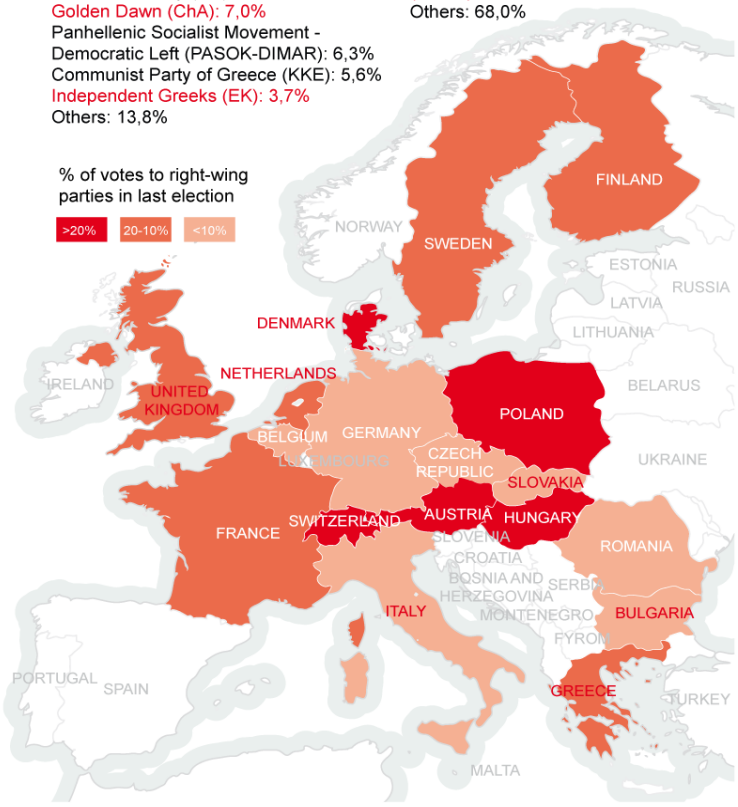
People's Party for Freedom and Democracy (VVD): 26.6%
Labor Party (PvdA): 24,8%
Freedom Party (PVV): 10,1%
Socialist Party (SP): 9,6%
Christian Democratic Appeal (CDA): 8,5%
Democrats 66 (D66): 8,0%
Others: 12,4%

SLOVAKIA

Parliamentary republic
Legislative elections: 05/03/2016

Center/left/others: 92% L'SNS: 8,0%

Direction-Social Democracy (SMER-SD): 28,3%
Freedom and Solidarity (SAS): 12,1%
Ordinary People and Independent Personalities(GPS): 11,0%
Slovak National Party (SNS): 8,6%
People's Party Our Slovakia (L'SNS): 8,0%
Others: 68,0%



GERMANY

Semipresidential republic
Legislative election: 22/11/2013

Center/left/others: 95,3% AfD: 4,7%

Christian Democratic Union of Germany (CDU): 34,1%
Social Democratic Party of Germany (SPD): 25,7%
The Left (LINKE): 8,6%
Alliance 90/The Greens (GRÜNE): 8,4%
Christian Social Union in Bavaria (CSU): 7,4%
Free Democratic party (FDP): 4,8%
Alternative for Germany (AfD): 4,7%
Others: 6,3%

ITALY

Parliamentary republic
Legislative elections: 24/02/2013

Center/left/others: 95,9% LN: 4,1%

Five Star Movement (MCS): 25,6%
Democratic Party (PD): 25,4%
Forward Italy (PDL): 21,6%
League North (LN): 4,1%
Civic Choice (SC): 8,3%
Others: 15%

BELGIUM

Federal parliamentary constitutional monarchy
Legislative elections: 25/05/2014

Center/left/others: 96,3% VB: 3,7%

New Flemish Alliance (N-VA): 20,3%
Christian Democratic& Flemish (CD&V): 11,6%
Open Flemish Liberals & Democrats (Open Vld): 9,8%
Socialist Party. Different (SPA): 8,8%
The Flemish Greens (GROEN): 5,3%
Flemish Interest (VB): 3,7%
Socialist Party (PS): 11,7%
Reformist Movement (MR): 9,6%
Others: 19,2

RÉFUGIÉS, BIENVENUE

Les migrants et les réfugiés rencontrent souvent un bon accueil, mais aussi des réactions d’hostilité.

REFUGEES WELCOME

FCK NZS

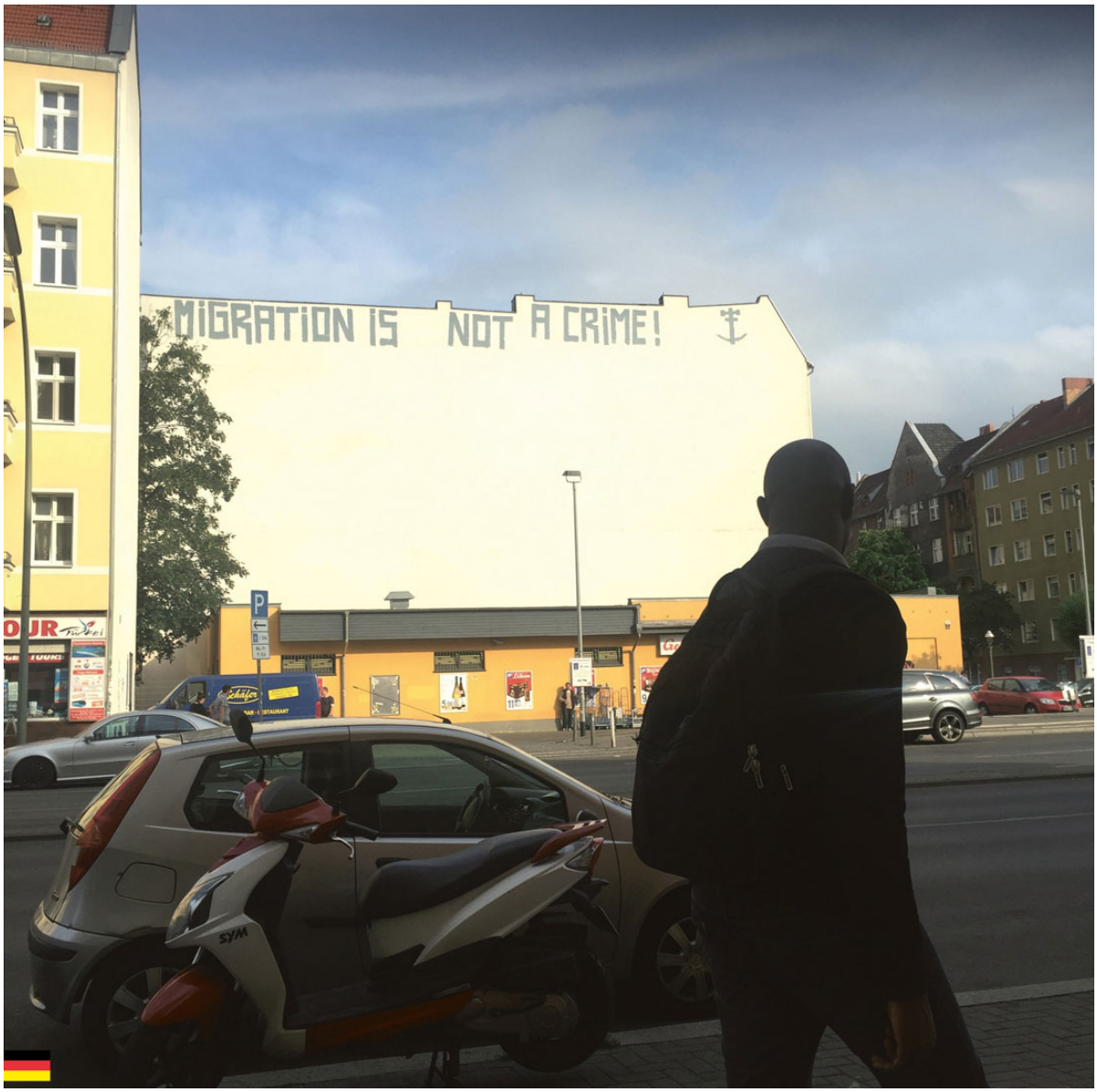
REFUGEES WELCOME
-SPORTELLO LEGALE PER MIGRANTI GRATUITO
tutti i mercoledì dalle ore 16 alle 18
-AVIS JURIDIQUE GRATUIT POUR LES MIGRANTS
Tous les mercredis de 16 à 18 h
-ASESORAMIENTO JURIDICO GRATUITO PARA MIGRANTES
Todos los miércoles de 16 a 18 h
-FREE LEGAL ADVICE FOR MIGRANTSL
every wednesday from 16 to 18 pm
ASSOCIAZIONE MARIANO FERREYRA
Via Alfani 13/r, Firenze
UNITI CONTRO IL RAZZISMO

FUCK AUSTERITY
REFUGEES WELCOME

Refugees welcome

progress
www.progress-werbung.at
Tel. 0662 / 43 92 24
ARGE KULTUR SALZBURG
EINTRITT FREI!
TALK TOGETHER'S
FLÜCHTLINGSFE

NESSUNA FRONTIERA!!


MIGRATION IS NOT A CRIME!
SYM